

Avec ce numéro, un cahier Emploi

# Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13892 - 4.50 F

MERCREDI 27 SEPTEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



M. Bourassa reconduit avec une majorité réduite

## Un parti anglophone au Parlement du Québec

### Difficultés constitutionnelles

L'ÉPINEUX problème constitutionnel, la délicate question des rapports entre le Québec et le reste du Canada, entre francophones et anglophones, sont soudain revenus au premier plan de l'actualité.

C'est un avertissement qu'ont adressé au premier ministre de leur province, M. Robert Bourassa, et au chef du gouvernement fédéral, M. Brian Mulroney, les électeurs québécois appelés, lundi 25 septembre, à renouveler l'assemblée de la « belle province ». Tenants d'un nationalisme modéré, M. Bourassa et le Parti libéral gardent certes une confortable majorité des sièges au parlement provincial, mais le Parti québécois (PQ) de M. Robert Parizeau, qui prône une accession progressive à l'indépendance, effectue un retour en force sur la scène politique.

Avec près de 40 % des suffrages, le Parti québécois obtient un relatif succès. C'est la fin de la longue traversée du désert consécutrice au retour de M. Bourassa à la tête du gouvernement, en 1985, et à l'échec du référendum de 1980 sur la « souveraineté » du Québec.

TOUT aussi remarquable, sinon davantage, est l'entrée à l'Assemblée des quatre premiers élus du Parti Égalité-Équité qui exprime l'inquiétude de la minorité anglophone du Québec devant le regain de nationalisme dans la communauté francophone. M. Bourassa a dû faire récemment des concessions sur l'usage prioritaire du français dans le commerce. Les anglophones lui en veulent manifestement alors que, jusqu'à présent, ils le soutenaient, se satisfaisant de sa modération.

Les choses ont bien changé depuis quelques années. Les francophones ont pris confiance en eux. Ils ont investi le monde des affaires, auparavant réservé aux seuls anglophones. La reprise de la croissance a entraîné une sensible diminution du chômage. Les francophones ont vu l'an dernier avec enthousiasme pour M. Mulroney, qui défendait l'accord de libre-échange avec les États-Unis.

Le Québec a vu dans cet accord l'occasion de prendre un peu plus ses distances à l'égard de la Fédération, et le vote de lundi paraît confirmer ce sentiment. Le chef du PQ, M. Parizeau, n'a-t-il pas mené sa campagne en insistant sur le fait qu'à ses yeux le Québec, qui serait en mesure de vivre séparément, est victime des difficultés économiques des autres provinces ?

CETTE nouvelle notion d'« intérêt » considérée par le mouvement nationaliste québécois ne peut qu'accroître les tensions avec le reste du Canada, surtout au moment où l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne de plus en plus remise en cause par le PQ et aussi par plusieurs provinces anglophones qui refusent de reconnaître le statut de « société distincte » promis par M. Mulroney aux Québécois.



3790147004500 09270

Le Parti libéral (PQ) du premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a remporté lundi 25 septembre les élections dans la province francophone du Canada, malgré un vote de protestation significatif de la minorité anglophone et une remontée du Parti québécois (PQ, indépendantiste). M. Bourassa se trouve ainsi reconduit au pouvoir pour un deuxième mandat, avec une majorité réduite à 92 sièges (51 % des voix) sur 125 à l'Assemblée nationale du Québec, contre 98 dans le précédent Parlement. Le Parti de l'égalité (Equality Party), a fait élire quatre députés en canalisant la rancœur de la minorité anglophone du Québec.

Lire page 8 l'article de notre correspondant à Montréal

### L'Assemblée générale de l'ONU

M. Bush propose la destruction des armes chimiques page 3 - section A

### Le conflit Peugeot

Procédure de licenciement contre plusieurs ouvriers grévistes page 29 - section C

### La loi de programmation militaire

437,8 milliards de francs pour les équipements, de 1990 à 1993 page 13 - section B

### La renaissance de la bibliothèque d'Alexandrie

Un architecte norvégien, Kito Thorson, a remporté le concours international pour la construction du bâtiment page 20 - section B

### « Diagonales »

« La vie et quelque chose d'autre » : La nouvelle chronique de Bertrand Poirot-Delpech page 15 - section B

Le sommaire complet se trouve page 34

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joieries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

23, RUE DU FAUBOURG-ST-HONORÉ, PARIS 42.65.79.81

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 \$ ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 338 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 \$.

Les mouvements de démocratisation en Europe de l'Est

## Manifestation en RDA en faveur des réformes

Une manifestation de huit mille personnes, la plus importante de ces dernières années en RDA, a eu lieu lundi 25 septembre à Leipzig pour dénoncer le refus des autorités d'autoriser l'association Nouveau Forum et exiger des réformes. Cette manifestation a eu lieu le jour même de la réapparition en public du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, après six semaines d'absence. (Lire page 34.)

### Les nouveaux Allemands de RFA

BONN

Le nombre des Allemands de l'Est qui se sont engouffrés dans la porte ouverte par la Hongrie s'élève à plus de vingt mille, et on enregistre encore plusieurs centaines d'arrivées quotidiennes. Selon certains témoignages recueillis dans le camp de Zuglitz, à Budapest, la police tchécoslovaque renforcerait ses contrôles frontaliers avec la Hongrie pour empêcher les Allemands de l'Est d'obtenir une autorisation de sortie pour ce pays de franchir illégalement la frontière. Aucune mesure officielle de restriction des autorisations de sortie vers la Hongrie n'a été annoncée en RDA même.

Selon les milieux dissidents d'Allemagne de l'Est, la police aurait cependant exigé la restitution du « bon de sortie », valable six mois, de personnes l'ayant déjà obtenu.

En tout état de cause, les prévisions d'arrivée de réfugiés est-allemands pour l'année 1989 sont déjà dépassées. Le nombre des personnes rejoignant la RFA excéderait largement les cent mille prévues au début de cette année, et dont l'arrivée s'effectuait pour l'essentiel de manière légale. Les estimations tournent autour de cent trente mille, mais rien ne dit qu'elles ne devront pas être revues à la hausse si la situation reste en l'état.

LUC ROSENZWEIG Lire la suite page 5

## Après l'Histoire, l'ennui ?

par André Fontaine

INTERROGÉ au moment de son départ de la Maison Blanche sur ce dont il était le plus fier, Ronald Reagan a répondu, en toute modestie : « J'ai gagné la guerre froide. » En un sens, il avait raison : en accélérant brutalement la course aux armements, en installant, en réplique au déploiement des SS-20, des fusées capables de raser en quelques minutes Moscou, Kiev ou Leningrad, en lançant son programme sur-réaliste de « guerre des étoiles », il a obligé les dirigeants soviétiques à reconnaître qu'ils n'avaient pas les moyens économiques de leur expansionnisme et à opérer un virage à 180 degrés en direction de la détente. Gorbatchev peut tomber demain, les données de fait qui ont guidé sa politique extérieure demeurent.

Minisme » ; 2. Qu'ainsi disparaît, après celui du fascisme, l'un des deux défis majeurs posés au cours de ce siècle au libéralisme ; 3. Que, ni la religion ni le nationalisme ne paraissent de taille à présenter des défis d'une telle ampleur, la victoire de la démocratie est assurée ad vitam eternam ; 4. Que donc nous assistons tout simplement à la « fin de l'Histoire ». Excusez du peu...

A vrai dire, cette perspective n'enchantait qu'à moitié notre auteur. Déjà, avant lui, l'économiste Galsborth avait préfacé un fort spirituel canular sur toutes les raisons que l'on pouvait avoir de juger « la paix indésirable » (1). Mais Fukuyama n'a que faire de l'humour. C'est avec le sérieux d'un pape qu'il décrit l'« ennui », voire la « tristesse » dans lesquels s'apprête à sombrer le monde : « Les grandes ambitions d'autrefois seront remplacées par le calcul économique, par la solution sans fin des problèmes techniques, des préoccupations écologiques et la satisfaction des besoins sophistiqués des consommateurs... »

Lire la suite page 4

(1) Traduction française parue chez Calmann-Lévy.

## L'amère défaite de M. Léotard

Une médiocre prestation, un vote à bulletin secret, l'ombre de M. Giscard d'Estaing... et le président du PR est battu par M. Millon



VICHY de nos envoyés spéciaux

Depuis des semaines, ils ne pensaient plus qu'à cela. Curistes de l'opposition, les députés UDF n'auraient pour rien au monde manqué l'invitation du bon docteur Claude Malhuret : deux jours de soins parlementaires à Vichy. L'année dernière, ces journées parlementaires de l'UDF avaient été carrément supprimées parce qu'elles se situaient en plein divorce avec les centristes : chacun avait estimé préférable de ne point s'offrir en spectacle. Le spectacle, cette fois, n'aura pas fait défaut.

A l'affiche, l'élection, lundi 25 septembre, d'un nouveau président de groupe en remplacement de M. Jean-Claude Gaudin, transféré la veille, avec panache, au Sénat. La distribution des principaux rôles était certes depuis longtemps connue, mais, après deux mois complets de répétitions, de mises en scène multiples, d'après lutes entre impresarios, le suspense n'était pas encore dissipé.

En haut de cette affiche, trois noms : le toujours jeune premier François Léotard, donné favori ; M. Charles Millon, acteur principal du printemps des « renouveaux » ; M. Philippe Mestre, exvedette de série B comme Barre...

Comme pour un festival, et comme pour mieux ajouter sans doute à la convivialité, cette mémorable journée débuta, tôt le matin, par un vol collectif au départ d'Orly. MM. Charles Millon et Philippe Mestre étaient du voyage, avec bon nombre de parlementaires. Première arceuthique levée par certains : M. François Léotard avait préféré, quant à lui, se dispenser du crochet par Paris.

Une heure plus tard, tout ce petit monde se trouvait en place, au premier étage de l'hôtel de ville de Vichy transformé en conclave pour l'attribution de ce « César » de l'UDF. Le décor : trois tables face à la tribune présidée, une dernière fois, par M. Jean-Claude Gaudin. M. Léotard sur le flanc droit, M. Charles Millon au centre, M. Philippe Mestre à gauche.

Les quatre-vingt-huit députés étaient au parterre. L'un des plus illustres était arrivé par la grande porte peu avant midi : M. Valéry Giscard d'Estaing, voisin auvergnat échappé d'une réunion régionale à Riom.

Les mines étaient tendues. M. Giscard d'Estaing tournait le dos à M. Léotard. Personne n'osait jacter le regard du voisin. On entendait même les trois députés alsaciens du groupe, serrés au coude à coude, utiliser leur langue régionale pour préserver la confidentialité de leurs délibérations. Atmosphère, atmosphère...

DANIEL CARTON PASCAL ROBERT-DIARD et PIERRE SERVANT Lire la suite page 10

### SCIENCES • MÉDECINE

Trente ans de découvertes archéologiques en France O Le rapport officiel sur l'accident nucléaire de Kichim (Oural) O L'Histoire et l'ordinateur O Le cancer du col de l'utérus.

Pages 17 à 19 - section B



## DÉBATS

## La revanche du social

par Raymond Soubie

Le conflit Peugeot est l'occasion de faire un constat quel que soit l'angle. Nul ne sait plus très bien ce qu'est devenu le social en France, sa place dans les stratégies politiques, son rôle dans l'évolution de l'économie et jusqu'au sens précis et concret du mot.

D'un côté, les grands patrons d'autrefois, syndicaux et patronaux, ont perdu beaucoup de leurs troupes, de leur pouvoir de faire le droit à travers les grands accords nationaux interprofessionnels, ou de susciter et de mener des contestations, bref de leur influence sur les esprits et les actions. Ils sont, en quelque sorte, passés de mode. Ceux-là mêmes qui, au nom de la priorité de l'entreprise, contestaient les organisations collectives et voulaient réformer des règles juridiques trop contraignantes sont devenus curieusement silencieux.

Ils ont gagné et semblent, une fois la victoire acquise, n'avoir défendu leur idéologie libérale que pour combattre l'autre. Hors des rares conflits, le social qui, dans les médias, les joutes d'intellectuels et les discours des hommes publics, avait une grande importance, ne semble plus en avoir guère. Tout se passe comme si, dans la hiérarchie des objectifs, il venait loin derrière l'économie et la finance.

Mais, d'un autre côté, il réapparaît avec force, soit sous forme de crainte — la désorganisation du secteur public et ses conséquences, — soit à travers des conflits locaux mais à grande importance médiatique comme Peugeot, soit avec l'apparition du problème né du partage de la croissance retrouvée, soit personnellement dans les propositions, on pourrait dire les contestations, du parti du pouvoir.

Le gouvernement donne, quant à lui, un exemple de l'ambiguïté à laquelle les acteurs politiques et sociaux se croient contraints. Il souhaite secrètement que Jacques Calvet ne cède pas. Il n'intervient donc pas dans le conflit, sinon en paroles et celles-ci sont en faveur des salariés. Le bon sens et la doctrine sont ainsi également sauvegardés.

Dans ce désordre apparent des idées et des comportements, essayons de tirer quelques fils. Il est d'abord vrai que les objectifs majeurs de la politique sociale pendant plus de trente ans, et ses principaux instruments, paraissent aujourd'hui d'une autre époque, après qu'ils ont rendu des services exceptionnels à notre société. Quelques grandes œuvres ont été accomplies. Pour ne citer que les plus durables : les régimes complémentaires de retraites, l'établissement et l'élargissement de la protection chômage, la généralisation

tains de ses effets parfois pervers en limitant la portée.

Il ne faut, bien entendu, pas en conclure que l'ère du progrès social est close. Il continuera, à la fois, cause et conséquence de l'évolution de la société et de l'économie. Il empruntera simplement des voies nouvelles, moins politiques, moins générales, plus diffuses, mieux fondées sur l'initiative de l'individu. L'émiettement social en même temps que la disparition de la lutte des classes expliquent ce phénomène.



de la sécurité sociale, la mensualisation des ouvriers ou la création continue d'un droit du travail reconnu de tous côtés comme protecteur, non remis en cause et ne freinant pas réellement les évolutions de l'économie. Il est difficile aujourd'hui de trouver, de citer et d'atteindre quelques objectifs sociaux aussi évidents et nécessaires. Le revenu minimum d'insertion en aura été le dernier exemple, encore que sa complexité et cer-

De la même manière, les moyens des politiques sociales ont changé. Longtemps ceux-ci furent la loi et les accords nationaux interprofessionnels, généraux par nature, dictés par le sommet et s'imposant à la base. Aujourd'hui, les acteurs sociaux traditionnels, patrons et syndicats, bien affaiblis, ne sont guère en mesure de parvenir à un équilibre des concessions acceptables par leur base et pourtant si nécessaire au succès d'une négociation. Ils ont appris mieux et plus vite que les politiques qu'on ne gouverne pas par décret. Il n'y a pas ou plus de grand texte social, gouvernemental ou né d'une initiative des partenaires sociaux.

L'ennui est que rien n'est venu remplacer cela. Les enjeux se sont déplacés vers les entreprises. Mais il semble que, sauf nécessité due à un conflit, les chefs d'entreprise s'intéressent beaucoup moins au social qu'il y a quelques années. Effet des nouvelles modes, rôle reconnu à la finance ou simplement constatation réaliste que tout va pour le mieux : les patrons parlent peu du social, et sauf exception ne le considèrent que quand il s'impose à eux.

Le sujet si longtemps au programme des colloques, rencontres et instances patronales n'est plus guère. Constatation étonnante et, on peut le dire, consternante quand on a à l'esprit ces deux évidences : rien n'est plus important que le social — c'est après tout une forme de la recherche du bonheur — et il représente un élément important de la compétitivité et de la croissance.

Dans ce contexte, que conclure et que faire ?

1. A court terme, deux sujets d'inquiétude existent. Le premier est sans doute le plus grave parce que le moins maîtrisable s'il éclate : la possibilité d'un conflit violent, désordonné, non encadré dans le secteur public. Les fonctionnaires et agents assimilés souffrent de maux bien réels : une dégradation ressentie de leurs rémunérations par rapport à celles du secteur privé, une démotivation croissante liée à l'irruption des valeurs de l'argent, de la concurrence, du privé et à la prise de conscience de l'indifférence quasi générale autour de l'Etat et du politique.

Comme les gouvernants, qui savent si bien donner des conseils aux entreprises privées, n'ont jamais eu le sens du management du secteur public, laissant passer les orages pour qu'ils éclatent sur leurs successeurs, le danger est considérable. Michel Rocard l'a bien compris et il a un grand mérite, car c'est un sujet qui, pour être bien traité, exige des mesures

dans l'instant peu populaires et souvent conflictuelles. Souhaitons-lui persévérance et réussite.

La seconde crainte concerne les revendications salariales qui pourraient réapparaître dans le secteur privé. Les Français ont enfin compris que la crise était finie, l'économie marchait bien et les entreprises faisaient des profits. Ils veulent leur part du gâteau et sont prêts à le faire savoir. Ils ont remarqué que, dans plusieurs cas, satisfaction leur était plus donnée par la contestation que par le silence. Les chefs d'entreprise qui ont besoin de toutes leurs capacités de production auront à les écouter et quelquefois à les entendre, chacun à sa manière. Le vrai danger vient de ce que nous risquons de passer, dans notre jugement sur l'état de l'économie, d'un pessimisme excessif à une euphorie injustifiée.

Après tout, il y a toujours plus de deux millions de chômeurs et ils doivent rester la priorité. Notre balance commerciale demeure fortement déficitaire et nous perdons des parts de marché à l'étranger. Il faut certes partager mais dans un esprit de bon sens et de mesure.

2. Le conflit Peugeot est la réunion de tout ce qui ne devrait pas arriver. Il éclate dans un secteur très exposé à la concurrence internationale et dont il n'est pas évident qu'il doive et puisse subsister dans l'Europe du siècle prochain. Il met en scène un chef d'entreprise aujourd'hui critiqué de beaucoup de côtés, après avoir été également loué pour sa réussite. Il montre le double jeu conciliant et organisé du gouvernement qui souhaite à la fois donner des leçons à Jacques Calvet et éviter le dérapage des salaires. Il attire, à lui seul, l'attention des médias alors qu'il est, après tout, limité et que les problèmes des enjeux de politique sociale sont autrement importants.

3. Les rapports de force, cela existe. Jusqu'à ces dernières semaines, ils ont semblé tellement favorables aux entreprises que les responsables de celles-ci agissaient et raisonnaient en ce domaine en toute quiétude. Marc Blondel, dans quelques déclarations récentes, n'a pas tort. Le syndicalisme a aussi un rôle de contestation et celui-ci ne doit pas passer au-dessous d'un certain seuil critique. Après tout, d'excellentes expériences ont été menées par dialogue avec les syndicats, d'autres en réaction contre eux. Encore faut-il qu'il y ait des syndicats et qu'ils le montrent.

## Le bon usage des conflits

Il est du devoir des leaders d'opinion de rappeler que le social est une fin en soi et un moyen important du progrès de l'économie. Jean Kasper l'a bien exposé en son dernier dans les colonnes du Monde. Il a malheureusement été peu entendu. Décidément, la France, pays sérieux et légal, n'aurait plus d'intérêt que pour les OPA et les hommes de finance. Le social est traité comme un facteur pathologique et dérangeant. Le mouvement de balancier par rapport au temps passé était bien nécessaire. Il est allé trop loin.

Il n'y a plus de lieu où on discute vraiment entre partenaires sociaux et personnes qualifiées des enjeux et perspectives sociales. Ni le Conseil économique et social ni le Comité de l'Etat ne jouent pleinement ce rôle en dépit de la qualité des hommes qui s'y réunissent. Il serait temps d'ouvrir quelques grands débats et de trouver des lieux pour les mener : avenir du syndicalisme, rôle et formes de la négociation collective, sort des grands régimes de protection sociale, prévention des conflits, intéressement des salariés, connaissance et diffusion des expériences réussies de gestion sociale.

De bon usage des conflits : l'affaire Peugeot ne met certes pas en péril l'équilibre social du pays. Mais elle attire, par le truchement d'un sujet limité, l'attention sur un domaine et des politiques en voie de marginalisation dans l'esprit des hommes publics, et dans celui des responsables économiques et des leaders des médias. Il serait fâcheux qu'on en restât là.

► Raymond Soubie est directeur général du groupe « Liaisons ».

## Bibliographie

## « Un homme du Monde »

DE JEAN PLANCHAIS

DANS toute famille qui se respecte il y a un dépositaire de la mémoire vivante. Un contour patétiq ue l'on requiert car il a une phénoménale mémoire des dates, des drames et des sourires. Le Monde est une famille et Jean Planchais est son mémorialiste dévoué. Après tant de livres consacrés à cette quotidienne institution, toujours menacée et toujours recommandée, celui de Jean Planchais tranche agréablement. Foin des placets d'égérie réglant des comptes, des procès de jalousie, des épreuves à prétention idéologique, foin des mensonges et des coups en vache. Mais le Planchais se distingue aussi des études plus austères consacrées à l'histoire de ce journal, à ses débuts, à ses déboires, à ses combats.

Il s'agit ici d'un Monde intime car il s'agit d'un monde vécu, et ainsi. Un homme du Monde ? Un fou du Monde, plutôt, et qui ne s'en cache pas. Il y a encore peu de temps on voyait Jean Planchais, le nouveau patron toujours brouillé avec l'horizontale, dans les couloirs et les bureaux du Monde, frémissant, passionné, narquois, jamais en repos. Et jamais en retard d'une anecdote pour débiter l'atmosphère d'une rédaction forcément stressée par la course au quotidien, par l'observation des sociétés et par ce goût théologique assez répandu ici pour le choc des « sensibilités ».

## « Le culte du mot juste »

Avec le style d'écriture limpide qui est le sien, un style où la vacherie suit être élégante mais où la pensée, quand elle est dure, ne se masque pas derrière de vaines prudences, Jean Planchais dégage des souvenirs. Pas tout, car un seul livre ne saurait épuiser un tel sujet... ni un tel auteur. On y voit défilé des obscur spectacles et d'autres, plus glorieux mais non moins impressionnants. On y voit vivre les débuts d'un journal, au sortir de la guerre, tantôt d'associer des anciens du Temps, des jeunes gens fraîchement démobilisés et des hommes déjà plus mûrs, libérés des camps de prisonniers ou de déportation. Un journal que son fondateur, Hubert Beauvillier, avec l'optimisme qui fut toujours le sien à propos d'œuvres humaines, voyait durer deux mois, au mieux...

De cet album-souvenir émergent quelques grands moments. La fondation, bien sûr, cet homme qui faisait partie de ces « chrétiens sans la foi » et se méfiait de l'argent comme de la peste car, ayant connu la presse stérilisée d'avant-guerre, il savait que l'argent « pervertit les consciences, transforme les idées en affaires ». Un patron de presse dont « l'idéal, au fond, était le monastère, ou l'ordre de chevalerie, avec un Père abbé ou un grand maître élus et une hiérarchie dûment acceptée ». Un homme qui,

au-delà de sa retraite, en 1969, conservait pendant vingt ans auprès de tous une aura et une influence. Il avait un bureau au dernier étage de l'immeuble de la rue des Italiens. Jean Planchais écrit : « Sous sa désespérance bourgeoise, il aimait son équipe. Tous les acteurs montaient les échecs de son stratège. Il en redécouvrait avec les Tables de la loi, cherchant à interpréter ses murmures. » Ainsi les échecs, de crise en crise, des messages que ses successeurs transmettaient de la manière dont ils pensaient les avoir perçus.

## Les moines-soldats d'un couvent laïc

Parmi tous les portraits des disparus, l'un des plus étonnants est celui de Robert Guéhenne, qui fut rédacteur en chef adjoint et ne survécut guère à la retraite. Le public le connaissait peu. Il s'activait aux manettes de l'immense navire, encoléré, brutal, impatient, après un labeur, perfectionniste, plus soucieux d'efficacité que de popularité, ce qui est une manière de sacerdoce. « Son culte du mot juste — il s'interrogeait longuement : fallait-il écrire soulier ou chaussure ? — de l'information rapide et contrôlée, du travail accompli jusqu'à la limite des forces humaines, il l'a inculqué à coups de guele à des garçons sans formation, sortis du maquis, de l'armée, des camps de formation. »

Il y en a eu d'autres, et de plus souriants, mais tous concouraient avec une égale foi — et un certain désintéressement financier... — à l'édification de cet étonnant produit-mot qu'on n'utilisait guère dans la presse à l'époque — qu'est le Monde. Les débuts sont toujours inimaginables... après. On est pris de vertige à voir sur quelle fragilité initiale s'édifie ce journal, devenu finalement aussi indispensable au paysage national qu'un clocher dans les affiches de la « force tranquille ». On s'étonne moins quand, à lire le Planchais, on voit vivre et travailler les moines-soldats de ce couvent laïc.

Régulièrement, sur les traces des anciens, ont vué une part énorme de leur vie à cette maison et ont le soul de l'épaveur des choses, le livre de Jean Planchais donnera à d'autres « fans » de ce journal — on veut dire les lecteurs — des raisons de mieux l'apprécier, d'en comprendre les faiblesses et la grandeur, au fond de l'aimer dans son humanité. Le Monde est un monde. Le livre de Jean Planchais, publié en une période de transformations radicales, est, pour ceux qui le font, un rappel aux origines, et pour ceux qui le lisent, un répit. Pour celui qui l'a écrit c'est, à l'évidence, un acte de foi. Il faut dire que le sujet en vaut la peine : ce n'est pas le Monde qui vous dira le contraire !

BRUNO FRAPPAT

► Un homme du « Monde », de Jean Planchais, éd. Calmann-Lévy, 248 p., 98 F.

## Le Monde

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

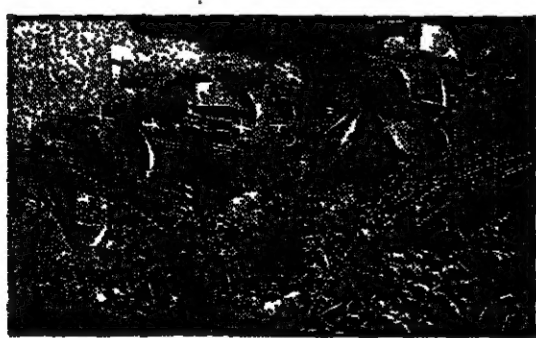
Correspondant en chef : Claude Sotès

Administrateur général : Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Telex MONPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Bartolomé Bennassar  
Lucile BennassarLes Chrétiens  
d'AllahL'histoire extraordinaire  
des renégatsXVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles

Perrin

« Un livre dru, vivant, actuel, l'un des plus passionnants de la rentrée... un livre qui a trouvé le ton juste quelque part entre Decaux et Braudel. Bref, un régal. »

JEAN-PIERRE ROUX • « LE MONDE »

« Un ouvrage absolument remarquable... une lecture envoûtante. »

DOMINIQUE BOUREL • « L'EXPRESS »

« Les Bennassar m'ont procuré un instant d'unique et vrai bonheur... un livre à mettre immédiatement entre toutes les mains. »

PIERRE CHAUNU de l'Institut • « LE FIGARO »

Perrin



# ÉTRANGER

... Le Monde • Mercredi 27 septembre 1989 3

L'ouverture de la 44<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU

## M. Bush propose une réduction radicale des arsenaux chimiques des deux Grands

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre envoyé spécial

M. Bush est venu aux Nations unies avec une idée en tête, une seule apparemment : présenter une proposition de réduction drastique des arsenaux chimiques en possession des deux Grands, dans l'attente d'un accord général sur l'interdiction de ces armes. Pour le reste, le nouveau président, qui intervenait pour la première fois devant l'Assemblée générale des Nations unies, semblait n'avoir pas grand-chose à dire, et son discours gentil, court et plat a laissé plus d'un auditeur perplexe.

Depuis qu'il est à la Maison Blanche, M. Bush n'a jamais caché l'intérêt particulier qu'il portait à l'élimination des armes chimiques. L'an dernier, devant cette même tribune des Nations unies, son prédécesseur Ronald Reagan avait défendu l'idée d'une conférence — qui s'est tenue à Paris en janvier 1989. Cette année, M. Bush a présenté un plan en trois points, organisé autour d'une idée centrale : les deux Super-Grands, qui possèdent l'écrasante majorité des arsenaux chimiques, doivent donner très rapidement l'exemple,

avec l'espoir que cet exemple et la pression de l'opinion mondiale inspireront les autres pays concernés, en particulier ceux du tiers-monde.

Première étape, les États-Unis sont disposés à détruire dès maintenant, c'est-à-dire avant même que soit conclu un traité, 80 % de leurs stocks d'armes chimiques, à condition que l'URSS suive leur exemple. En pratique, Moscou (qui affirme posséder 50 000 tonnes d'armes chimiques, mais pourrait selon certaines estimations en posséder jusqu'à six fois plus) devrait détruire beaucoup plus de matériel que Washington, dont le stock est évalué à environ 30 000 tonnes.

Ensuite, à partir du moment où un traité général d'interdiction des armes chimiques serait signé, les États-Unis sont prêts à détruire, en l'espace de huit ans, 98 % de des stocks restants — à condition que l'URSS soit également signataire de la convention.

Avant même qu'il ne rende publiques ses propositions, le président Bush a été soupçonné par le *New York Times* de faire « de nécessité vertu ». En effet, le Congrès a dès à présent voté une loi contraignant l'administration à détruire d'ici à 1997 les armes

chimiques anciennes, à mesure que de nouveaux produits — biotoxiques, — dont le stockage est beaucoup moins dangereux, seront fabriqués. Mais le secrétaire d'État James Baker a rétorqué lundi que les engagements proposés par M. Bush entraîneraient en fait l'administration à sacrifier des quantités substantielles de produits biotoxiques actuellement en cours de production.

Commentant brièvement le discours de M. Bush, qu'il a estimé « constructif », M. Chevardnadze s'est contenté de dire que l'URSS étudierait les propositions américaines, mais que l'Union soviétique « s'était toujours prononcée pour l'élimination totale des armes chimiques ».

Le discours  
de M. Skubiszewski :  
une autre Pologne

Pour le reste, M. Bush n'a consacré qu'un petit paragraphe aux récentes conversations américano-soviétiques des derniers jours, simplement pour dire qu'il était « très satisfait des progrès réalisés », et pour noter que « l'Union soviétique avait levé nombre d'obstacles aux progrès, dans le domaine de la réduction des armes conventionnelles et stratégiques ».

Le président américain a aussi évoqué en quelques petites phrases les changements en cours en Europe centrale — Hongrie et Pologne — et en URSS, en tête d'une revue des progrès de la « liberté » à travers le monde. Tout son discours se présentait d'ailleurs comme une sorte d'hymne à la liberté — à cette différence près qu'un texte banal, mal écrit et mal lu ne ressemble guère à un hymne, et que l'écho de thèmes « réaganien » ne soulignait que plus cruellement le contraste avec l'auteur-interprète de la partition originale. Mais il est évident que M. Bush a totalement renoncé à lutter sur ce terrain avec le souvenir de son prédécesseur : il préfère être lui-même, c'est-à-dire un homme qui commence son discours en saluant longuement ses

anciennes connaissances présentes dans la salle (il a été ambassadeur de son pays à l'ONU en 1971 et 1972), et le poursuit sur le ton de Monsieur-tout-le-monde.

M. Bush parti, et avec lui la foule des grandes occasions, c'était au tour d'un inconnu de s'avancer lentement vers la tribune, d'étaler soigneusement ses papiers et de boire un verre d'eau. Le professeur Skubiszewski, juriste distingué tout fraîchement nommé ministre polonais des affaires étrangères, s'apprêtait à se lancer dans un étrange exercice : s'adresser au monde au nom d'une Pologne qui est devenue celle de Lech Walesa sans cesser d'être celle du général Jaruzelski.

Il dirige la délégation de la République populaire de Pologne, et tous les membres de son entourage sont de l'ancien régime. Lui-même pourtant représente le nouveau gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki, et il est le premier Polonais depuis des décennies à pouvoir s'adresser à l'ONU pour exprimer autre chose qu'une variation sur un thème soviétique.

Le discours, prononcé dans un anglais très britannique par un homme qui paraît tout droit venu de la Pologne d'autrefois, commence par un coup de cymbales : « Cette Assemblée se réunit cinquante ans après le début de la seconde guerre mondiale. Cette guerre a commencé en Pologne et contre elle, à la suite de l'agression commise par le gouvernement nazi d'Allemagne et exécutée en collusion avec le gouvernement stalinien de l'Union soviétique. »

Le ton est donné, la différence marquée avec éclat, et M. Skubiszewski peut jouer son autre rôle : incarner, en dépit de tout, une certaine continuité, faire référence au vieux plan Rapacki de dénucléarisation de l'Europe centrale, et même aux « mesures de confiance » et de réduction des armements proposées dans un passé récent par le général Jaruzelski, sans oublier les vertueuses déclarations du pacte de Varsovie sur l'élimination de toutes les armes de destruction massive

(quelques heures après son discours, M. Skubiszewski se retrouvera avec tous ses collègues du « camp », autour de M. Chevardnadze).

Plus de « zones  
d'influence »

Mais quand le nouveau ministre évoque la position « géostratégique » et « géopolitique » de la Pologne, comme tant de ses prédécesseurs l'ont fait avant lui, ce n'est plus pour affirmer une amitié « indéfectible » pour l'URSS, mais pour établir clairement une distinction : « Les zones de sécurité ne doivent jamais signifier des zones d'influence (...) le problème clef de la stratégie politique polonaise est sa relation avec l'Union soviétique. Nous respectons les traités et croyons fermement au respect mutuel des intérêts nationaux. Mais un tel respect n'impose aucune limitation concernant le choix et le changement d'un système de gouvernement. »

Fidélité aux alliances, mais rupture totale avec leur fondement idéologique, et volonté clairement affirmée de saisir une occasion historique : un petit pays qui voit enfin arriver l'occasion de « former son destin », et qui pour cela « compte sur [ses] amis ». « Nous nous rendons compte que l'aide doit venir de l'intérieur, mais nous recherchons une assistance raisonnable venue de l'étranger. »

De cette assistance, M. Bush n'a pas soufflé mot dans son discours, et il en croit un sondage CBS-*New York Times*, le nouveau gouvernement polonais aurait tort de se faire trop d'illusions : 40 % seulement des Américains souhaitent que leur pays accroisse son aide à l'Europe de l'Est, 51 % y sont opposés. Dans le même temps, 60 % des Américains approuvent la politique étrangère du président Bush, et 69 % apprécient d'une manière générale sa conduite des affaires du pays. C'est mieux qu'aucun de ses prédécesseurs, Ronald Reagan compris, à ce stade de leur présidence. M. Bush n'a guère besoin de s'inquiéter de la qualité de ses discours.

JAN KRAUZE

## Moins de politique, plus de social

NEW-YORK  
(Nations unies)  
De notre envoyé spécial

Si le rôle des ténors de l'ONU est de donner le ton, dès l'ouverture, aux débats de l'Assemblée générale, et si l'on s'en tient au discours prononcé, lundi 25 septembre à la tribune, par le président Bush, il faudrait conclure à la apolitesse prévisible de cette 44<sup>e</sup> session.

Les premiers discours auront été sans doute les fonctionnaires de l'ONU, qui auraient souhaité voir la « page Reagan » résolument tournée, la crise entre les États-Unis et l'ONU résolument enterrée. Les mêmes auraient préféré entendre de M. Bush des promesses financières plutôt que des paroles laudatives qui, selon l'un de ces fonctionnaires, firent l'effet « d'un organe forcé ».

Pas plus que des finances de l'ONU, il ne fut question, dans l'intervention de M. Georges Bush, du processus de démocratisation en Europe de l'Est, ni d'aucun conflit régional, en des termes qui pouvaient exprimer un engagement américain. Il semble que quand les choses vont entre Washington et Moscou — et c'est le cas après les entretiens du Wyoming entre les ministres des affaires étrangères des Deux Grands —, tout va bien aux yeux de la nouvelle administration américaine, et que le reste ne vaut pas un discours.

Rencontres  
bilatérales

M. Bush a ainsi contribué, à sa manière, à renforcer une tendance perceptible à l'ONU : celle du recul relatif des questions politiques au profit de questions sociales nouvelles et du traditionnel problème des déséquilibres économiques. Les quatre chefs d'État latino-américains qui sont intervenus lundi à la tribune ont ainsi tous insisté sur le problème de la dette. On s'attendait que les questions d'environnement soient abordées dans de nombreux discours, de même que celle de la drogue. Sur ce dernier point, le président colombien doit prononcer vendredi un discours attendu ; le conseil de sécurité s'est aussi saisi du problème et a décidé, à la demande du Brésil, la convocation d'une session spéciale sur la lutte contre le trafic des stupéfiants.

Si l'atmosphère paraît bien fade par rapport à l'euphorie des deux précédentes sessions, le défilé des chefs d'État et ministres des affaires étrangères, à la tribune, doit néanmoins permettre de voir comment se situent, dans le nouveau contexte international, des pays du tiers monde auxquels le rapprochement Est-Ouest semblait infliger une véritable crise d'identité. Il permettra aussi de mesurer les effets du processus de démocratisation en cours dans certains pays d'Europe de l'Est. Le tout nouveau chef de la diplomatie polonaise en a donné, dès lundi, un aperçu.

Mais l'ouverture de la session annuelle de l'ONU permet aussi à

tout le monde de rencontrer tout le monde. Le président américain n'aura pas abusé, lundi, des rencontres bilatérales. Il ne s'est entretenu en tête à tête qu'avec M. Sarney, le président du Brésil, et M. Perez de Cossío. Il a toutefois déjà eu avec les représentants des pays de l'OTAN et présidé, lundi soir, le traditionnel dîner offert à tous les chefs de délégation. Parmi les temps forts de ces rencontres, en marge de l'Assemblée, il est prévu, bien que la date n'en soit pas encore fixée, un entretien entre les chefs des diplomatie américaine, égyptienne et israélienne. M. Genscher a annoncé, pour sa part, qu'il rencontrerait ses homologues des pays d'Europe de l'Est, y compris M. Fischer, le ministre des affaires étrangères allemand, et M. Roland Dumas

rencontrera, lui aussi, M. Fischer, qui devrait évoquer, avec lui, le projet de la visite en RDA de M. Mitterrand, prévue en principe à l'automne.

An cours de l'entretien de plus de deux heures qu'il a eu, lundi, avec son homologue soviétique, M. Dumas aura cependant pu mesurer la grande circonspection avec laquelle on aborde à Moscou la question des réfugiés est-allemands. Une circonspection qui, n'est pas loin, semble-t-il, de la crispation, et qui tranche avec la liberté de ton de M. Chevardnadze pour évoquer les évolutions polonaises et hongroises. M. Dumas doit s'adresser, mardi à l'Assemblée, au nom de la Communauté européenne.

CLAIRE TREAN

## Michel Foucault par Didier Eribon. La traversée nostalgique de 40 ans de pensée française.



Autant aller droit au but : la biographie de Michel Foucault par Didier Eribon est une réussite.  
Paul Veyne - *Le Nouvel Observateur*

Didier Eribon a bien démêlé les liens étroits noués entre sa vie et l'œuvre de Foucault.  
Bruno de Cessole - *Le Figaro*

Minutieux, l'ouvrage rassemble scrupuleusement les éclats dispersés de cette vie fulgurante et insaisissable. Spectaculaire.  
Roger-Pol Droit - *Le Monde*

Didier Eribon soulève l'un après l'autre les « mille masques » dont parlait Georges Dumézil à propos de Foucault. Le résultat est passionnant.  
Antoine de Gaudemar - *Libération*

Didier Eribon est, de ce profil tracé sur le sable, de ce sillon d'existence, le peintre exemplaire.  
Marc Lambron - *Le Point*

Flammarion



## EUROPE

URSS : la session du Soviet suprême

## Portrait d'une faillite économique

Le Soviet suprême s'est réuni le lundi 25 septembre pour sa session d'automne. Il a entendu des discours peu encourageants sur l'état de l'économie soviétique.

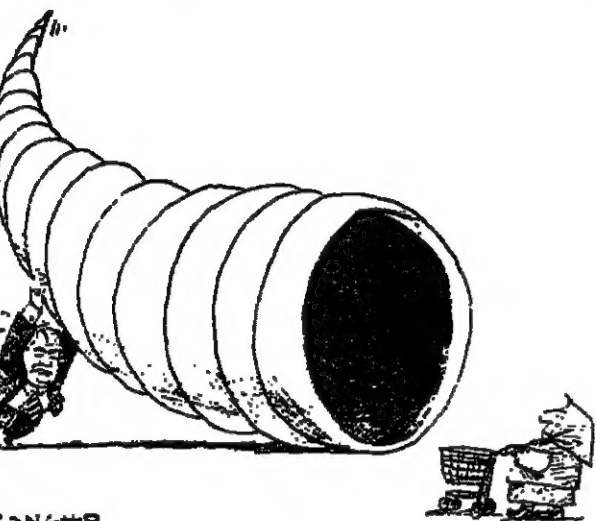
MOSCOU

de notre correspondant

Après sept décennies de lendemains qui chantent, les dirigeants soviétiques se sont timidement mis, lundi 25 septembre, au présent qui pleure. « Le dynamisme de l'économie », déclarait ainsi le vice-premier ministre Lev Voronin à l'ouverture de la dernière session du Soviet suprême, « a rapidement chuté cette année dans plusieurs

secteurs d'importance... ». La tension sociale s'est accrue, a-t-il ajouté, et l'économie nationale est déséquilibrée (tandis que) grandissent les déficits sur le marché des produits de consommation et dans le domaine de la production.

Non moins grave, M. Gorbachev a quant à lui, estimé qu'il n'était « pas besoin de décrire dans le détail la situation du pays et de la population », puisqu'elle est bien connue de tous, mais que cette situation s'était, « sous certains aspects, encore plus compliquée ». Le pays, a-t-il dit en ouvrant la session, a donc « besoin de mesures urgentes à la fois pour réduire la tension et faire faire une avancée décisive à la perestroïka dans chaque secteur, et avant tout ceux de l'économie et du social ».



PANCHO

La direction collégiale, réunie lundi 25 septembre à Belgrade, s'est déclarée résolue, selon l'agence Tanjug, à faire respecter la Constitution fédérale « dans l'importance quelle unité de la fédération ». En fait, la loi fondamentale permet la sécession d'une république, mais, au nom du sacrosaint consensus, elle ne peut intervenir que si toutes les autres républiques sont d'accord. Selon l'organe

suprême de l'Etat, les amendements discutés en Slovaquie « méritent d'être examinés ». L'exercice des fonctions de la fédération, et il va même jusqu'à dire qu'ils ouvriront la voie à la désintégration de la Yougoslavie.

Ces mises en garde marquent aussi une nouvelle étape du conflit qui oppose principalement la Serbie, la plus grande des six républiques, qui prime un renforcement du pouvoir fédéral pour sortir de la crise économique et politique, et la petite Slovaquie, industriellement développée, qui a choisi la voie de la démocratisation et de la décentralisation. La presse de Ljubljana dénonce régulièrement les ambitions « hégémoniques » des dirigeants de Belgrade. Dans la soirée de lundi, le Parlement slovaque a rejeté la proposition de la présidence fédérale d'ajourner l'adoption de sa constitution révisée, prévue pour le 27 septembre.

En attendant, le secrétaire général et chef de l'Etat averti que si la situation ne devenait pas, sous « un jour ou deux », plus stable dans le Caucase et que le blocus ferroviaire imposé par l'Azerbaïdjan à l'Arménie n'était pas complètement levé, le pouvoir central devrait prendre ses responsabilités. Il faudrait alors, a-t-il dit, que le gouvernement, de concert avec les responsables des deux Républiques, propose au Soviet suprême « des mesures spécifiques concrètes ».

En clair, si les chemins azéris continuent d'empêcher les trains de pénétrer en Arménie, l'Etat fera respecter la loi par la force.

## Lever le blocus de l'Arménie

Malgré les efforts envisagés, le déséquilibre entre l'offre et la demande va ainsi continuer à s'accroître, ce qui ne fait, au mieux, que se stabiliser. Les risques d'explosion sociale demeurent extrêmement sérieux, et il se confirme ainsi que l'année à parcourir jusqu'à ce congrès du parti dont M. Gorbachev attend le feu vert pour une radicalisation des réformes sera, à tous points de vue, difficile.

En attendant, le secrétaire général et chef de l'Etat averti que si la situation ne devenait pas, sous « un jour ou deux », plus stable dans le Caucase et que le blocus ferroviaire imposé par l'Azerbaïdjan à l'Arménie n'était pas complètement levé, le pouvoir central devrait prendre ses responsabilités. Il faudrait alors, a-t-il dit, que le gouvernement, de concert avec les responsables des deux Républiques, propose au Soviet suprême « des mesures spécifiques concrètes ».

En clair, si les chemins azéris continuent d'empêcher les trains de pénétrer en Arménie, l'Etat fera respecter la loi par la force.

BERNARD GUETTA

## YOUgoslavie

## Sévère mise en garde de la présidence fédérale à la Slovaquie

A quelques jours de l'ouverture de la session du Parlement de la République de Slovaquie — l'une des six Républiques de la Fédération yougoslave, — qui devrait notamment entériner une révision de la Constitution slovaque, la présidence collégiale de l'Etat vient d'adresser un avertissement aux dirigeants « libéraux » de Ljubljana. Ceux-ci sont apparemment décidés à faire figurer dans la nouvelle version de leur Constitution le « droit à la sécession » et à l'unification avec d'autres pays, « si la république le souhaite ».

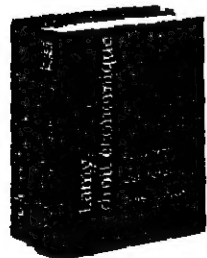
La direction collégiale, réunie lundi 25 septembre à Belgrade, s'est déclarée résolue, selon l'agence Tanjug, à faire respecter la Constitution fédérale « dans l'importance quelle unité de la fédération ». En fait, la loi fondamentale permet la sécession d'une république, mais, au nom du sacrosaint consensus, elle ne peut intervenir que si toutes les autres républiques sont d'accord. Selon l'organe

suprême de l'Etat, les amendements discutés en Slovaquie « méritent d'être examinés ». L'exercice des fonctions de la fédération, et il va même jusqu'à dire qu'ils ouvriront la voie à la désintégration de la Yougoslavie.

Ces mises en garde marquent aussi une nouvelle étape du conflit qui oppose principalement la Serbie, la plus grande des six républiques, qui prime un renforcement du pouvoir fédéral pour sortir de la crise économique et politique, et la petite Slovaquie, industriellement développée, qui a choisi la voie de la démocratisation et de la décentralisation. La presse de Ljubljana dénonce régulièrement les ambitions « hégémoniques » des dirigeants de Belgrade. Dans la soirée de lundi, le Parlement slovaque a rejeté la proposition de la présidence fédérale d'ajourner l'adoption de sa constitution révisée, prévue pour le 27 septembre.

A. D.

**A défaut du Lamy Droit Économique, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...**



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois précis et concret qui vous permettra de tirer le meilleur parti des récentes dispositions sur la concurrence, la distribution et la consommation, c'est plutôt le Lamy Droit Économique qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Droit Économique téléphonez au plus vite au

01 40 11 11 11

**Lamy** Pour aller en connaissance de cause

## POLOGNE

## La Commission de Bruxelles propose aux Occidentaux de fournir une aide de 4 milliards de francs

La CEE est maître d'œuvre pour l'aide de l'OCDE à la Pologne et à la Hongrie, mais il ne s'agit pas seulement de livrer des marchandises, il faut aussi les distribuer.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Six cents millions d'euros, soit 4,2 milliards de francs, pour lancer un nouveau plan d'action en faveur de la Pologne et de la Hongrie : tel est le magot, somme toute raisonnable, que la Commission européenne demande de comptabiliser dans leur budget 1990 aux vingt-quatre pays de l'OCDE qui se réunissent sous sa présidence, mardi 26 septembre, à Bruxelles. Sur ce total, 200 millions viendraient du budget communautaire, 100 millions seraient fournis par les douze pays de la CEE et 300 millions par les autres partenaires occidentaux. Ce concours qui viendrait s'ajouter au programme alimentaire actuellement mis en œuvre (pour la CEE 130 millions d'euros, soit 910 millions de francs) servirait à financer une série d'actions parmi lesquelles, en priorité, la modernisation de l'agriculture et la formation des cadres.

La Commission avait été chargée par le sommet de l'arche, en juillet, de coordonner l'aide de l'Occident aux politiques de redressement économique entreprises à Budapest et à Varsovie. Les Polonais lui ont fait parvenir, à la veille de la réunion, un mémorandum exposant leurs besoins. Ce sont ceux, immenses, d'une économie au bout du rouleau.

Le plan d'action de la Commission s'adresse tout à la Hongrie qu'à la Pologne. Mais les mesures

d'urgence concernent seulement cette dernière, plus gravement atteinte. C'est vrai de l'aide alimentaire en cours d'acheminement mais aussi de l'aide à la modernisation de l'agriculture que la Commission souhaite voir développer de façon spectaculaire. Elle souligne les besoins énormes en moyens de production — semences, engrais, pesticides, machines agricoles adaptées aux structures locales, c'est-à-dire à de très petites exploitations — besoins que la Pologne ne peut satisfaire par elle-même. La situation est d'autant plus bloquée, explique-t-on à Bruxelles, que des entreprises d'Etat sont maîtres de l'amont (la fourniture des moyens de production) comme de l'aval, c'est-à-dire la distribution. Le texte soumis mardi aux vingt-quatre insiste sur la nécessité de démonopoliser sans tarder les circuits de distribution.

A lire le mémorandum de Varsovie, certains investissements dans le secteur agroalimentaire sont extrêmement urgents. Ainsi en est-il de la transformation des oléagineux. La récolte de colza en 1989 atteint 1,5 million de tonnes, alors

que la capacité de trituration ne dépasse pas 800 000 tonnes ! Quelques lignes plus loin, les auteurs soulignent les besoins d'équipement de l'industrie laitière et de celle de la viande, avançant que des matériels de seconde main seraient bienvenus.

Comment répondre à cette soif d'investissements ? S'agissant de la Communauté, la Commission propose que la Pologne et la Hongrie puissent bénéficier désormais des prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI). Elle invite les Etats membres « à faciliter et à garantir des investissements nouveaux dans ces deux pays... [à prendre] de nouvelles initiatives en matière de crédits à l'exportation ou de crédits bancaires ».

Produire plus pour exporter davantage : les vingt-quatre, explique la Commission, doivent faciliter l'accès à leurs marchés des produits hongrois et polonais. Pour ce qui est de la CEE, elle préconise : 1) l'abolition des restrictions quantitatives appliquées par les douze, plus rapidement que ne le prévoit l'accord de coopération signé récemment avec chacun des deux pays ; 2) l'octroi de concessions agricoles significatives ; c'est un point où, traditionnellement, les Français rechignent ; 3) l'extension à la Hongrie et à la Pologne, comme les Etats-Unis d'appellent à le faire, du bénéfice du système de préférence généralisé. La Commission veut également en relief les besoins considérables existant en matière de formation professionnelle, notamment dans les secteurs bancaire, financier, statistique, douanier. On ne passe pas, sans recycler ses cadres, du collectivisme à l'économie de marché.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## Après l'Histoire, l'ennui ?

Suite de la première page

Il n'y aura plus, dans cette période post-historique, pour tout Fukuyama, ni art ni philosophie, seulement l'entretien perpétuel du musée de l'histoire humaine, etc.

Une telle opinion, alors que chaque jour qui passe nous apporte, de Pékin au Ténéré, l'écho de quelques tragédies, ne retiendrait pas l'attention si celui qui l'exprime n'occupait pas une place importante au service de planification du département d'Etat. Autrement dit, de l'organisme chargé d'analyser, pour les responsables de la diplomatie américaine, les perspectives à long terme de la vie internationale et de suggérer les actions et les moyens appropriés. Il n'a pas été désavoué par son employeur : c'est donc que son approche, qui a provoqué dans le monde anglo-saxon et en Allemagne un vaste débat, n'est pas jugée a priori absurde ou scandaleuse. Elle s'inscrit, à la vérité, dans la tradition optimiste qui pousse les Américains, descendants des « Saints » de jadis, à croire qu'ils ont découvert, avec le libéralisme et la démocratie, les lois du bonheur promis à tous.

Mais il faut bien voir aussi que Fukuyama a beaucoup lu Hegel et Marx, et que sa prophétie prétend à rien de moins qu'à se substituer à celle de l'auteur du Capital. Celui-ci était au demeurant un peu moins ambitieux, puisqu'il se bornait à annoncer, avec l'avènement du communisme, « l'énigme résolue de l'histoire », la fin non de celle-ci, mais de ce qu'il appelait « la Préhistoire de la société humaine » : la période de « la forme contradictoire ultime du processus de production sociale ».

La suite des événements a finalement démenti l'oracle rouge, de même qu'elle a ridiculisé les divagations de Hitler sur le « Reich millénaire ». Prolonger à l'infini les courbes que l'on croit voir se dessiner à l'horizon a toujours été l'un des moyens les plus éprouvés de se tromper.

EST-CE que le monde d'aujourd'hui présente des caractéristiques qui écartent dans une certaine mesure les propos de Fukuyama. D'abord, sur tous les plans, et grâce essentiellement au fantastique développement des échanges, des communications de toutes sortes, il se « mondialise » à vue

d'œil : les séparatismes balkans, moldaves, ukrainiens, caucasiens, se promènent avec des pancartes en anglais, et les révoltes de Pékin avaient dressé sur la place Tiananmen une réplique de la statue de la Liberté. Tout le monde se réconcilie avec les droits de l'homme. Ceux qui refusent ce message — les Deng, les Kim Il-sung, les Ceausescu — font figure de dinosaures, et aucune des dictatures qui se sont effondrées de Manille à Buenos-Aires au cours des dernières années n'a encore été rétablie.

Deuxième caractéristique : c'est la première fois depuis l'époque lointaine où Alexandre de Macédoine a tenté de réunir sous son sceptre l'occident, l'ensemble des terres peuplées, que l'on voit des hégémonies reculer sans qu'en apparence une nouvelle. Lénine avait parlé de l'impérialisme comme du « stade suprême du capitalisme ». Il serait surpris de constater aujourd'hui que, le stade suprême du capitalisme, c'est la disparition de l'impérialisme. Aussi bien n'est-il pas sans importance que l'auteur de cette thèse sur la fin de l'Histoire soit d'origine japonaise : l'un des traits les plus surprenants de cette époque n'est-il pas de voir l'empire du Soleil-Levant, qui donne tant de preuves de son agressivité économique, faire si peu pour lui donner une traduction politique ?

ES points notés, il ne faut tout de même pas se boucher les yeux : le recul des hégémonies n'a pas que du bon. Il facilite, d'un pôle à l'autre, le réveil des fanatismes tribaux, qui tuent tous les jours, comme le développement de diverses mafias à l'impérialisme bien pire que celui du début du siècle.

Persone ne sait comment se résoudre, maintenant que le régime de Berlin-Est vacille sur ses bases, la bonne vieille « question allemande ».

Et que dire de la situation du tiers-monde, couvert de dettes qu'il est incapable le plupart du temps d'honorer, aux prises avec une croissance démographique qui fait peser sur nos frêles sociétés le menas d'un déferlement de boat-people ?

Que dire aussi de la mière et de la violence qui s'étalent au pied même du luxe et de l'abondance dans les pays développés ? Ce n'est pas parce que l'Europe occidentale, épuisée

par trop de guerres, a trouvé tant bien que mal depuis près d'un demi-siècle le moyen de vivre en paix, qu'il faut croire celle-ci assurée pour toujours.

L'Europe, à moins d'événements imprévus, est pour longtemps dégoûtée des combats, écrit déjà Chateaubriand il y a un siècle et demi. « Napoléon a tué la guerre en l'engendrant. » Ce dégoût, hélas, n'a duré qu'un temps.

Francis Fukuyama a d'ailleurs fixé lui-même la limite de ses certitudes en concluant : « Je suis en moi-même — comme je le vois chez d'autres autour de moi — une puissante nostalgie du temps où l'histoire existait... Peut-être cette perspective de siècles d'ennui à la fin de l'Histoire servira-t-elle au recommencement de l'Histoire... »

Des siècles d'ennui ? Il nous le dit bien. Allez donc parler d'ennui, au singulier, à ces dizaines de millions de gens qui, de la vie, connaissent surtout les ennuis, les énormes injustices, le chômage, la faim, le peur ! Comment croire que l'Histoire va s'arrêter dans quelque nonron informatisme, alors que chaque jour elle continue tout à la fois de nourrir l'espoir et de faire couler le sang ?

ANDRÉ FONTAINE

P.S. — Comme il l'a annoncé le 22 septembre dans « Le Monde des livres », Bertrand Poirot-Delpech a mis un point final à la série des quelques 750 feuilletons qu'il a consacrés pendant dix-sept ans à la littérature. Il nous donne aujourd'hui en section « Culture-société », la première de ses chroniques hebdomadaires. Le titre qu'il a choisi pour ces réflexions, « Disjoncteurs », en souligne l'intention transgressive, « déclassante ». On notera que le thème de celle d'aujourd'hui, le besoin de valeurs, de but, d'idéologies, de sens, rejoint l'espèce de peur du vide intellectuel et affectif qu'exprime à sa manière la prophétie de Fukuyama commentée ci-dessus (lire page 16).

Merci, d'une part, à ceux, très nombreux, qui ont bien voulu nous exprimer leur satisfaction de la nouvelle présentation du Monde et pardon pour les retards de distribution qu'occasionnent encore, certains jours, les inévitables difficultés d'adaptation aux nouvelles technologies mises en œuvre dans notre imprimerie d'Ivry. Nous faisons tous le maximum pour les surmonter le plus rapidement possible.

سكنا من الامم

36 15 300

Le service téléme

Expert de l'emploi



## EUROPE

### Les nouveaux Allemands de RFA

Suite de la première page

Avec une frontière hongroise ouverte et une direction est-allemande, qui n'a pas encore trouvé la méthode permettant d'arrêter l'émigration sans couper à l'ensemble de la population la route du lac Balaton, la vague d'émigration d'août-septembre a toutes les chances de se muer en un flot ininterrompu.

L'accueil, l'intégration des réfugiés, ne sont pas des thèmes nouveaux en République fédérale : ils ont été au centre des derniers affrontements électoraux qui se sont déroulés avant les récentes élections. Considérée à l'échelle des quatre dernières décennies qui constituent l'histoire de la RFA, la question des réfugiés a toujours été un élément important du débat public et de l'action des gouvernements qui se sont succédés à Bonn. L'immédiat après-guerre a vu l'arrivée en Allemagne occidentale de 12 millions d'Allemands en provenance des territoires cédés à la Pologne et à l'URSS, et l'expulsion des Tchécoslovaques des Sudètes. Arrivant dans une Allemagne en ruine, ayant le sentiment d'avoir été les victimes d'une injustice historique, cette génération de réfugiés est restée jusqu'à aujourd'hui la plus organisée, dans des partis politiques spécifiques tout d'abord, puis dans des associations d'« expatriés de leur patrie », qui jouent encore un rôle non négligeable dans le débat politique intérieur.

Ces réfugiés, ou du moins ceux qui parlent aujourd'hui en leur nom, constituent un lobby dont les partis de droite doivent tenir compte dans leurs calculs électoraux, surtout dans les périodes où des formations d'extrême droite, le NPD négatives, les Républicains aujourd'hui, viennent avec un certain succès pêcher dans ce vivier irrédentiste.

#### Handicaps sociologiques

Les choses sont plus complexes sur le plan sociologique : si l'intégration de cette génération a été favorisée par le « miracle économique » des années 50 et 60, par l'urbanisation croissante qui affaiblit les enracinements, il n'en reste pas moins que certains handicaps pèsent encore sur eux, dans l'accès à des responsabilités régionales et locales. Deux exemples contradictoires peuvent illustrer cet état des choses. En Bavière, par exemple, où se trouvent de nombreux réfugiés des Sudètes, il est toujours impensable qu'un non-Bavarois d'origine puisse briguer la succession de Franz Josef Strauss : M. Gerald Tandler, originaire des Sudètes, passa pour l'ancien président fédéral, ministre-président déchu, mais le poste est revenu à M. Max Streibl, l'homme fort d'Oberbayern, dont l'origine haute bavaroise de la famille remonte à la nuit des temps.

A l'autre extrémité de l'Allemagne, au Schleswig-Holstein, la forte proportion de réfugiés venus de Prusse ou de Poméranie dans une contrée où les paysages, les modes de vie et surtout la religion protestante rapprochaient les autoch-

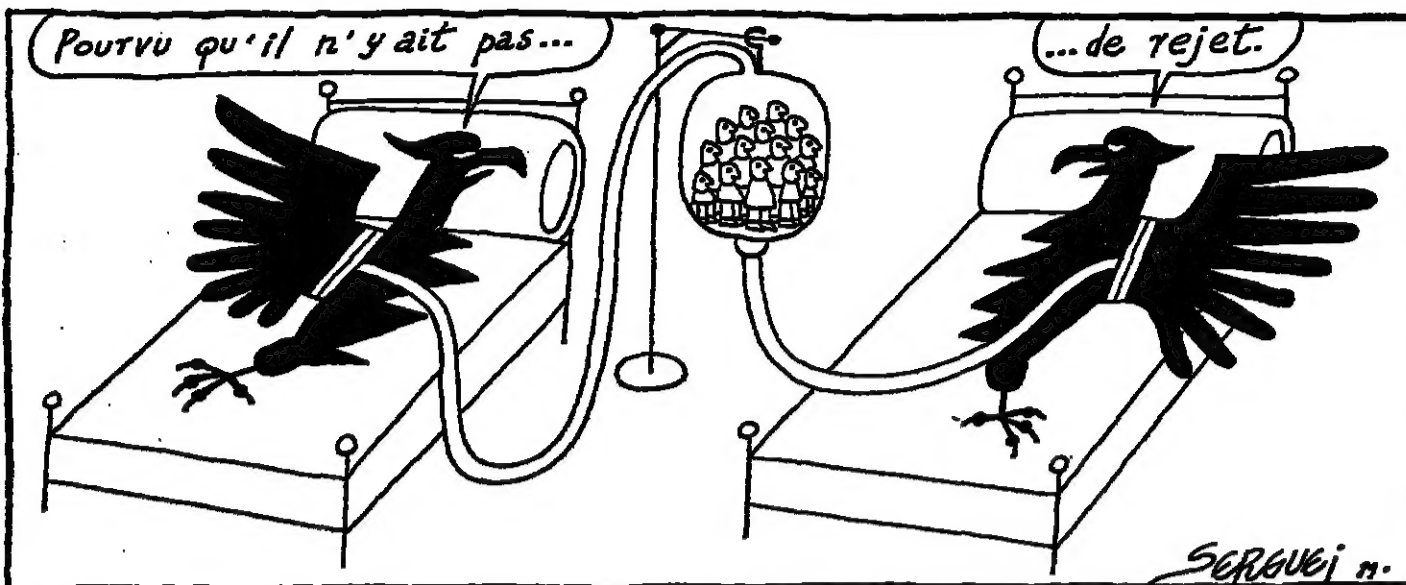
tones et les nouveaux arrivants, les choses ont été plus faciles, et une bonne partie de l'élite économique et politique de ce Land est originaire d'Allemagne orientale.

L'appartenance à cette communauté de réfugiés ou le fait de s'en réclamer est notée dans les biographies des gens éminents, mais comme un élément plutôt mineur de leur *curriculum vitae*. On soulignera les origines baltes du comte Hambrecht ou de l'ancien ambassadeur de RFA en URSS, M. Andreas Mayer Landrut, pour expliquer leur intérêt à l'égard des questions d'Europe de l'Est. L'engagement de M. Horst Telschick, conseiller du chancelier Kohl dans les négociations en cours avec la Pologne, doit-il son intensité à ses origines silésiennes ? Il est un fait que ces réfugiés, ou leurs enfants, ont une sensibilité plus grande à l'espace et aux gens qui se situent au-delà de la ligne Oder-Neisse, sans pour autant systématiquement hurler avec les loups qui réclament la révision des frontières.

#### L'émigration de la guerre froide

Il existe, notamment au sein de l'aristocratie originaire de ces régions, une tradition d'esprit libéral qui est exprimée aujourd'hui par des personnalités comme la comtesse Dönhoff, codirectrice de l'hebdomadaire *Die Zeit*, Klaus von Bismarck, petit-neveu du « chancelier de fer », ou encore l'historien Rudolf von Thadden. Le grand nombre de ces réfugiés, leur fusion progressive, par mariage, dans la société ouest-allemande ont produit un double effet : l'affaiblissement de la revendication territoriale, qui n'est plus le fait que des fonctionnaires de l'irréductible, qui seraient bien en peine de mobiliser au-delà des groupes folkloriques, et l'intégration de l'esprit prussien dans une partie de l'Allemagne, la Rhénanie et la Bavière notamment, qui y étaient particulièrement allergiques.

La deuxième vague d'émigration est celle de la période de la guerre froide, qui a transféré plus de 2 millions d'habitants de la zone d'occupation soviétique, puis de la RDA, en Allemagne de l'Ouest. Celle-ci a été brutalement stoppée le 13 août 1961 par l'édification du mur de Berlin et l'établissement d'une frontière quasi infranchissable entre les deux Allemagnes. Là encore, le dynamisme de l'économie, le rythme rapide de la reconstruction, ont contribué à faciliter l'intégration de ces nouveaux venus. Contrairement aux réfugiés des territoires perdus, ils ne venaient pas en RFA avec l'amertume de la disparition d'une *Heimat*, petite patrie passée sous souveraineté étrangère, mais avec l'idée qu'une fois débarrassée du joug communiste, l'autre Allemagne, la RDA, leur serait à nouveau ouverte. Le plus célèbre des enfants de cette émigration est le ministre des affaires étrangères de la RFA, M. Hans Dietrich Genscher, qui a quitté Halle en 1953, et qui ne manque pas une réunion de l'association des Halleois vivant en RFA. Rudi Dutschke, le leader de



la révolte des étudiants de Berlin en 1968, avait quitté la RDA en 1956, et la chanteuse Nina Hagen, star scandaleuse de la scène rock allemande, avait fait de même quelques années plus tard. Ces réfugiés n'avaient pas plus de mal à s'adapter à leur nouvelle condition qu'un Napoléon émigré à Paris ou à Marseille, d'autant plus qu'une partie d'entre eux appartenait à une génération qui avait connu l'Allemagne unifiée. Cette génération allait également contribuer au maintien de liens familiaux avec les membres de leur famille restés en RDA, qui demeurent l'obstacle le plus important à une politique de séparation totale des deux États allemands dont rêvait à un moment le prédécesseur de M. Erich Honecker, Walter Ulbricht.

Pendant les vingt ans qui suivirent la construction du mur, l'émigration vers l'Ouest perdit son caractère de masse. Les camps d'accueil de Giessen, près de Frankfurt, ou de Marlenfelde, à Berlin, ne « traitaient » que quelques centaines de personnes par an : ceux qui avaient réussi, parfois au péril de leur vie, à franchir la frontière, ceux qui profitaient d'un voyage à l'Ouest pour prendre la poudre d'escampette, les persécution politiques « rachetés » par la RFA.

L'évolution des rapports Est-Ouest depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev a complètement modifié la situation. Mais déjà, dès le début des années 80, la détente se marquait dans les rapports inter-allemands par la reprise du flux d'émigration de RDA vers la RFA. On autorisa d'abord les retraités à s'établir à l'Ouest : peu nombreux furent ceux qui décidèrent d'aller passer leurs vieux jours en Allemagne de l'Ouest, préférant rester dans leur environnement familier, tout en profitant du privilège les autorisant à voyager vers Berlin-Ouest ou la RFA tant qu'ils le voulaient.

On a pu ensuite assister à une libéralisation des autorisations légales d'émigration, qui connut son point culminant en 1984, où plus de 40 000 personnes passèrent d'une Allemagne à l'autre. Cette émigration présentait les mêmes caractéristiques sociologiques que celle qui vient de se produire via la Hongrie : prédominance de personnes jeunes, dotées d'une bonne formation scolaire et professionnelle, donc susceptibles d'une adaptation rapide dans la société ouest-allemande.

#### L'attrait de Berlin-Ouest

Une étude psychosociale réalisée par le professeur Volker Ronge (1) sur ces émigrants de 1984 indique que 59 % des nouveaux immigrants n'avaient pas l'impression d'arriver dans un pays étranger. Cette proportion était nettement plus réduite chez les jeunes de dix-huit à vingt-neuf ans (43 %) et chez les originaires de la région de Dresde (42 %) qui forment, en 1989 comme en 1984, les gros bataillons de cette nouvelle immigration. Une volonté de se faire une place dans la société, de ne pas attendre tout des autorités, de prendre soi-même les choses en main caractérisent les propos des personnes interrogées dans l'étude de Volker Ronge.

Une fois passé le premier choc produit par l'entrée dans la société d'abondance et quelques cailloux ayant été ramassés à ses bords, au bout de quelques semaines ces nouveaux arrivants savent faire la part des choses et émettent leurs premiers propos critiques : ils déplorent le manque de chaleur humaine entre voisins ou collègues de travail, la difficulté de trouver son chemin dans le labyrinthe bureaucratique ouest-allemand, qui leur semble plus compliqué que la

rigide, mais primitive, machine administrative de l'Est.

Mais dans l'ensemble la satisfaction l'emporte sur un mal de pays qui perçait de temps en temps. Ceux qui n'ont pas de famille sont répartis, pour leur première installation, au prorata de la population des divers Länder de la République fédérale. Au bout d'un certain temps, on peut cependant constater un tropisme ramenant de nombreux réfugiés tout près des lieux qu'ils ont quittés : à Berlin-Ouest. En dépit d'un taux de chômage élevé dans l'ancienne capitale, les émigrants, en particulier ceux originaires de Berlin-Est, ont tendance à vouloir retrouver l'air, l'accueil et la mentalité de la ville qu'ils ont quittée. Des concentrations de réfugiés originaires de Dresde se sont formées dans la région de Stuttgart, où les chances de trouver un travail sont plus élevées qu'ailleurs. Mais, pour la majorité, le désir d'oublier le passé, de prendre un second départ, accélère l'intégration de ces réfugiés dans l'ensemble ouest-allemand.

Ce n'est pas le cas des quelques 200 000 Soviétiques, Polonais et Roumains de souche allemande qui sont arrivés l'an passé en RFA. Le langage de la bureaucratie utilise d'ailleurs un autre mot pour les

désigner : si les immigrants venus de RDA sont appelés *Übersiedler* (ceux qui sont passés de l'autre côté), les autres sont désignés comme des *Aussiedler*, émigrants. Revenus dans une « mère patrie » que leurs ancêtres avaient quittée depuis plus de deux siècles, ils n'ont souvent qu'une connaissance approximative de la langue et des usages du pays où ils arrivent.

A cela il faut ajouter, pour le cas des Polonais de souche allemande, une proportion non négligeable de personnes dont l'ascendance allemande est pour le moins douteuse et qui, se réclamant d'un grand-père ou d'une grand-mère germanique, ou plus prosaïquement munis de papiers falsifiés, essaient de se faufiler dans la foule des rapatriés. Les vérifications opérées par les autorités d'immigration ont donné lieu à des pratiques très contestables pour vérifier la germanité des nouveaux arrivants : l'appartenance d'un ascendant au parti nazi ou à la SS vaut brevet de nationalité, comme l'a révélé un intervenant lors d'un congrès d'historiens qui s'est tenu récemment à Pforzheim.

Dans l'échelle de sympathie manifestée par la population ouest-allemande à l'égard de ces nouveaux venus, les réfugiés de RDA et en particulier la dernière vague

d'immigrants viennent largement en tête, même si les avantages sociaux dont ils bénéficient à leur arrivée sont parfois considérés comme des privilèges exorbitants, dans le domaine de l'accès au logement social notamment. Les autres, les grands-mères en fiche arrivées du Kazakhstan, ou les Polonais soupçonnés de tricher, suscitent la méfiance, sinon le rejet, dans une bonne partie de l'opinion.

Les appels solennels du chancelier demandant à la population de faire bon accueil aux nouveaux arrivants, les campagnes de presse menées dans ce même esprit par les journaux du groupe Springer ont pour objectif de faire de l'accueil de ces réfugiés une grande cause nationale, de cimenter par l'exercice de la solidarité « entre Allemands » cette conscience nationale qui se cherche depuis quarante ans. Avec le risque, déjà dénoncé par l'esprit social-démocrate Oskar Lafontaine, de tomber dans le ridicule de la *Deutschstämmelei*, l'équivalent allemand de l'esprit cocardier français symbolisé jadis par Paul Déroulède.

LUC ROSENZWEIG

(1) Volker Ronge : *Von haben nach drüben*. Editions Hartmann et Poit. Wuppertal 1985.

### MÉCÉNAT CULTUREL

## En Haute-Vienne des entreprises s'engagent

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS • CAISSE D'ÉPARGNE ÉCUREUIL • CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE • CHAUSSURES WESTON • COGEMA • CRÉDIT AGRICOLE • CRÉDIT MUTUEL • FABRIQUE IMPRIMERIE • GLACES BÂTIMENT MIROVER • E. LECLERC • SOCAE COPRECO • CONSEIL GÉNÉRAL

SALON INTERNATIONAL DU DESSIN D'HUMOUR DE ST-JUST-LE-MARTEL

23 SEPTEMBRE/1<sup>er</sup> OCTOBRE

FESTIVAL INTERNATIONAL DES FRANCOPHONES

29 SEPTEMBRE/15 OCTOBRE

MUSÉE DÉPARTEMENTAL D'ART CONTEMPORAIN DE ROCHECHOUART

culture et entreprises 87

MERCREDI (numéro daté JEUDI)

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde

36 15  
IM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres



## PROCHE-ORIENT

LIBAN

## M. Ibrahim invite les députés à se réunir le 30 septembre en Arabie saoudite

Au nom du triumvirat arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc), dont il est l'émir, M. Ibrahim, a invité, lundi 25 septembre, les députés libanais à se réunir le 30 de ce mois en Arabie saoudite pour y débattre d'un « document d'entente nationale ».

BEYROUTH

de notre correspondant

Les assises auxquelles M. Ibrahim invite les députés libanais devraient en principe se tenir à Djeddah, mais il est possible que, finalement, la ville de Taef soit retenue pour leur servir de cadre. Le roi Fahd d'Arabie saoudite parrainera la réunion, et on croit savoir qu'il prendra part aux débats pour en assurer le succès.

Premier élément d'incertitude : combien de députés se rendront à

l'invitation ? Le Parlement libanais comptait 99 membres lors des dernières élections législatives en 1972. Leur mandat a été reconduit automatiquement tous les deux ans depuis 1976 et il ne reste plus en fonction que 73 députés.

Les estimations les plus optimistes indiquent finalement qu'une soixantaine de survivants pourraient participer aux travaux de ce conclave, qui prévoit l'élection d'un président de la République et des réformes de la Constitution permettant un réajustement du pouvoir politique en faveur de la communauté musulmane. Les parlementaires devront également discuter du « redéploiement » des troupes syriennes dans l'est du Liban.

Des préoccupations ont commencé dans les deux secteurs de Beyrouth, et les clivages se font déjà jour. Dans le camp chrétien, les plus radicaux, qui ne sont pas en général les députés, insistent pour un calendrier de retrait des

troupes syriennes parallèlement aux réformes adoptées dans leurs grandes lignes. Dans le camp pro-syrien, M. Joumblatt, suivi par M. Berri, a donné le ton en insistant pour une réforme radicale et immédiate du pouvoir. « Nous n'avons pas consenti à des sacrifices », a souligné le dirigeant druze, pour nous contenter d'une augmentation du nombre des députés et d'un transfert d'une partie des prérogatives du président de la République maronite à un premier ministre musulman.

Les députés modérés des deux camps espèrent parvenir à une entente minimale sur le double plan des réformes et des relations avec la Syrie pour permettre l'élection d'un nouveau président de la République. Ils estiment sans doute que la désignation d'un chef de l'Etat, reconnu de tous, serait pour Damas le meilleur moyen de se débarrasser du général Aoun. Ce qui devrait amener, selon eux, les Syriens et leurs amis à plus de concessions sur les réformes et le

choix de l'éventuel président de la République.

En attendant, malgré l'annonce de lundi matin — plusieurs salves d'obus ont tombé sur Beit Mery où se trouvait précisément M. Lakhdar Ibrahim — la situation sur le terrain va bon train. L'aéroport et le port de Beyrouth ont connu dès lundi un début de vrai trafic. La remise en service d'un ferry, le *Baroness*, entre Jounieh et Larnaca est annoncée pour lundi prochain. Il prendra la relève de l'hydroglisseur utilisé au cours des mauvais jours. La réouverture des écoles est fixée au 9 octobre, d'abord pour achever, jusqu'au 17 novembre, l'année scolaire 1988-1989, ensuite pour commencer le 27 novembre, donc après une pause, l'année 1989-1990.

Baromètre de la situation, le dollar est retombé en un jour de 500 à 460 livres libanaises. La livre avait déjà gagné autant dès que la trêve avait été effective.

LUCIEN GEORGE

## Dans un double message de paix

## Le pape demande aux catholiques et aux musulmans de reconstruire ensemble le pays

S'engageant comme il ne l'avait encore jamais fait en vue d'un règlement de la crise libanaise, Jean-Paul II adresse le même jour aux catholiques et aux musulmans deux messages de paix. Datés du 7 septembre, ils ont été rendus publics le mardi 28 au Vatican. Le pape y confirme son projet de se rendre prochainement au Liban pour y rencontrer les deux communautés.

Malgré l'acalmie des combats à Beyrouth, le pape n'entend pas relâcher ses efforts ni ceux du Saint-Siège en vue d'un retour à la paix au Liban. Ses deux messages ont le ton de la révolte : « Le monde entier a sous les yeux une terre ravagée, où la vie humaine semble ne plus compter. Les victimes sont des Libanais, musulmans et chrétiens, et c'est sur la terre libanaise que s'accumulent les ruines. Croyants, fils du Dieu miséricordieux, notre créateur, notre guide, nous aussi nous jugeons comment pourrions-nous demeurer indifférents face à tout un peuple qui meurt sous nos yeux ? »

Depuis sa rencontre du 19 août 1985 au stade de Casablanca avec le roi du Maroc et soixante mille jeunes musulmans, c'est la première fois que Jean-Paul II s'adresse ainsi directement aux « fidèles de l'islam, fils d'une religion où la justice et la paix sont étroitement enseignées ». Il leur demande de « faire entendre [leur] voix, de déployer tous [leurs] efforts en union avec ceux qui réclament pour le Liban le droit de vivre ».

S'appuyant sur les progrès du dialogue islamo-chrétien dans le monde, le pape assure les musulmans de la « collaboration » des chrétiens pour un projet de paix et de reconstruction du Liban. « Il est désormais impératif que tous les amis du Liban, ses voisins et tous ceux qui y ont des frères dans la foi s'unissent », écrit Jean-Paul II,

pour que les armes n'arrivent plus et qu'elles se taisent : pour que, à la logique des combats, se substitue le dynamisme du dialogue et de la négociation ; pour qu'il soit donné à tous les Libanais, libres de tout occupant, d'élaborer ensemble un projet de vie nationale, fondé sur le droit et la reconnaissance des particularités légitimes des groupes qui composent la société libanaise ».

Tout aussi pugnace dans sa lettre apostolique aux évêques catholiques, le pape rappelle les efforts entrepris depuis le début de la guerre en 1975 par son prédécesseur Paul VI puis par lui-même, en vue de sauver le Liban, particulièrement « ces frères qui, dans l'histoire récente et lointaine, ont dû s'affirmer chrétiens, souvent au prix de sacrifices héroïques, assésés aujourd'hui par la violence des armes et de la parole ». « Il est bon que toute l'Eglise connaisse les efforts entrepris pour le sauvetage d'un pays en perdition », ajoute le pape.

## Un voyage à Beyrouth

Les efforts diplomatiques de l'Eglise visent aussi à instaurer une sorte de nouvelle éthique des relations internationales. Ce thème est repris par Jean-Paul II dans ses deux lettres. « Dans le domaine de la vie internationale doit s'appliquer le principe de la morale individuelle selon lequel le plus fort a le devoir de venir en aide au plus faible, écrit-il aux musulmans. Il s'agit là d'un impératif auquel les croyants ne peuvent pas se dérober ».

De même, si le pape n'a pas à proposer des « solutions techniques », il est de son devoir, écrit-il aux évêques catholiques, d'insister sur certaines obligations qui incombent aux responsables des nations. On ne peut mépriser impunément les droits, les espoirs et les mécanismes que les acteurs de la vie internationale ont élaborés et auxquels ils ont souscrit.

« Dans cette lettre apostolique, le pape confirme sa « ferme intention » d'accomplir une visite au Liban. Ce voyage se prépare activement. Le jeudi 21 septembre, Mgr Jean-Louis Tauran, sous-secrétaire à la secrétairerie d'Etat du Vatican, a rendu visite à M. Mitterrand, président en exercice de la Communauté européenne, porteur d'une lettre du pape exprimant les préoccupations du Saint-Siège et remerciant la France et les Douze pour leur action en faveur du Liban ».

Le pape demande enfin aux évêques du monde entier de préparer une « journée de prière universelle pour la paix au Liban », dont la date sera déterminée par chaque Eglise locale et qui pourrait être, suggère-t-il, le 22 novembre, jour de la fête nationale du Liban. Le cardinal Decourtray et Mgr Derval, président et vice-président de la Conférence épiscopale de France, ont immédiatement réagi en disant que « l'invitation du pape renforce l'adhésion fervente de l'épiscopat de notre pays, plus proche qu'aucun autre du peuple libanais ». Réunis à Lourdes le dimanche 29 octobre, les évêques prieront aux intentions du Liban.

H.T.

## Le séjour à Paris de l'émir du Koweït

## M. Mitterrand et Cheikh Sabah pour un « compromis raisonnable » sur les institutions libanaises

M. Mitterrand a lancé, lundi 25 septembre, une nouvelle appel à la recherche d'une solution de « drame libanais », estimant que « nul ne peut se résigner à l'éclatement et à l'asservissement » de ce pays, car ce serait, a-t-il dit, « une fausse politique aux conséquences lourdes pour le monde entier ».

Dans un toast prononcé à l'occasion du dîner d'Etat offert à l'Élysée en l'honneur de l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah, M. Mitterrand s'est « réjoui de la reprise de l'action du comité tripartite » arabe de paix au Liban et a souligné que « son appel au cessez-le-feu à la levée du blocus et à l'arrêt des livraisons d'armes s'est entendu ».

« Quand la sécurité sera rétablie, avec les garanties et les contrôles nécessaires, le dialogue entre Libanais s'instaurera hors de toutes pressions, et il appartiendra

aux Libanais de définir eux-mêmes le règlement politique qu'attend leur pays », a-t-il ajouté.

A propos du conflit du Proche-Orient, M. Mitterrand a réitéré le soutien de la France au projet de mise en place d'une conférence internationale réunissant « toutes les parties intéressées », ajoutant toutefois que « toutes les voies peuvent être explorées si elles ont pour objectif sincère de conduire à la paix ». « Il serait très dangereux », a-t-il averti, « d'accommoder subrepticement ou ouvertement du statu quo. Comment d'ailleurs parler de statu quo en Cisjordanie et à Gaza quand chaque jour médient l'impasse et la révolte ».

M. Mitterrand a rendu hommage au « rôle pacifique et modérateur » du Koweït dans la région, ainsi qu'à « sa fermeté face aux pressions de l'extérieur », et il a souligné « la grande convergence de vues » entre Paris et Koweït sur les conflits dans cette partie du monde.

Dans sa réponse, l'émir Al-Sabah a remercié la France pour « ses positions si positives sur la question palestinienne », en soulignant qu'elles soient « le prétexte à des prises de position similaires de la part d'autres pays occidentaux ».

Il a également évoqué le problème de la dette du tiers-monde, estimant que « l'endettement des pays pauvres constitue la Bastille à prendre des temps modernes ».

Au cours d'un entretien d'une heure qui avait précédé le dîner, le président de la République avait rappelé à son hôte, arrivé dans l'après-midi à Paris, que la France avait multiplié les démarches « auprès des uns et des autres » pour parvenir à apaiser la situation au Liban, et en particulier auprès du général Aoun, pour « faire entendre la voix de la raison ».

Les deux chefs d'Etat avaient d'autre part estimé qu'il n'y aurait pas de solution au Liban « sans une réforme institutionnelle » sur laquelle il convient de « trouver un compromis raisonnable ».

## AFRIQUE

L'explosion de l'appareil d'UTA

## L'attentat contre le DC-10 aurait été commis avec du semtex

L'attentat contre le DC-10 détruit en vol le 19 septembre aurait été provoqué par du semtex, la plus redoutable des explosifs — et le plus difficile à déceler, selon les premiers éléments fournis par l'analyse des débris de l'appareil, qui demandent encore confirmation. La charge explosive aurait pu être placée dans un conteneur embarqué à Brazzaville, ville de départ de l'avion, et non à l'escale de N'Djamena, comme on le pensait initialement. Les enquêteurs doivent encore localiser avec précision dans quelle soute se trouvait l'explosif.

Le semtex, explosif très puissant et inodore, est utilisé par diverses autres organisations terroristes, dont l'Armée républicaine irlaise, l'IRA. Londres avait demandé par le passé la limitation des exportations de semtex et surtout pressé les autorités italo-espagnoles de faciliter la détection de cet explosif, par exemple en introduisant au cours de sa fabrication un élément permettant de l'identifier.

Chargé de l'information judiciaire sur l'attentat, le juge Jean-Louis Bruguière a demandé, lundi, l'aide des services de contre-espionnage en délivrant une commission rogatoire à la division de la surveillance du territoire (DST). Pendant le week-end, le magistrat avait déjà délivré une commission à la police judiciaire, qui portait, elle, sur l'aspect technique de l'attentat. Simultanément, le juge a désigné un collège d'experts (quatre médecins légistes, un radiologue et deux dentistes) pour examiner les corps des quarante victimes de la catastrophe déjà transférés à l'Institut médico-légal à Paris.

La tâche des médecins, indiquent-on de bonne source, est particulièrement « terrible », vu l'état des cadavres.

Les proches et la famille de M. Jean-Pierre Kleis, acteur et metteur en scène de théâtre marocain tué dans l'attentat, ont décidé de se constituer partie civile et d'engager une action « en responsabilité » contre la compagnie aérienne. « Indigné, lundi, leur avocat, M. Gérard Michel. La famille a, en outre, décidé d'engager une action « en responsabilité » contre UTA devant le tribunal de grande instance de Paris, estimant que la compagnie avait commis « une faute grave exceptionnelle ». Se référant à des compagnies « particulièrement visées par les attentats comme El-Al ou certaines compagnies américaines », M. Michel affirme que, « incontestablement, les moyens existaient pour qu'une compagnie évite ce genre d'attentats ».

La localisation de l'explosif ne sera pas chose facile. Les compagnies aériennes ne notent pas, à chaque escale, la répartition précise des bagages dans les diverses soutes. Les bagages du vol UT-772 avaient été répartis dans toutes les soutes.

La découverte du semtex va une nouvelle fois mettre sur la sellette les autorités italo-espagnoles. En janvier dernier, le gouvernement de Prague avait assuré que la Tchécoslovaquie « n'avait pas exporté de semtex depuis quelque temps ». Il avait aussi proposé à la Grande-Bretagne une initiative commune pour promouvoir, sous l'égide de l'ONU, une convention internationale sur l'identification et la détection d'explosifs.

À Washington, le département d'Etat a annoncé que les Etats-Unis « participent pleinement » à l'enquête sur la catastrophe du DC-10.

À Montréal, la France a déposé, lundi, un projet de résolution condamnant les « actes criminels d'intervention illégitime » contre les avions civils, lors de la 27<sup>e</sup> assemblée triennale de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

## POINT DE VUE

## BURKINA-FASO : après les exécutions sommaires de quatre « comploteurs »

## Le devoir d'ingérence

par Albert TÉVOÉDJÉ

MARDI 19 SEPTEMBRE, nous avons appris par un communiqué de presse, la découverte d'un complot à Ouagadougou : un coup d'Etat monté par des officiers avait échoué. Et nous apprenions aussi, par la même source, que les auteurs présumés de ce complot avorté, ayant « reconnu » leur trahison, avaient été immédiatement exécutés.

La communauté internationale a difficilement mais finalement accepté de reconnaître qu'un homme est homme, qu'il soit de sexe féminin ou de couleur jaune ou sombre. Elle a, aujourd'hui, le devoir impératif de mettre à l'index, de dénoncer avec la plus extrême sévérité tout gouvernement, tout régime politique qui se veut incontestable, « inattaquable », au point de faire de ses citoyens des esclaves d'un type nouveau.

Dans le cas burkinabé, que nul gouvernement du Nord ou du Sud, que nulle autorité spirituelle ou religieuse, que nulle institution internationale n'ait élevé une protestation prompte, forte et solennelle contre ce qui relève clairement de la justice expéditive et donc de l'iniquité, voilà qui ne fait honneur à aucun des mondes civilisés auxquels nous appartenons.

Tout le monde admet, aujourd'hui, qu'il est des circonstances où il nous faut revendiquer le devoir d'ingérence dans les affaires intérieures de tout pays dès que les fondements mêmes de la solidarité internationale se trouvent mis en cause. Ces fondements ne sont-ils pas la condition humaine ensemble vécue et ensemble partagée ?

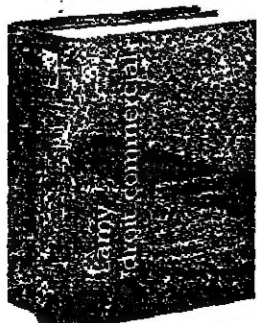
Si, au lieu du Burkina-Faso, il s'agit de la Pologne, de la Roumanie ou peut-être du Nicaragua, que n'aurait-on pas entendu... fort légitimement !

Pourquoi donc ce silence, pourquoi cet apathisme dans le comportement dès qu'il s'agit de ces Républiques africaines réputées « non mûres pour la démocratie » ?

Un problème est ici posé. Et nous devons ensemble le résoudre. Urgemment. Il se résume ainsi : le développement, « nouveau » ou ancien, est inséparable de l'Etat de droit. S'il devait en être autrement, quelle honte, quel désespoir... quelle tragédie !

► Ancien directeur général adjoint au Bureau international du travail, président du Centre panafricain de prospective sociale, Porto-Novo (Bénin).

## A défaut du Lamy Droit Commercial, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui vous permettra de maîtriser l'ensemble des règles applicables en matière de : fonds de commerce, baux commerciaux, propriété industrielle, redressement et liquidation judiciaires, c'est plutôt le Lamy Droit Commercial qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Droit Commercial qu'il vous faut téléphonez au plus vite au

(1) 40.38.03.03

Lamy Pour agir en connaissance de cause.

صكنا في الامم



## Sovac n'a pas inventé l'automobile mais elle a permis à tous de s'en servir.



ULYSSE

Déjà, en 1919, en créant Sovac, André Citroën avait compris que le financement et la vente des automobiles sont deux métiers différents et étroitement liés. Plus le marché de l'automobile a le vent en poupe, plus il doit pouvoir compter sur un système de financement souple, fiable, moderne.

Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés dans le financement des particuliers et des entreprises. Les chiffres globaux du Groupe sont, à cet égard, éloquentes: 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions de clients, 2700 collaborateurs. Dans un

monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité.

Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de le manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement. Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



**S O V A C . N O T R E M E T I E R : V O U S F I N A N C E R .**



## AMÉRIQUES

CANADA : les élections au Québec

### Le Parti libéral de M. Bourassa conserve le pouvoir avec une majorité réduite

Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a été reconduit au pouvoir, le Parti libéral ayant remporté, lundi 25 septembre, les élections législatives de la province francophone canadienne. Mais le Parti québécois (indépendantiste) semble en pleine renaissance et, surtout, apparaît une nouvelle formation. Egalité, qui manifeste le malaise de la minorité anglophone de la Belle Province.

distincte, prévu dans un accord signé en 1987, mais toujours pas ratifié. Pour les mêmes raisons, deux provinces anglophones — le Manitoba et le Nouveau-Brunswick — bloquent la ratification de ce texte.

#### Une partie difficile

La partie s'annonce doublement difficile pour M. Bourassa, l'adoption d'un fédéralisme souple et décentralisé, reconduit au pouvoir avec une majorité réduite de 7 sièges et tout juste 51 % des suffrages. « Nous sommes conscients que les défis proprement québécois peuvent être réalisés à l'intérieur de la Fédération canadienne mais notre confiance n'est pas illimitée », a-t-il lancé en guise d'avertissement au reste du Canada, au vu des résultats plus qu'honorables du Parti québécois à cette élection.

Le chef de cette formation, M. Jacques Parizeau, peut, à juste titre, proclamer que l'idée de la « nécessaire indépendance » de la province, qu'il a mise en avant tout au long de la campagne, est de nouveau en vogue au Québec. Le Parti québécois a en effet gagné 10 sièges, renforçant son rôle dans l'opposition. Il a surtout recueilli 40 % des suffrages. En 1985, ce parti, alors dirigé par Pierre-Marc Johnson, avait obtenu à peu près le même score, mais en reléguant l'objectif de la souveraineté du Québec au dernier rang de ses priorités.

M. Bourassa, qui souhaite par-dessus tout poursuivre le développement économique de la province, afin d'accroître du même coup son poids politique au sein de la Fédération canadienne, a eu beau brandir, dans les derniers jours de la campagne, le spectre de la « division et de l'instabilité », il n'a pas réussi à effrayer outre mesure les électeurs, plutôt sereins devant la perspective d'une séparation à moyen terme. D'après plusieurs sondages, plus de 15 % de son propre électorat serait favorable à la souveraineté du Québec.

MARTINE JACOT

#### EN BREF

□ **BONNE nuit en cause** le Chili dans l'affaire de la « Colonia Dignidad ». — Après la récente décision de la Cour suprême chilienne de clore le dossier de la « Colonia Dignidad » (un camp de travail agricole fondé en 1962 par un ancien pasteur baptiste allemand, où les « colons », des enfants notamment, sont soumis, selon toute apparence, à une vie concentrationnaire et à des mauvais traitements), le ministre des affaires étrangères de Bonn, M. Hans-Dietrich Genscher, a annoncé que son gouvernement tiendrait désormais son homologue de Santiago pour « coresponsable » de cette affaire, et qu'il la porte devant la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies ; celle-ci devrait en débattre lors de sa prochaine réunion, en janvier. « Colonia Dignidad », située à 300 kilomètres au sud de la capitale chilienne, a fait l'objet de nombreuses dénonciations depuis une quinzaine d'années. — (AFP, UPI.)

□ **COLOMBIE** : deux personnes tuées par l'explosion d'une bombe. — Deux médecins colombiens ont

Si la première grande apparition devant la presse internationale de M. Jiang Zemin, nouveau secrétaire général du Parti communiste chinois, mardi 26 septembre à Pékin, a démontré quelques choses, c'est que ni lui ni aucun de ses cinq collègues membres du comité permanent du bureau politique ne sont les véritables détenteurs du pouvoir.

PEKIN

de notre correspondant

Leur conférence de presse conjointe — la première depuis le limogeage de M. Zhao Ziyang dans les vagues du printemps, télédiffusée en direct — visait en particulier à présenter en M. Jiang le nouvel héritier de M. Deng Xiaoping et le continuisme de sa politique de réformes et d'ouverture sur le monde extérieur. M. Jiang a certes refusé de projeter une image plus modérée que celle du premier ministre Li Peng, qui siègeait à sa gauche. Mais le bilan de sa prestation confirme qu'il ne dispose pas pour le moment d'une plus grande marge de manœuvre qu'aucun des hommes nominalement installés par les vétérans à la barre du bateau chinois.

M. Jiang s'est contenté de répéter tous les thèmes rassurés ces dernières semaines par la presse officielle, en particulier depuis que M. Deng a fait clairement comprendre qu'il s'élèverait contre qui-

conque voudrait remettre en cause les objectifs définis il y a presque onze ans : réforme du système économique dans les limites actuelles de la « remise en ordre » en cours, réforme des institutions politiques dans les limites du « centralisme », de la suprématie du PCC et de la « voie socialiste ». Poursuite des appels du pied à l'intention de Taiwan pour une réunification « le plus tôt possible » sur la même base que la formule « un pays deux systèmes » décidée pour Hong Kong, mais refus d'envisager un calendrier comme le souhaite Taipei pour différer au maximum l'échéance.

Face à l'Occident, M. Jiang n'avait rien de particulier à annoncer en dépit des stridences de l'organe du parti qu'il dirige envers la France. Tout au moins s'est-il abstenu de tenir un discours plus dur que le strict nécessaire pour dénoncer l'existence de « forces internationales hostiles » à la République populaire et s'est-il dit confiant dans les perspectives de coopération avec l'Union soviétique.

#### La succession de M. Deng

Le nouveau patron en titre du PCC a réaffirmé avec la même insistance que M. Li Peng la condamnation officielle de la « rébellion contre-révolutionnaire » des étudiants. M. Qiao Shi, responsable de la police, a démenti que la campagne d'exécutions capitales ait frappé

## ASIE

CHINE : la tension entre Pékin et Paris et la conférence de presse de M. Jiang

### Une image plus modérée mais une marge de manœuvre limitée

des coupables qui n'auraient pas été convaincus, preuves à l'appui, de « crimes graves » dans les violences de l'insurrection.

La grande question à laquelle M. Jiang a été incapable de fournir une réponse est celle de la succession de M. Deng : le souhait de celui-ci de se retirer de la commission militaire du parti, qu'il préside, « devra être soumis à la décision du comité central ». Rien, donc, n'est fait pour permettre au « révolutionnaire-vétéran de longue expérience et architecte en chef des politiques de réforme et d'ouverture » de passer la main. Un prochain plénum du comité central, à une date qui n'a pas encore été fixée, sera plutôt consacré, à en croire M. Jiang, à examiner la situation économique et les politiques à suivre pour les prochaines années. En clair, la gestion des dirigeants historiques de la Longue Marche continue de se bagarrer en coulisses pour placer ses dauphins respectifs dans la meilleure position avant de disparaître.

FRANCIS DERON

□ **Forum d'information sur la Chine**. — Le douzième forum organisé par Carrefour de la Chine aura lieu, le 7 octobre, au Palais des congrès à Paris. Il sera principalement axé sur la situation en Chine, les événements du printemps dernier à Pékin, leurs causes et leurs conséquences. Renseignements à Carrefour de la Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-61-60-26, 42-60-32-90.

□ **Un logement pour les dissidents chinois**. — L'association ALICE (Association de liaison avec les intellectuels chinois en exil), créée en juin dernier pour venir en aide aux dissidents chinois réfugiés en France, recherche des appartements pour les loger. ALICE a déjà aidé à héberger et à réinsérer une soixantaine de Chinois. (ALICE, BP 1, 75721 Paris Cedex 15, téléphone (1) 45-87-29-72.)

Le « Quotidien du peuple » dénonce la « connivence » de la France avec les dissidents chinois

Le Quotidien du peuple a dénoncé, mardi 26 septembre, « le soutien du gouvernement français à des activités hostiles au gouvernement chinois ». Paris, a ajouté l'organe du PC chinois, « a le culot de se vanter de sa connivence et de son soutien ouvert aux activités de Yan Jiang au nom de la défense des droits de l'homme », faisant référence à l'élection, dimanche, de ce dissident à la présidence de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC), qui a tenu son premier congrès à Paris.

La veille, le ministre chinois des affaires étrangères avait convoqué l'ambassadeur de France à Pékin et lui avait signifié sa « vive protestation » pour avoir autorisé M. Yan et autres « criminels de droit commun recherchés par les organes de sécurité chinois pour avoir organisé des activités contre-révolutionnaires visant à renverser par la violence le gouvernement », à se réunir en France. « Il s'agit là d'une décision grave, de nature à engendrer une détérioration des relations sino-françaises », a indiqué la protestation, lue lundi soir à la télévision.

« Le gouvernement chinois demande fermement au gouvernement français de s'arrêter au bord du précipice, de respecter à la lettre les normes régissant les relations d'Etat à Etat, de cesser immédiatement ses ingérences dans les affaires intérieures chinoises et d'empêcher sévèrement toutes autres activités de la FDC à partir du territoire français », ajoutait le communiqué. Faut-il de plus, la France « devra assumer l'entière responsabilité de la poursuite de la dégradation des relations sino-françaises ». Paris s'est refusé à tout commentaire officiel sur cette protestation.

### L'« Homme de pierre » terrorise les pauvres de Calcutta

NEW-DELHI

de notre correspondant

On l'a surnommé l'« Homme de pierre ». Il terrorise Calcutta, plus précisément la population la plus démunie de la ville, les pauvres

d'entre les pauvres, qui n'ont pour domicile et espoir qu'un bout de trottoir dans la plus grande ville de l'Inde, et dont le nombre, imprécis, se situe entre cent cinquante et deux cent cinquante mille personnes.

L'« Homme de pierre », tuc, la nuit, généralement entre trois et cinq heures du matin, avec une grosse pierre d'environ vingt kilos, lâchée sur la tête d'un homme ou d'une femme endormi. Meurtre silencieux, rapide, presque parfait, sans motif apparent : les victimes ne sont même pas dépouillées. Les sept meurtres déjà recensés et portant la « signature de pierre » ont été commis dans une partie misérable de la ville, près du gigantesque pont de Howrah, mais aussi non loin de Park Street, un quartier commercial et touristique. Le « jon », puisque tel est le jugement des médecins, pourrait même circuler à bord d'un véhicule pour aller plus vite.

Les vingt-deux mille policiers de Calcutta précèdent : deux cents suspects ont été arrêtés, en vain. Dans les années 60, un autre meurtrier, responsable de quarante-deux assassinats, avait tenu en échec la police de Bombay pendant quatre ans.

L'humanité en baillons des trottoirs s'est donc organisée face à l'« Homme de pierre » et des tours de garde ont été instituées. L'histoire rappelle étrangement celle de Victor Habbema, l'un des personnages du livre de Patrick Bruckner, Paris, qui tuait les pauvres, dans la discrétion et l'obscurité, par « amour de l'Inde »...

LAURENT ZECCHINI

été tués dans la soirée du lundi 25 septembre lorsqu'une bombe déposée à l'hôtel Hilton de Carthage, sur la côte atlantique du pays, a explosé ; deux autres personnes ont été blessées. Un autre engin a explosé dans la même ville, atteignant un gardien en passant devant une banque et un passant. Carthage avait, jusqu'alors, été épargnée par la vague d'attentats déclenchée par la décision prise à la mi-août par le gouvernement colombien de déclarer la guerre à la mafia de la cocaïne, qui venait d'assassiner plusieurs importantes personnalités. — (AFP, AP.)

□ **NIGER** : adoption de la nouvelle Constitution. — 99,28 % des électeurs se sont prononcés en faveur de la nouvelle Constitution au Niger au cours du référendum de dimanche 24 septembre, a annoncé le ministre de l'intérieur. Les Nigériens doivent retourner aux urnes, le 10 décembre, pour élire leurs députés et le président de la République, poste pour lequel le général Ali Saibou est candidat unique. — (AFP.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvieux-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

**Le Monde PUBLICITE**  
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**  
Composant 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS  
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 308 F	1 380 F	1 880 F	2 650 F

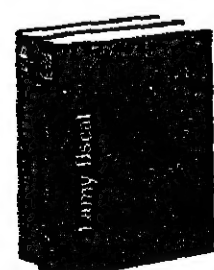
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

A défaut du **Lamy Fiscal**, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...



«ela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois exhaustif et pratique qui vous permettra de tirer le meilleur parti de la réglementation fiscale, sans vous faire espérer par l'inflation des textes législatifs, c'est plutôt le Lamy Fiscal qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Fiscal téléphonez au plus vite au

**Lamy** Pour agir en connaissance de cause

**Le Monde PLANTU**  
DES FOURMIS DANS LES JAMBES



**L'ALBUM 89**  
164 PAGES - 250 DESSINS  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صلى الله عليه وسلم



## POLITIQUE

Avant l'élection du président du Sénat

### M. Alain Poher justifie sa nouvelle candidature par les impératifs de l'union de l'opposition

L'élection du président du Sénat, l'organisation — ou la réorganisation — de la majorité sénatoriale, la réforme du mode de scrutin. Tels sont les sujets à l'ordre du jour après le renouvellement, dimanche 24 septembre, du tiers de l'assemblée du palais du Luxembourg.

Dans un entretien au *Figaro* du mardi 26 septembre, M. Alain Poher, président sortant, explique pourquoi il est de nouveau candidat à sa propre succession : afin, dit-il, que l'union de l'opposition « ne soit pas brisée et que notre action commune soit porteuse d'avenir pour la vie politique du pays ».

M. Poher nie que le centre soit ébranlé par la progression du RPR et affirme : « Mes amis centristes réussissent lorsqu'ils remplissent pleinement leur mandat et font une bonne alliance ». Et M. Poher cite différents cas d'alliance avec le RPR. Un RPR qui remporte « une victoire importante (...) sans doute due à ce que ses dirigeants ont privilégié l'union au cours de cette campagne ». Les groupes du centre, juge M. Poher, trouveront, eux, « certainement un mode d'expression qui leur permettra, sans négliger leurs différences, de

s'exprimer en concertation, comme le souhaite le corps électoral ».

Toujours à propos de l'union de l'opposition, le président du Sénat évoque la campagne de « désignement » de son assemblée en se demandant si, au travers d'attaques « souvent médiocres, certains ne cherchent pas surtout à empêcher l'union de l'UDF et du RPR et son expression au niveau d'une majorité responsable ».

En revanche, M. Poher souligne le « respect » que porte M. Michel Rocard au Sénat et la reconnaissance par M. François Mitterrand du « rôle éminent joué par les sénateurs pour défendre les libertés publiques à divers moments de notre histoire », puis que la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel proposée par le président de la République suppose l'accord du Sénat.

Ces propos de M. Poher tranchent, d'ailleurs, avec ceux de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, qui a affirmé lundi sur RTL et TF1 : « L'Elysée crée un climat contre le Sénat (...) Il ne paraît pas au Sénat d'avoir fait réguler par François Mitterrand et d'espérer que le Sénat le fera reculer à nouveau (...) Que Mitterrand nous diste, c'est très bien, mais que nous l'aidions, je dis non ».

Dans son entretien avec le *Figaro*, M. Poher refuse encore d'admettre que le Sénat soit une assemblée « éloignée du peuple parce que nous n'avons aucun sénateur élu du mouvement écologiste ». « Faut-il, demande M. Poher, être « écologiste » pour défendre l'environnement ? Quant à une éventuelle réforme des méthodes de travail du Sénat, son président ne la refuse pas, tout en ajoutant : « Il faut prendre garde de ne pas se laisser entraîner dans une aventure qui, sous prétexte de modernisme, interdirait au Sénat d'exercer complètement, comme il l'a toujours fait, le rôle de législateur et de contrôleur rigoureux de l'administration que la Constitution de la V<sup>e</sup> République lui a confié ».

#### Rattre le fer tant qu'il est chaud

De son côté, M. Claude Estier, président du groupe socialiste, affirme dans le *Figaro*, à propos du mode de scrutin sénatorial, que « pour battre le fer tant qu'il est chaud, [il va] déposer ces jours-ci une proposition de loi pour permettre une meilleure représentation des villes et pour abaisser le seuil de la proportionnelle aux départements ayant au moins trois sièges sénatoriaux ».

M. Estier cite l'exemple de l'Indre et du Finistère, où, à l'issue du scrutin de dimanche, le PS n'a « aucun siège, alors qu'il détient toutes les grandes villes de ces départements ».

L'Association des démocrates se prononce également pour une modification du mode de scrutin et ajoute, d'autre part : « La création d'une force au centre, d'innovation et de rassemblement, avec l'Association des démocrates, le MRG, les gaullistes, les clubs, au sein de la majorité présidentielle, est indispensable ».

Dans l'opposition, M. Yves Galland, président du Parti radical, a exprimé lundi son accord avec la proposition de M. Daniel Hoefel, président de l'Union centriste, de créer un groupe UDF au palais du Luxembourg. M. Galland estime que, pour que cette proposition puisse aboutir, « il faut maintenant qu'à l'Assemblée nationale une démarche analogue du groupe UDC intervienne, montrant la volonté des centristes de faire prévaloir au sein de l'UDF l'union sur les intérêts partisans ».

Enfin, à l'extrême droite, le bureau politique du FN, réuni lundi, a jugé que, pour ce pari, « le bilan est (...) globalement positif, malgré l'existence d'un mode de scrutin particulièrement défavorable ».

### La victoire de M. Vigouroux place le PS marseillais en état de choc

MARSEILLE

de notre correspondant

Tout au long de la journée du lundi 25 septembre, les rumeurs les plus insistantes ont circulé à Marseille pour annoncer comme quasi certaine la démission collective du secrétariat fédéral du PS à la suite du dernier avatar électoral qui le frappe. M. Robert Vigouroux, maire de la ville, n'ayant laissé qu'un siège à M. Louis Philibert (PS), tandis qu'il en enlevait trois aux sénatoriales à la liste officielle.

Dès dimanche soir, le sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, M. Marcel Debarge, secrétaire national aux élections, avait réclamé « la mise à plat de la fédération des Bouches-du-Rhône », alors que les élus locaux du courant Chevènement souhaitaient l'installation d'un « comité provisoire assurant les responsabilités fédérales ». M. Jean Poperec, ministre chargé des relations avec le Parlement, avait été encore plus clair : « Il est urgent que l'actuelle direction s'efface », avait-il dit, en préconisant un « collectif de gestion ».

Il est vrai que la question de l'éventuelle démission du secrétariat fédéral a été évoquée lundi soir à Marseille par les représentants du courant Jospin dont fait partie M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône. Mais ce dernier a décidé de rester en place, en précisant : « Je

devais démissionner en mai dernier, on m'a demandé de rester en poste. Je m'y suis engagé et je conduirai le bateau jusqu'au bout. Il est trop facile aujourd'hui de tirer sur ceux qui ont les mains dans le cambouis, alors que toutes les décisions ont été prises à Paris et confirmées collectivement ici... »

Deux heures de réunion du secrétariat fédéral n'ont pas modifié la position de M. Vidal en dépit des souhaits exprimés par les représentants des courants Fabius et Rocard demandant que « l'on prenne acte de la situation » et plaidant en faveur d'un retrait « pour des raisons d'hommeur et de dignité ».

Dans un entretien au *Figaro* du mardi 26 septembre, M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, qui sera candidat du PS à la présidence de la Haute Assemblée, indique, de son côté, que le maire de Marseille a remporté « un succès incontestable. C'est pourquoi il est plus urgent que jamais de trouver une solution au problème du notre fédération, qui est dans une situation très difficile en raison du poids de Robert Vigouroux — qui s'étend maintenant, au-delà de sa ville, sur tout le département ». M. Estier estime que son groupe sénatorial « pourrait être un lieu de rapprochement » entre les parties en présence.

JEAN CONTRUCCI

### Succès de la célébration du Bicentenaire à l'Assemblée nationale

En quittant ses fonctions de chargé de mission auprès du président de l'Assemblée nationale, où il s'occupait des questions culturelles pour le poste de directeur du théâtre au ministère de la culture, M. Bernard Faivre d'Arzier peut se flatter d'un bilan positif. C'est lui, en effet, qui avait été chargé par M. Laurent Fabius du programme de la participation de l'Assemblée nationale à la célébration du Bicentenaire de 1789. Or celui-ci a été réalisé sans que soit dépassé le crédit prévu de 22 millions de francs.

M. Laurent Fabius a l'intention de prolonger cette action en demandant au bureau de l'Assemblée de consacrer un crédit spécial — évalué à 30 millions pour 1990 — à des manifestations artistiques, culturelles et de communication de l'Assemblée nationale. Ainsi, l'année prochaine pourra être réalisée une œuvre de sculpture moderne qui, dans la cour du Palais-Bourbon, célébrera le Bicentenaire, tout comme le bronze de Dalou, à l'intérieur du bâtiment, avait marqué le centenaire de la Révolution.

Le concours international, auquel participent six artistes, sera jugé sur maquettes, le 28 novembre. Bien que cette œuvre ne doive pas être figurative, le thème proposé est celui de la défense de la démocratie. Le film tourné pendant l'été par Ariane Mnouchkine à l'Assemblée nationale sera diffusé le 20 décembre sur FR 3 ainsi que sur la SEPT et par plusieurs télévisions étrangères. Cette « nuit miraculeuse », sorte de coque de Noël républicain, illustre le message universel de la Déclaration des droits.

Depuis le printemps, l'Assemblée nationale a été le siège de multiples manifestations, comme les colloques d'historiens, l'édition d'ouvrages et d'objets, l'organisation de concerts, l'acquisition de documents et de tableaux.

Enfin, l'exposition qui s'est tenue au Palais-Bourbon durant tout l'été et qui vient de fermer ses portes a connu un grand succès populaire avec plus de cent cinquante mille visiteurs. Financée entièrement par l'Assemblée, cette manifestation est celle qui a accueilli le plus large public. Une partie des œuvres exposées sera transférée à Versailles à l'emplacement de l'ancienne Salle des menues

pleines, tandis que les maquettes seront exposées à l'Ecole des beaux-arts pour illustrer l'architecture révolutionnaire.

M. Fabius envisage une sorte d'exposition itinérante sur le thème de la vie et de l'activité des députés depuis deux siècles qui pourrait être accueillie par les métropoles régionales. Ainsi serait poursuivie une action d'éducation civique susceptible de lutter contre un certain discrédit de l'institution parlementaire.

A. P.

Selon la SOFRES

### 56 % des Français approuvent le gouvernement

Cinquante-six pour cent des personnes interrogées approuvent, comme en novembre dernier, l'action du gouvernement de M. Michel Rocard, selon les résultats d'une enquête réalisée par la SOFRES et publiée, mardi 26 septembre, dans un groupe de journaux de province.

Seuls 25 % des interviewés se déclarent mécontents de cette politique, alors que 32 % étaient de cet avis au mois de novembre.

Les domaines phares de l'action gouvernementale sont la sécurité (48 % d'avis favorables), l'environnement (47 %) et la politique

sociale (46 %). De même, 45 % des consultés approuvent la politique de l'emploi, tandis que 30 % sont d'un avis contraire. En revanche, 52 % des sondés se déclarent hostiles à son action en matière d'immigration. Si 43 % des personnes interrogées estiment que la politique de M. Rocard bénéficie à l'ensemble des Français, 29 % (au lieu de 21 % en novembre) considèrent qu'elle profite essentiellement aux catégories privilégiées (Ce sondage a été réalisé du 11 au 14 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes).

Rectificatifs

Plusieurs erreurs se sont glissées dans le compte-rendu des résultats des élections sénatoriales publié dans nos éditions du 26 septembre :

Alors : Dans le compte-rendu des résultats, la mention « élu » a été oubliée, au second tour du scrutin, en face du nom de M. Jacques Pelletier (AD), ministre de la coopération et du développement.

Hautes-Alpes : M. Emile Didier, sénateur sortant (MRG) qui ne se représentait pas, est ancien maire de Gap et non de Tarbes.

Bouches-du-Rhône : dans le commentaire, il fallait lire que « des maires amis, comme celui de Berre-l'Étang ou bien sûr celui de

Salon-de-Provence (et non d'Aix-en-Provence) avaient apporté leur soutien à M. Vigouroux ».

Calvados : Le suppléant de M. Ambroise Dupont — investi par l'UDF et non par le Parti républicain — est M. Jean Manchon (RPR) et non M. Jacques Descombes-Descares, sénateur sortant (FR-CNI) qui ne se représentait pas.

Gard : M. Gilbert Baumet est divers gauche. M. Cambacérès est maire de Sommières (et non de Bombières).

Ille-et-Vilaine : M. Louis Chopier (maj.p.) est conseiller municipal de Saint-Malo et non maire de cette municipalité.

REPRISE DE VOTRE VÉHICULE

**ARGUS**  
**+5000<sup>F</sup>**

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE  
POUR L'ACHAT D'UNE SUPERCINQ



Reprise Argus + 5000<sup>F</sup> de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault Supercinque. Conditions générales Argus. Diminué des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Offre réservée aux particuliers concernant les V.P. neufs.

INTERMARCO

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

□ En Ile-de-France : polémique entre le CNI et le RPR. — Le CNI critique dans une déclaration de son secrétaire général, M. Yvon Briant, « les manœuvres du groupe RPR du conseil régional d'Ile-de-France » après l'adhésion à ce dernier groupe de deux conseillers régionaux membres du CNI, MM. William Le Bras et Jean-Marc Alcaraz. Un autre membre du CNI, M<sup>me</sup> Françoise Bernard, s'est apparentée au groupe UDF, tandis que M<sup>me</sup> Soraya Djebbour, qui n'était pas membre du CNI, s'inscrivait au groupe RPR.



## POLITIQUE

Les journées parlementaires de l'UDF et la défaite

## L'élection de M. Charles Millon à la présidence du groupe est aussi un succès pour M. Giscard d'Estaing

Le nouveau président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon, a « espéré », lundi soir 26 septembre, à Vichy, où avaient lieu les journées parlementaires de ce groupe, que son rival malheureux, M. François Léotard, « aura l'intelligence de rester président du Parti républicain. Je suis convaincu que François Léotard est aussi attaché que moi à l'unité de notre famille et qu'il mettra en œuvre tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir l'unité du groupe UDF », a-t-il ajouté à propos du risque de scission créé par le mécontentement des partisans de l'ancien ministre de la culture. Amers,

les amis de M. Léotard ont, en effet, demandé la réunion des instances statutaires du Parti républicain « pour tirer les leçons de la situation ainsi créée ».

Au micro d'Europe 1, mardi 26 septembre, M. Millon a souligné : « L'opposition doit prendre une attitude de conviction et non pas de critique systématique ». Elle doit, a-t-il ajouté, « suivre pas à pas les réformes proposées par le gouvernement et présenter ses contre-propositions pour montrer qu'elle est plus capable que la majorité actuelle de gouverner ». A propos des

rapports au sein de la droite, il a déclaré : « Je souhaite un rapprochement effectif quotidien avec le groupe UDC, et, lorsque ce rapprochement aura été vécu (...), nous pourrions renforcer nos relations avec le RPR ».

Les rénovateurs membres du RPR ont naturellement bien accueilli, de leur côté, l'élection de M. Millon. M. Philippe Séguin, député des Vosges, a parlé des « qualités humaines exceptionnelles » du président du conseil régional de Rhône-Alpes. Pour M. Michel Noir, député du Rhône, « la victoire de Charles Millon est une vic-

toire de la rénovation et traduit le fait que toutes les formations politiques de l'UDF ont senti la pression de l'opinion publique en faveur de cette rénovation ». M. Etienne Pinte, député des Yvelines, a déclaré : « Un rénovateur président du groupe UDF, c'est formidable ! »

Elu au Sénat, M. Jean-Claude Gaudin a souhaité que sont successeur à la tête du groupe UDF « formalise avec Pierre Méhaignerie le rapprochement progressif des groupes UDF et UDC ».

## L'amère défaite du président du PR

Suite de la première page

« On se serait cru dans une assemblée de joueurs de poker », confiait un peu plus tard un des participants.

Les déclarations de candidature furent écoutées dans un silence crispé. Premier à parler, M. Léotard se trompa d'embûche de public. Le voilà refaisant l'histoire de la campagne présidentielle de 1989, réaffirmant que l'union n'est pas une fin en soi, délivrant son enseignement sur la « crise politique », pour terminer avec une profession de foi en l'opposition affirmant que « pour celle-ci, le pire est derrière elle ». Deuxième erreur psychologique. Un député la résumera par une réflexion que beaucoup partageront : « Il nous a pris pour ses secrétaires fédéraux du PR. Il ne s'est pas adressé à nous comme un futur président de groupe mais comme un chef de parti ».

M. Philippe Mestre prend la parole à son tour. Sautant à pieds joints sur le terrain laissé vacant, l'ancien directeur de cabinet de Raymond Barre reconstruit en giscardien, emploiera ses huit minutes de temps de parole à dresser le portrait type du parfait président de groupe : « Impartialité, disponibilité, investissement personnel... » Une description qui fut perçue comme le contre-portrait de son prédécesseur à la tribune.

M. Charles Millon put donc se dispenser de cet exercice et fut le plus bref. « Conviction, animation, fédération, collégialité » : tels furent les mots forts de son propos. « L'opposition, insista-t-il, est devenue muette. Elle doit retrouver la parole. C'est au groupe parlementaire de donner l'exemple. Notre groupe doit être pluraliste, ne pas être l'enjeu d'ambitions personnelles mais d'ambitions collectives ».

Deux petites questions de formalités et les opérations de vote pouvaient commencer. Bulletins imprimés, isolés dressés, pour la première fois de son histoire, le groupe UDF avait décidé de respecter la stricte règle de la démocratie. Une rude épreuve. M. François Léotard n'allait pas tarder à comprendre que ce processus lui serait fatal.

Premier tour de scrutin : 35 voix se portèrent sur lui, 29 sur Charles Millon, 23 sur Philippe Mestre. Un bulletin blanc. Le président du PR n'obtient donc pas la majorité absolue. Pis : il doit constater une grosse déperdition de voix à l'intérieur de son propre parti, officiellement représenté au sein du groupe UDF par cinquante-cinq députés. Une perte de vingt voix. Le handicap est énorme, même si l'on tient compte des PR giscardiens et des PR barrestes. M. Léotard accuse le

coup. Son visage se crispe. M. Mestre, lui, donne le coup de grâce. Il a recueilli 23 voix — mieux que prévu — et il annonce son retrait assorti d'un appel calculé en faveur de son ancien coéquipier barreste, M. Charles Millon : « Je ne suis pas propriétaire de vos voix, déclare-t-il, mais je considère de mon devoir de vous dire que je voterai pour Charles Millon ».

## Fin de partie

Deuxième tour : la partie de poker se termine. Les jeux sont faits. Le dénouement se passe dans un silence de plomb. Les bulletins tombent : Millon-Léotard, Léotard-Millon... Pendant un moment, les deux hommes sont au coude à coude. Mais, sur la fin, rien ne va plus pour M. François Léotard. M. Jean-Claude Gaudin proclame les résultats : 2 bulletins blancs, 41 pour M. François Léotard, 45 pour M. Charles Millon. Le silence persiste. « Un délai de décence », dira un léotardien, — puis, les applaudissements fusent d'une partie de l'assistance pour saluer enfin la victoire du député de l'Ain. Celui-ci prononce quelques mots de remerciements : « Mon objectif est l'unité du groupe. Je veux lui donner un souffle nouveau et faire jouer la force des convictions pour être le moteur de l'opposition ». M. Charles Millon serre la main de M. François Léotard, lequel ne dit mot et disparaît.

Troisième erreur psychologique : M. François Léotard et ses amis vont apparaître comme de mauvais perdants. Son principal lieutenant, M. Gérard Longuet, confronté à la

foi des journalistes faisant le pied de grue sur le perron de l'Hôtel de Ville, illustre le manque de fair-play jusqu'à la caricature. Son premier mouvement : la fuite. Sa valise sous le bras, il cherche fébrilement une voiture. « Je retourne à Paris, lance-t-il, furibard, à la cantonade. Je ne peux plus voir un député UDF en peinture ». A quelques pas de lui, M. Alain Madelin incrimine le mode de scrutin : « A main levée, prétend-il, le vote aurait été exactement inverse. On ne sait plus où est passé M. François Léotard ».

## « On a humilié Léo »

Deuxième mouvement : le déballage. S'étant ravivé, M. Gérard Longuet a finalement consenti à déjeuner avec ses pairs, ce qui ne comble pas pour autant son appétit de revanche. A l'issue du déjeuner, il craque littéralement devant la presse : « On a humilié Léo. Je le ressens comme une paire de gifles. Ce n'est pas intelligent pour l'avenir de l'UDF. On a cherché à le liquider parce qu'il représente une candidature alternative à celle de Giscard et de Chirac. Sans Léotard, Giscard n'aurait pas eu le succès qu'il a eu aux européennes. Quelle ingratitude ! Millon a été élu président du groupe par le dépit d'un homme, Giscard. Ce même homme dans Millon demandait pourtant le départ et y a encore quelques semaines. Pour le RPR comme pour Mitterrand, c'est le rêve d'avoir Giscard devant soi. Je suis vexé ».

Les giscardiens affichaient, pour leur part, avant que l'affaire ne dégénère, un sourire qui faisait plaisir à voir. Difficile de ne pas voir dans le regard de Michel d'Ornano, assis dans le car à côté de Philippe Mestre après le scrutin, une lueur de jouissance après la

réussite d'un crime parfait. « On ne peut pas, comme lui, toujours courir deux lièvres à la fois », expliquait M. Hervé de Charette, engagé le combat contre Giscard, président de l'UDF, et brigue la présidence du groupe parlementaire de cette même UDF.

D'autres encore ont passé une bien belle journée : tous les anciens barrestes reconvertis « rénovateurs », les François d'Aubert, Philippe de Villiers, Pierre-André Wiltzer et d'autres encore qui entouraient frileusement M. Charles Millon. Tout cela faisait bon la rénovation et chacun espérait que son soutien aiderait le groupe RPR qui doit se réunir lui aussi en journées parlementaires à la fin de cette semaine à Arcachon.

## Scission ?

Mais, pour l'heure, les léotardiens n'ont pas l'intention de déserter. Ironie jusqu'à la scission ? En fin d'après-midi M. Gérard Longuet réunissait quelques députés PR à l'hôtel de ville (1). Certains agitaient l'idée de constituer un groupe autonome à l'Assemblée nationale. L'idée pourrait prendre corps le 2 avril, date de la rentrée parlementaire de printemps. En effet, à cette date, M. Charles Millon sera soumis statutairement à réélection. Les partisans de la rupture pourraient donc en profiter s'ils le décident. Mais ce point n'a pas encore été définitivement tranché. En attendant, les PR léotardiens ont l'intention de faire lourdement sentir leur influence au nouveau président du groupe UDF. Chaque vote fera l'objet d'une négociation. « On existe et on veut se compter ! », expliquait l'un d'eux.

Un communiqué inspiré par M. Gérard Longuet tombait dans la soirée explicitant cette démarche fractionniste. On pouvait y lire que les députés républicains demandaient « la réunion rapide des instances statutaires de leur formation pour tirer les leçons de la situation ainsi créée ». Les députés du PR « réaffirment leur confiance en François Léotard pour conduire les combats de l'union et du renouveau de l'opposition ». S'attachant que « la personnalité la plus prometteuse de l'opposition libérale ait été écartée par une majorité de circonstance », ces députés exprimaient « avec détermination leur volonté de donner au PR toute son identité au Parlement comme dans l'opinion, au sein du groupe UDF, ou de toute structure nouvelle apte à permettre le renouveau et l'union de l'opposition solidaire ». L'UDF n'est donc pas encore, loin de là, sortie de l'œil du cyclone. « Nous vivons dans la crainte, nous vivons maintenant dans le désarroi », confiait M. Philippe Vasseur. Cela sonnait comme une épitaphe.

DANIEL CARTON.  
PASCALE ROBERT-DIARD  
et PIERRE BERVET

(1) Les députés qui se sont réunis autour de Gérard Longuet sont au nombre de vingt-quatre. Tous ne sont pas léotardiens. Alain Madelin, qui ne semble pas lacerer particulièrement sa marche dans la stratégie de son compère Gérard Longuet, ne participait pas à cette réunion. Etaient présents : MM. Bayard, Blanc, Blum, Cazalet, Clément, Collin, Colombani, Delattre, Dimaggio, Doucet, Ehrmann, Farret, Gaillard, Gonnat, Grottel, Jacquet, Longuet, Paschi, Philibert, de Robien, J. Roux, Sallès et Vasseur.

**Du 27 au 30 septembre.**  
**Prix 3J, sur les grandes marques aussi !**

**Lafayelle**

**3J**

Credit spécial 3 J.

M. Jean Pop  
aux contesta



## POLITIQUE

de M. François Léotard

### La foi d'un notable



La bourgeoisie de province pour origine, une foi catholique profonde comme règle de vie, le libéralisme, sérieusement corrigé par les encycliques sociales de l'Eglise : Charles Millon est le fruit de ce mélange qui a déjà donné tant de notables à la droite modérée française.

Car c'est bien un notable que les députés UDF, notables eux-mêmes, se sont choisis comme président. Mais un notable qui préfère la réflexion et le travail à l'esbroufe, qui a suivi le cursus

de la classe politique, qui a privilégié les responsabilités locales et la fréquentation de l'Assemblée nationale plutôt que les coups médiatiques. Charles Millon ne pouvait que se reconnaître dans la figure du baron, Raymond Barre étant le seul patron qu'il se soit, jusqu'alors, donné en politique.

Comme beaucoup de notables, le nouveau président du groupe UDF, est né (le 12 novembre 1948), dans la commune dont il est le maire (Bellevue, dans l'Ain). Mais c'est aussi, plus curieusement, un enfant de mai 68, qu'il a vécu à la faculté de droit de Lyon où il préparait un diplôme d'études supérieures de sciences économiques.

#### L'ami

de Raymond Barre

La volonté de faire « table rase de la société bourgeoise » ne pouvait que le heurter ; le souci de « l'ordre à tout prix » ne pouvait qu'effrayer un homme qui, aujourd'hui encore, en mettant au premier plan de ses préoccupations la volonté de donner à tous les enfants une véritable égalité des chances par l'éducation, revendique une part de l'héritage des contestataires d'après-guerre.

L'entrée en politique s'est faite pour Charles Millon sous la

signe du service et non de la carrière. Maire de Bellevue en 1977, député républicain indépendant, de l'Ain en 1978, il est déjà plus bariste que giscardien. C'est parce qu'il refuse de faire allégeance à l'ancien président de la République qu'en 1982 il doit renoncer au poste de secrétaire général du PR, qu'obtient alors François Léotard.

C'est parce qu'il est déjà « rénovateur » qu'il crée, au lendemain de la victoire de la gauche, le CERCLE, avec Philippe Séguin, François d'Aubert et Michel Noir ; c'est parce que, déjà, il croit que la reconquête partira du Parlement qu'il est l'un des chevaux-légers de l'opposition qui se battent, dans l'hémicycle, contre la nationalisation ou la conception défensive de la décentralisation.

Fidèle, il devient vite un des principaux animateurs de la campagne présidentielle de Raymond Barre, pour qui il crée un réseau de soutien chez les notables locaux. La défaite de 1988, les hésitations de l'ancien premier ministre distendent les liens politiques entre les deux hommes, mais certainement pas leur amitié. Charles Millon peut alors jouer sa propre carte.

Le décès de Charles Béraudier, lui permet, en octobre 1988, d'accéder à la présidence

du conseil général Rhône-Alpes et de devenir ainsi, un des grands fœdaux de province. Par une interview à *Libération*, en mars 1989, il force la main de ses jeunes amis de l'opposition, et lance la tentative des « rénovateurs ». A nouveau, il s'oppose à Valéry Giscard d'Estaing et à François Léotard, avant que les appareils des partis n'aient — une fois encore — raison de lui.

Elu président du groupe UDF, il prend cette fois sa revanche. Mais lui qui, dans une interview au *Monde*, le 8 juin 1989, expliquait que la rénovation de l'opposition devait se faire à partir des régions, va devoir démontrer que l'on peut, en même temps être le patron de la deuxième région française et l'un des responsables du Palais-Bourbon ; Jean-Claude Gaudin, président de la région Provence-Côte-d'Azur, lui, trouvait que ce cumul était trop lourd.

Devenu, en tout cas, l'un des patrons de la droite française, Charles Millon va pouvoir la faire profiter de ses convictions solidement ancrées, de son goût pour l'innovation et la réflexion.

THIERRY BRÉNIER

## Le choix de la rénovation ?

par Daniel Carton

La première évidence, au lendemain de cet impromptu de Vichy, est qu'un député a toujours ses raisons, que la simple raison a parfois du mal à appréhender, surtout quand on vote à bulletin secret (c'était la première fois au groupe UDF). A priori cela rendait tout pronostic hasardeux. A posteriori, on peut admettre l'idée que les députés n'ont, en définitive, pas voulu mettre à leur tête un chef de parti qui, de surcroît, risquait de propager dans leurs rangs l'antigiscardisme. Pour un député, il semble de plus en plus évident que la recherche de l'alternance s'accommoderait mal des règlements de comptes partisans.

Deuxième élément : le poids de la rénovation. Qu'on le veuille ou non, cette idée-là fait son chemin et même si la récolte, en cet automne, paraît moins prometteuse que prévu au printemps, M. Millon a pu aussi engranger ce qu'il avait lui-même semé. Ses idées sur le réaménagement du système politique, sur la rénovation de la méthode de travail parlementaire (priorité aux idées et au travail collectif) ont reçu un écho favorable auprès de ses collègues parlementaires qui, eux aussi, exigent aujourd'hui plus d'idées et moins de petites phrases.

Troisième enseignement : le pouvoir de M. Valéry Giscard d'Estaing, le président de l'UDF vient de faire payer cher à M. Léotard sa retentissante interview au *Point*, du lendemain des élections européennes, dans laquelle, après l'avoir soutenu la main sur le cœur

avant le scrutin du 18 juin, il affirmait en substance qu'à son poste, l'ancien président n'avait plus d'utilité. On ne saura jamais ce que les deux hommes s'étaient promis au printemps dernier et notamment s'il est vrai que M. Giscard d'Estaing avait voulu en valoir à M. Léotard sa présidence de l'UDF.

#### « Un prédateur »

Mais, sans cette vindicte giscardienne déchaînée contre lui, M. Léotard serait sans doute aujourd'hui en meilleure forme. Preuve est donc faite qu'il vaut toujours mieux être avec M. Giscard d'Estaing que contre lui. « Cet homme est un prédateur », avait écrit un jour M. Léotard. Il ne s'était, cette fois-là, pas trompé. Faire faire plutôt que faire, manœuvrer contre lui un ancien bariste, M. Philippe Mestre, comme pour mieux souligner d'autres trahisons, exploiter au maximum le filon de la presse Hérault redévenue compréhensive par l'entremise de M. Michel d'Ornano : M. Giscard d'Estaing a décidément du savoir-faire.

Quatrième leçon, l'isolement politique de M. François Léotard. En 1982, il déboule dans le jeu politique pour prendre le PR au nez — déjà — de M. Charles Millon ! En 1986, le voilà ministre de la culture, nouveau fœdal de M. Chirac. Quatre ans pendant lesquels tout semble lui réussir. Depuis, la machine s'arrête : il lâche successivement Jacques Chirac en men-

çant de se retirer du gouvernement, M. Raymond Barre, pendant la campagne présidentielle de 1988, les rénovateurs au printemps 1989 et, M. Giscard d'Estaing en juin. Bref, son image a pris de vilains traits.

Enigme d'un personnage qui semble toujours se perdre dans sa propre profondeur, dans une quête du vrai qui en devient presque pathétique. Mystère aussi d'un homme qui bénéficie toujours d'un crédit dans l'opinion mais qui n'est toujours pas parvenu à se faire adopter par ses pairs en politique. Cette déconvenue, ce premier revers sévère, pourra peut-être contribuer à forger son caractère à un meilleur feu.

#### Des menaces de scission

Des giscardiens qui veulent l'étrouffier ; des anciens baristes qui, dans le sillage de M. Millon, reprennent du souffle ; M. Alain Madelin, son second, qui le lâche ; M. Gérard Longuet, son troisième, qui a perdu tout sang-froid ; un entourage qui, à trop avoir misé sur les artifices de la communication, se trouve aujourd'hui fort dépourvu ; M. Léotard est aujourd'hui dans une position singulièrement... inconfortable. Sans doute s'efforcera-t-il de reprendre rapidement en main son parti. Mais son noyau dur de militants fidèles suffira-t-il à faire avaler cette cruelle possible de Vichy ?

Que l'on parle de grande défaite de M. Léotard ou de grand succès

de M. Millon, ou encore de petite victoire de M. Giscard d'Estaing, c'est toute l'UDF qui paraît encore un peu plus en péril. Le groupe UDF rentre de Vichy coupé en deux. Les léotardiens menacent déjà de faire scission et ne semblent guère prêts à ménager M. Millon.

Ce dernier va devoir rapidement prouver qu'il est mieux qu'un « président de circonstance », changer vite la vie du groupe UDF pour passer l'éclat d'une réélection déjà programmée pour le 2 avril prochain. Parviendra-t-il à faire passer aussi vite qu'il le souhaite le vent de la rénovation ? Pourra-t-il à son tour échapper à la tutelle de M. Giscard d'Estaing au sein du nouvel intergroupe de l'opposition ? Son alliance, présumée objective avec le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, peut réagir subitement le RPR. A moins que, considérant cette élection de M. Millon comme un test, M. Philippe Séguin, ou d'autres rénovateurs du RPR, ne tentent à leur tour dans les prochains jours de faire bouger leur mouvement.

Enfin, cette UDF moribonde s'est retrouvée avec deux curieux présidentiables : M. Giscard d'Estaing peut s'appuyer sur l'appareil mais n'a pas l'opinion. M. Léotard a l'opinion mais il s'est privé du moindre relais chez les élus, ce qui, dans le cadre d'un système de primaires à la française, est pour le moins un handicap. Vichy n'aura été, au fond, qu'une nouvelle station sur le chemin de croix de l'UDF.

### Le débat à gauche

#### M. Jean Poperen lance un appel aux contestataires communistes

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a lancé dimanche 24 septembre, à Evreux (Eure), un appel aux militants et aux électeurs qui se sont détournés du Parti communiste et qui ont choisi, comme les socialistes, la voie « réformatrice » : « Ils sont prêts à inscrire leur action dans cette vaste mouvance que peut animer le Parti socialiste ; ils ne souhaitent pas s'y dissoudre ».

L'intérêt général du combat de la gauche n'est pas qu'ils s'y dissolvent, c'est qu'ils l'enrichissent de leur apport propre. Ils sont une réalité collective, une réalité politique. Nous devons la traiter comme telle. »

M. Poperen inscrit cette analyse dans la perspective des rapprochements en cours au niveau européen entre les socialistes et le Parti communiste italien.

En réponse à M. Poperen, M. Claude Liabre, coordonnateur national du Mouvement des rénovateurs communistes, nous a indiqué qu'il s'oppose à des « ralliements individuels » à la majorité présidentielle, et singulièrement au Parti socialiste, et rappelle qu'en tout état de cause les rénovateurs communistes ne décideront de leur attitude qu'à l'occasion du congrès qu'ils réuniront en décembre.

« La majorité présidentielle, pour être de gauche et durable, a besoin de sa composante commu-

niste, estime-t-il. Le PCF étant devenu inféquentable, les rénovateurs communistes intéressent. Ils diront en décembre s'ils sont intéressés. Ils le feront de manière autonome (...). »

Le « peuple communiste » relayé par ceux qui, comme nous, sont de ce peuple, n'est de nature à le réchauffer. Deux conditions sont à remplir : une politique gouvernementale centrée sur la lutte contre les inégalités — elles s'aggravent aujourd'hui malgré la croissance ; une alternative globale à l'ordre existant, un programme de réformes s'appuyant sur le mouvement social qui met en cause la machine inégalitaire qu'est le capitalisme. »

#### M. Stirn veut élargir le PS

M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, va déposer au comité directeur du Parti socialiste, qui se réunit le dimanche 8 octobre, une contribution en vue du congrès de mars prochain. Ancien député UDR, puis UDF, M. Stirn avait été élu député de la Manche, en mars 1986, sur la liste du Parti socialiste, et réélu en juin 1988.

M. Stirn soutient la démarche de M. Laurent Fabius et se déclare prêt à suivre le président de l'Assemblée nationale si ce dernier décide, en janvier prochain, de défendre sa propre motion au congrès du PS. En attendant, le ministre délégué au tourisme expose sa propre vision de l'ouverture du PS, à la fois vers l'extérieur et à l'intérieur, en direction de ses propres militants. C'est, selon lui, la condition pour que le PS recueille « durablement » 40 % des voix.

## La singulière aventure d'un banquier



### Pierre Moussa La Roue de la Fortune



Souvenirs d'un financier

Fayard

384 p.  
120 F.

Le vit recit d'un formidable parcours... Eclairant plusieurs coins d'ombre de l'histoire financière contemporaine, il divulgue les actes et motivations de nombre de ses grands acteurs.

Philippe Villin, *Le Figaro*

Passionnant parce qu'on y trouve un cours magistral d'économie française et internationale. Troublant aussi parce qu'il y a un mystère Pierre Moussa.

Paris-Match

Jamais sans doute aucun livre n'a jusqu'ici décrit aussi exactement la façon dont fonctionne vraiment une grande banque d'affaires.

Yves Guichard, *Le Point*

« L'univers impitoyable » de la finance internationale. L'auteur a été un grand serviteur de l'Etat, un grand banquier, a un certain moment un pari, et il est redevenu un très grand financier, investisseur d'avenir. C'est aussi un homme de qualité, pétri d'argile fine, et un écrivain qui feint modestement d'ignorer que sa plume est de grande race.

Jean-Michel Royer, *Le Parisien*

FAYARD



## EUROPE 93

## La marche vers l'union économique et monétaire

L'élaboration d'une union économique et monétaire (UEM) constitue désormais l'un des dossiers les plus importants et les plus épineux de la construction européenne.

A l'initiative de la présidence française, un groupe de hauts fonctionnaires, présidé par M<sup>me</sup> Elizabeth Guigou — qui anime par ailleurs le secrétariat général de coordination interministérielle — prépare la conférence intergouvernementale dont le principe a été retenu lors du conseil européen de Madrid, en juin dernier.

Par ailleurs, la Commission de Bruxelles a soumis aux Douze, mercredi 20 septembre, diverses propositions. Pour la coopération entre banques centrales, elle suggère notamment que les attributions du comité des gouverneurs soient étendues.

En ce qui concerne la convergence des politiques économiques, il faudrait instaurer, selon la Commission, un système de « surveillance multilatérale », qui porterait également sur la politique budgétaire.

## L'ambition des Français : conclure les travaux préparatoires en décembre

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

La Communauté a de nouveau le vent en poupe. Le sommet de Madrid s'est plutôt bien passé, la construction européenne, relancée fin 1985 avec l'adoption de l'Acte unique et le projet de grand marché, se poursuit. La Communauté exerce une attraction renouvelée, notamment sur ses voisins de l'Est. La présidence française est, à l'évidence, tout à fait motivée.

C'est vrai de l'équipe de hauts fonctionnaires qui, depuis Madrid, négocie la mise en œuvre du programme d'union économique et monétaire (UEM).

A l'instar de M. Jacques Delors, ils considèrent le processus actuel de maturation de l'union monétaire comme de nature essentiellement politique. C'est précisément ce qui rebute M<sup>me</sup> Thatcher. Mais cette mise en perspective de la construction de l'Europe monétaire réduit singulièrement la portée, au moins psychologique, des oppositions britanniques.

Les Français sont confiants et pragmatiques. Leur objectif à court terme, même s'il n'est pas avoué, est certainement que les travaux préparatoires soient suffisamment avancés début décembre, lors du conseil européen de Strasbourg.

pour que le président de la République puisse aller de l'avant. Il s'agit de lui permettre de convoquer, pour une date très proche de celle de l'entrée en vigueur de la première étape (1<sup>er</sup> juillet 1990), la conférence intergouvernementale qui sera chargée de définir le contenu des deuxième et troisième étapes et de s'entendre sur les aménagements à apporter au traité de Rome.

Mais nos experts se gardent de tout pronostic. Ils se contentent pour l'instant de noter avec satisfaction qu'on aborde maintenant les questions de fond — notamment l'organisation de la coopération économique — que les Allemands, s'ils sont peu enclins à s'engager sur des concepts fumeux, ne remettent jamais en cause l'objectif final et que personne depuis Madrid ne conteste que la conférence intergouvernementale aura lieu.

La réunion des ministres des finances à Antibes, au début du mois, a été positive : les Britanniques éprouvent des difficultés à définir un concept global alternatif au projet d'union monétaire décrit dans le rapport Delors. Leur engagement à l'égard de la première étape, dont on se garde bien à Paris de négliger les vertus dynamiques, semble sincère. Tout n'est cependant pas rose. Les Néerlandais trépident les pieds davantage que prévu : les travaux préparatoires, sauf extrême vigilance, courent toujours le risque de se perdre dans les détails : la rupture avec les Britanniques enfin, même si le débat évolue de façon constructive, peut encore surgir à propos de la politique sociale.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Soit, pour la France, M<sup>me</sup> Elizabeth Guigou, secrétaire générale du SGCI (Secrétariat général de coordination interministérielle), M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, et M. Pierre de Boissieu, directeur des affaires économiques au quai d'Orsay.

## Mille questions...

BRUXELLES

(communauté européenne)  
de notre correspondant

La mise en place d'une union économique et monétaire (UEM) implique une nouvelle répartition des pouvoirs entre institutions communautaires et États membres. Un groupe ad hoc y réfléchit. Présidé par M<sup>me</sup> Elizabeth Guigou, proche collaboratrice du président de la République, et composé de deux hauts fonctionnaires par État membre — l'un des finances, l'autre des affaires étrangères — ce groupe s'est réuni pour la deuxième fois la semaine dernière à Bruxelles.

Son rapport sera remis courant novembre aux ministres des affaires étrangères et à ceux des finances, de telle manière qu'ils puissent en rendre compte à leur tour aux chefs d'État et de gouvernement avant le Conseil européen des 8 et 9 décembre à Strasbourg.

Le rôle du groupe est d'identifier et de hiérarchiser les questions à inscrire à l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale qui devra définir le contenu de la deuxième et de la troisième étapes de l'union économique et monétaire. Retenu lors du conseil européen de Madrid, malgré l'opposition de M<sup>me</sup> Thatcher, le principe de cette conférence suppose une réflexion sur les aménagements qu'il faudra apporter au traité.

En matière économique, peut-on parvenir au degré de convergence nécessaire, dans un marché unique très intégré, tout en laissant une large liberté de manœuvre aux États membres ?

Une question apparemment inutile puisque chacun des Douze entend bien continuer à imprimer sa marque aux principales politiques qui font la spécificité d'un pays, mais qui met en relief la nécessité de réfléchir sur une nouvelle pondération entre la

coopération volontaire d'une part et l'acceptation des règles et des politiques communes d'autre part. Ces politiques communes accompagnent l'effort d'amélioration des structures accompli sur le plan national. Le document d'Antibes note qu'elles devraient être développées en ce qui concerne le marché du travail, et qu'il conviendrait d'affecter des moyens accrus à la modernisation des infrastructures des transports et à la défense de l'environnement. Il est constaté que le rapprochement des impôts indirects, déjà décidé, conduira à poser la question plus générale d'un rapprochement des structures des prélèvements obligatoires. Une telle perspective est-elle acceptable ?

### Des réformes politiques

L'union économique signifie, personne n'en doute, une plus grande coordination des politiques conjoncturelles. En matière budgétaire, les États membres sont-ils prêts à se plier à des règles obligatoires concernant non pas le contenu des dépenses, mais le montant du déficit public et son mode de financement ? La régulation conjoncturelle doit-elle se limiter à la politique monétaire et budgétaire ou doit-elle s'étendre à l'évolution des coûts, des prix et des revenus ? D'où une autre question politiquement sensible : comment combiner le respect de l'autonomie des partenaires sociaux avec les exigences d'une croissance sans inflation ?

Le rapport du comité d'experts n'a pas proposé d'institutions nouvelles pour l'union économique, estimant qu'elle pouvait fonctionner avec celles existant aujourd'hui. Mais, partant de l'idée que l'UEM constituera un point de passage vers l'union européenne, ses auteurs n'ignorent pas la nécessité de réformes politiques. Faut-il ran-

forcer le contrôle du Parlement européen sur les décisions de politiques économiques ? Est-il opportun que le conseil des ministres des Douze se réunisse plus souvent, comme dans la pratique nationale, afin de prendre à temps les décisions qu'imposent l'évolution de la situation dans la Communauté ? Si l'on est ainsi parvenu au pouvoir accru pour le conseil des ministres, faut-il renforcer également celui de la Commission ?

L'union monétaire, jusqu'où ? s'interroge M. Delors, en constatant les préoccupations surgies dans l'opinion à propos du caractère irrévocable des parités au stade final de l'UEM. Cet objectif est-il réalisable ? Faut-il passer à une monnaie commune ? Si l'écu a vocation à le devenir, n'est-il pas légitime de lui faire jouer un rôle plus large dès la première étape ?

L'UEM signifie, selon le rapport du comité Delors, une politique monétaire unique, seule capable de gérer dans des conditions optimales un espace financier toujours intégré. Cela implique, par définition, un effacement progressif des compétences nationales. Les gouvernements en conviennent-ils ? Sont-ils d'accord avec la proposition du rapport de créer une institution nouvelle dénommée « système européen de banques centrales » (SEBC) ? Faudra-t-il garantir son indépendance à l'égard des gouvernements ? Y aura-t-il des controverses à ce sujet ? Comment s'assurer, dans la pratique, que le SEBC soutiendra de façon effective la politique économique arrêtée par les organes compétents ? Suffit-il que son président participe régulièrement aux conseils des ministres et qu'il inverse le président du conseil ait voix délibérative avec la Commission ou sein du conseil d'administration de cette institution centrale ?

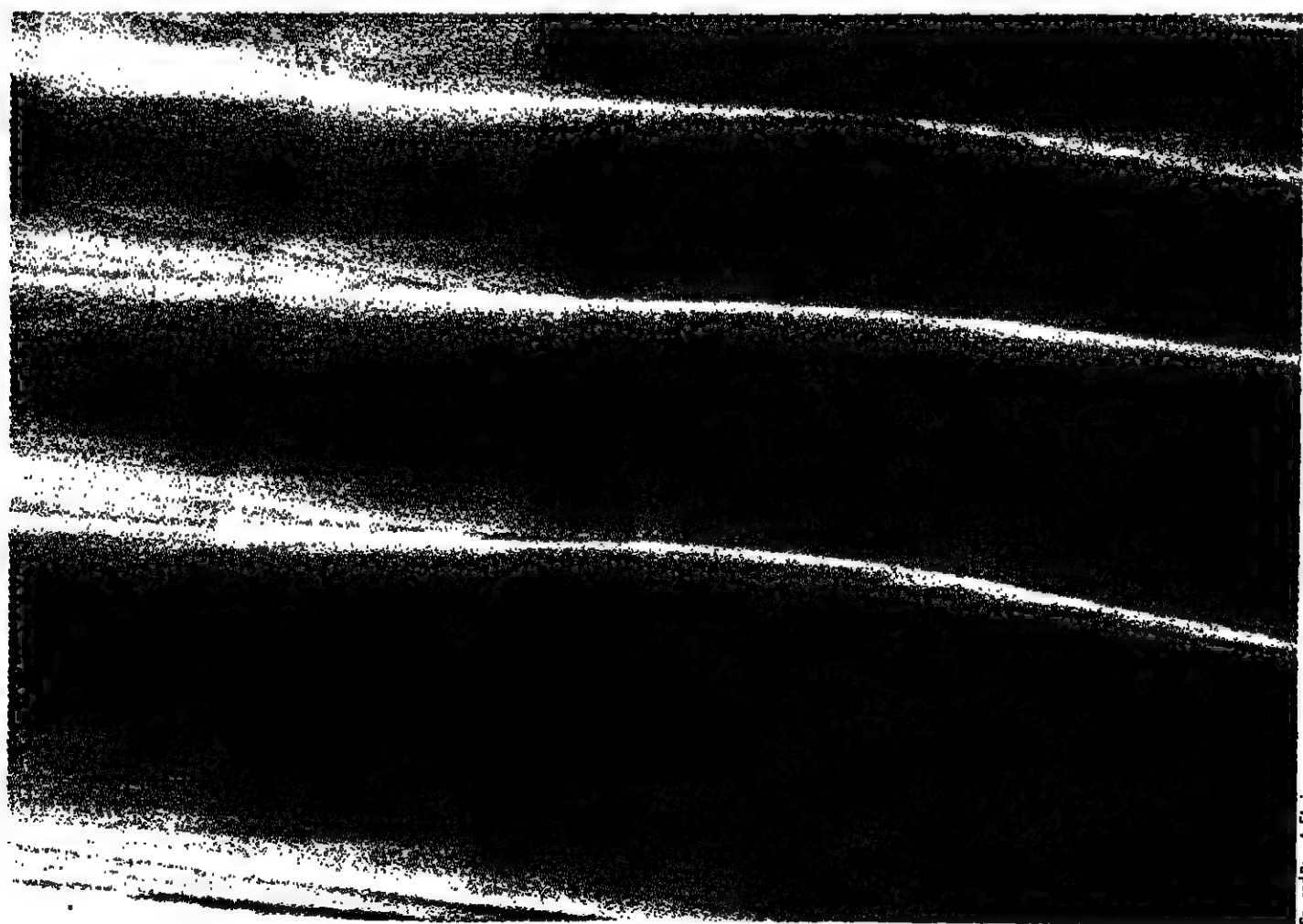
Ph. L.

### Calendrier

Jeu et vendredi 29 septembre. — Colloque sur la protection sociale en Europe, à Lille, organisé par la Mutualité française.

Samedi 30 septembre, dimanche 1<sup>er</sup> et lundi 2 octobre. — Assises européennes de l'audiovisuel, au CNIT

(Paris-la Défense). Ces assises constituent la première initiative lancée dans le cadre de la création d'un « Euréka audiovisuel ». Elles visent à aider les professionnels européens à développer toutes formes de coopération.



AU-DELA D'UN CERTAIN SEUIL INFORMATIQUE,  
L'IMPORTANT N'EST PLUS LA PUISSANCE DES OUTILS,  
MAIS LA QUALITÉ DES TRANSMISSIONS.

Transpac, 1<sup>er</sup> réseau mondial de transmission  
de données.

Plus une entreprise se développe, plus elle traite de données. Et plus puissants deviennent ses outils informatiques.

Comment leur assurer la qualité des transmissions qu'ils nécessitent pour fonctionner à plein rendement ? Seul un réseau de très grande dimension, à la fois large et sûr, rapide et flexible, répond à leurs besoins : TRANSPAC. Premier réseau mondial de transmission de données, TRANSPAC l'est plus encore par la qualité que par la dimension.

Et cette qualité ne cesse de s'améliorer : délais de raccordement raccourcis, sécurité renforcée, performances optimisées...

En 6 ans, TRANSPAC a ouvert 100 nouveaux sites, multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. De nouveaux services ont été créés, de nouveaux modes d'accès téléphoniques et sécurisés, tels les cartes à mémoire X32 et les modems asynchrones à correction d'erreur.

A l'horizon se dessine NUMERIS, dont TRANSPAC ouvre déjà la voie. On dit que la qualité se paye : TRANSPAC fait mentir cet axiome.

En 3 ans, ses tarifs ont baissé de 26 % alors même que ses prestations ne cessaient de s'améliorer...

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15.

Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

صحة من الامم



14 L'espionnage pour la recherche industrielle  
Les entreprises de l'électronique

18 Le mouvement des surveillants de prison  
L'OPA de Sony sur Columbia

20 Le grand livre de Montparnasse  
22 Cinéma

437,8 milliards de francs d'équipements de 1990 à 1993

## Les appétits contrariés des armées

En fixant à 437,8 milliards de francs (valeur 1990) l'effort de financement pour l'équipement nucléaire et classique des armées entre 1990 et 1993, le gouvernement a écarté deux propositions. Celle de la logique propre à la programmation militaire antérieure, du temps de la cohabitation, qui attribuait aux armées 476,5 milliards de francs durant ces mêmes quatre années, et celle des états-majors, qui auraient souhaité 486 milliards de francs.

Le gouvernement de M. Michel Rocard a donc ralenti la progression des crédits d'équipement militaire : en baisse de 38,7 milliards de francs par rapport aux hypothèses de son prédécesseur, et de 48,2 milliards de francs par rapport aux demandes exprimées par la haute hiérarchie militaire.

Dans son rapport sur la programmation militaire 1990-1993, qui vient d'être mis en diffusion à l'Assemblée nationale et qui révèle ces chiffres, le président de la commission de la défense, M. Jean-Michel Boucheron, député PS d'Ille-et-Vilaine, ne le conteste pas. Mais, avant le débat, prévu le 3 octobre prochain au Palais-Bourbon, sur la nouvelle loi d'équipement militaire, il prend soin de fustiger ceux qui, dans l'opposition, voudraient faire croire que, du même coup, la France aurait accepté de baisser sa garde.

### De nouvelles menaces

« Le maintien du consensus autour de la défense strictement militaire de notre pays », écrit M. Boucheron, suppose que l'effort financier qu'elle exige ne soit pas incompatible avec le niveau des dépenses destinées à financer les actions économiques et sociales du gouvernement », en faveur de l'éducation nationale, la recherche, la solidarité, la culture ou l'aide au développement et,

d'une manière générale, « pour une économie saine et une monnaie forte ».

S'il y a donc « recentrage » de l'effort budgétaire de l'Etat, constate le parlementaire, il n'y a pas, pour autant, affaiblissement de l'effort national en faveur de la sécurité de la France. « Il convient de rappeler le principe essentiel sur lequel se fonde notre politique de défense : le concept de suffisance qui nous impose de disposer de forces strictement proportionnées à l'évolution de la menace » que le rapporteur juge importante à l'Est (le Monde du 25 septembre) et qui est liée, ajoute-t-il, « à l'apparition de nouvelles formes de violence extrême, indépendantes des deux blocs, ou à l'aggravation de la situation du tiers-monde ».

Dans ces conditions, la dissuasion nucléaire française doit demeurer « intangible » même « si l'on n'est toutefois pas envisageable que la France assure la couverture nucléaire de ses alliés européens » comme ils le lui ont parfois proposé.

M. Boucheron passe alors en revue, dans son rapport parlementaire, la répartition des crédits d'équipement selon les systèmes d'armes prévus, en faisant observer globalement que les grands programmes majeurs sont respectés et que souffrent de retard, de reports ou de diminution des commandes les programmes dits d'environne-

ment des forces ou les « flux » (munitions) propres à chacune des armées.

Ainsi, les armements nucléaires, stratégiques et pré-stratégiques, devraient recevoir 135,4 milliards de francs en quatre ans, soit 31 % de l'enveloppe totale annoncée. Cela concerne les sous-marins et leurs nouveaux lots de missiles balistiques, les missiles Hadès (qui remplaceront à partir de 1992 les actuels missiles Pluton) et les avions Mirage-2000 N de l'armée de l'air ou Super-Étendard de la marine (qui seront armés du missile aéroporté ASMP). Mais cela concerne aussi la décision de ramener de huit à six le nombre des essais nucléaires en Polynésie (entre 1945 et 1988, la France a procédé à cent soixante-deux tirs sérieux et souterrains), qui pourraient être gênés, avoue le rapporteur, si une interdiction internationale venait à brève échéance limiter la puissance maximale de ces expériences.

L'armée de terre devrait bénéficier, pour sa part, de 102,8 milliards de francs (crédits nucléaires du Hadès inclus). M. Boucheron observe que « le choix a été de privilégier les matériels futurs les plus performants, au détriment du nombre des matériels de la génération actuelle en cours de production ».

Deux exemples. D'abord, l'arrêt de la rénovation (en version B2) du char actuel AMX-30 :

712 chars commandés, au lieu des 811 prévus, pour mener à bien le programme de nouveau char Leclerc qui, parce qu'il a dix ans d'avance sur ses rivaux potentiels, sera tellement cher qu'il faudra sensiblement réduire les quantités demandées (de 1 400 à moins de 1 000, sans doute). Ensuite, l'arrêt du programme de canon d'artillerie tractée de 155 (110 exemplaires commandés) au profit du lance-roquettes multiples de l'OTAN (28 lanceurs étaient initialement prévus et, en fin de compte, l'armée de terre en réclame 89).

### La défense du projet Rafale

De son côté, l'armée de l'air devrait obtenir 106,2 milliards de francs (nucléaire compris) avec, dans son cas, l'investissement majeur de l'avion de combat tactique (ACT) Rafale. D'une manière générale, le rapporteur constate que l'armée de l'air a besoin de commander 33 avions de combat par an et que la nouvelle programmation militaire a été conçue sur la base de 28. « Ce qui entraînera, écrit-il, inévitablement une diminution du nombre des avions en ligne qui est de 430 », particulièrement sensible dans la Force aérienne tactique (FATAC), dont le parc d'appareils vieillit malgré l'entrée en service du Mirage-2000 N spécialisé dans l'attaque au sol avec

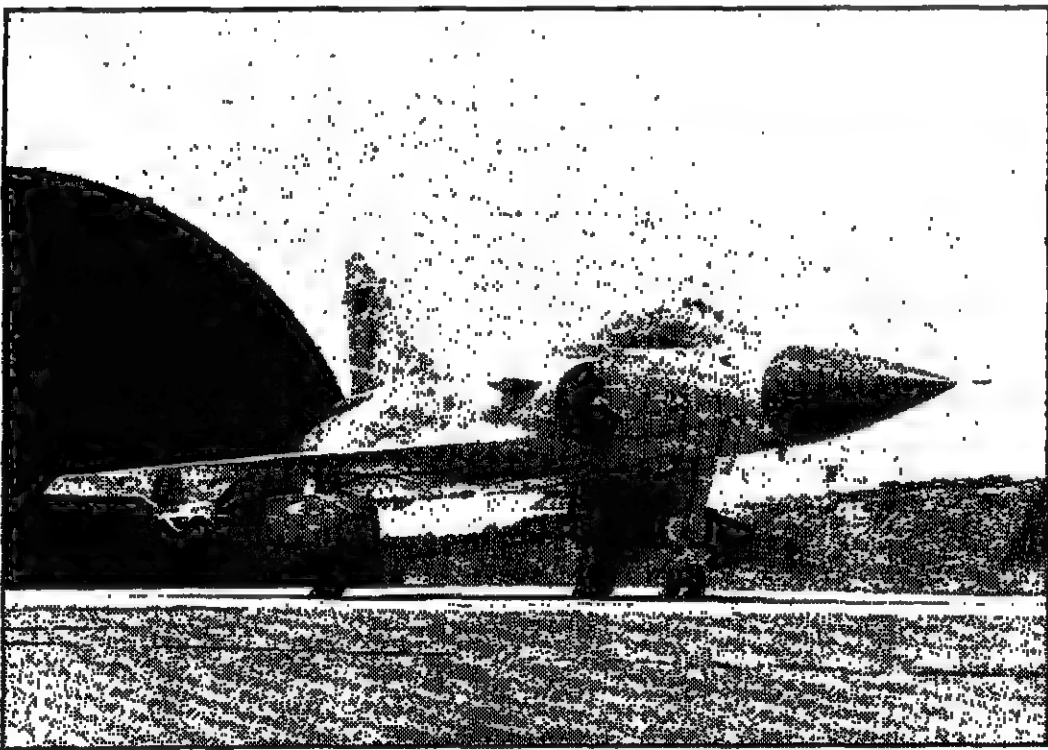
des armes « intelligentes », guidées (comme le missile Apache).

M. Boucheron se montre un ardent défenseur du programme Rafale. « Il ne faut pas regretter, écrit-il, a posteriori de ne pas avoir participé au projet European Fighter Aircraft (EFA), tel qu'il se développe aujourd'hui ».

C'est précisément au nom de la nécessité de construire le Rafale que le rapporteur s'en prend à la marine, qui disposera de 99 milliards de francs (nucléaire inclus) pour son équipement. M. Boucheron rappelle que ce projet est commun à l'armée de l'air (le Rafale ACT) et à l'aéronavale (le Rafale ACM). Il voit dans la volonté de la marine d'acheter une quinzaine de F-18 d'occasion aux États-Unis, pour remplacer ses vieux Crusader embarqués, un piège tendu au gouvernement pour qu'il renonce à financer la version navale du Rafale.

Tout en se prononçant pour un programme de deux porte-avions nucléaires, sur lesquels il propose même d'installer des avions de surveillance Hawkeye de construction américaine, le parlementaire juge « anormale » l'attitude de la marine et lui demande de moderniser à moindre frais ses Crusader pour laisser toutes ses chances au Rafale ACM.

JACQUES ISNARD



Le nouveau « couple » vedette de la force aérienne tactique : le Mirage-2000 N (dérivé du Mirage-2000 N nucléaire) armé d'un missile air-sol « intelligent » Apache qui attaque à 150 kilomètres de portée de l'objectif, pour permettre à l'équipage de rester à distance de sécurité.

## Le déclin « préoccupant » des ventes d'armes

Le déclin des ventes d'armes de la France à l'exportation est perceptible depuis quelques années et aujourd'hui cette tendance est devenue « préoccupante », M. Boucheron la juge ainsi en tout cas. Sauf si la conclusion de plusieurs grands contrats en perspective devait intervenir rapidement, note le rapporteur parlementaire, le montant des prises de commandes étrangères s'établira à 20 milliards de francs en 1989, au lieu de 37,5 milliards de francs l'année précédente.

« En dépit de cette baisse indiscutable », écrit le député socialiste, les exportations françaises d'armement apportent une contribution particulièrement importante au solde de la balance commerciale. Avec un solde positif de 35 milliards de francs en 1988, l'industrie de l'armement a une activité comparable à celle de l'agro-alimentaire (+ 39,2 milliards de francs), quand, en revanche, l'énergie présente un solde négatif de 86,7 milliards de

francs et les produits industriels (hors armement) — 66,8 milliards de francs.

Pourquoi ce déclin, accentué depuis 1984 où la France avait enregistré pour 61,8 milliards de francs de prises de commandes à l'exportation ? Les marchés potentiels sont moins nombreux, moins importants, plus concurrentiels, y compris de la part des pays européens auxquels la France a mis le pied à l'étrier, note M. Boucheron, à la faveur de coopérations technologiques dans lesquelles ces alliés ont beaucoup appris. Mais aussi, la plupart des exportations, désormais, se font en contrepartie de compensations de toutes sortes pour lesquelles les Français sont mal préparés.

Le président de la commission de la défense n'hésite pas, d'autre part, à faire remarquer que les entreprises françaises tablent à l'excès sur un « bouclage politique » d'un marché et, du même coup, élaborent des dossiers technico-

commerciaux insuffisants. La déficience du service après-vente français n'est pas toujours une légende. Enfin, les secteurs traditionnels de l'armement, auxquels la France est durablement restée attachée, sont de plus en plus « étiolés », car les clients trouvent de nouveaux fournisseurs à bas prix parmi les nations qui n'ont pas encore accédé aux technologies de pointe en matière d'armement classique.

M. Boucheron espère néanmoins que la prévision de 20 milliards de francs de prises de commandes étrangères en 1989 sera « un point bas », compte tenu du fait que, dans le passé, la France a beaucoup livré à l'exportation de matériels qu'il faudra remplacer un jour ou deux, d'ores et déjà, il faut garantir l'approvisionnement en pièces détachées. La nouvelle programmation militaire, qui privilégie l'investissement de recherche, devrait renouveler le fond de commerce.

### Erreurs de prévision, sophistication des matériels

## Des dépassements de prix à profusion

Il aura fallu vingt-deux ans entre la décision d'étudier un nouveau fusil d'assaut (qui allait être baptisé le « Clairon ») et la livraison, aujourd'hui, de trois cent mille exemplaires aux trois armées et à la gendarmerie. Le programme RITA (de transmission tactique de l'armée de terre française) sera étalé sur quarante ans, entre le moment du lancement des premières études et celui où il faudra prévoir un système rénové capable de prendre sa succession.

« On constate que la quart de siècle est l'échelle normale des programmes, soit vingt-cinq budgets annuels de la défense ou cinq lots de programmation militaire », écrit M. Boucheron qui souligne, à cette occasion, combien il devient urgent et nécessaire de maîtriser, au sein des armées, le processus, toujours difficile à ajuster, entre une planification des besoins, la programmation des prévisions de dépenses à long terme et l'acte annuel et législatif du budget.

Sans cette maîtrise-là, les programmations — celle qui sera prochainement présentée au Parlement est la septième du genre depuis 1980 — ont des exécutions « incertaines » ou partielles

et, surtout, on constate des dépassements des coûts des matériels par rapport aux devis qui sont intolérables. Le premier ministre s'en est récemment ému, qui a ordonné des audits internes et externes pour cerner le problème.

### Les surcoûts du nucléaire

Dans son rapport parlementaire, le président de la commission de la défense donne quelques exemples de ces dépassements qui peuvent tenir à plusieurs explications, depuis l'erreur de sous-évaluation de la part des états-majors et de leurs services techniques jusqu'à l'excessive « sophistication » en cours de route du programme, en passant par l'incapacité des industriels de l'armement à juguler leurs prix.

Le coût d'un matériel se décompose en coûts d'études-recherche et développement et en coûts de production en série. Compte tenu de la variété des références utilisées au fil des années, M. Boucheron a préféré établir ses calculs en fonction d'un indice du coût estimé en juillet 1989 par rapport à un

coût initial de valeur 100, développement et série.

Dans le domaine des armes nucléaires, d'abord. Le développement du sous-marin stratégique de nouvelle génération du modèle Le Triomphant, prêt en 1994, présente un surcoût de 42 % sur le devis initial parce qu'il s'agit d'un programme « à risques inhabituellement élevés » sur le triple plan scientifique, technologique et industriel. Le développement du PC (transmission et informatique) de la division Hadès de missiles préstratégiques est de 16 % supérieur aux prévisions. Le développement des sous-marins nucléaires d'attaque de la nouvelle classe Améthyste présente un surcoût de 37 % parce qu'il n'avait pas été prévu à l'origine de faire cette modernisation dès le cinquième exemplaire de la série.

### 146 % de hausse

Le développement du couple Super-Étendard-ASMP (missile air-sol nucléaire à moyenne portée) entraînera une dépense supérieure de 56 % au devis, pour une vingtaine d'appareils.

En matière d'armes classiques, ensuite. La mise au point du canon d'artillerie automoteur AUF-1 de 155 a été de 146 % plus coûteuse que prévu, parce que les techniciens se sont heurtés à deux problèmes (la douille combustible et l'alimentation automatique du canon) particulièrement délicats à résoudre. Le dépassement de prise du développement de l'avion Atlantique-2 de patrouille maritime a été de 56 %, du fait que le système d'armes embarqué a été redéfini en cours de projet. L'avion de pénétration nucléaire à basse altitude Mirage-2000 N présente un surcoût de développement de 23 % parce que la mise au point du radar a été sous-évaluée et que de nouvelles exigences ont été introduites en cours de projet.

Le char Leclerc présente un coût probable de série supérieur à 25 %, parce que, de conception, en fait, de perfectionnements décidés au fil du temps, il ne ressemble plus au blindé prévu. Son prix pourrait atteindre 40 millions de francs l'exemplaire, quand le char qu'il remplace, l'AMX-30 B2, d'un modèle dépassé, est revenu à 13 millions de francs.

## MEDIASPOUVOIRS

**Sommaire du n° 16**  
OCTOBRE-NOVEMBRE-DECEMBRE 1989

**ANALYSES :**

Sabine CHALVON-DEMERSAY  
En cas de bonheur : l'écriture d'un soap

Jérôme DELISLE  
Histoire des hebdomadaires de télévision en France

Robert MEJAN  
Stratégies et concurrence dans la radio

Chantal DELTENRE  
Le câble en Belgique

Isabelle PAILLART  
De la production des territoires

Bertrand ADELIN  
News International : la stratégie planétaire

Ysabeau TAY BOTNER  
Rupert Murdoch : racines australiennes

Et un entretien avec Monsieur Axel Gatz, directeur-gérant de Prisma Presse

Tous les dans les librairies et directement au 01 47 23 61 88  
200 pages - 95 F l'exemplaire



## SOCIÉTÉ

## SCIENCES

M. Hubert Curien présente le budget de son ministère

## Un coup de fouet pour la recherche industrielle

La progression de 7,1 % du budget civil de recherche et de développement qui confirme la tendance de l'an dernier (7,6 %) est supérieure de près de deux points à la hausse des dépenses de l'État. M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a de quoi être satisfait de ce projet qu'il commentait, mardi 26 septembre au cours d'une conférence de presse. Ses priorités : le soutien à la recherche industrielle, « une politique active de l'emploi scientifique » et de la formation.

Ce projet de budget « nous permet de nous rapprocher de notre objectif qui consiste à porter la dépense intérieure de recherche et de développement à 3 % du produit intérieur brut », estime M. Hubert Curien. Un but qui reste encore lointain : d'après les premières estimations, les 45 milliards 353 millions de francs consacrés à la recherche pour 1990 devraient représenter 2,35 % du PIB (contre 2,34 % en 1989). Et la France reste assez loin de l'effort de recherche de la RFA qui représente environ 2,8 % de son PIB. Mais l'impulsion est donnée. Avec plus de 7 % d'augmentation en francs constants pour la dernière année consécutive, le budget de la recherche tient les promesses de MM. François Mit-

terrand et Michel Rocard qui la considéraient comme « un investissement prioritaire à long terme ». Il retrouve le taux de croissance « du premier ministre Curien », souligne un de ses collaborateurs. Celui d'avant les annulations de crédits décidées par le gouvernement Chirac en 1986.

## Priorité et handicaps

« L'effort de recherche dans les entreprises est encore insuffisant. C'est d'ailleurs l'un de nos principaux handicaps par rapport à nos concurrents. Il convient donc de poursuivre et d'amplifier une action vigoureuse » dans ce domaine, estime M. Curien. C'est donc l'aide à la recherche industrielle qui progresse le plus avec 19,4 % d'augmentation. Près de 5 milliards de francs au total dont 1 milliard 566 millions de francs (+ 30 %) pour le Fonds de la recherche et de la technologie consacré aux programmes nationaux (biotechnologies, matériaux, etc.), à la procédure européenne EUREKA et surtout au « sant technologique », des projets importants « susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives économiques ».

Les PME-PMI ne sont pas oubliées et bénéficieront des crédits de l'ANVAR (345 millions de francs en progression de 10 %) et de 843 millions de francs (contre 280 en 1989) inscrits au budget du ministère de l'Industrie pour le financement de grands

projets innovants et de certaines actions relevant du secteur de l'électronique. S'ajoute à cet ensemble le « crédit d'impôt recherche » (non comptabilisé dans ce budget) qui subit quelques améliorations (le Monde du 22 septembre). Près de 7 000 entreprises en bénéficieront pour un montant total de 2,6 milliards de francs en 1989, a indiqué M. Curien.

La dotation des « grands programmes » (36 % du total du budget) augmenta de 5,6 %. Principal bénéficiaire, l'aéronautique : 2 833 millions de francs (+ 17 %). « Il s'agit, explique M. Curien, de financer le monde en régime des programmes Airbus 330 et 340 de du moteur CFM 56-5 C 2 qui les équipera ». D'importantes sources de devises en perspective. L'espace est également bien servi avec 7 milliards 187 millions de francs (+ 11 %), une augmentation destinée à financer le nouveau programme de satellite d'observation de la Terre, Spot IV, que le gouvernement vient de décider et de poursuivre les projets européens : fusée Ariane-V, avion spatial Hermes et module Columbus, destinés à la station orbitale internationale Freedom. En revanche, la dotation du Commissariat à l'énergie atomique (6 284 millions de francs) baisse de 4 %, victime du gel de programme nucléaire. « J'envisage d'ailleurs de représenter très prochainement avec M. Fauriol, ministre de l'Industrie, les missions du CEA », a indiqué M. Curien.

Mais la plus grande partie (53 %) du budget de la recherche reste, bien entendu, consacrée aux grands organismes publics. Elle progresse de 5,8 %. Sont prioritaires l'emploi avec 750 créations de postes (432 de chercheurs et 318 d'ingénieurs, techniciens et administratifs), l'amélioration de la condition des personnels de recherche et la formation par la recherche, conformément à l'accord signé le 11 juillet dernier avec les syndicats (le Monde du 13 juillet). Les dotations aux organismes seront, a précisé le ministre, modulées en fonction de leur priorité. C'est ainsi qu'au CNRS les « soutiens de programmes » augmentent de 6,9 % pour une remise à niveau des moyens de laboratoires et un renforcement de leur compétitivité et que l'INRA (+ 5 %) va mettre en place un nouveau département consacré à la nutrition, l'alimentation et la sécurité alimentaire.

M. Curien a enfin identifié trois autres « priorités » échappant aux classifications habituelles : les recherches sur l'environnement et l'atmosphère (hausse de 13 % des dotations du ministère de l'environnement et de 30 % pour la météorologie nationale), la recherche sur le sida qui bénéficie de 180 millions de francs de crédits spéciaux (+ 20 %) s'ajoutant aux sommes déjà consacrées à l'INSERM, le CNRS et l'Institut Pasteur sur leurs budgets propres, et la formation à la recherche dans les écoles d'ingénieurs (+ 20 %).

JEAN-PAUL DUFOUR

## ÉDUCATION

La crise de recrutement des professeurs

## Les fonctionnaires des autres administrations pourront devenir enseignants

La pénurie d'enseignants a atteint des proportions telles que l'éducation nationale multiplie les incitations pour attirer les vocations. Après la campagne d'effort, la suppression de toute limite d'âge et la multiplication des équivalences pour se présenter aux concours, voici la possibilité pour les fonctionnaires des autres administrations de rejoindre l'éducation nationale.

Cette nouveauté a été discrètement introduite dans des décrets parus au Journal officiel du 19 septembre. Ces textes, qui modifient le statut des professeurs du second degré, pour tenir compte de la valorisation des carrières décidée par M. Jospin, contiennent une disposition permettant à tout fonctionnaire de catégorie A, non seulement d'être détaché dans l'enseignement, mais d'être intégré dans un corps de l'éducation nationale après cinq années de bons et loyaux services. Il suffit pour l'intégrer de justifier d'un des diplômes requis pour l'enseignement : la licence pour un détachement dans le corps des certifiés (titulaires du CAPES) et la maîtrise pour celui des agrégés.

Des possibilités analogues existent pour accéder au corps des professeurs de lycée professionnel (PLP) et des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC). Le détachement est prononcé après simple avis d'une commission administrative paritaire nationale ou régionale des syndicats. Quant à l'intégration pure et simple après cinq ans, elle est soumise à une inspection pédagogique. « Quand on connaît la sévérité avec laquelle sont évalués des enseignants qui passent les concours internes, on ne peut qu'être scandalisé de constater que ces grades pourraient être acquis (...) sur la base d'une simple inspection », commente le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN).

Les candidats seront-ils nombreux ? L'administration a vu large, en fixant à 5 % des effectifs du corps concerné le volume maximum des détachements chaque année, soit environ 3 700 postes possibles chez les certifiés et 1 100 chez les agrégés. Les volontaires pour le transfert conserveront en principe leur traitement et le bénéfice de leur ancienneté.

Ph. Ba.

## REPÈRES

HEURE D'ÉTÉ  
Le gouvernement demande un rapport

Une commission d'évaluation de l'heure d'été, présidée par M. Sébastien Royat, député PS des Deux-Sèvres, a été créée par M. Roger Fauriol, ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire. Elle sera composée de représentants des ministères de l'Industrie, de l'environnement et de la santé, de membres du corps médical et du corps enseignant ainsi que de représentants du monde agricole et de l'Association contre l'heure d'été. La commission devra rendre son rapport en février 1990.

INCENDIES  
54 000 hectares atteints dans le Midi

Bilan très lourd pour les feux de forêt dans le midi de la France pendant l'été dernier. La CIRCOSC (Centre interdépartemental de coordination de la sécurité civile) de Val-de-Bouches-du-Rhône publie les chiffres : 4 403 feux, 14 sauveteurs et 4 civils tués, 54 000 hectares parcourus par les flammes. Les incendies ont eu deux causes principales : la sécheresse et la négligence ; au cours d'un

même après-midi, 150 départs de feux ont été recensés dans un périmètre restreint des Bouches-du-Rhône. Ce département a été le plus touché (321 feux, 19 400 hectares atteints) suivi du Var (500 feux sur 12 400 hectares) et de la Haute-Corse (1 468 départs de feux sur 12 100 hectares de maquis).

RELIGIONS  
Manifestation à Lyon contre la future mosquée

Trois cent cinquante personnes environ ont manifesté à Lyon, lundi 26 septembre, pour protester contre l'autorisation délivrée par M. Michel Noir de construire une mosquée dans le huitième arrondissement de la ville (le Monde du 26 septembre). Les opposants à la mosquée ont défilé dans le centre, en voiture jusqu'à l'hôtel de ville, où se tenait le conseil municipal. M. Michel Noir leur a fait savoir qu'il n'entendait pas s'exprimer sous la pression de l'opinion. Le député au respect des droits, M. Alain Juchoux, a reçu une délégation de quatre personnes. Il leur a indiqué qu'il organiserait des tables rondes avec l'Association culturelle lyonnaise islamique (ACLIF), pour négocier les éventuels problèmes techniques que soulèverait la construction de la mosquée. — (Corresp.)

## MÉDECINE

Tenus à Paris jusqu'au 30 septembre

## Les Entretiens de Bichat soulignent les difficultés de la formation médicale

Plusieurs milliers de médecins assistent cette semaine aux quarante-troisième Entretiens de Bichat, organisés à la faculté de médecine de l'hôpital de la Salpêtrière à Paris, depuis le lundi 25 jusqu'au samedi 30 septembre.

Thèmes à la fois variés et nombreux, exposés courts, la formule, qui existe depuis des années, est aujourd'hui bien rodée. Véritable grand-messe de l'enseignement post-universitaire, les Entretiens de Bichat se proposent de traiter en une semaine la quasi-totalité des problèmes auxquels sont confrontés les médecins quotidiennement. De la cardiologie à la chirurgie en passant par la pédiatrie, la psychiatrie ou la santé publique, toutes les spécialités sont passées au crible. A côté de ces

thèmes classiques, des tables rondes sont consacrées à des sujets plus politiques, à des techniques de pointe ou à des sujets plus sociologiques comme l'évaluation médicale, le traitement des cancers, les jeunes et le sida, le suivi ou la prise en charge des enfants malades.

La variété de ces thèmes traduit bien la difficulté qu'éprouvent aujourd'hui la plupart des médecins dans l'exercice quotidien de leur profession. Des maladies infectieuses ou immunodéficientes telles que le sida, un nombre de chimiothérapies anticancéreuses ou la plupart des transplantations d'organes, étaient presque inconnues du temps de leurs études médicales. Des examens biologiques et des techniques de diagnostic, comme l'imagerie médicale que le médecin est amené à prescrire plusieurs fois par jour, se sont également développés.

Devant cette évolution vertigineuse de la médecine, les praticiens, en dépit d'une surabondance d'informations et d'une presse professionnelle particulièrement volumineuse, se heurtent à la nécessité et aux contraintes d'un recyclage presque permanent. Contrairement à de nombreux pays qui, comme les États-Unis, ont choisi de mettre en place un système obligatoire de formation médicale post-universitaire, la France a préféré inciter et non contraindre les médecins à un perfectionnement post-universitaire.

N'ayant pas le retentissement médiatique des Entretiens de Bichat, les enseignements organisés par les praticiens hospitaliers ou les associations de formation continue connaissent un relatif échec. A des raisons évidentes : emplois du temps trop chargés, méthodes

d'enseignement peu attractives ou trop formelles — s'ajoute le fait que les médecins se voient proposer des formules beaucoup plus séduisantes : congrès et voyages à l'étranger, offerts par les laboratoires pharmaceutiques avec des moyens financiers parfois considérables.

En dépit de leur formule traditionnelle, les Entretiens de Bichat n'échappent pas au parrainage des grandes firmes pharmaceutiques. A l'heure de l'évaluation médicale, ils posent au grand jour l'un des problèmes les plus ambigus de l'exercice médical, celui de l'ingérence de l'industrie pharmaceutique dans l'information des médecins.

B.B.

## Le rapport annuel de l'OMS

## Un milliard de personnes malades ou mal nourries dans le monde

Un milliard de personnes — 20 % de la population du globe — sont malades ou mal nourries : 500 millions d'Asiatiques et 160 millions d'Africains ne mangent pas à leur faim ; 25 % des habitants d'Amérique centrale d'Amérique latine et d'Afrique du Nord sont atteints de diabète, de maladie respiratoire, de tuberculose ou de paludisme. Telles sont les conclusions accablantes du rapport annuel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) rendu public le 25 septembre.

Selon M. Hiroshi Nakajima, le directeur de l'OMS, il s'agit d'augmenter de 5 à 7 dollars par an les dépenses de santé des pays du tiers-monde pour éradiquer la tuberculose, la bilharziose et le paludisme et pour soigner les diabétiques qui frappent 750 millions d'enfants dans le monde et qui tuent chaque année 5 millions d'autres de moins de cinq ans. Seule note optimiste : les campagnes de vaccination entreprises il y a une dizaine d'années ont permis la régression de la poliomyélite, de la tétanos, de la rougeole et de la tuberculose. Ces campagnes restent pourtant insuffisantes : près de 3 millions d'enfants meurent encore, tous les ans, de ces maladies.

6-7 OCTOBRE

COLLOQUE INTERNATIONAL

MONTPELLIER

## L'EUROPE de 1993

## UNE CHANCE POUR LE SPORT

LA PROMOTION DE L'EUROPE PAR LE SPORT ET LA PROMOTION DU SPORT PAR L'EUROPE

• M. VAN DEN EED - Conseiller Technique au Cabinet de M. Delors (BEL.)  
• M. LANNERS - Commissaire du Gouvernement à l'Éducation Physique et aux Sports (BEL.)  
• M. ROUL - Conseiller Technique au Cabinet de M. Cresson (FRA.)  
• M. LARBE - Parlementaire Européen (G.-B.)

LA LIBRE CIRCULATION DES CADRES DU SPORT : POUR DES STANDARDS EUROPÉENS DE QUALIFICATION.  
• M. LUDWIG - Directeur du département Éducation Physique et Sport du Land Nord-Rheinland Westphalie (R.F.A.)  
• M. LAMIS - Directeur Général des Sports (Communauté Européenne) (BEL.)  
• M. BARBERIS - Directeur de l'Institut Supérieur de l'Éducation Physique et des Sports (PONT.)

• M. HEBERARD - Chargé de Mission Direction des Enseignements Supérieurs - Ministère de l'Éducation Nationale (FRA.)  
Renseignements et inscriptions : M. MALHAIRE-APRAPS - Tél. 67 84 19 32

LA LIBRE CIRCULATION DES SPORTIFS PROFESSIONNELS : POUR UNE MEILLEURE LIBÉRATION SOCIALE

• Maître TAUPIER - Avocat, Président du Barreau de Nantes (FRA.)  
• M. MIRANDELA DA COSTA - Directeur Général des Sports (POR.)  
• M. KARAKULLO - Directeur du Centre de Droit et d'Économie du Sport Limoges (FRA.)

L'EUROPE, LE SPONSORISME ET L'AUDIOVISUEL.  
• M. BUNN - Député aux affaires sportives de l'Union Européenne de Radiodiffusion (GB.)  
• M. PARIS-ROCHE - Directeur de Cabinet du Président du Conseil Supérieur des Sports (BEL.)  
• M. RAYAZZOLD - Chef de Cabinet du Président du Comité Olympique Italien (ITA.)  
• M. RUFFY - Conseiller Technique au Cabinet de M. TASCA (FRA.)

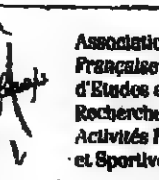
Roger RAMBUCK - Président de l'Association Française de la Jeunesse et aux Sports, Secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports.



Secrétariat d'État Jeunesse et Sports



Ville de Montpellier



Association Française d'Études et de Recherches en Activités Physiques et Sportives

# DEMAIN DANS Le Monde

LE MONDE ARTS-SPECTACLES

ALAIN RESNAIS :

de « NUIT ET BROUILLARD » à « I WANT TO GO HOME »

Son nouveau film, *I Want to Go Home*, avec Gérard Depardieu, sort mercredi sur les écrans. Le Monde retrace la carrière du cinéaste à travers une rétrospective de ses grands films.

LE MONDE CAMPUS

UNIVERSITÉS : LE DÉGEL DES RELATIONS EST-OUEST

Les universités des pays de l'Est font une entrée remarquée dans la conférence des recteurs européens. Un rapportage exclusif à lire dans « Campus ». Et de nombreuses offres de stages en entreprise pour les étudiants.

مكتبة الامم المتحدة



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Dans une plainte visant 94 députés

### M. Christian Nucci conteste la régularité de sa mise en accusation devant la Haute Cour

Les avocats de M. Christian Nucci, M<sup>me</sup> Christine Courrègé, Jean-Paul Lévy et Francis Sapien, viennent de déposer au Palais de justice de Paris en déposant, jeudi 21 septembre, auprès du doyen des juges d'instruction, M. Alain Saurat, une plainte contre X... aussi originaire qu'inattendue.

Le sort judiciaire de l'ancien ministre de la coopération dans l'affaire Carrefour du développement est actuellement entre les mains de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice depuis un vote de l'Assemblée nationale, le 7 octobre 1987, décidant sa mise en accusation. Or la plainte déposée par les trois avocats tend à prouver que ce vote est entaché d'irrégularités, et donc nul et non avenue.

Le 7 octobre 1987, par 340 voix contre 211, les députés votèrent donc la mise en accusation de M. Nucci devant la Haute Cour de justice. La majorité requise était de 289 voix. Mais, pour une décision si exceptionnelle et, surtout, si grave pour l'un des leurs, quatre-vingt-quatre députés avaient voté la mise en accusation sans se déplacer, c'est-à-dire en utilisant des délégations de vote. Autrement dit, deux cent quarante-deux députés seulement ont physiquement voté contre M. Nucci et leur position ne dépassa la majorité requise de 289 voix que grâce aux 94 délégations de vote de collègues absents.

Avec quelques retard, et sans doute parce que, malgré les changements de gouvernement, la procédure en Haute Cour semble suivre un cours inéluctable, peu favorable à M. Nucci, ses trois avocats ont examiné cette situation. Et ils se sont souvenus de l'ordonnance du 7 novembre 1958 « autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote ». Ces circonstances sont limitées à six cas tendus que les modalités de délégation sont strictement définies (texte écrit, signé, daté de l'empêchement indiquée, etc.). M. Nucci a donc récemment demandé à la direction des archives de l'Assemblée nationale la communication de ces délégations et de leurs justificatifs. Hélas ! il lui fut répondu que ces pièces avaient été détruites à la fin de la législature concernée.

Après une entrevue avec M. Joxe

### Un nouveau délai dans les négociations salariales avec les syndicats de police

L'attente se prolonge dans les négociations engagées entre les syndicats de police et le ministère de l'Intérieur, lancées par la mobilisation de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) autour de l'exigence d'une augmentation mensuelle de 600 F pour tous. Reçu par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, lundi 25 septembre, M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la FASP, a repoussé l'échéance à un nouveau

Des six cas prévus, justifiant une délégation de vote, les avocats de l'ancien ministre en écartent cinq : le cas de force majeure, qui suppose une décision du bureau de l'Assemblée dont personne n'est connaissance ; « l'absence de la métropole » en cas de session extraordinaire, puisqu'il s'agit d'une session ordinaire ; la participation aux travaux des assemblées internationales telles que l'ONU ou le conseil de l'Europe en vertu d'une désignation faite par l'Assemblée nationale, ce qui n'était pas le cas alors ; le service militaire, l'âge des quatre-vingt-quatre parlementaires concernés suffisant à exclure ce cas de figure ; et enfin la mission temporaire confiée par le gouvernement, puisqu'il ne semble pas que les députés en cause en aient été chargés à l'époque.

#### « Aucune épizémié... »

Reste donc un seul cas possible, prévu par le premier alinéa de l'article premier de l'ordonnance de 1958 : « Maladie, accident ou événement familial grave empêchant le parlementaire de se déplacer ». Non sans humour, les avocats écrivent, dans leur plainte : « A notre connaissance, aucun des quatre-vingt-quatre parlementaires n'a été victime d'un accident l'empêchant de se déplacer. Aucune épizémié n'a été recensée au Palais-Bourbon. De même que la presse ne s'est pas fait l'écho d'une série d'événements familiaux graves touchant près d'une centaine de députés ». Or l'ordonnance est formelle : il faut que le motif précis de l'empêchement soit indiqué pour justifier la délégation.

De deux choses l'une, estiment donc les avocats : ou ces délégations ne portaient pas de motifs valables, ou les motifs indiqués étaient frauduleusement, sur la foi de faux renseignements, déformés par les articles 153 et 154 du code pénal. C'est pourquoi, au nom de M. Nucci, ils ont déposé cette plainte contre X..., qui vise, en fait, les quatre-vingt-quatre députés absents, parmi lesquels MM. Georges Marchais, André Lajoinie, Michel d'Ornano, Valéry Giscard d'Estaing, Alain Peyrefitte, etc.

EDWY PLENEL

□ Le meurtrier d'un surveillant de grand magasin se constitue prisonnier. — Olivier Bernard, vingt-trois ans, le malfaiteur recherché par la police française après le meurtre d'un surveillant aux Galeries Lafayette de Marseille, samedi 23 septembre, s'est constitué prisonnier, lundi, auprès de la police de Genève. Des policiers marseillais devaient rapidement se rendre en Suisse pour obtenir des précisions sur ce détenu, sous le coup de deux avis de recherche internationaux. Avant d'être surpris par des surveillants des Galeries Lafayette, à Marseille, alors qu'il tentait de dérober des blue-jeans, et de tirer sur eux, abandonnant sur place une fausse carte d'identité, Olivier Bernard était, en effet, soupçonné d'avoir attaqué une bijouterie genevoise, en juillet 1986. Il était aussi recherché pour le meurtre du gérant d'une discothèque en Guedoupe, en juin 1987.

rendez-vous avec le ministre au cours de la deuxième quinzaine d'octobre. « Ce sera le rendez-vous de la grande touche pour nous tous, ou celui de la dernière chance pour le gouvernement. Nous sommes liés à la négociation que mène actuellement le gouvernement sur la prime de croissance et la modernisation de la fonction publique ».

Reçu à son tour, M. Alain Brillet, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), a estimé, en revanche, qu'il s'agissait d'un « grand jour ». M. Joxe ayant répondu favorablement à sa demande de réforme des structures policières. Enfin, M. Gérard Boyer, secrétaire général de l'Union des syndicats catégoriels (USC), a déclaré « avoir confiance » en M. Joxe : « Nous avons des espoirs d'aboutir mais les résultats actuels sont totalement insuffisants ».

En fait, il semble que le gouvernement attende la fin des discussions engagées avec toute la fonction publique pour préciser ce qui sera accordé aux policiers. Mais dans cette attente, il n'est pas exclu que le mouvement soit accéléré en ce qui concerne la réforme des corps et des structures de la police nationale, réclamée de longue date par les syndicats, notamment par la FASP, qui voudrait faire de la police un « laboratoire de la modernité du service public ».

### L'enfant perdu de l'après-guerre

Victor Dojlida vient de retrouver la liberté après avoir passé quarante-trois ans en détention, d'abord dans les camps de déportation nazis pour faits de résistance, puis dans les prisons françaises.

Camps de déportation, prisons françaises, cachots : Victor Dojlida, soixante-trois ans, a passé quarante-trois ans de sa vie en détention. Il est sorti, mardi 26 septembre, de la centrale pénitentiaire de Poissy (Yvelines).

La soixantaine bien campée dans son costume trop neuf, ses cheveux blancs soigneusement peignés en arrière, il a quitté la prison à 7 h 15, presque deux heures plus tôt que prévu. Il a refusé d'attendre davantage pour aller, enfin, arroser son café d'un verre de Kirsh. Aujourd'hui, il n'a qu'un regret : « Avoir été assez bête pour croire en certaines valeurs. (...) On ne m'en a jamais été reconnaissant ».

Son parcours de prisonnier a commencé alors qu'il n'avait pas encore vingt ans, au camp nazi de Dachau, en Allemagne, pour faits de résistance. A la Libération, le jeune Victor règle ses comptes avec le juge qui l'avait fait déporter. Il est condamné et sombre dans la violence. L'enfant perdu de l'après-guerre va multiplier les attaques à main armée. En tout et pour tout, il n'aura connu que vingt ans de liberté, dont un an seulement à l'âge adulte.

A la vue d'une photo du village où il a passé son enfance, Victor a une phrase définitive : « Je ne suis pas pour la décoration des celules ».

Comme tant d'autres fils d'émigrés polonais, Victor est arrivé en Lorraine à la fin des années 20. Une enfance passée du côté de la mine, cité de la

Petite Fin, à Homécourt (Meurthe-et-Moselle). L'année de la déclaration de guerre, il aurait dû passer son certificat d'études primaires. Mais en juin 1940, l'école est finie. Avec une bande de copains, il passe la ligne Maginot, s'infiltre dans des dépôts d'armes et en revient avec son premier trésor de guerre : sept cents grenades et un fusil mitrailleur. Victor est débrouillard. Il a quatorze ans, et c'est déjà un petit dur : à la cité, les vieilles Polonaises l'ont surnommé affectueusement : « le Bandit ».

Avec la guerre commence l'aventure. Victor se lance dans la contrebande, échange des pommes de terre contre de l'alcool — la frontière avec la Lorraine annexée est toute proche.

Et puis arrivent les choses sérieuses. Victor Dojlida entre en résistance. D'abord comme passeur de prisonniers dans un réseau organisé par l'adjoint au maire de la commune. Puis il est intégré dans de grands réseaux, les FTP-MOI (main-d'œuvre immigrée), dirigés en Lorraine par Dorn, dit « Papa », et les FTP. Entre 1942 et 1943, il participe à des sabotages, attaque la mairie de Laxou (Meurthe-et-Moselle) pour y récupérer des tickets de ravitaillement. En janvier 1944, il fait dérailler le train de minerai sortant de la gare d'Homécourt. Au mois de février de la même année, après le sabotage de la station électrique de la gare de Nancy, les vingt-trois membres du groupe FTP-MOI sont arrêtés par la brigade spéciale (BS) de la police française.

Victor est cueilli à sa sortie de l'usine d'Homécourt, où il travaille.

Tortures. Inculpations pour « menées subversives, terrorisme et communisme ». La réquisitoire introductif est prononcé par le juge Chiny, alors adjoint au procureur de la République. Un nom que le tout jeune résistant n'oubliera pas. Rapidement, le dossier des MOI est transmis à la Gestapo de Nancy. En avril, le tribunal militaire allemand prononce douze condamnations à mort, dont celle de Victor. Comme il n'a pas encore dix-huit ans, le jeune homme est gracié et envoyé en camp de déportation : Dachau, Ohrdruf, Buchenwald enfin.

#### Le « compte » d'un juge

Il en revient en 1945, après la libération des camps, sans gloire, plus amer que triomphal. Victor doit alors se rendre à Amiens, où a lieu le procès de la brigade spéciale de Nancy. Avant de monter dans le train, il passe à régler son compte à son juge Chiny, promu juge d'instruction à la cour d'appel. Une réaction qui lui vaudra une condamnation à deux mois de prison avec sursis et 3 000 F d'amende.

Est-ce vraiment là la goutte qui a fait déborder le vase ? Est-ce le spectacle de certains policiers réintégré malgré une collaboration notoire ou encore les sentences plutôt modérées du procès d'Amiens ? Une seule certitude : la rancœur de Victor Dojlida déborde en cet après-guerre,

découvrant à ses yeux. Il sombre dans la violence.

Deux attaques à main armée vont le mener, pour la première fois, en prison. Malgré le témoignage de son ancien chef, il écope du maximum — deux fois vingt ans. Il va passer quatorze ans en détention avec un régime carcéral particulièrement dur. Si l'on additionne ses jours de cachot, Victor aura été près de trois ans au « mitard ». On ne compte plus ses tentatives d'évasion. Bénéficiant d'une réduction de peine inespérée, l'ancien résistant sort pourtant en 1960. Grâce, affirme-t-il, à l'intervention de l'ancien ministre communiste Michel. Il vit alors sa seule année d'adulte libre. Un an plus tard, il « retombe » pour une série de hold-up, qu'il nie avoir commis. Est-ce parce qu'il abuse d'insultes le tribunal et traite les juges de « vipères SS » ? Victor est, cette fois, condamné à trente ans d'emprisonnement.

Il aura fallu l'intervention de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (FNDRP) — qui a retrouvé les traces tangibles de son passé et lui a obtenu la carte de déporté-résistant, et une pension lui permettant de vivre — pour que Victor Dojlida sorte de prison un peu plus tôt que prévu. Guy Monel, qui a recueilli ses confessions, espère en faire un « pépé tranquille » et l'aider à régler, par la plume, les comptes qui ont encombré sa mémoire pendant plus de quarante ans.

JUDITH RUEFF

### DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

### La vie et quelque chose d'autre

TOUT repousse, sur les champs de bataille : l'herbe, l'amour... Qu'on nous fiche donc la paix avec la culte des héros et les justes causes !

Ce souhait des revenants de 1914, deux œuvres le rappellent cet automne, avec un ensemble révélateur : un roman de Claude Simon, *l'Acacia* (Éditions de Minuit), et le film de Bertrand Tavernier *La Vie et rien d'autre*.

1945 a suscité le même vœu : trêve d'idées, les fétes nationales suffisent à notre malheur ! Ainsi parlait le Carnet de la Poste (1947), dont Francis Huster invite à vérifier l'actualité (Théâtre de la Porte-Saint-Martin).

Vraiment, les Français de 1989 ne demandent que le droit à la vie et rien de plus ? Les raisons de vivre, ils s'en chargent ? Une clameur contraire s'élève d'un peu partout : qu'on nous rende des repères ! Qu'on nous redonne des valeurs, des buts !

D'où vient ce besoin nouveau d'idéologies, si décrié hier ?

Tout va plutôt mieux, de par le monde. Le crime politique ne paie pas plus que d'habitude. Des dictatures se lézardent. Le monde chemine. Alors ? Est-ce justement cette sérénité relative devant l'imminent qui décuple notre angoisse du surlendemain ?

Si c'est la superstition millénaire qui commence, qu'est-ce que ce sera dans dix ans !

Le fait est que la grève des idées neuves sur notre temps, et des pronostics, est générale. C'est à qui en pensera et en dira le moins.

Reflet de ce néant, la presse parlée ou écrite atteste sa détermination de ne pas dégrader le silence général, en échangeant avec les cinéastes et les publicitaires des titres déformés ou des slogans mis en calambours.

Les historiens du futur auront à expliquer par quelle peruse ou quelle rumination médiatique la conversation française des années 80 roule autour de « charmes discrets », de « nostalgiques » qui n'en étaient plus et de prémisses suivies de « ... et les autres ».

Les leaders politiques se gardent bien de nourrir le débat. En suraient-ils l'intention, les lois de la « médiatisation » les en décourageraient. Il a été admis une bonne fois que l'auditoire, réputé stupide et fatigable, ne supporterait que des raisonnements rudimentaires, des « petites phrases ».

Le peu de temps « à l'aparté » fait le reste. L'invité est ligoté dans des interrogatives négatives comme : « Vous me diriez si vous ne pensez pas que... » De nos jours, on entendrait : « D'un mot, cher Socrate, quel

avenir pour la République, là, en vingt secondes ?... »

Ce ne sont pas seulement nos intervieweurs qui coupent le chèque aux tribuns. Le sacrifice des « systèmes » sur l'autel du pragmatisme les a privés des repoussoirs qui leur tenaient lieu de pensée.

La droite n'a plus rien à dire, ni rien en commun, dès lors que le péril communiste recule ; la gauche, de même, dès lors que le profit n'est plus un péché. La première ne sait plus qu'espérer, sous couvert de le redouter, un putsch de l'armée rouge qui lui rendrait son cher épouvantail ; la seconde ne sait plus que repartir vaguement de partage, les voiles de congrès.

Un signe qui ne trompe pas : les grosses têtes de tous bords dont on attendrait des vues d'avenir se réfugient dans la confiance adossée (Giscard d'Estaing, Debray), l'histoire lointaine (Alain Peyrefitte), le roman d'aventures (Deniau) ou la fiction lourde dont on fait les carrières littéraires (Orsenna, Attali).

ET les préposés aux vastes perspectives ? Les prêtres étaient de cour-là. Depuis qu'on les a habillés en conducteurs de trolleybus, ils parlent plus volontiers de sciences humaines que du divin. Et l'Histoire, on comprend qu'ils s'en gardent : elles les a si souvent poussés à la faute.

Si les maîtres à penser des années 50-60 — Aron, Barthes, Foucault, Sartre — ont disparu. Les survivants qui, comme Lévi-Strauss, avaient refusé d'appliquer à l'actualité leur savoir et d'y engager leur renom, ont persisté dans ce scrupule sage.

Quant aux intellectuels spécialistes du présent, ils ont donné de si mauvaises réponses qu'ils ont perdu jusqu'au goût de poser les bonnes questions. Il leur reste la consolation des médecins de Molière : désigner l'évidence dans une langue qui échappe au grand nombre.

Et les maîtres philosophes, leur silence signifie-t-il qu'ils se moquent de l'époque où

ils vivent ? Ne craignent-ils pas qu'on leur fasse un jour procès pour indifférence au pire ? Si, bien sûr, et c'est pourquoi le cas Heidegger les a tirés de leurs cabinets. Mais ils sont vite retournés à leurs lectures. Ce n'est pas de leur faute si, à leurs yeux, rien de consistant ne s'est pensé depuis Platon, Kant, Hegel et Nietzsche.

Telle est à peu près la thèse de Vincent Descombes, dont le livre, *Philosophie par gros temps* (Éditions de Minuit) promettait pourtant des dépannages de circonstance. L'avenir serait à un kantisme sans causalité ni impératif catégorique...

Ceux d'entre nous que dépasse ce travail théorique et qui continuent de rêver à « quelque chose d'autre », juste de quoi former quelques jugements de valeur portatifs, Descombes les renvoie aux artistes.

Les ! Eux aussi se taisent. Depuis qu'un de leurs confrères leur en a fait honneur, ils se murent davantage, forts de ce que rien ne ressemble à de la réserve digne comme l'égoïsme méfiant. Le temps n'est plus où Sartre décriait le marxisme « indéchiffrable », et où Malraux annonçait un XXI<sup>e</sup> siècle « raigieux ». Les écrivains arrivés sont tout occupés à raconter leur intimité, et les cadets à les insulter.

C'EST l'affaire de chacun de donner du sens à l'époque qui nous façonne, à ce que nous y faisons. Et pourquoi le chercher fatalement, ce sens, chez qui en fait commerce ?

Deux occasions s'offraient, ces jours derniers, d'en glaner ailleurs : dans le regard de Mgr Gaillon (« Apostrophes », 22 septembre), image du pardon devant le refus du pardon, preuve intelligente et paisible qu'émancipation peut encore rimer avec imprudence ; et... dans la fin de Philippe Delaire, le 23 septembre, à Liège.

Chercher du sens n'est pas approuver ; mais un coup de feu peut valoir, à cet égard, des milliers de pages savantes. Après dix ans de braquages, trois évasions, et un semaine de prise d'otages, le fait brut est qu'un homme de vingt-huit ans a préféré la mort volontaire au retour en prison. Comme la détonation par quoi Montherlant a changé en tragédie ses comédies passées, ce parage a montré sans phrases combien un être humain était prêt à payer la liberté, dont nous finissons par oublier le prix.

Dépendant que ses complices, avant de se rendre, lancent du haut d'une tour les billets de la rançon. En nos temps où l'économique passe, foi de consensus, pour un phénomène naturel et béni, contemplant instant cette pluie absurde de papier.

Comme l'argent peut perdre son sens, tout à coup ! Aussi vite que Delaire son sang.



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Une décision prise à l'unanimité par l'Intersyndicale

## Reprise d'un mouvement revendicatif illimité de surveillants de prison

L'Intersyndicale des personnels pénitentiaires, au terme d'une réunion ouverte tendue qui a eu lieu le 26 septembre à Fleury-Mérogis (le Monde du 26 septembre) a annoncé une reprise d'un mouvement revendicatif « illimité » à partir du 27 septembre.

Tous les syndicats de personnels — à l'exception de la CFDT et de la CFTC — ont décidé de « bloquer l'appareil judiciaire », en refusant d'effectuer les écroues, les transferts, les extraditions et de permettre l'entrée en prison de tous les intervenants extérieurs, à l'exception, pour le moment, des avocats.

Ces actions ont été décidées à l'unanimité. En revanche, c'est seulement à la majorité des syndicats réunis, que les surveillants ont pris la décision d'appeler aussi — et c'est une première — à un blocage des ateliers et surtout à la suppression des parloirs avec les familles. Certains avaient même suggéré, sans être suivis, la possibilité de supprimer la distribution du courrier aux détenus et les promenades.

Selon l'un des participants à cette réunion, les mots d'ordre donnés à la base ont été le fruit « d'un accouchement aux fers » certains espérant que des syndicats refusant de revendiquer ainsi

publiquement la décision de s'en prendre directement à la population pénale.

Au cours des deux conflits de l'automne et de l'hiver derniers, les syndicats et notamment FO (majoritaire) avaient proclamé qu'il n'était, en aucune manière, question de pénaliser délibérément les détenus. Cela avait pourtant été le cas : qu'il s'agisse des nouveaux incarcérés bloqués dans les dépôts des commissariats de police ou dans les « souricières » des palais de justice transformés en prison de fortune, sans communication possible avec l'extérieur, ou bien du travail pénal empêché par le blocus des prisons d'où les camions de matériel ne pouvaient pas plus sortir qu'ils n'y pénétraient.

Mais les surveillants voyaient dans ces entorses à la règle qu'ils s'étaient fixés (ne pas se mettre les détenus à dos en plus des pouvoirs publics) un éphémère lâcheux certes, mais sans gravité. Cette fois, le choix est bien différent. Faire des détenus un enjeu du conflit est un pari risqué.

## Risques de dérapage

Si le mouvement devait être suivi à la lettre, les surveillants seraient les premiers à affronter la colère de détenus restés jusqu'à présent remarquablement calmes.

En l'absence de tels mots d'ordre que les syndicats justifient par « l'insaisissabilité » de la chancellerie et un budget qu'ils estiment mauvais, les surveillants prennent tous les risques de dérapage. Il est clair que, cette fois, ils incitent leur base à une désobéissance qui ne peut que se retourner contre elle. Les rares sanctions entrées par les précédents mouvements avaient vite été rapportées. Taxée alors de faiblesse, la chancellerie ne pourra persister dans cette voie. Cet élément est déjà pris en compte par les syndicats qui annoncent qu'ils douteront encore leur mouvement en cas de mesures disciplinaires.

Soudés dans une unité toute récente et qui peut paraître bien artificielle, les syndicats jouent à la cohésion et s'efforcent de répondre — qu'il s'agisse du budget ou de la fermeture de vingt-cinq établissements pénitentiaires — qu'en bloc. Jusqu'à présent la chancellerie n'a accepté de rencontrer les syndicats que séparément.

On attend au ministère de savoir comment la base va réagir pour adopter une ligne précise. En attendant, les syndicats n'ont même pas pris la peine de l'avis officiellement précisant que le ministère serait « par voie de presse » comme eux-mêmes l'ont si souvent été, dans une passe récente, des projets du ministère les concernant.

AGATHE LOGEART

Nombreuses réserves après la proposition de M<sup>me</sup> Rozès

## Des caméras dans les prétoires...

M<sup>me</sup> Simone Rozès, magistrat honoraire, ancien premier président de la Cour de cassation, est favorable à la diffusion, par la télévision, des procès correctionnels d'automobilistes responsables d'accidents graves (le Monde du 26 septembre).

Qu'un magistrat souhaite que ces audiences soient accessibles à tous les médias semble, a priori, constituer une bonne nouvelle. M. Jean Pradel, professeur à la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, n'observe-t-il pas dans son traité de droit pénal, que la procédure publique « constitue l'une des plus importantes garanties pour le prévenu ou l'accusé, assuré ainsi que la vérité ne sera pas étouffée, et pour la justice elle-même, dont l'autorité sort grandie » ?

Il reste que, dans de nombreux cas, la publicité des débats est restreinte et qu'il est parfois difficile de pénétrer dans un tribunal, construit au siècle dernier pour contenir seulement quelques personnes. Certaines cours d'assises, comme à Paris, ont même neutralisé l'espace des places assises, et le public, très limité, doit rester debout dans le fond pendant plusieurs heures, s'il veut assister à un procès. Quant aux jugements, leur lecture est réduite à la seule décision ou suppression, comme au tribunal civil. Le justiciable ne saura pourquoi il a été condamné ou acquitté, et après avoir consulté le jugement écrit. Pour cela, il lui faudra patienter et monter patte blanche, car, dans certaines juridictions, prendre connaissance d'un jugement public rendu « au nom du

peuple français » est une opération malaisée, réservée à quelques initiés.

De la même manière, la publicité des débats, instaurée pour que chacun puisse voir et entendre comment la justice était rendue, n'a pas suivi les progrès de la technique. Il est interdit d'enregistrer, de photographier et de filmer. Une telle attitude aurait conduit à interdire les comptes rendus d'audience au temps de Gutenberg.

Le seul progrès réalisé ne concerne pas directement la presse. Il s'agit de la loi du 11 juillet 1985 qui autorise les enregistrements audiovisuels des procès présentant « un intérêt pour la constitution d'archives historiques de la justice ». Pendant vingt ans, ces archives ne peuvent être consultées qu'à des fins historiques ou scientifiques. Passé ce délai, la reproduction et la diffusion peuvent avoir lieu sous certaines conditions, et librement après cinquante ans.

## « Pour l'exemplarité »

La proposition de M<sup>me</sup> Rozès permettrait-elle, si elle était suivie d'effet, de donner aux audiences judiciaires un véritable caractère public, au sens où ce mot est compris en cette fin de vingtième siècle ? Ne s'agit-il pas plutôt de privilégier certains procès, en envoyant une sorte de « convocation » à la presse télévisée, afin qu'elle suive une audience déterminée, alors que les autres seraient semi-publiques ? Un jour, ce serait un chauffard ; un autre, un trafiquant de drogue, selon la conjoncture. Comment s'opérerait le choix ? Et que dire des conditions dans lesquelles serait jugé ce justiciable, parmi tant d'autres, devenu vedette « pour l'exemplarité », selon le terme employé par M<sup>me</sup> Rozès ?

Au tribunal de Paris, ces mêmes interrogations sont reprises par nombre de magistrats, quelles que soient leurs tendances syndicales et à tout échelon de la hiérarchie. Le propos est identique au barreau, où l'on s'inquiète en soulignant que la sérialité des débats n'aurait rien à y gagner. Enfin, à la chancellerie, on se cache pas que la proposition de l'ancien premier président de la Cour de cassation a été accueillie sans enthousiasme, avant d'ajouter : « Une telle disposition romprait avec le principe de l'égalité de tous devant la loi ».

Il n'est donc pas question de modifier les textes, et certains le regretteront. Parmi ces derniers, M<sup>me</sup> Hugnette Le Foyer de Costil, premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris, est favorable à l'entrée de la télévision dans les prétoires, à la condition que cette mesure soit générale et non pas appliquée au coup par coup. « Le public ne comprend rien à l'organisation judiciaire. Lui montrer une véritable audience pourrait avoir un effet éducatif et le rapprocher de la justice », déclare le magistrat. En tout cas, M<sup>me</sup> Le Foyer est formelle : « C'est tout ou rien. »

MAURICE PEYROT

## FAITS DIVERS

## Fuite de gaz d'un réservoir souterrain d'EDF

Depuis le lundi 25 septembre à 11 heures, 150 000 mètres cubes par heure de gaz naturel s'échappent du stockage souterrain de Chémery (Loir-et-Cher) à la suite d'un incident survenu pendant des opérations de maintenance. Le gaz — essentiellement du méthane — sort à la pression de 120 bars en ruisselant comme un réacteur à pleine puissance.

Selon Gaz de France, un périmètre de sécurité de 300 mètres de rayon a été installé autour du puits ; le gaz se dilue dans sa montée dans l'atmosphère ; il n'y a donc aucun danger. A cela près qu'il ne faut ni fumer ni flammer à proximité de la fuite. Une ligne électrique voisine a été coupée ; toute circulation routière et le survol autour et au-dessus du lieu de l'incident ont été interdits.

Le réservoir de Chémery, qui contient 5,8 milliards de mètres cubes de gaz, est l'un des plus grands du monde. C'est le premier incident de ce genre qui survient en trente ans dans les réservoirs souterrains de Gaz de France.

Deux morts dans l'incendie du ferry dans la Manche. — Deux morts (un couple de Suédois) et vingt-cinq personnes assez sérieusement intoxiquées — qui ont dû être hospitalisées. L'incendie qui s'est déclaré, lundi 25 septembre à 5 heures du matin en mer du Nord, à bord du ferry Tor-Sevins, dans des marchandises dangereuses DFDS, a été plus grave que ne l'avaient annoncé d'abord les autorités (nos dernières éditions du 26 septembre).

Il aura fallu plus de cinq heures pour maîtriser le feu, qui aurait pris dans la lingerie du bateau pour des raisons encore non éclaircies. Toutefois, il n'a pas été nécessaire d'évacuer les cinq cents passagers, qui ont passé plusieurs heures, regroupés sur le pont à l'air libre.

Deux incendies après une bagarre dans une discothèque de Dole. — Plusieurs dizaines de manifestants se sont rassemblés, le 23 septembre, à Dole (Jura), après un fait divers survenu à la mi-septembre dans une discothèque. Au Galicoba, dans la nuit du 16 au 17 septembre, alors qu'une bagarre opposait à des consommateurs un des deux vidéurs s'était emparé d'un 22 long rifle armé de balles en caoutchouc. Deux coups de feu furent tirés et deux jeunes gens blessés, dont l'un d'origine maghrébine. L'incendie des vidéurs, écroulés à Besançon, et la fermeture de la discothèque pour un mois n'ont pas mis fin à l'émoi. Un collectif de la jeunesse pacifiste dénonce l'usage continué. Il propose : « Une jeune, différente, d'origine étrangère, devient aujourd'hui un motif d'être refusé de plusieurs lieux de divertissement. » (Corresp.)

## COMMUNICATION

Emotion européenne et polémique américaine

## Les couleurs provocantes de Benetton Grand Prix de l'affichage

La seizième Grand Prix de l'affichage a primé la campagne Benetton, conçue par l'agence Eldorado. Une série de trois affiches qui a provoqué une vive polémique aux Etats-Unis.

PORTICCO (Corse)

de notre envoyé spécial

« Pour la publicité américaine, ce qui compte c'est le business ; pour l'anglais, c'est l'humour, et pour la française, c'est l'amour. » La seizième Grand Prix de l'affichage, réuni à Porticco sous les auspices de l'Union de la publicité extérieure (UPE), n'a pas dérogé à cette règle formalisée récemment par la Times britannique. Les vingt-sept professionnels de la publicité, membres du jury présidé par Marie-Catherine Dupuy (agence Boulet-Dru-Dupuy-Parité), ont couronné, à l'unanimité, la série de trois affiches de la dernière campagne Benetton, révélant en cela leur volonté de primer une « campagne qui dure en se renouvelant et qui touche à la fois la tête et le cœur ».

En sortant du lot des mille quatre cent treize affiches sélectionnées une série prônant l'entente entre les races, le jury de Porticco a aussi témoigné d'un certain sens de la provocation. Deux des trois images présentées — un enfant blanc allaité par une poitrine noire, un main blanche et une main noire liées par des menottes et un bouquet de fleurs multicolores tendu par une main noire — ont déclenché une vive polémique aux Etats-Unis. A la vision de deux images de la série — l'allaitements et les menottes — les éditeurs américains se sont émus de la connotation raciste que pourrait y déceler le public, et ont donc interdit la pose sur les murs. Outre-Atlantique, un enfant blanc allaité par un sein noir fait immédiatement penser aux nourrices noires de l'époque de l'esclavage. Et qu'une main noire enserrée dans une main blanche évoque l'arrestation d'un délinquant à peu sombre. La parolité de ces visuels dans des magazines américains, par ailleurs, provoqué une série d'appels auprès de la National Association for the Advancement of Colored People, organisme de défense des minorités de couleur. Mais les Etats-Unis ne sont pas les seuls à avoir refusé cette campagne : au Japon, l'image de l'allaitements a également été

refusée, la nudité à l'affiche n'étant pas autorisée.

## L'émotion primée

Ces interdictions, qui prouvent à quel point une campagne publicitaire à vocation internationale peut se heurter à l'histoire culturelle de certains pays, laissent Bruno Sutter, directeur de l'agence Eldorado (groupe Eurocom-Havas), plutôt réticent. « Depuis 1981, date à laquelle Luciano Benetton a choisi notre agence pour promouvoir l'univers des couleurs de sa firme, nous renouvelons notre campagne tous les six mois, note-t-il. Les sept images de la dernière campagne, à laquelle appartenait ces trois affiches, valant les couleurs des textiles mais collant aussi à une philosophie de dialogue entre les races que résume notre nouveau logo « United Colors of Benetton ».

Le jury de Porticco ne s'y est pas trompé, pas plus que la presse italienne qui, comme l'Espresso, a longuement relaté l'affaire et défendu la firme de Trévise.

Outre une renommée internationale renforcée par l'obtention du seizième Grand Prix de l'affichage — une distinction déjà obtenue il y a cinq ans —, Benetton bénéficiera de 1 million de francs (convertis en affiches) offert par l'UPE. Mais les publicitaires n'en sont pas restés là. Décidément enclins, en 1989, à mettre l'accent sur des affiches mêlant émotion et discours sur la société, ils ont aussi décerné des prix à la campagne de prévention des mauvais traitements aux enfants, commandée par la Fondation pour l'enfance et orchestrée par l'agence Tadi Jaune ainsi qu'à la campagne pour la Chine — trois idéogrammes rouges, traduisant le « liberté, égalité, fraternité » — imaginée par l'agence La Concorde et dans l'escalier, pendant l'occupation de la place Tiananmen.

Le Grand Prix de l'affichage est aussi traditionnellement le lieu où les éditeurs font état de la bonne santé de leur média. En France, l'affichage (grands formats, transports, mobilier urbain et publicité lumineuse) représente 11,7 % des investissements publicitaires dans les médias. Il n'y a guère qu'en Belgique et en Suisse que cette part de marché est supérieure.

Fort de l'implantation de ses réseaux et de son information sophistiquée, ce média se

réjouit de voir revenir à lui des annonceurs comme les lissiens (Sip, par exemple) ou la presse quotidienne nationale (l'Equipe, la Croix et bientôt le Monde). Les premiers ont en effet été « refroidis » par le coût et l'efficacité des campagnes télévisuelles tandis que les seconds, pour lesquels la publicité au petit écran reste interdite, tablent sur l'audience et la souplesse d'utilisation de l'affiche.

La vigueur de l'affichage est patente au sein de l'Hexagone : les premiers sociétés de secteur (Avenir et Dauphin) dépassent le milliard de chiffre d'affaires tandis que Gracidy, troisième afficheur français, a accru l'implantation de son réseau en 1988. Confronté à la concurrence des autres médias, l'affichage est de plus en plus friand d'enquêtes et d'études prouvant son efficacité.

Et que ce soit en Espagne, au Portugal ou en Italie, il importe son savoir-faire, notamment dans le domaine de l'information. Si la République fédérale allemande demeure encore un bunker dont les afficheurs français n'ont pas encore trouvé les failles (la Deutsche Städte Reklame, qui détient 60 % de l'affichage urbain, y régit en maître), l'Europe est bien devenue la cible privilégiée des afficheurs.

YVES-MARIE LABÉ

## Le palmarès

Grand prix : United Colors of Benetton (agence Eldorado).

Prix : Kilian's (boissons non alcoolisées, agence FCA) ; Koolhaas (habillage, agence CLM-BBDO) ; Virgin (distribution, agence BBDO) ; Canal Plus (médias, agence HDM-France) ; Volkswagen Golf (automobile, agence DDB-Needham) ; Club Méditerranée (tourisme, RSCG) ; Tickets RATP (services publics, agence Ecom) ; la Chine-idéogrammes (politique, agence La Concorde) est dans l'escalier, affiches offertes gratuitement par l'UPE) ; Fondation de France (causes humanitaires, agence Tadi Jaune). Outre ces dix prix, le jury a également décerné quatre mentions aux affiches : Lu, Luchini, bonbons Polo ; Teissière, Chantal Thomas ; Dini Hommes, Auchan ; Monoprix, Pseudouche, Nana, afficheur Dauphin, Volkswagen Polo, tourisme en Espagne, Hermès et à celle du film la Petite Voleuse.

## Sony offrirait 3 milliards de dollars pour le rachat de Columbia

Columbia, l'un des derniers studios hollywoodiens restés à flot, a changé de mains ? L'intense activité déployée sur son titre à Wall Street — qui a fait lundi 25 septembre un bon de 25 % — et les rumeurs dont bruit l'industrie des films ont fait croire à un cours pour la vente de la totalité du capital de la société par les dirigeants de Columbia, préfigurent vraisemblablement un changement rapide de propriétaire. Sony faisant office de candidat favori.

Refusant pour le moment de faire le moindre commentaire, le groupe électronique japonais — qui a déjà acquis l'an passé, pour 2 milliards de dollars (12,5 milliards de francs), la société de disques CBS — aurait fait une offre estimée autour de 3 milliards de dollars (environ 19 milliards de francs) pour racheter Columbia jusqu'à présent détenue à 49 % par Coca-Cola. La société de disques japonais constituerait en effet un aboutissement considérable pour le fabricant japonais en lui ouvrant les portes du « soft-ware », c'est-à-dire des programmes, lesquels dépendent en grande partie la vente du matériel et la création de nouveaux produits.

Car, malgré quelques revers dus à des résultats décevants au box-office et des mouvements de direction, Columbia fait, pour les investisseurs potentiels dans l'industrie du spectacle, office d'oïseau rare. Elle possède deux studios de production de films, détient une cinématheque de deux mille sept cents films et de vingt-trois mille épisodes de séries télévisées, ainsi que l'une des chaînes de cinéma dominantes aux Etats-Unis, avec huit cent vingt salles.

La vente de Columbia signifierait le départ de Coca-Cola de l'industrie du spectacle, qui, forte d'un capital ainsi disponible, se reconstruirait dans ses activités premières et investirait sur les marchés étrangers.

## Le contrôle de l'Est républicain

## Report de la décision concernant la GCL

Le feuilleton juridique concernant le quotidien régional l'Est républicain (Nancy) se poursuit. Le tribunal de Paris a décidé lundi 25 septembre de reporter sa décision à propos de la Grande Caisse d'indemnité lorraine (GCL) au 6 octobre prochain.

La GCL détient 22 % du capital du quotidien de Nancy. Le 6 août, M. Gérard Ligneux, PDG de l'Est républicain a proposé de racheter les actions de la GCL à son principal actionnaire, le République lorraine (Metz), pour 125,8 millions de francs.

Mais le groupe Cora-Reillon de M. Michel Bouriez, qui souhaite prendre le contrôle de l'Est républicain, a fait valoir qu'une convention avait été passée le 6 juin avec le République lorraine : celui-ci se serait engagé à céder les actions de la GCL à une filiale de Cora-Reillon, Etudes et Finances, pour 105 millions de francs (le Monde du 10 août). La domiciliation d'Etudes et Finances dans la région parisienne a nécessité que le tribunal de commerce de Paris s'occupe de ce litige.

La prise de contrôle par M. Ligneux ou par M. Bouriez de la GCL octroierait à l'un ou à l'autre le contrôle de l'Est républicain. Le tribunal de commerce de Paris doit fixer, le 6 octobre, la date des plaidoiries contradictoires. Une décision concernant la propriété des actions de la GCL pourrait ensuite être prise.

**REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992 !**

Dernière l'Europe ! Bougez ! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés. Stages « techniques » d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le même principe, à d'autres langues.

**RENSEIGNEZ-VOUS VITE !**

**N° VERT 05.19.66.00**

**APPEL GRATUIT** Centre de Formation aux Langues 12 rue Lincoln (Champs-Élysées) 75008 PARIS

Trente de décembre archéologique en France

Le rapport

E

سكنا في الامم



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### Trente ans de découvertes archéologiques en France

M. Jack Lang inaugure une grande exposition et lance l'Année de l'archéologie

**T**ROIS mille objets, souvent superbes, toujours étonnants, trouvés depuis 1959, prouvent aux visiteurs que, même dans un vieux pays, le temps des trouvailles n'est pas terminé. Au contraire, les archéologues et les fouilles étant de plus en plus nombreux, les objets mis au jour se multiplient. Mais l'exposition veut surtout expliquer que le but de l'archéologie moderne n'est plus la découverte de beaux objets. Certes, les archéologues sont transportés de joie quand ils trouvent une jolie statue, un superbe sarcophage, un bijou rupestre et même un outil de pierre taillé ou un humble ustensile de cuisine.

Mais, désormais, tout les intéresse, aussi bien les pollens indicateurs des climats du passé que les charbons de bois qui servent à dater, aussi bien la position des objets petits et gros qui trahissent l'organisation des tâches dans une famille ou un groupe, que des tessons, informés en apparence, qui situent l'habitat dans une époque précise. Les archéologues, en effet, cherchent à reconstituer dans tous ses aspects la vie quotidienne de nos ancêtres plus ou moins lointains et s'efforcent de réinsérer celle-ci dans le milieu naturel existant à chaque époque. Aussi l'exposition s'attache-t-elle, en suivant la chronologie des époques préhistoriques puis historiques, à montrer comment l'homme, à chacune des étapes de son développement, s'est

adapté à son milieu naturel, et comment il a aménagé son espace.

Au cours des dernières décennies, l'archéologie s'est radicalement transformée.

En France, il y a eu d'abord la loi de 1941 qui interdit à quiconque de fouiller — même chez lui — sans autorisation préalable. Puis la création, en 1945, des directions régionales des antiquités. Ensuite, l'ouverture, en 1964, du bureau des fouilles, devenu en 1981 la sous-direction de l'archéologie (dans le cadre de la direction du patrimoine au ministère de la culture). Enfin, la rémunération des directeurs des antiquités et des archéologues en tant que tels. A partir de 1964, en effet, des postes de directeur à plein temps ont été créés. Auparavant, ils étaient tous tenus par des « bénévoles », qui vivaient, le plus souvent, de leur traitement de professeur d'université ou de chercheur au CNRS. Et cette situation persiste encore pour quelques directions. De même, les archéologues, plus ou moins formés « sur le tas », étaient bénévoles puisque universitaires, étudiants, médecins, prêtres, notaires, professeurs de lycée, instituteurs, etc. En 1959, il n'y avait que deux cents archéologues spécialisés dans l'archéologie « hexagonale », et encore étaient-ils payés par des administrations ne relevant pas du ministère de la culture. En 1989, il y en avait deux mille, du professeur au modeste technicien, ce qui est nettement

mieux, mais encore notablement insuffisant.

Parmi les facteurs qui ont contribué au bouleversement de l'archéologie, il faut mettre la multiplication des grands travaux — dans les villes ou dans la campagne — dont presque tous ont été l'occasion de découvertes importantes. Ainsi s'est développée — médias aidant — la prise de conscience chez les citoyens, les élus, les administrations et les « aménageurs » que le patrimoine légué par les générations antérieures devait être pris en considération et sauvegardé — quand les vestiges le méritent, bien entendu. Très vite, les élus locaux ou régionaux se sont sentis obligés de participer à cette sauvegarde. Petit à petit, les aménageurs, qui réalisent les grands travaux d'urbanisme, de liaisons autoroutières ou ferroviaires, se sont convaincus qu'eux aussi devaient apporter leur soutien matériel et financier, d'abord à la prospection archéologique préalable, qui évite les arrets inopinés de chantier, ensuite aux travaux de fouilles, éventuellement à la sauvegarde des vestiges mobiliers et immobiliers (1). Ne serait-ce que pour embellir leur image de marque.

Actuellement, presque tout le monde est sensible à la notion de patrimoine et comprend que celui-ci peut avoir une importance non seulement locale ou régionale mais aussi nationale et même mondiale.



Mask of a Celtic or Gallic bronze (last of 18.5 cm) found in the region of the Alps (Alpes-Maritimes). It must have been a grand vase in bronze of style Celtic.

Cette prise de conscience a poussé le grand public à s'informer sur son passé. Elle a aussi aidé les archéologues à comprendre qu'ils ne sont pas propriétaires de leurs découvertes et qu'ils doivent communiquer leur savoir nouveau par des conférences, des films, des publications. A ceci près que les publications posent toujours de graves problèmes.

#### Indispensables publications

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que des fouilles non suivies de publications constituent une perte irréparable pour la science, et donc un gaspillage total du temps et de l'argent donnés aux fouilles. En 1959, aucun crédit n'était prévu pour les frais de publication. Depuis 1980, il y a de l'argent. Mais les publications progressent trop lentement. Certes, il y a l'urgence des fouilles de sauvetage, qui obligent bien des archéologues à entreprendre des fouilles nouvelles sans avoir le temps de publier leurs travaux antérieurs. Certes, il y a les nouveaux chantiers énormes qui font s'accumuler des masses d'informations difficiles à traiter et à présenter. Mais il y a

aussi le fait que beaucoup d'archéologues — comme d'ailleurs beaucoup d'autres scientifiques — n'ont pas appris à écrire ou à faire de synthèses. On peut aussi regretter que l'enseignement spécifique de l'archéologie soit si rare dans l'Université française. Si bien que l'archéologie française manque de cadres spécialisés, même si elle est riche de bonnes volontés. Les bénévoles, jeunes ou amateurs éclairés, qui travaillent régulièrement sur les chantiers de fouilles pendant leurs vacances jouent encore un rôle irremplaçable.

L'archéologie est devenue une science nouvelle obligatoirement pluridisciplinaire, à laquelle collaborent aussi bien la physique, la chimie, les statistiques, que la botanique, la zoologie, l'anthropologie physique, l'histoire de l'art et les sciences humaines. Les méthodes de datation absolue, fondées notamment sur les analyses isotopiques, ont bouleversé beaucoup d'idées reçues. Ainsi s'est-on aperçu que certaines constructions mégalithiques de Bretagne étaient antérieures de deux mille ans à des constructions analogues du Portugal, alors qu'on les croyait contemporaines. Ces datations scientifiques ont eu aussi le mérite de donner une « respectabilité » nouvelle aux civilisations dépourvues

d'écriture mais dont l'ancienneté est désormais prouvée.

Nouvelles aussi, et très fructueuses sont l'archéologie aérienne, à qui l'on doit la découverte de milliers de sites préhistoriques et historiques, et l'archéologie sous-marine. Cette dernière a fantastiquement enrichi nos connaissances, non seulement de l'architecture navale antique ou médiévale, mais encore des circuits commerciaux d'autrefois.

Tous ces changements d'état d'esprit et de méthode justifient l'exposition et l'Année de l'archéologie. L'idée a surgi en 1983, lors d'une réunion de « brain storming » à laquelle participaient le ministre Jack Lang, M. Christian Gaudin, professeur au Collège de France et vice-président du conseil supérieur de la recherche archéologique, M. Michel Colardelle, alors au cabinet du ministre de la culture, M. Jean-Pierre Mohen, actuellement conservateur en chef du Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, et M<sup>me</sup> Florence Collin-Goguel, à l'époque au cabinet de M. Lang.

L'idée a fait son chemin, nullement freinée par le changement de gouvernement entre 1986 et 1988. Mais l'exposition serait forcément une manifestation parisienne. D'où l'organisation d'une Année de l'archéologie : d'octobre 1989 à octobre 1990, cent trente manifestations officielles (auxquelles s'ajoutent plus de cent soixante manifestations officielles) vont célébrer l'archéologie dans de nombreuses villes françaises.

YVONNE REBEYROL

« Archéologie de la France, 30 ans de découvertes » Galerie nationale du Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, 75008 Paris. Du 27 septembre au 31 décembre. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 20 h ; jusqu'à 22 h le mercredi. Entrée : 32 F.

(1) Le cas des TGV est exemplaire. Lors de la construction du TGV Sud-Est avant 1980, il y a eu de la prospection archéologique, et les fouilles ont été rares et formelles. Pour la construction du TGV-Nord, la prospection et les fouilles ont été modestes, et la SNCF a donné 1 million de francs à l'archéologie. En revanche, pour les travaux en cours du TGV-Nord, la SNCF a pris l'initiative de s'entendre au préalable avec les archéologues. Elle a passé en août 1988 une convention avec le ministère de la culture : sur les 450 kilomètres de la ligne, 165 sites ont été repérés, dont 89 « potentiellement fouillables » ; tout doit être fini en mars 1990, et surtout la SNCF donne à l'archéologie environ 60 millions de francs.

### Le rapport officiel sur l'accident nucléaire de Kichtim (Oural)

Trente-deux ans après la catastrophe, l'Union soviétique passe aux aveux

**E**N matière d'industrie nucléaire, a fortiori d'installations travaillant pour l'armement atomique, la glasnost soviétique, l'accident survenu en 1957 à Kichtim (Oural), dans un dépôt de déchets hautement radioactifs, commence seulement à livrer ses secrets (militaires). Les révélations du biologiste dissident Jaure Medvedev (le Monde du 15 février) n'ont été confirmées officiellement qu'en juin 1989 — trente-deux ans après (le Monde daté 18-19 juin) ! Mais il aura fallu attendre un rapport présenté récemment devant une commission du nouveau Parlement soviétique pour que l'on en sache un peu plus sur cet accident nucléaire majeur, dont on connaît maintenant la date exacte : 29 septembre 1957.

Ce jour-là, selon le rapport signé par le vice-ministre de l'énergie nucléaire, Boris Nikitichov, et cinq physiciens, médecins et biologistes de l'Académie des sciences, une explosion s'est produite dans un centre de stockage de déchets radioactifs « à la suite d'une fuite dans le système de refroidissement ». L'explosion a dégagé quel-

que 2 millions de curies, qui ont été transportés jusqu'à 300 kilomètres du point de départ. Au total, plus de 15 000 kilomètres carrés ont reçu plus de 0,1 curie par kilomètre carré, ce qui correspond à une zone faiblement habitée — 270 000 habitants dispersés en zone rurale entre les villes de Tcheliabinsk, de Sverdlovsk et Tioumen.

Un grand nombre d'éléments radioactifs ont été retrouvés dans la nature après l'explosion, notamment du strontium, du ruthénium, du césium 137 et même des traces de plutonium. Mais c'est le strontium 90, dont la durée de demi-vie est de vingt-huit ans, qui a servi d'étalon aux chercheurs soviétiques chargés de suivre l'évolution de la radioactivité des sites contaminés. D'après leurs mesures, effectuées durant l'hiver 1957-1958, le seuil critique de 2 curies au kilomètre carré a été observé sur une bande de 105 km de long et 8 ou 9 kilomètres de large, soit environ 1 000 kilomètres carrés assez contaminés pour évacuer les 10 180 habitants du secteur. A l'extérieur de cette zone évacuée, on a distingué des secteurs à forte contamination : 600 personnes se trouvant dans une zone à 500 curies au kilomètre carré ont été évacuées par priorité

dans un délai de sept à dix jours. Leur contamination externe était de 17 rads. Au total, les 10 180 personnes de la zone dangereuse ont été évacuées dans un délai maximal de vingt-deux mois.

Compte tenu de la radioactivité observée sur le terrain, les autorités soviétiques ont d'abord pris la décision de neutraliser les sols. En 1958 et 1959, quelque 20 000 hectares ont été labourés afin d'enfouir les poussières radioactives. En 1960 et 1961, il a même fallu retourner 6 200 hectares en enfouissant la surface à plus de 50 cm de profondeur.

Lorsque les évacuations ont été terminées, on a institué une « zone de défense sanitaire » de 700 kilomètres carrés, où le taux de strontium 90 dépassait 2 curies au kilomètre carré. C'est-à-dire que, en 1958, on a soustrait à l'agriculture 59 000 hectares dans la région de Tcheliabinsk et 47 000 hectares dans la région de Sverdlovsk. Ces terres ont été remises en culture très progressivement à partir de 1961. Neuf sovkhozes « spécialisés » ont été créés à cette occasion pour relancer une production agricole sous haute surveillance. Les trois sovkhozes de la région de Sverdlovsk ont pu reprendre des

activités normales dès 1961. En revanche, il a fallu attendre 1978 pour que la production agricole des six sovkhozes de la région de Tcheliabinsk retrouve le niveau antérieur à l'accident. Aujourd'hui encore, 10 000 hectares du secteur restent impropres à l'agriculture et sont donc gelés.

Dans les sovkhozes de la zone contaminée, on a privilégié l'élevage pour la viande, beaucoup moins risqué que la production laitière. On a donc continué à élever des bœufs et des porcs, et aussi à produire du fourrage. Mais toute autre production a été exclue (1). Malgré les précautions prises, on n'a pu empêcher la radioactivité de se concentrer dans l'organisme des sovkhoziens de la zone spéciale.

ROGER CANS

Lire la suite page 18

(1) Lire les experts soviétiques ont établi une sorte de barrière pour l'agriculture en zone contaminée. Jusqu'à 5 curies, on peut cultiver des céréales, du foin et des plantes fourragères. Jusqu'à 10 curies au kilomètre carré, on peut pratiquer l'élevage laitier et cultiver des plantes d'ensilage. Jusqu'à 25 curies, on peut élever des moutons, cultiver la pomme de terre et récolter du fourrage en jachère tournante.

#### BIBLIOGRAPHIE

### « De Lascaux au Grand Louvre »

**P**ARALLÈLEMENT à leur exposition et hors du catalogue de celle-ci, les archéologues français ont décidé de présenter leur travail par écrit. Cela nous vaut un superbe et gros volume, *De Lascaux au Grand Louvre*, rédigé, sous la direction de M. Christian Gaudin et de M. Jean Guillemin (directeur de recherche au CNRS), par cent seize spécialistes. Cet ouvrage est donc une véritable somme, mais il n'est ni aride ni ennuyeux comme ce terme pourrait le faire craindre.

Il est organisé en courts chapitres regroupés en neuf grandes parties. Il est donc agréable et facile à lire, car quelques chapitres constituent une entité, non pas indépendante, bien sûr, mais autonome. En outre, ce dont il est question dans chaque chapitre est clairement daté. Certes, il faudrait mieux lire ce gros livre d'un trait, mais on peut le lire à petites doses.

Vous vous intéressez aux rites funéraires : vous vous reportez à la partie consacrée à la mort, mais vous avez encore

le choix entre les quatorze chapitres spécialisés sur ce sujet. De même pour les outils (partie « La matière dominée ») : vous trouvez ce que vous cherchez, des premiers outils préhistoriques à l'archéologie industrielle qui s'occupe des machines des ateliers ou des usines des dix-septième, dix-huitième ou même dix-neuvième siècle.

En outre, les illustrations sont très nombreuses (au moins une par page) et le style agréable : pas de jargon scientifique, pas de phrases alambiquées. Donc, même le profane qui s'intéresse à son passé aura de la facilité et du plaisir à retrouver les modes de vie de ses ancêtres, proches ou lointains.

Y. R.

► De Lascaux au Grand Louvre. — Ouvrage collectif sous la direction de Christian Gaudin et Jean Guillemin. Préface de François Mitterrand. Editions Errance (avec le concours du Centre national des lettres, 582 pages ; illustrations très nombreuses, 480 F.



# L'Histoire à l'écran

Les historiens découvrent l'ordinateur pour faciliter et approfondir leurs recherches

**M**ARIAGE d'amour ou de raison, qu'importe : la cérémonie était réussie. Cent trente initiés représentant pratiquement tous les pays d'Europe, ils étaient venus nombreux au quatrième colloque international « Histoire et informatique », qui se tenait récemment à l'université Bordeaux-MIII. Une occasion unique pour les historiens de confronter leurs expériences personnelles avec l'ordinateur, et de mettre en commun leur savoir pour jeter les grandes lignes de ce qui s'annonce déjà comme l'ère prochaine de la recherche historique.

« Comme beaucoup d'historiens, je suis venu à l'informatique presque par hasard », raconte Jean-Pierre Dedieu, chercheur à la Maison des pays ibériques (CNRS, université Bordeaux-MIII). Je travaillais sur les procès de l'inquisition espagnole, et je me suis rapidement retrouvé confronté à huit mille procès, huit mille fiches remplies de données... Sans le recours à un système informatisé, j'aurais abandonné. Un exemple parmi d'autres de l'intérêt que peuvent trouver les historiens, à l'instar des spécialistes des sciences dites « exactes », au traitement par ordinateur de leurs connaissances.

Question d'époque, peut-être, les chercheurs avaient toutefois opté, dans un premier temps, pour la « tradition ». Et leur rencontre avec l'informatique, en tant qu'outil de travail, ne s'est généralisée que ces dernières années. Plus précisément en 1986, lorsqu'un historien britannique, Peter Denley, décida de réunir quelques confrères autour de ce thème. Il attendait, tout au plus, une quarantaine de participants : ils furent plus de quatre cents, parmi lesquels un nombre appréciable de chercheurs étrangers. Née de ce premier succès, l'Association internationale Histoire et Informatique (International association for history and computing) compte aujourd'hui près de huit cents membres, dont une cinquantaine de chercheurs français. Un réseau d'unités en constante expansion, dont les ramifications s'étendent pratiquement à tous les pays d'Europe.

Les intérêts d'une telle association ? En gagnant en puissance, les ordinateurs permettent, en premier lieu, de réaliser de véritables banques de données historiques. Finies les fiches patiemment annotées par un chercheur, qui, de ces « bases de données », finissent après un mort dans la poubelle d'un déménagement. Des logiciels de démographie (qui permettent de saisir, aux archives départementales ou dans la mairie d'une commune, les informations contenues dans les actes de naissance, de mariage ou de décès) aux logiciels cartographiques, en passant par l'enregistrement des sources manuscrites

portant sur la campagne écoséculaire d'Edouard I<sup>er</sup> (université de Glasgow), ou encore une base de données interactives sur les flottes de guerre des dix-septième et dix-huitième siècles (logiciel Navibase, réalisé par le laboratoire d'histoire maritime du CNRS), les exemples se multiplient qui, tous, attestent de la réussite de ce mariage récent entre l'histoire et l'informatique.

En science comme en poésie, le mot est une chose, l'image en est une autre. Et les bases de données multimédias, qui permettent d'ici quelques années d'introduire, dans une banque de données, des éléments de la communication tels que l'image, le son, les graphiques et les notes manuscrites, ouvrent des perspectives plus vastes encore. « Comparés aux bases de données traditionnelles, ces objets de nature complexe offriront à l'historien une richesse fantastique. Il lui permettra, par exemple, de choisir plusieurs images, de les assembler en une mosaïque et d'enregistrer ce travail en une banque de données personnalisées selon son thème de recherche », explique Michèle Campagne, qui développe au Groupement informatique de l'adriatique (GIA, Isny-les-Moulineaux) une série de ces « images documentaires ».

Mais, si l'informatique procure aux spécialistes une base de réflexion infiniment plus puissante que le simple support papier, il n'en existe pas moins des contraintes, et pour la compréhension historique, qui exigent des logiciels une souplesse souvent peu compatible avec les systèmes standards vendus dans le commerce. Les chercheurs doivent en effet gérer des données qui ne se répètent jamais, par essence incomplètes et imprévisibles, et pour la compréhension desquelles la dimension temporelle prend une place primordiale. « Si l'on se réfère à des catégories préconçues sans prendre garde à ces caractéristiques, il est facile de faire dire à l'ordinateur ce qu'on veut », souligne Jean-Pierre Dedieu. « Rien ne vous empêche, par exemple, de faire une étude des villes et des campagnes, puis de répartir les individus d'un côté ou de l'autre. Une fois que vous avez fait cela, vous perdez de vue l'essentiel, à savoir les relations entre les deux... »

Obstacle supplémentaire : les problèmes posés par les différentes écritures, qui se révèlent un véritable casse-tête lorsqu'il s'agit de caractères chinois, grecs ou arabes. Pour répondre aux problèmes spécifiques des égyptologues, l'association internationale Informatique et égyptologie, créée pour unifier l'enregistrement et le traitement des données égyptiennes, travaille ainsi depuis cinq ans sur le cas, ô combien épineux, des caractères



Gravure de Piranée (1720-1728)

hiéroglyphiques. Une entreprise titanessque, digne de Champollion. « L'égyptologie utilise en effet couramment plusieurs types d'écriture », rappelle Nicolas Grimal, directeur du Centre de recherches égyptologiques de l'université Paris-IV. Les hiéroglyphes naturels, mais aussi le hiéroglyphe et le démotique (deux formes cursives successives des hiéroglyphes), le copte, le grec et l'arabe. Sans compter des caractères spécifiques pour la transcription phonétique et certains langages non égyptiens... Ajoutez à cela les deux orientations possibles (vers la gauche ou la droite) des hiéroglyphes et les cinq tailles différentes que nous livrent les monuments égyptiens, et vous commencez à vous faire une idée de la complexité du problème.

## Des milliers de biographies populaires

Autant de contraintes, donc, qui rendent les données historiques difficiles à structurer, et leur utilisation dans des systèmes de gestion de données souvent malaisée. A fortiori lorsqu'il s'agit d'étudier une époque antérieure à celle des statistiques — entreprise relevant de la gageure pour un historien non rompu aux techniques de l'informatique. D'où l'idée soumise par certains de coupler les logiciels de

gestion traditionnels à des systèmes experts, chargés de donner souplesse et intelligence aux données. La réalisation de ce couplage fait actuellement l'objet de plusieurs travaux, notamment au sein du groupe de recherche.

Certains vont même plus loin, et prônent carrément le développement de programmes conçus pour la recherche historique. Chercheur au Max Planck Institute de Bonn (RFA), Manfred Thaller est de ceux-là. A l'issue de dix ans de travaux, il a développé un langage spécifiquement dédié à l'histoire : le logiciel Kleio. Mis gratuitement à la disposition de la Communauté scientifique (1) et conçu pour fonctionner sur des micro-ordinateurs de type IBM-AT et sur des compatibles, ce dernier, malgré sa complexité d'utilisation, est aujourd'hui mis à l'ouvrage par plusieurs dizaines d'équipes de recherche ouest-allemandes, ainsi qu'aux Etats-Unis.

Créé il y a quatre ans à Montpellier, l'Institut de recherche historique par l'informatique et la statistique (IRHIS) est actuellement, en France, la seule équipe à utiliser les ressources de Kleio. L'objectif : constituer une base de données historiques sur la société languedocienne du dix-neuvième siècle. Le système permettant une saisie directe des documents d'archives

sans codage ni préparation préalable, les chercheurs de l'IRHIS ont installé directement leur matériel informatique... dans les locaux des archives départementales de l'Hérault. Plus de quinze mille actes de registres paroissiaux et d'état civil ont déjà été saisis, ainsi que la liste des membres des sociétés populaires, les passeports délivrés par les administrations cantonales... ou encore toutes les fiches des déportés et insoumis au département de 1800 à 1900 (plus de dix mille dossiers).

Avec Kleio, toutes les données sources peuvent être récupérées, précise Joseph Smets, fondateur de l'IRHIS. Elles constitueront une sorte de mégasource, comprenant les généalogies complètes de toutes les familles connues. « Soit au total plusieurs milliers de biographies populaires, à partir desquelles les historiens pourront étudier à loisir les relations familiales et sociales prévalant à l'époque — mais aussi les hiérarchies économiques, l'évolution du foncier, le paysage agricole ou la cartographie de la couverture végétale du Languedoc aux différentes périodes encadrant la Révolution française.

« Si l'informatique ne fait pas gagner de temps, elle permet des recherches que nous n'aurions jamais pu aborder sans elle », souligne Jean-Pierre Dedieu. Une fois

n'est pas costume, elle incite aussi les historiens, encore trop souvent enfermés dans leur tour d'ivoire, à travailler en commun. Ce n'est pas là l'un de ses moindres avantages.

CATHERINE VINCENT

## TAPEZ QUINZE CENT QUINZE

En dépit des balbutiements actuels de la « micro » familiale et de l'informatique scolaire, personne ne doute que la diffusion de la culture, demain, se fera pour une bonne part sur un écran d'ordinateur. Et si l'enseignement de l'histoire se pense encore très largement du soutien de l'informatique, des logiciels destinés aux classes secondaires et supérieures n'en commencent pas moins à apparaître.

« L'informatique est un outil qui oblige à repenser sa pédagogie, à recentrer sa pratique vers l'élève », précise Gérard Colotta, professeur au collège A. Mézières de Jarry (Meurthe-et-Moselle). Celui-ci devient acteur, et l'ordinateur lui offre de nombreuses occasions d'agir pour apprendre son rythme et repérer ses lacunes. « Véritable le programme mis au point par une équipe de l'Institut national pour la recherche pédagogique (INRP), organisme dépendant du ministère de l'éducation nationale) en collaboration avec le laboratoire de sociologie politique de Saint-Cloud : actuellement testé dans plusieurs lycées, ce dernier permet aux élèves d'effectuer, sur ordinateur, une étude comparée des textes des Déclarations des droits — françaises de 1789, 1793, 1795 et 1848, Déclaration universelle de 1948.

Ca. V.

## Le rapport officiel sur l'accident nucléaire de Kichim

Suite de la page 17

Ainsi, les labours pratiqués de l'automne 1957 à l'été 1958 ont permis de diviser par l'intensité des rayonnements gamma, mais cette réduction de dix sur le terrain n'est plus que de deux lorsqu'on analyse la contamination interne des habitants. D'ailleurs, note le rapport sans plus de précision, « la décontamination du terrain a été rendue peu efficace en raison des particularités géographiques ».

Cette contamination interne de l'organisme a été favorisée par le retour à la consommation humaine des produits agricoles. En effet, si l'on s'est limité au fourrage dans les premiers mois qui ont suivi l'accident, les habitants ont recommencé à consommer leur production — et notamment le lait — dès le printemps suivant, « ce qui a entraîné un regain de la contamination des radionucléides dans l'organisme » des populations non évacuées (soumises à une contamination maximale de 1 curie de strontium 90 au kilomètre carré). Le résultat, c'est que ces populations commencent actuellement à un taux de contamination au strontium 90 qui a augmenté de 3 % à 12 % selon les cas. En trente ans, la contamination moyenne des habitants non évacués a atteint 12 rads, dont 8 dans les os et 2,5 dans la moelle.

Une étude portant sur le suivi médical de 5 000 personnes ayant vécu dans la zone contaminée à 2 curies au kilomètre carré, a donné les résultats suivants : aucune manifestation de mal des rayons ni d'aplasie médullaire (diminution de la moelle) ; aucune leucémie ou lymphome. On n'a pas non plus observé d'augmentation de la fréquence des troubles

vasculaires, cardiaques ou végétatifs. En revanche, 21 % des personnes examinées ont perdu des globules blancs. On a noté quelques cas de baisse de la qualité des thrombocytes, et parfois aussi des troubles neurologiques fonctionnels.

Quant à la mortalité infantile, qui a fait l'objet d'un suivi particulier, les médecins soviétiques n'ont noté aucune incidence de la radioactivité due à l'accident. Les chiffres, qui vont de 28 morts pour 1 000 nouveau-nés en zone contaminée à 38 en zone périphérique, ne permettent pas de conclure, au contraire. Quant aux enfants de la seconde génération, l'enquête menée entre 1980 et 1987 a montré un cas de malformation sur 1 000 morts, ce qui exclut une liaison entre contamination et tare congénitale.

L'analyse des tumeurs malignes, comparée avec les statistiques résumées depuis cinquante ans, ne permet pas non plus d'établir de lien entre les cancers et la contamination d'une région. Sur 100 000 personnes, 145 sont mortes de tumeur maligne entre 1970 et 1980, et 160 entre 1980 et 1987, ce qui correspond, selon les experts soviétiques, à l'augmentation générale observée partout, « en raison de l'aggravation des conditions écologiques de l'ensemble du monde ».

Le rapport des experts ne souffre pas d'omissions : au moment de l'accident ou immédiatement après, comme il y en a à Tchernobyl. Il souligne seulement que, comparés aux 2 millions de curies dégagés par les déchets de Kichim, le réacteur de Tchernobyl en a lâché 50 millions en 1986.

ROGER CANS

## POINT DE VUE

# Aspirine, où est ta victoire ?

par le professeur Alain Castaigne

**L**A récente publication dans le New England Journal of Medicine d'une étude démontrant que l'administration prolongée d'aspirine réduit le risque d'infarctus du myocarde soulève plusieurs questions. L'aspirine est confirmée dans son rôle d'anticoagulant. Nous disposons d'un moyen de plus pour prévenir l'infarctus du myocarde. Mais, au fond, à quel point cela sert-il ?

Cette publication apparaît comme le point d'orgue d'une longue série. L'infarctus du myocarde est causé par une occlusion thrombotique d'une artère coronaire qui se développe au niveau d'une plaque d'athérosclérose. L'intermédiaire entre la plaque d'athérosclérose et la thrombose est une fissuration de la plaque. Sur la plaque fissurée, les plaquettes sanguines se précipitent, s'agglèment les unes aux autres et forment le stade initial du caillot. L'aspirine rend les plaquettes incapables de s'agglérer et, de ce fait, des artères athérosclérotisées.

Il a été montré dans les années 70 que l'aspirine permet de diminuer la fréquence des récurrences d'infarctus du myocarde, puis qu'elle diminue la fréquence des récurrences d'accident vasculaire cérébral, évitant le passage du syndrome « de menace » d'infarctus du myocarde à l'infarctus constitué, et même empêchant les pontages aorto-coronaires de se boucher. Bref, dans toutes les situations où il existe un risque important de thrombose artérielle, l'aspirine permet de réduire ce risque.

Les informations apportées par l'étude effectuée sur les médecins américains sont, en théorie, d'une autre nature. Ces médecins n'étaient

pas malades. Aucun d'eux n'avait jamais ressenti de symptômes d'une maladie artérielle. Deux groupes ont été constitués par tirage au sort, et plus de dix mille médecins ont consommé de l'aspirine pendant cinq ans, alors que dix mille autres consommateurs ne consommaient rien. C'est-à-dire un placebo, c'est-à-dire un produit ayant l'apparence de l'aspirine mais n'en contenant pas.

En cinq ans, on a relevé deux fois moins d'infarctus du myocarde chez les médecins consommant de l'aspirine que chez ceux consommant un placebo. On déduit habituellement de cette étude que l'aspirine réduit la fréquence de l'infarctus même chez des sujets qui n'ont pas un très haut risque de thrombose coronaire. Je ne suis pourtant pas certain que cette explication soit la bonne.

On sait que la maladie coronaire est souvent silencieuse. Il y avait probablement parmi ces médecins américains qui se croyaient indemnes d'affection cardio-vasculaire des sujets ayant une athérosclérose évoluée, et ce sont probablement ces sujets, et ce risque sans le savoir, qui ont tiré bénéfice de l'aspirine.

## Impératifs vitaux

Il convient d'insister sur l'énorme enjeu que constitue la prévention de l'infarctus du myocarde. Les maladies coronaires sont la première cause de mort parmi l'ensemble des maladies cardiaques et vasculaires, qui sont, elles, responsables de la mort de près de 40 % des Français. La prévention des maladies artérielles vise à dimi-

nuer cette mortalité mais aussi à réduire le recours à des hospitalisations, des explorations ou des interventions lourdes et coûteuses telles que la coronarographie, la dilatation ou le pontage aorto-coronarien. Que sait-on de cette prévention ? D'abord, l'arrêt du tabac est efficace, et donc souhaitable. Les anciens fumeurs ont une mortalité liée à la maladie coronaire proche de celle des non-fumeurs, et trois fois plus faible que celle des fumeurs « lourds ». Ensuite, que l'abaissement du cholestérol par des moyens diététiques et pour une très petite frange par des moyens médicamenteux peut diminuer la fréquence de l'infarctus du myocarde. L'effet sur la survie est moins net. On sait également que le traitement, obstrué, préviendrait l'efficacité des hypertension artérielles même modestes diminue la mortalité liée à la maladie coronaire. On sait enfin que pour celui qui a été frappé par la maladie artérielle, quelle que soit la nature de la première manifestation de la maladie, ces différents conseils deviennent des impératifs vitaux.

Déjà, nous savons, en plus, qu'il est utile, dans toutes les situations de risque vasculaire élevé, de conseiller la consommation chronique d'une faible dose d'aspirine (250 mg un jour sur deux pour les médecins américains). Mais, en fin de compte, à quel point cela sert-il ? A éviter des hospitalisations ou des interventions coûteuses ? Il ne le semble pas, pour l'instant. Le nombre de coronarographies, de dilatations, de pontages continue à augmenter sans qu'on ait connaissance, au moins en Europe, d'indications abusives. A éviter des morts ? Cela paraît possible : dans certains pays du monde, et en parti-

culier aux Etats-Unis, la mortalité liée aux maladies cardio-vasculaires est à la baisse. Est-ce bien dû aux efforts de prévention ? Les plus optimistes disent qu'un gros tiers du bénéfice peut être attribué à la prévention et que le progrès des soins aux malades coronariens explique le reste de l'amélioration.

Même si nous arrivions à maîtriser totalement le processus de l'athérosclérose, si demain nous disposions du médicament qui empêche le cholestérol de se déposer, la paroi artérielle de s'épaissir et de se rigidifier, les caillots de se dissoudre, où serait notre victoire ? Certes, des âmes saines ne mourraient plus victimes d'une athérosclérose précoce. Mais l'effet le plus net, que l'on commence à percevoir, serait de permettre à une plus grande partie de la population d'atteindre l'indéfectible limite du trépas de l'intelligence. Un monde de vieux vieillards allant doucement vers la démente est-il un objectif exaltant ?

Le vrai défi de la prévention de l'infarctus, c'est la prédiction. Nous ne sommes, avec notre épistémologie balbutiante, que de pauvres Cassandre. Nous ne savons pas dire pourquoi lui et pas l'autre, pourquoi aujourd'hui et pas l'année dernière ou dans cinq ans. C'est la génétique, dans un an ou dans vingt ans, qui nous aidera à détecter ceux qui sont menacés par l'athérosclérose précoce. Alors, pour ceux-là, dont la mort est inévitable, injuste au regard de la norme, nous pourrions enfin exacerber notre métier de médecin et tenter de guérir autrement qu'en distribuant aveuglément des sachets d'aspirine à tous les vents.

Hôpital Henri-Mondor (Créteil).

Cancer di

صحة من العمل



SCIENCES • MEDECINE

# Cancer du col de l'utérus : le frottis en question

En dépit de quelques défaillances, le frottis vaginal reste indispensable au dépistage du cancer du col de l'utérus

**D**OIT-ON remettre en question la pratique des frottis vaginaux ? Alors que la presse scientifique américaine met en cause la fiabilité du seul véritable test de dépistage du cancer du col utérin, des spécialistes français s'insurgent également contre ses incohérences. Cet examen, longtemps considéré comme infallible, est-il réellement au-dessus de tout soupçon ?

« Une victoire et une tragédie » C'est ainsi que le *Journal of the American Medical Association* (1). La pratique régulière de frottis pour le dépistage des lésions cancéreuses du col est bien une victoire et, en France, la diminution indéniable des cancers invasifs en témoigne.

Mais le dépistage est aussi un échec relatif. « C'est la pagaille », s'exclame le professeur Jacques Lanasac, de Tours, qui souligne l'anarchie d'un système qui, organisé rationnellement, pourrait, comme au Canada et dans les pays nordiques, déboucher sur une réduction importante de la mortalité par tumeurs malignes du col utérin.

Le but des frottis est de déceler, par des examens réguliers des cellules superficielles du col de l'utérus, les signes précoces de cancer. On connaît aujourd'hui les facteurs de risque essentiels de ces tumeurs : une hygiène corporelle insuffisante, des grossesses et des partenaires sexuels multiples et, d'une manière générale, un faible niveau économique favorisent leur apparition. Certains virus humains, les papillomavirus, transmis par voie sexuelle, sont

également incriminés dans le développement de ces tumeurs qui arrivent au cinquième rang des causes de mortalité féminine par cancer.

En France, malgré une nette diminution de la fréquence des cancers invasifs du col de l'utérus pendant les quinze dernières années, on n'a pas observé la baisse espérée de l'ensemble des cancers du col utérin dans la population féminine.

## Le poids de l'incohérence

Depuis quelques années déjà, les gynécologues dénoncent l'absence de politique cohérente de dépistage. Malgré un nombre considérable de frottis pratiqués chaque année en France, 20 % seulement des femmes - estimation - bénéficient d'examens réguliers. Pis : ce sont souvent les mêmes femmes qui ont recours à cet examen, parfois avec une fréquence totalement déraisonnable. Il n'est pas rare en effet, chez certaines patientes hypermédicalisées, de voir cinq à six frottis prescrits chaque année. Au contraire, les femmes dont les antécédents justifient des examens répétés échappent à toute surveillance. A raison de 100 francs par frottis, le poids financier d'une telle incohérence est particulièrement lourd.

Mais aujourd'hui les spécialistes vont plus loin et, pour la première fois, mettent en cause la qualité et la fiabilité des frottis. Pourquoi cette levée de boucliers contre un examen longtemps considéré comme infallible ? La faute en revient d'abord, semble-t-il, aux anatomopathologistes chargés de la lecture et de l'interprétation des

prélèvements. Trop confiants dans la valeur des frottis, ils ont voulu oublier que la méthode, si elle est incontestablement la seule technique valable de dépistage du cancer du col, n'est pas fiable à 100 %. La qualité d'un frottis dépend en effet de nombreux paramètres : la technique du prélèvement des cellules cervicales, leur fixation et leur coloration obéissent à des règles précises. La réalisation et la lecture d'un frottis nécessitent du temps, qu'un médecin n'est pas toujours prêt à accorder à une technique qu'il considère banale.

Longtemps l'apanage du gynécologue, l'examen passe progressivement aux mains des généralistes. Encore que peu d'entre eux soient réellement entraînés à cette pratique.

Et la colposcopie ? Depuis quelques années, il est de bon ton parmi certaines femmes très bien informées d'affirmer que cette technique particulière d'examen du col sous microscope est la seule méthode réellement sûre de dépistage du cancer du col. « Le dépistage du cancer du col par colposcopie est une hérésie », s'insurge cet anatomopathologiste parisien qui, pourtant, pratique lui-même une dizaine de colposcopies par jour. Les lésions cancéreuses débutantes sont en effet souvent enfouies dans le col utérin et donc invisibles à la colposcopie. Schématiquement, cet examen ne donne que des indications locales et topographiques sur des lésions que seul le frottis permet de déceler. Si la colposcopie est le complément - indispensable - d'un frottis anormal, elle ne peut ni prétendre se substituer à cet examen ni même avoir systématiquement sa place dans une

consultation gynécologique de routine.

La colposcopie est un examen délicat, et l'idée - théoriquement séduisante - de l'adjoindre au frottis vaginal pour une sécurité maximale est une utopie. Ainsi, entre autres caractéristiques, la colposcopie doit être pratiquée à un moment extrêmement précis du cycle menstruel de la femme - entre le dixième et le douzième jour. Lorsque la patiente prend la pilule, il est nécessaire, pour des raisons techniques, de la modifier dans le mois qui précède l'examen. Autant de raisons qui expliquent qu'un tel examen reste limité à des cas précis et douteux. D'ailleurs, plusieurs spécialistes sont formels pour dénoncer les arrière-pensées commerciales de certains dans cette promotion inattendue de la colposcopie au rang d'examen de dépistage. « Il n'y a même pas assez de colposcopistes entraînés pour examiner la totalité des femmes dont le frottis est anormal », constate ce spécialiste de la colposcopie en ajoutant qu'un frottis bien fait suffit amplement à déceler la très grande majorité des lésions cancéreuses, y compris les atteintes virales précancéreuses.

## La formation des médecins

En fait, la colposcopie et plus encore le frottis vaginal pâtissent d'une même carence. Celle d'un enseignement universitaire d'anatomopathologie (étude des anomalies des tissus humains) dont la cytologie reste, en dépit d'un essor considérable en pratique médicale, le parent pauvre. Cette discipline, sur laquelle

reposent la majorité des techniques modernes de dépistage des cancers, n'occupe pas, au sein des facultés, une place correspondante à son développement actuel. Ainsi, avant la récente réforme des certificats de spécialités médicales, l'enseignement de la cytologie ne dépassait pas dix heures en trois années d'études. Une situation parfaitement incohérente, qui oblige les plus consciencieux des médecins à suivre, au terme de dix années d'études médicales, un enseignement postuniversitaire où ils apprennent, notamment, la lecture et l'interprétation des frottis vaginaux. La formation des médecins dans un domaine aussi sensible que le dépistage des cancers paraît aujourd'hui plus que jamais une nécessité.

Cette multiplication des frottis et leur interprétation parfois erronée ont d'autres conséquences : le traitement, volontiers trop agressif, de lésions considérées comme précancéreuses ou, au contraire, la négligence de cancers ignorés des médecins. Ainsi, il n'est pas rare de voir des jeunes filles de dix-huit ans au col martyrisé par des traitements mutilants sur la foi d'un frottis douteux. Ou, plus grave encore, des cancers invasifs trop évolués parce que le frottis n'a pas été fait ni lu correctement.

En fait, le frottis ne doit pas résumer à lui seul la consultation gynécologique. Il s'inscrit dans un contexte médical où l'examen clinique doit garder sa place, une place constamment réduite au profit d'examens complémentaires souvent mal utilisés.

Comment alors combattre une telle anarchie ? Comme toujours en matière de prévention, la mise

en place d'un dépistage systématique est une question financière. A l'heure où les fonds attribués au Fonds national de prévention viennent d'être réduits de moitié (le *Monde* du 20 septembre), il est utopique d'espérer que les pouvoirs publics investissent dans l'organisation d'un dépistage rationnel du cancer du col utérin à l'image du modèle suédois.

En attendant cette décision dont on peut penser qu'elle n'augmenterait pas substantiellement les charges de la Sécurité sociale - les compagnies d'assurances américaines semblent l'avoir bien compris - les femmes doivent donc apprendre elles-mêmes la discipline. Pour parer aux défaillances du système actuel, les spécialistes conseillent une consultation gynécologique et un frottis vaginal dès l'âge des premiers rapports sexuels. Une fréquence d'un frottis tous les deux ans semble raisonnable. Tout frottis anormal doit obligatoirement donner lieu à une colposcopie.

Une conférence de consensus sur ce thème, qui se déroulera à Lille en octobre 1990, permettra de préciser et d'harmoniser les modalités idéales de ce dépistage. Cependant, on peut craindre qu'en l'absence de politique systématique de dépistage les femmes à haut risque, et notamment celles dont le niveau social est le plus bas, en général peu médicalisées et mal informées, continuent à ne pas bénéficier d'un examen qui leur est pourtant indispensable.

BÉATRICE BANTMAN

(1) « La test de dépistage du cancer du col. Une victoire et une tragédie ». Leopold G. Koss. *JAMA*, 30 mai 1989.

INFOMART  
EPSON SHOWROOM N° 62

INFOMART.  
SI VOUS MANQUEZ  
EPSON,  
EPSON  
VOUS MANQUERA.

A INFOMART, EPSON VOUS  
PRÉSENTE LA GAMME COMPLÈTE  
DE SA MICRO-INFORMATIQUE: PC,  
PC PORTABLES, IMPRIMANTES,  
SCANNER, SOLUTIONS PAO, APPLI-  
CATIONS INFORMATIQUES. UN  
CONSEIL, NE PASSEZ PAS À CÔTÉ.

EPSON INFORMATION : 3614 CODE EPSON

EPSON  
MICRO-INFORMATIQUE



## CULTURE

## Le grand livre de Montparnasse

Il y avait là des artistes, des gens qui venaient de partout et savaient vivre libres, et il y avait une femme, Kiki de Montparnasse.

Maintenant que les « marchands » et les spéculateurs immobiliers ont pris possession du quartier de la bohème — et avant que le monde s'installe près du Musée Bourdelle, à quelques maisons du lieu où vécut Chagall, entre 1910 et 1912, — Montparnasse reste une légende. Autour du carrefour Vavin, cette « montagne » dédiée aux masses abritées, un temps, la première colonie d'artistes vraiment internationale, et il fallait un Américain né à Montmoiré de parents norvégiens, Billy Klier, et sa femme, née à Nashville, Tennessee, Julie Martin, pour nous restituer avec une formidable science et une connaissance extraordinaire de ce quartier, l'histoire de Montparnasse.

Billy Klier, électrotechnicien qui, dans les années 60 à New-York, s'était acquis la réputation d'ingénieur des artistes — en apportant sa compétence technique à Tinguely, Jasper Johns, Rauschenberg, en concevant pour Andy Warhol des « masques d'argent »... « On mythifie souvent la vie d'artiste, et Montparnasse n'a pas échappé à la tradition, prévenant les auteurs. En déposant Montparnasse du mythe pour le faire pénétrer dans la réalité, nous avons découvert que la vérité était infiniment plus riche, plus captivante que la fiction. »

Au coin de la rue Delambre, des barques en planches abritées des échappées rutilantes qui cédèrent la place, en 1898, au café du Dôme, où affluèrent ceux qu'on appellera les « dômiers » : « La salle qui donnait sur le boulevard du Montparnasse était généralement occupée par les Allemands, les Tchèques et les Bulgares ; seule la terrasse était à tout le monde. » De l'autre côté du boulevard, un grand épicerie, vendé par Apollinaire, vend à peu près de tout : « L'Américain y trouvait les pamplemousses, qu'il appelle grape-fruits, et



Ci-contre : Kiki de Montparnasse photographiée par Man Ray. De son vrai nom, Alice Ernestine Pina, elle symbolisa la liberté d'une époque. Ci-dessus : Picasso et Piquette photographiés par Jean Cocteau, le 12 août 1916.

qui sont au citron ce que le melon d'eau est au cantaloup ; le Russe y retrouvait ses pommes de paradis, semblables à des bigarreaux ; le Hongrois, sa charcuterie poivrée de rouge », notait le poète.

Plus tard, à partir de 1911, l'immense terrasse de la Rotonde, surnommée « Raspail Plage » par les Espagnols et les Sud-Américains, sera un autre havre où Liblin, le patron, veut que les artistes se sentent chez eux. Il s'abonne à des journaux de tous les coins du monde, laisse les

artistes passer des heures au chaud en hiver pour un café crème à 20 centimes. « C'est sacré Rotonde ! écrit Kiki, on allait là comme si on rentrait chez soi, on se sentait en famille. » Les modèles passent de table en table, fumaient et bavardaient. Aux « vagabondes » et aux professionnelles de l'amour, Liblin conseilla : « Fais-toi modèle : c'est un métier et la police doit le respecter à une fille possédant un métier. »

C'est qui est spécifique de Montparnasse, qui n'a rien à voir avec les quartiers parisiens attirant tradition-

nellement les touristes, c'est une formidable aspiration à la liberté, un vrai internationalisme, qui ne fait pas de prosélytisme. Une aspiration à vivre autrement, librement, hors des règles, qui fera de ce coin de la rive gauche et des terrasses de ses cafés, entre 1900 et 1930, le centre de la vie artistique du monde entier, autour des peintres, écrivains, musiciens, originaux, bons vivants, riches ou surtout moins riches venus de partout : Gauguin, Strindberg, Modigliani, Miro, Cocteau, Joyce, Brecht, Pound, Duchamp,

Matisse, Max Jacob, Hemingway, Pasca, Picasso, Chagall, Soutine, Fajita, Stravinsky, Gertrude Stein, Kissing, Man Ray, Henri-Pierre Roché, Henry Miller, Malakowski, Djuna Barnes, tant d'autres. Liberté d'une époque, liberté des mœurs qui symbolisent les peintres, et aussi leurs modèles, qui font rêver les bourgeois en visite et qui symbolisent Alice Ernestine Pina, née en 1901 en Bourgogne, cette Kiki de Montparnasse dont le livre nous montre l'époque de gloire, auprès de Fajita, de Man Ray, Kiki qui chanta au Bal Bullier,

qui devint peintre elle-même (1), Kiki si célèbre qu'elle publia ses Mémoires à l'âge de vingt-huit ans.

« C'était merveilleux de voir Kiki, écrit Hemingway dans la préface. Avant repartir, au départ, un joli minois, elle en avait fait un chef-d'œuvre. (...) Elle a certainement dominé cette époque de Montparnasse mieux que la reine Victoria n'a jamais dominé la sieste. » Kiki, misérable, qu'on pourra voir encore, faisant la manche à la Coupole, dans les années 50. Mais le livre qui la célèbre s'arrête au moment où cesse, avec le krach de Wall Street, la grande époque de Montparnasse. Cet album, Kiki et Montparnasse, est une véritable virée dans le temps ; quelques deux cents visages se pressent sur les pages de garde, que l'on retrouve dans les chapitres superbement illustrés de documents en grande partie inédits de ce beau livre, qui est à la fois un guide, un livre d'histoire, le rappel que Paris fut vraiment le centre du monde, et cela grâce à tous ces crânes fauchés, ces métèques, ces artistes crève-faim de Montparnasse.

Dix années de travail, de recherches, ont été nécessaires aux auteurs amoureux de Montparnasse et d'un mode de vie que leur ouvrage restitue avec une passion communicative. Voilà le livre de référence sur Montparnasse et son époque.

NICOLE ZAND

► Kiki et Montparnasse, 1900-1930, par Billy Klier et Julie Martin. Traduit de l'américain par Edith Ochs, Flammarion, 264 pages (avec un index détaillé), 700 illustrations, 320 F.

(1) Une exposition consacrée à Kiki de Montparnasse a lieu jusqu'au 20 octobre à la galerie Marion Meyer.

Dans Télérama cette semaine

## La télé publique contre-attaque.

Et si le temps était venu pour A2 et FR3 de mener cette révolution qu'on attend depuis (trop) longtemps ? Philippe Guillaume, le super PDG de la télé publique, et Eve Ruggieri, la nouvelle directrice des programmes d'A2 dévoilent cette semaine leurs projets dans Télérama. Dans le même numéro, Jacques Lévi explique comment depuis 2000 ans la Chine vit sous le même régime impérial, Gregory Peck raconte son dernier film, Alain Resnais commente les images de sa vie et Jean Delumeau évoque les Croisés de l'intolérance.



Télérama : l'intelligence des plaisirs. Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

## ARCHITECTURE

## La Bibliothèque d'Alexandrie ressuscitée

Le 25 septembre ont été annoncés les résultats du concours national d'architecture pour la construction de la « Bibliotheca Alexandrina »

## LE CAIRE

de notre correspondant

La Bibliothèque d'Alexandrie, renaitra, treize siècles après sa destruction, grâce à un ambitieux projet alliant l'Égypte, l'UNESCO et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (1).

Ce sont les Vikings qui succéderont aux Hellènes. À la Bibliothèque, réalisée il y a vingt-trois siècles par Démétrios de Phalère, succédera celle du Norvégien Kito Thorsen et de son équipe qui, outre les Scandinaves, comprend un Américain, une Argentine, un Autrichien, une Allemande de l'Ouest, et, comme il se doit, un

Égyptien. Les descendants d'Imhotep, le premier architecte de l'Histoire, ne pouvaient pas, décemment, se trouver exclus d'un tel événement.

En premier abord, la future bibliothèque évoque une tranche de pastèque couchée sur le sol et dont les pépins sont autant de fenêtres. À y regarder de plus près, cela ressemble plutôt à un gigantesque cylindre à moitié enfoui dans le sol côté mer : la construction émerge en pente douce côté Alexandrie.

« Une forme symbolisant la ressemblance d'un objet qui a été enfoui au même endroit », a déclaré le président américain du PNUD, soulignant que « cet aspect trait d'union entre le passé et l'avenir » avait valu le prix de 60 000 dollars aux architectes norvégiens.

Le second prix, 35 000 dollars, a été décerné à l'architecte italien Mandrè Nicoletti, et le troisième, 25 000 dollars, à un groupe d'architectes brésiliens. Douze autres mentions honorables, dotées de 80 000 dollars de prix, ont été attribuées. Mille quatre cents architectes venant de soixante-dix pays avaient présenté cinq cent vingt-quatre projets à l'Union internationale des architectes, cette organisation non gouvernementale chargée de la réalisation du concours. Malgré la participation importante d'architectes français, la meilleure place remportée par ces derniers a été le vingtième.

La bibliothèque d'Alexandrie, qui devrait, en principe, être inaugurée en juillet 1995 avec quelque deux cents mille volumes, n'attendra son plein épanouissement qu'après l'an 2000, avec cinq millions de titres. Outre le grand public, elle doit accueillir des chercheurs, archéologues, historiens, philosophes, arc hitectes, etc... Totale et informatisée, elle sera aussi un centre de restauration et de consultations de dizaines de milliers de manuscrits, actuellement disséminés dans des musées, convents et musées égyptiens. On discute, par ailleurs, à l'UNESCO de l'éventualité d'y déposer les publications relatives à la « reconstitution de la route de la soie ». Alexandrie ayant été une des étapes importantes de cette route.

Le coût total de la bibliothèque est estimé à deux soixante millions

de dollars, dont soixante ont été avancés par l'Égypte, sous la forme du terrain, celui-là même où les archéologues pensent que se trouvait l'ancienne bibliothèque, plus un Palais des congrès. Cent millions de dollars restent encore à trouver pour construire la bibliothèque proprement dite et acheter les collections de livres. L'UNESCO et le PNUD s'apprêtent maintenant à mener une campagne internationale de collecte de fonds.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(1) L'idée de reconstruire la bibliothèque a vu le jour à l'université d'Alexandrie en 1984. En 1985, le projet a été présenté à l'UNESCO. En 1986, le comité exécutif de l'UNESCO a demandé au directeur général de répondre positivement à l'invitation du gouvernement égyptien. En 1987, l'étude de faisabilité est terminée. En juin 1988, la première pierre de la « Bibliotheca alexandrina » est posée par le président égyptien, M. Hosni Mubarak, et le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor. C'est en septembre 1988, que le concours international d'architecture a été lancé.

\*\*\*\*\*

**Des problèmes à l'oral ?**

**AMERICAN CENTER'S**

**AMERICAN LANGUAGE PROGRAM**

NEW GARDEN ? NEW GARDEN ?

1 place 42, rue de l'Étoile Paris 8ème 75008 Paris tel : 46 33 18 32

NEW GARDEN ? NEW GARDEN ?

1 place 42, rue de l'Étoile Paris 8ème 75008 Paris tel : 46 33 18 32

**COURS**

- TRIMESTRIELS
- INTENSIFS
- T.O.E.F.L.
- FORMATION CONTINUE

**INSCRIPTIONS MAINTENANT**

6-7 et 8 novembre à 20 h.

**COMPLET**

**JOE JACKSON**

**LIVE**

**AL'OLYMPIA**

BRUNO COQUATRIX

LOCATION : FNAC - VIRGIN - MEGASTORE ET OLYMPIA

22 octobre : MONTPELLIER "ZENITH"

LOCATION : POINTS HABITUELS

**RTL**

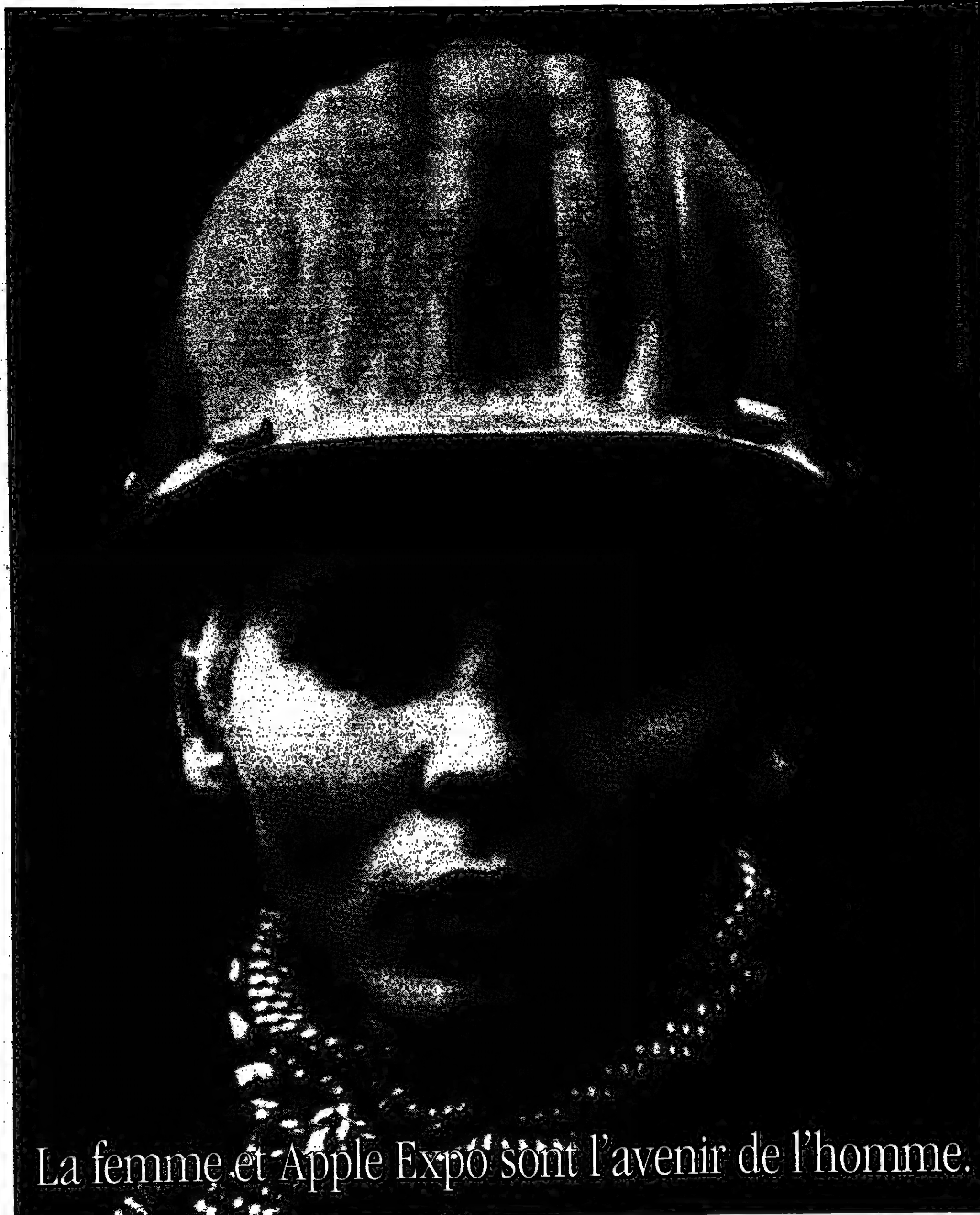
AA RECORDS

SS

DAWSON

صحن من الامل





# La femme et Apple Expo sont l'avenir de l'homme.

Il semblerait, en ce qui concerne la femme, que la preuve de son formidable talent à être l'avenir de l'homme ne soit plus à mettre en cause. Il a d'ailleurs été si bien chanté et si joliment écrit qu'il serait prétentieux de chercher à rajouter quoi que ce soit.

En revanche, en ce qui concerne Apple Expo et même si mille louanges ont été chantées à son sujet (Merci), il y aurait encore mille choses à dire.

Qu'Apple Expo est le lieu idéal pour voir, et expérimenter ce qui fera la productivité et la créativité de demain.

La plus belle vitrine pour découvrir Macintosh Portable et Macintosh IIfx, les développements HyperCard, les nouveaux périphériques.

L'endroit privilégié pour rencontrer John Sculley, Jean-Louis Cassée, Michael Spindler et GianCarlo Zanni.

En un mot, qu'Apple Expo est le lieu de rencontre de tous ceux qui croient que l'avenir de la croissance passe d'abord par celui de chaque homme.

Et qui sait si vous n'y croiserez pas celle qui changera votre avenir de tous les jours?

Pour recevoir votre invitation ou pour connaître le calendrier des conférences : 3614 Code Apple.



Apple Expo

Apple Expo est au CNIT/La Défense, du 27 au 30 septembre 1989.















# AGENDA

## CARNET DU MONDE

**Décès**  
 - M<sup>me</sup> Henri Alcaley, son épouse, Jacqueline Alcaley, Carthy et Jean Cohen, ses enfants, Eric, Laurent et Philippe, ses petits-enfants, Les familles Edgar Alcaley, Oscar Hardy, André Nour, Maurice Nour, ses parents et allié, ont le douleur de faire part du décès de

**M. Henri ALCALAY,**  
 survenu le samedi 23 septembre 1989.  
 L'inhumation aura lieu le mercredi 27 septembre, à 16 heures, au cimetière des Batignolles, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
 18, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

- Jean et Jacqueline Poulet, Edouard-Marc et Ghislaine Roux, Nicolas Bouchet, Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Les familles Bouchet et Roux, ont le douleur de faire part du décès de

**M. Adrien BOCHET,**  
 ingénieur BSE Supélec, ancien maire de Luchon, survenu subitement en son domicile, le 23 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 septembre, à 16 heures, en l'église réformée, 19, rue Cortambert, Paris-16.  
 21, avenue de Suffren, 75007 Paris.

- M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> François CHEVILLONNE-HURET, Et toute la famille, ont la grande tristesse de faire part de la disparition accidentelle au Niger, de

**Yassine,**  
 le 19 septembre 1989, à l'âge de dix-neuf ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu ultérieurement à Alagay.

Caisse centrale de coopération économique BP 94, Brazzaville, Congo. BP 550 présidence de la République, Niamey, Niger. 58200 Alligny-Coste, 21, rue Gay-Lussac, 93420 Mourmelon, 54, rue du Clos-de-la-Vieille, 83330 Noirmoutier.

- M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Claude Alaimo, Et leur famille, ont le douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Régis CHEDAL-ANGLAY,**  
 née Madeleine Rolland, survenue à Paris, le 23 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Nicolas-de-Charbonnet, 39, boulevard Saint-Germain, Paris-5<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Prêtre de n'apporter ni fleurs ni couronnes.  
 17, rue des Boulangers, 75005 Paris.

- M<sup>me</sup> Pierre Dumont, son épouse, M<sup>me</sup> Yvonne Dumont de Vries, sa fille, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Joël-François Dumont et leurs fils, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Christian Dumont, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> veuve Robert Dumont, sa belle-sœur, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Yves Dumont et leurs filles, ses neveux, ont le douleur de faire part du décès de

**M. Pierre DUMONT,**  
 préfet honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu à Préjols, le 22 septembre 1989.

Les obèques religieuses seront célébrées en l'église Notre-Dame, avenue Jean-Médard, à Nice, le mercredi 27 septembre, à 10 h 15.  
 L'inhumation suivra au cimetière de l'Est.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
 M<sup>me</sup> Pierre Dumont, 63, quai Albert-1<sup>er</sup>, 83700 Saint-Raphaël.

M<sup>me</sup> Yvonne Dumont de Vries, 6, rue de Longpont, 92200 Neuilly-sur-Seine. M<sup>me</sup> Joël-François Dumont, 2, square de Montmorency, 78150 Le Chesnay.

**CARNET DU MONDE**  
 Renseignements : 42-47-95-03

- M<sup>me</sup> Thomas de Sainte-Marguerite, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> M. Barroca et leurs filles, M<sup>me</sup> L. Barroca-Chandler et ses fils, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> G. Vois et leurs enfants, M<sup>me</sup> M. Valletton, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> France ESTOFFEY-THOMAS,**  
 leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur et tante.

Beaufort-sur-Gervanne, le 19 septembre 1989.

« Absque-vous les uns les autres comme je vous ai aimé. » Jean, XIII.

- Niki de Saint Phalle, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

**Nicole MIENON,**  
 survenue le 20 septembre 1989, à l'âge de trente-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 septembre 1989, à 10 h 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-9<sup>e</sup>.

- Sophie et Emmanuel de Thy, Philippe et Laurence de Montier, Le comte Renaud de Montier, Et tous ceux qui l'aiment, ont le douleur de faire part du décès de

**Michelle de MOUTIER,**  
 née Gaudy, le 17 septembre 1989, en sa maison de l'Ermitage Saint-Germain, à Corcosse (Var), après trois années de lutte contre la maladie.

Une messe sera dite ultérieurement.  
 Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> René Willemae, son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Claude Willemae, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-François Willemae, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Willemae, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Dominique Willemae, ses enfants, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

**René WILLAUME,**  
 à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, rue du Docteur-Roux, Paris-15<sup>e</sup>.

208, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

- M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Hubert Bonnel, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Raoul Bonnel, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Guerin, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Sejourant, ses enfants, ont le douleur de faire part du décès de

**M. Jacques VANUXEM,**  
 membre de la Société d'histoire de la XVII<sup>e</sup> siècle, de la Société d'histoire de l'art français et de la Société des antiquaires de France, survenue à Paris, le 21 septembre 1989, de

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 21 septembre.

116, boulevard Pereire, 75017 Paris.

**Anniversaires**  
 - Il y a dix ans

**Henri-François MAZOWER,**  
 ministre plénipotentiaire ER, nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé.

**Avis de messes**  
 - Un service sera célébré en l'église de la Madeleine, le jeudi 28 septembre 1989, à 15 heures, à la mémoire des victimes de l'accident du vol UT 772, survenu le mardi 19 septembre 1989.

La direction Et le personnel de la compagnie UTA invitent à cet office les familles et les proches de toutes les victimes de la catastrophe, les milieux aéronautique et tous ceux qui souhaitent manifester leur sympathie.

**Communications diverses**  
 - Cécile Bernard-Lazare : « Le carnet d'Amélie », une longue correspondance. A ce débat participent Lily Sobor, agrégée d'histoire, professeur à l'INALCO, M<sup>me</sup> Théo Klein, négociateur des accords de Genève, sous la présidence d'Henry Bulawski, président des Anciens déportés juifs de France. Mercredi 27 septembre, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dont dimanche-jour. Signification des symboles : P Signal dans le Monde radio-télévision ; F Film à l'écran ; Ou peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 26 septembre

**TF 1**  
 20.35 Sport : Football. Match retour de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe : Monaco-Salernitane. En cas de prolongation, les éliminatoires suivantes seront retardées d'autant.

22.30 Magazine : Ciel, mon mardi !  
 0.05 Journal et Météo.  
 0.25 Série : Intrigues.  
 0.50 Série : Mémoires.  
 1.25 TF 1 nuit.

**A 2**  
 20.35 Cinéma : Le mariage du siècle. Film français de Philippe Gault (1988).  
 22.10 Flash d'informations.  
 22.15 Magazine : Stars à la barre.  
 23.45 Informations : 24 heures sur la 2.

0.05 Météo.  
 0.10 Soixante secondes.  
 0.15 Du côté de chez Fred (redif.).

**FR 3**  
 20.35 Téléfilm : Le signe des quatre.  
 22.25 Journal et Météo.  
 22.50 Télévision régionale.

**CANAL PLUS**  
 20.30 Cinéma : Histoire fantastique. M

Film américain de Steven Spielberg, William Dear, Robert Zemeckis (1988).  
 22.15 Flash d'informations.  
 22.25 Cinéma : Le complot. Film français d'Agnieszka Holland (1987) (v.o.).

0.15 Cinéma : Les prédateurs de la nuit. Film français de Jean-François (1988).

**LA 5**  
 20.40 Cinéma : La route du Chinois. Film américain de James Glendon (1984).  
 22.20 Série : L'enfer du devoir.  
 23.20 Magazine : Nomades.

23.50 L'inspecteur Derrick (redif.).  
 0.05 Journal de minuit.  
 0.05 L'inspecteur Derrick (suite).  
 1.00 Feuilleson : Jo Gaillard.  
 1.55 Série : Marion.  
 2.50 Le journal de la nuit.

**M 6**  
 20.30 Feuilletton : La clinique de la Forêt-Noire.  
 22.10 Magazine : Ciné 6.  
 22.30 Cinéma : Force one, karatéka connection. Film américain de Paul Aaron (1979).  
 0.05 Six minutes d'informations.  
 0.05 Musique : Soulwork'n hard.  
 1.00 Rediffusions.  
 Multitop : Les saints chéris ; Une affaire pour Marnell ; Quand la science mène l'enquête l'identité génétique.

**LA SEPT**  
 20.30 Documentaire : Les voisins de Joe Leahy. De Bob Carroly et Robert Anderson.  
 22.00 Film d'animation : Images.  
 22.30 Documentaire : Entre deux mondes. De Daniel Lecomte et Jean-Louis Saportin.  
 23.30 Danse : Les loutres.  
 0.05 Documentaire : Après l'orage. l'essai américain de Bela Bartok. De Donald Surook.

**FRANCE-CULTURE**  
 20.30 Archipel médecine. Dossier : Mère et nourisson, la psychotérapie est-elle possible ?  
 21.30 Les adolescents (redif.).  
 22.40 Nuits magnétiques. Bourlinguer.  
 0.05 Du jour au lendemain.  
 0.50 Musique : Coda. Des souris et du rock.

**FRANCE-MUSIQUE**  
 20.30 Concert (donné le 30 août en l'abbatiale de la Chaise-Dieu) : Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson, cor et orchestre, en mi bémol majeur, K 297 b. de Mozart ; Symphonie n° 8 en sol majeur, op. 88, de Dvorak.  
 22.30 La galaxie des traditions.  
 23.07 Club d'archives. Les grands maîtres de l'archet : David Oistrakh ; les plus belles réalisations récentes : Alexandre Névski, op. 78, de Prokofiev, et Métamorphoses sur des thèmes de Weber, d'Hindemith.

## Mercredi 27 septembre

**TF 1**  
 13.35 Feuilletton : Les feux de l'amour.  
 14.30 Club Dorothée. Juliette, la t'asime ; Spécial croissant : Dragon ball ; Les chevaliers du zodiaque ; Metabar ; Kan le survivant ; Le mot mystère ; Le Jacky sau.

17.45 Série : Hawaii, police d'Etat.  
 18.40 Avis de recherche.  
 18.45 Feuilletton : Santa-Barbara.  
 19.15 Jeu : La roue de la fortune.  
 19.45 Trépas du Tac-O-Tac.  
 19.55 Le laboratoire.

20.00 Journal, Météo, Tapie vert et Loto.  
 20.40 Variétés : Sacré soirée.  
 Invité : Alain Souchon, Jacques Villeret, Variétés : Marc Lavoine, Bruno Grimaldi, Gianni Minni, Kyle Minogue, Féli Gray.

22.30 Sport : Football. Match retour de la Coupe d'Europe de l'UEFA : Paris-Saint-Germain-Lazio, en direct du Parc des Princes.

0.15 Journal et Météo.  
 0.35 Série : Mémoires.  
 1.00 TF 1 nuit.  
 1.25 Flash d'informations.

**A 2**  
 13.45 Série : Falcon Crest.  
 14.15 Eric et compagnie (suite).  
 Plus plus bas : Séducteur ; Annie classe ; Le club des cinq ; Célestine ; L'ami Dauphin.

16.20 Magazine : Euroclé.  
 16.35 Feuilletton : Les années collège.  
 17.00 Magazine : Drôle de planète.  
 17.20 Magazine : Graffiti 5-15.  
 18.15 Série : Les voisins.  
 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
 18.55 INC.

19.00 Série : Top models.  
 19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !  
 20.00 Journal et Météo.  
 20.35 Téléfilm : Mémoires d'amour de François Luciani.

22.00 Flash d'informations.  
 22.05 Magazine : Place publique.  
 23.25 Informations : 24 heures sur la 2.  
 23.45 Météo.

23.50 Soixante secondes.  
 Pierre Boulez, compositeur.  
 23.55 Magazine : Figures. Jacqueline de Romilly, de l'Académie française.

**FR 3**  
 13.30 Magazine : Une pêche d'enfer.  
 13.57 Flash d'informations.  
 14.00 Documentaire : Gérard et Lee Durrell au Ruissie.

14.30 Jeu : Cherchez la France.  
 15.00 Magazine : Dans la cour des grands.  
 16.00 Flash d'informations.  
 16.05 Dans la cour des grands (suite).  
 17.00 Flash d'informations.

De 17.05 à 18.00 Amuse 3.  
 17.05 Petit ours brun.  
 17.06 Ulysse 31.  
 17.10 Les petits malins.  
 17.35 La sagesse des gnômes.

18.00 Magazine : C'est pas juste.  
 18.50 Jeu : Questions pour un champion.  
 19.00 Le 19-20 de l'information.  
 De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
 19.55 Dessin animé.  
 20.05 Jeux : La classe.  
 20.35 Opéra : Ernani.

Opéra de Verdi, par l'orchestre et les chœurs de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti.  
 23.00 Journal et Météo.

**CANAL PLUS**  
 13.30 Série : Bergorac.  
 14.30 Série : Mister Gun.  
 14.55 Magazine : Tranches de l'art.  
 15.00 Téléfilm : Un homme implacable (2<sup>e</sup> partie).  
 17.00 Magazine : Rapido.  
 17.25 Cabou cadin.  
 Multitop : Sais-moi ça.

En clair jusqu'à 19.00.  
 19.15 Dessins animés : Ça cartoon.  
 19.30 Top 50.  
 19.55 Sport : Football. Les couillards.  
 20.00 Sport : Football. Match retour de la Coupe d'Europe des clubs champions : Borussia-Münster.

20.55 Flash d'informations.  
 21.00 Cinéma : L'héritier de la violence. Film chinois (Hongkong) de Ronny Yu (1986).  
 22.20 Flash d'informations.  
 22.30 Cinéma : Trois sœurs. Film italo-franco-allemand de Margaretha Von Trotta (1987).

0.15 Cinéma : Creepshow II. Film américain de Michael Gornick (1987).  
 1.45 Documentaire : Les allumés... L'homme et le téléphone, de Vity Sligh.  
 2.10 Série : Murphy, l'art et la manière d'un privé très spécial.

**LA 5**  
 13.30 Série : Arabesque.  
 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.  
 15.30 Série : Wonder woman.  
 16.45 Dessins animés.  
 17.30 Magazine : En route pour l'aventure.

18.00 Dessins animés. Gwendoline ; Bar pour Rudy.  
 18.50 Journal images.  
 19.00 Série : Happy days.  
 19.30 Le bar des ministères.  
 19.55 C'est l'histoire d'un mec...  
 20.00 Journal.  
 20.35 C'est l'histoire d'un mec...  
 20.40 Téléfilm : Ennemis jusqu'à la mort. Nouvel épisode de la série allemande « Taxis ».

22.25 Série : La loi de Los Angeles.  
 23.25 Magazine : Réussites.  
 0.00 Journal de minuit.  
 0.05 L'inspecteur Derrick (redif.).  
 1.05 Feuilletton : Jo Gaillard.  
 2.00 Série : Marion.  
 2.55 Le journal de la nuit.

**M 6**  
 13.20 Série : Madams est servie (redif.).  
 13.45 Série : Docteur Marcus Welby.  
 14.35 Magazine : Roxanne Roll.  
 15.00 Jeu : Zap 6.  
 16.05 Hit, hit, hit, hounra !  
 17.05 Roxanne Roll (suite).  
 18.05 Variétés : Multitop.  
 18.35 Série : Père et impaire.  
 19.00 Série : Magnum.  
 19.54 Six minutes d'informations.  
 20.00 Série : Madams est servie.  
 20.30 Téléfilm : Le justicier de la route.

22.00 Série : Les années coup de cœur.  
 22.30 P Documentaire : Les chemins de la guerre. 1. L'Allemagne.  
 23.20 Six minutes d'informations.  
 23.25 Top of the pops.

**LA SEPT**  
 18.00 Méthode Victor : Allemand et espagnol.  
 19.30 Documentaire : L'amour en France. (1).  
 19.55 Cinéma : Coeurs croisés. Film français de Stéphane de Marcellis (1987).  
 20.00 Court-métrage : Les veuves de quinze ans.  
 20.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (4).  
 20.40 Documentaire : Robert de fer.  
 20.50 Téléfilm : La vengeance d'une orpheline russe. De Jean-Christophe Averty (1<sup>re</sup> partie).  
 22.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonier.  
 22.30 Documentaire : Birgit Nilsson. De Claire Newman et Thierry Thomas.  
 23.30 Théâtre : Maison de poupée. Pièce de Henrik Ibsen.

**FRANCE-CULTURE**  
 20.30 Antipodes. Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.  
 22.00 Communauté des radios publiques de langue française.  
 22.40 Nuits magnétiques. Bourlinguer.  
 0.05 Du jour au lendemain.  
 0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**  
 20.30 Concert (donné en décembre 1983 à la Scala de Milan) : Ernani (opéra en 4 actes) de Verdi, par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan.  
 20.30 Jazz-club : En direct du Petit Opéra (Paris) : le quatuor de saxophoniste Barney Wilen.

## Audience TV du 25 septembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SORRES-NIELSEN)

HORAIRE	POYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	52,7	17,4	4,5	20,7	2,5	4,8	2,7
19 h 45	57,9	27,8	7,1	19,30 Infos	Nulle part	5,1	5,1
20 h 15	70,6	31,8	12,8	La classe	Nulle part	5,7	5,5
20 h 45	68,6	25,2	6,9	Les algues	Top Gun	5,7	5,5
22 h 5	68,6	23,9	6,3	Les algues	Top Gun	4,1	2,8
22 h 44	80,8	24,4	6,9	Les algues	Lundi sport	1,8	1,1



## Un week-end aux wickets

## Brøndby, des Danois très cotés

# BNP

## C'est gagner.

صبرنا من الوجل



# ÉCONOMIE

Le Monde • Mercredi 27 septembre 1989 27

SECTION C

28 Confusion à l'OPEP  
29 Le conflit chez Peugeot

30 Portrait des frères Reichmann  
31 Technologies

32 Marchés financiers  
33 Bourse de Paris

## BILLET

### Tapie n'a plus le « look »

Les années 80 sont bien finies. L'un des « héros positifs » de cette décennie, Bernard Tapie, aujourd'hui député, s'apprête à vendre sa société Look à un groupe d'investisseurs internationaux. L'an dernier, c'était Wonder (reprise en 1984) que le repreneur vendait à UCAR. Bernard Tapie déclarait d'ailleurs à l'époque qu'il voulait désormais « investir dans le sport ».

L'homme d'affaires, patron de l'Olympique de Marseille, nous a habitués à ces changements brutaux de stratégie : maintenant il désinvestit dans le sport en vendant l'ensemble de ses activités Look (fixations de ski et vélo), Geze (fixations de ski), Soubitez (éclairage) et Pey (bâtons de ski). Lundi 25 septembre, M. Bérégovoy, ministre de l'économie, a donné son feu vert à la cession de l'entreprise Look, sise à Nevers, son fief.

Il est loin le temps où Bernard Tapie, un jour de mai 1983, décidait en quelques heures de reprendre (pour 1 F symbolique) l'entreprise de fixations de la famille Beyl, déficitaire de 150 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 200 millions. A l'époque, le sauvetage de Look avait bien rendu service aux élus de Nevers. Aujourd'hui, tout le monde est élu : M. Jean-Louis Borloo (avocat de M. Tapie pour le rachat de Look) à Valenciennes, M. Tapie à Marseille, M. Bérégovoy — toujours — maire de Nevers. Mais M. Tapie préfère « sauver » La Clotat, proche de Marseille. Charité bien ordonnée...

Que reste-t-il du groupe Tapie, de ses grandes ambitions dans le domaine des produits de sport et de l'électroménager (autour de Terrailon) ? De belles plus-values à l'occasion des diverses reventes des morceaux du groupe, y compris la prise de participation du britannique Booker dans La Vie Claire, autre fleuron de M. Tapie. Avant tiré profit de sa débordante activité de repreneur, il peut se consacrer tout entier à ses ambitions politiques locales. La crise est terminée : les experts en sauvetage se réfugient dans l'hémicycle...

D. Py.

Oscillant depuis 1986 autour de 2,5 millions de personnes

## Le chômage a diminué de 0,6 % en août

Le chômage a diminué en août selon les statistiques publiées le 26 septembre par le ministère du travail. A la fin du mois on comptait 2 531 600 demandeurs d'emploi en données corrigées, soit 0,8 % de moins qu'en juillet et 1,9 % de moins qu'un an auparavant. En données brutes, il y avait 2 516 900 personnes inscrites (+ 3,2 % en un mois, - 1,4 % en un an). En réalité, et depuis 1988, le niveau du chômage varie aux alentours de 2,5 millions de demandeurs d'emploi.

Après les succès du traitement social qui ont contenu une évolution ascendante par des mesures appropriées, c'est maintenant la croissance de l'emploi qui produit ses effets. En un an, le nombre de demandes enregistrées a reculé de 50 000 en données corrigées et de 35 000 en données brutes. Alors que les dispositifs gouvernementaux sont manifestement moins efficaces que par le passé pour cause de vieillissement naturel, la situation est de plus en plus influencée par le fonctionnement « normal » du marché du travail tel qu'il s'est adapté au cours d'une douzaine d'années de crise, notamment en faisant la part belle à la précarité. Désormais, les mécanismes jouent presque à plein sans réelle démultiplication paritaire.

Mais les résultats obtenus ne sont toujours pas à la hauteur du mouvement d'augmentation des effectifs salariés dont on ne cesse d'avoir confirmation. Que vaut en effet la baisse de chômage en comparaison des 300 000 emplois supplémentaires dégagés en 1988 selon l'UNEDIC ou même des 250 000 admis par l'INSEE ? Quelque ralentie après les 0,7 % du premier trimestre 1988 et les 0,4 % du premier trimestre 1989, la

hausse de 0,1 % des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles du deuxième trimestre de 1989 ne se retrouve pas dans les chiffres d'inscription à l'ANPE.

Mois après mois, une évolution contradictoire de l'emploi et du chômage se confirme. L'un peut croître tandis que l'autre demeure stable ou quasiment sans changement. Tout se passe comme si ceux qui sont pris dans la masse de la privation d'emploi avaient d'autant plus de difficultés à en retrouver un. Ou encore, tout paraît favoriser l'entrée directe dans l'emploi de ceux qui n'ont pas encore connu les listes de l'ANPE, les salariés en poste, les jeunes à la recherche d'un premier travail et les femmes qui retournent à la vie active, avec une réserve pour ces dernières.

Quelques chiffres donnent la mesure du phénomène qui est en train de se produire. D'une année sur l'autre, les entrées nouvelles à l'ANPE ont baissé de 3,8 % en données brutes (- 4,2 % en données corrigées), les licenciements économiques diminuent (- 9,1 %) ainsi que les premières entrées des jeunes (- 7,7 %) et les reprises d'activité non satisfaites des femmes (- 5,3 %). Dans cette catégorie s'ajoutent que les inscriptions à l'issue d'une mission d'intérim (+ 8,2 %), les licenciements ordinaires (+ 4,9 %) et les démissions volontaires (+ 3,2 %). Autant de signes...

### La sélectivité du marché du travail

D'une année sur l'autre également, les sorties de l'ANPE sont faites plus rares avec - 3,5 % en données brutes et - 3,9 % en données corrigées. Les retours déclarés dans l'emploi se font moins nombreux (- 1,8 %) et même l'ancien dérivatif des stages ne fonctionne plus (- 24,8 %). Seules les dépenses de recherche d'emplois pour les chômeurs les plus âgés aussi.

radisés continuent de progresser. On comptait 219 000 bénéficiaires à la fin juillet, soit 20 000 de plus que l'année précédente.

Les flux se réduisent donc comme s'il n'y avait plus de vases communicants et, en conséquence, le chômage de longue durée s'aggrave. Avec 374 jours en moyenne il a augmenté de 14 jours en un an. Il y a désormais 31,7 % des chômeurs qui attendent un emploi depuis plus d'un an contre 30,5 % en août 1988. Seulement 11,9 % des demandeurs retrouvent un emploi dans le premier mois d'inscription contre 12,9 % en août 1988.

Tout le reste découle de ces observations. Ce sont les femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans qui subissent le plus gravement la sélectivité du marché du travail puisqu'elles sont 5,4 % de plus en un an à être inscrites à l'ANPE, suivies en cela par les femmes de cinquante ans et plus (+ 2,3 %). Les départs en préretraite se maintiennent à un niveau élevé avec 187 000 bénéficiaires. Tous les dispositifs de traitement social perdent de leurs effets, à l'exception des stages pour les chômeurs de longue durée. Le nombre des TUC baisse (131 000) et, du fait de leur normalisation, celui des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) est passé de 101 000 à 28 000 en un an.

Restent quelques bonnes nouvelles qui n'affectent pas le bilan global. Le nombre des journées indemnisées au titre du chômage partiel chute de 49,6 % en un an, soit 145 000, alors qu'il avait atteint le million. Les offres d'emploi enregistrées en cours de mois augmentent, quel que soit le type de proposition. Par exemple, l'ANPE a enregistré 51 600 offres de travail à temps plein, c'est-à-dire 8,6 % de plus que l'an passé.

ALAIN LEBLAISE

Nouvelle offensive des chimistes français outre-Atlantique

## L'Institut Mérieux, soutenu par Rhône-Poulenc lance une OPA amicale sur le canadien Connaught

L'Institut Mérieux, du groupe Rhône-Poulenc, a décidé, lundi 25 septembre, de lancer une OPA de 342 millions de dollars canadiens sur le fabricant canadien de vaccins Connaught Bio Sciences. La firme française s'apprête à lancer le projet de rachat de 4,3 milliards de francs annoncé le 11 septembre par Ciba-Geigy et l'américain Chiron. Le conseil d'administration de Connaught a approuvé cette proposition.

En mars dernier, l'Institut Mérieux et Connaught avaient décidé de regrouper leurs activités « médecine humaine » dans une nouvelle société Mérieux Connaught NV, basée à Amsterdam, et dans laquelle les français auraient 51,4 % du capital. Les actionnaires étaient alors appelés à se prononcer sur cette fusion. Quinze jours avant leur assemblée générale, l'accord prévu semblait être remis en question avec l'OPA surprise de 764 millions de dollars canadiens (4,3 milliards de francs) lancée sur Connaught Bio Sciences par JV Vax, une société créée conjointement par la suisse Ciba-Geigy et l'américain Chiron (le Monde du 13 septembre). La direction de la firme canadienne réagissait prudemment, sans prendre parti pour l'un ou pour l'autre, et demandait à ses actionnaires d'attendre l'avis du conseil sur cette OPA.

De son côté, l'Institut Mérieux rappelle son « attachement » à la réalisation du projet de fusion qui, s'il se concrétise, permettrait au groupe français d'accéder à la première place sur le marché mondial des vaccins. Dans cette optique, l'Institut Mérieux a décidé en accord avec Connaught de surchauffer de 23 % sur l'offre de JV Vax. Dans un long communiqué, la firme lyonnaise explique que le budget annuel de recherche et développement dépassera les 80 millions de dollars canadiens (450 millions de francs), implique une augmentation notable des dépenses sur cette partie du continent nord-américain. Dans ce cadre, Mérieux prévoit de construire d'ici cinq à sept ans un centre de biotechnologie à Wiltonville (Ontario) pour un montant de 30 à 40 millions de dollars canadiens. Ce laboratoire de recherche exploitera cent vingt-cinq personnes.

Parmi les engagements pris auprès des pouvoirs publics, Mérieux garantit l'emploi, le maintien des activités de production, et le transfert à Connaught de certains de ces produits naturels.

Le financement de cette OPA est également évoqué dans le communi-

qué. Il est prévu « en cas de conclusion favorable de l'offre une augmentation de capital qui, sans remettre en cause la majorité de contrôle de la société mère l'Institut Mérieux, permettrait de couvrir de façon significative la dette financière canadienne ». Cette opération sera-t-elle à elle seule suffisante ? Rhône-Poulenc actionnaire principal de l'Institut Mérieux devra également participer au montage.

D. G.

Les réunions monétaires de Washington

## L'accord des Sept fait baisser le dollar

L'Assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international devait s'ouvrir, mardi 26 septembre, à Washington. Le problème de la dette du tiers-monde sera au centre des débats. Dimanche et lundi, le comité intermédiaire — l'organisme de direction du Fonds — n'avait pu parvenir à un accord sur l'accroissement des ressources du FMI. En matière monétaire, le communiqué de samedi des sept grands pays industriels, soutenu par des interventions massives des banques centrales lundi, a provoqué une forte baisse de la monnaie américaine.

### WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La Banque du Japon avait vendu lundi matin, dans l'heure qui a suivi l'ouverture du marché des changes, quelque 6 milliards de dollars pour faire baisser la devise américaine, conformément aux intentions exprimées par les Sept dans leur communiqué publié dimanche à Washington. Le chiffre circulait dans les réceptions où se rencontraient, en fin de journée, autour d'un buffet, banquiers, journalistes et membres des délégations nationales.

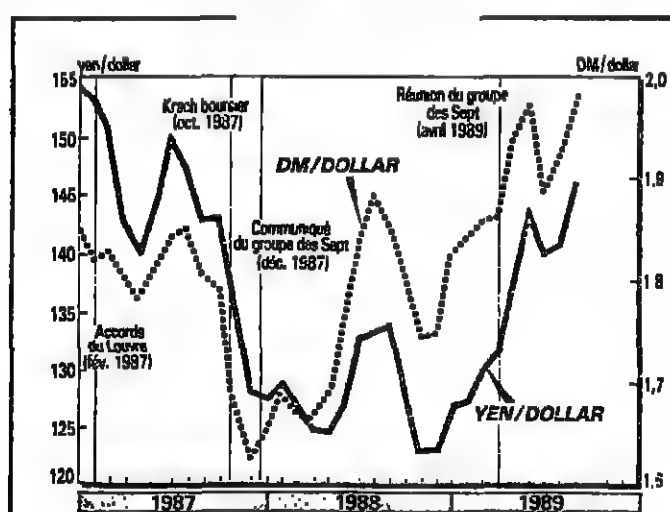
A propos de ce texte officiel (le Monde du 26 septembre), M. Pierre Bérégovoy évoque le retour de l'« esprit du Plaza », en souvenir de la réunion ministérielle tenue à New-York le 22 septembre

un entretien accordé à une publication américaine, le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, exprimait à nouveau son opinion bien connue sur « les effets limités des interventions ».

En réponse à plusieurs questions, M. Bérégovoy a exposé aussi ses vues sur la coopération intra-européenne. Il a répété que « la parité entre le franc et le deutsche-mark sera maintenue », et cela même au cas où la devise allemande serait réévaluée. Dans une pareille éventualité, le franc se réévaluerait aussi. « Le maintien de cette parité est un des éléments de notre politique de « désinflation compétitive », a déclaré M. Bérégovoy.

Pour expliquer cette politique, le ministre note que le déficit commercial entre la France et l'Allemagne ne bouge pas à travers le temps ; il n'a pas été entamé, en particulier, par les nombreuses dévaluations qu'on a fait subir au franc. La persistance de ce déficit est, selon le ministre, la preuve qu'il est une conséquence de « la différence de nature entre les deux économies ». Mais avec les progrès accomplis par l'industrie française, l'ouverture du marché allemand à d'autres produits français, dont l'électricité, « il devrait se réduire dans l'avenir ». Changer la parité du franc à l'égard du deutsche-mark, alors que jamais le différentiel d'inflation entre les deux pays n'eura été aussi faible « serait une mesure de désajustement ».

A contrario, a observé au passage M. Bérégovoy, la manipulation monétaire retrouve sa raison d'être « si les facteurs fondamentaux sont empêchés de produire



Le communiqué publié par le groupe des Sept, le 23 septembre, qui s'oppose à toute hausse supplémentaire du dollar, a provoqué une forte baisse de la devise américaine sur les marchés des changes. Le dollar s'échangeait à 1,93 deutschemarks, 142,55 yens et 6,44 francs le 26 septembre au matin, contre 1,94 deutschemarks, 146 yens et 6,59 francs vendredi, avant la réunion des Sept. Après les accords du Louvre de stabilisation des cours de change, en février 1987, le dollar était tombé jusqu'à 1,57 deutschemarks, 123 yens et 5,32 francs, en décembre de la même année.

## INSOLITE

### De l'or en bouteille

Au cours de la première vente aux enchères de vins, organisée en Californie par la firme londonienne Christie's, un collectionneur a payé 19 800 dollars (environ 130 000 F) une bouteille de Château-Yquem 1811. Il est vrai que 1811 fut un magnifique millésime, célèbre notamment pour son cognac.

Dans son roman, Eugénie Grandet, Honoré de Balzac croque le personnage du père Grandet, accapareur de biens nationaux « qui donnait non pas dans les idées nouvelles, mais bien dans les vignes », et avait soigneusement mis en cave sa magnifique vendange de 1811. De là à payer un prix pareil pour une bouteille, rare, si ce n'est pas une grande somme sans doute, mais que l'adjudicataire placera probablement dans une vitrine à défaut de la boire ! Une chère gorgée ! Autres prix pratiques, 11 800 dollars (77 000 F) pour un Mouton-Rothschild de 1924 et 11 200 dollars (72 000 F) pour un magnum de Château-Lafite de 1884.

1985. Les Sept y avaient proclamé leur volonté d'agir de concert pour hâter la baisse du dollar. Parmi les participants d'aujourd'hui, seuls étaient déjà au Plaza le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, et M. Bérégovoy.

A l'occasion d'un petit déjeuner de presse, le ministre français a encore déclaré que les engagements pris pendant le week-end par les Sept étaient « d'une qualité supérieure » à ceux déjà contractés ou réitérés ces derniers mois. Les co-signataires se sont donné le mot, au sens littéral de l'expression, pour conférer au secret qui entoure ce genre de délibérations toute sa charge de commune détermination. Que ce soit le ministre français, son collègue allemand, M. Theo Waigel, ou tel gouverneur de banque centrale, tous prononcent, du même air entendu, la phrase déjà rapportée de la bouche de M. Bérégovoy : « La lecture de ce texte se suffit à elle-même : vous verrez la réaction des marchés ». Il fut un temps, dans un passé récent, où les gouvernements se préoccupaient des mouvements de trop grande ampleur sur les marchés des changes. Ils dénonçaient ces fluctuations sous le nom de « mouvements erratiques ». En une séance de marché, ils surent, lundi, obtenir un décrochage d'environ 3 %.

« Ce qui importe, a dit encore le ministre français, c'est que la coopération internationale soit poursuivie ». M. Bérégovoy n'a pas dit sous quelle forme, tandis que, dans

leurs effets ». Entendez si un pays en déficit ne diminue pas sa demande intérieure ou au moins en termes relatifs et si un pays excédentaire n'augmente pas sa sienne, bloquant ainsi le processus correcteur : à rapprocher des derniers propos de la déclaration des Sept, visiblement destinés à provoquer une baisse du dollar. On est tenté d'en conclure que la coopération internationale a plutôt choisi la voie de la facilité.

Parlant du programme économique du gouvernement polonais « dont il a pris connaissance dimanche soir », M. Bérégovoy a dit qu'il s'agissait d'un « plan courageux, visant à la désinflation, prévoyant des mesures de libéralisation et faisant appel à des concours extérieurs ».

A propos de la réduction de la dette des pays en voie de développement, M. Bérégovoy a précisé que pour permettre aux banques de faire leur choix objectivement, il avait décidé de prendre certaines dispositions fiscales sur le régime applicable aux provisions. Au cas où une banque qui a provisionné 50 % ses créances est amenée à accorder, dans le cadre par exemple de l'accord avec le Mexique, une remise de 35 % du capital, une partie de la provision reste sans objet. A la demande des banquiers, M. Bérégovoy a décidé que cette provision excédentaire continuerait à faire l'objet d'une exemption fiscale.

PAUL FABRA

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'ÉCONOMIE**  
Détachement ou catastrophe ? François Hinder  
**LE SYSTÈME FINANCIER FRANÇAIS**  
crises et mutations. Jean-Pierre Faugère-Colette Voisin  
**CRISES D'HIER, CRISE D'AUJOURD'HUI**  
1873... 1929... 1973... Bruno Marcel Jacques Taieb  
**LA PROTECTION SOCIALE**  
Les enjeux de la solidarité. Dominique Lamiot/Pierre-Jean Lancy  
A paraître : **ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE**  
Croissance ou développement ? Eric Taieb

Une fois reformatés, vous comprendrez combien ils sont ouverts.

**NATHAN**



## L'HEURE DE LA CAPITALISATION !

Le Crédit Lyonnais transforme  
6 SICAV et 16 Fonds Communs  
à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1989

La capitalisation des revenus des OPCVM (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) sera autorisée en France à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1989. Le CREDIT LYONNAIS s'est naturellement préparé à faire bénéficier sa clientèle de ce nouvel avantage. Aussi, dès le 1<sup>er</sup> octobre 1989, offrira-t-il des SICAV et Fonds Communs de Placement de capitalisation dans chacune des catégories d'OPCVM d'obligations et de court terme qu'il diffuse, se mettant ainsi à l'heure européenne.

Les Conseils d'Administration des SICAV suivantes :

LION COURT TERME, SICAV monétaire destinée aux entreprises,

LION 20000, SICAV monétaire pour les particuliers,

GESTILION, SICAV de court terme "sensible",

LIONPLUS, SICAV d'obligations françaises à moyen et long terme plus particulièrement orientée vers les particuliers,

LION INSTITUTIONNELS, SICAV d'obligations françaises à moyen et long terme pour les institutionnels,

OBLILION, SICAV d'obligations internationales,

ont donc décidé, conformément à la Loi du 2 août 1989 et sous réserve de l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de chacune d'entre elles, de les transformer en SICAV de capitalisation.

De même, ÉPARGNE COLLECTIVE, Société de gestion de Fonds Communs de Placement, a décidé, pour les gammes LION CAPITALISATION (FCP d'obligations françaises), INTERLION (FCP d'obligations internationales) LION J et LION J TRESOR (FCP monétaires), d'opter pour la capitalisation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1989.

Bien entendu, les personnes qui désirent continuer à bénéficier de revenus substantiels et réguliers, ont à leur disposition les SICAV SUIVANTE, TRILION, LION TRESOR, LION ASSOCIATIONS et LION MONÉTAIRE\* et les Fonds Communs de Placement LION RENDEMENT, LION TRIMESTRIEL et FRUCTILION.

\*SICAV réservée exclusivement aux personnes morales.

CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## CIMENTS FRANÇAIS

Le Conseil d'Administration, réuni le 22 septembre 1989, a examiné les comptes au 30 juin 1989 ainsi que les prévisions pour l'ensemble de l'année en cours.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre a atteint 5,6 milliards de F.

Le bénéfice net consolidé ressort à 394 millions de F., et la capacité d'autofinancement consolidée à 776 millions de F.

Sur la base des résultats attendus pour le second semestre, le bénéfice consolidé de l'année devrait être de l'ordre du milliard de F. et celui de la société mère d'environ 540 millions de F.

Au cours de la même séance, le Conseil a coopté M. Pierre BARBERIS, Administrateur et Directeur Général de la Compagnie du Midi, au poste d'Administrateur laissé vacant par la démission de M. Jacques d'ESPÈRE.

CIMENTS FRANÇAIS sur Minéral : 3616 CLIFF.



## Banque européenne d'investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg

Capital : 28.800.000.000 d'ECU

## EMPRUNT 8,90 % SEPTEMBRE 1989 DE F 1 MILLIARD NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 200.000 OBLIGATIONS DE F 5.000 NOMINAL

Prix d'émission : 100,52 %, soit F 5.026 par obligation

Date de jouissance et de règlement : 9 octobre 1989

Intérêt annuel : 8,90 % soit F 446 par titre

payable le 5 juin de chaque année.

Par exception, le premier coupon payable le 5 juin 1990 sera égal à F 291,40

par titre.

Taux de rendement

actuel au règlement :

**8,82 %**

Durée : 7 ans et 229 jours

Amortissement normal :

Les obligations seront amorties en

totalité le 05.06.1997 par remboursement

au pair. Avant ce terme, il sera procédé

en fonction des conditions du marché,

au cours des 4 premières années à des

amortissements annuels par rachats en

Bourse, portant au total

sur un montant de 64.000 obligations de

manière à amorcer :

20.000 obligations la première année,

17.400 obligations la deuxième année,

14.600 obligations la troisième année,

12.000 obligations la quatrième année.

Régime fiscal :

S'agissant d'un emprunt émis en France

et, de plus, en vertu de l'article 28 de

la loi de finances rectificative du

12 juillet 1988, les intérêts du présent

emprunt, versés à des bénéficiaires

ayant ou non leur domicile fiscal en

France, sont exonérés de la retenue

à la source.

Le paiement des intérêts et le

remboursement des titres seront

effectués sous la seule déduction des

impôts que la loi met ou pourra mettre

obligatoirement à la charge des

porteurs.

Cotation :

A la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Assimilation aux obligations 8,90 %

mai 1988 dès le 5 juin 1990.

Une note d'information qui a reçu le visa 89-407 du 18.09.1989 de la Commission des Opérations de Bourse a été publiée par l'Agence Économique et Financière du 25.09.1989

# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Dans la perspective d'une augmentation de la demande de brut

## L'OPEP se déchire autour des quotas supplémentaires

Les pays exportateurs de pétrole débattent, dans la plus grande confusion, d'une augmentation de la production. Certains voudraient en profiter pour améliorer leur situation.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Le ton est monté lundi 25 septembre à Genève, où les principaux exportateurs mondiaux de pétrole tentent, depuis trois jours, de s'entendre sur la conduite à tenir d'ici à la fin de l'année. Bien que la conjoncture se soit nettement améliorée, la reprise de la demande aidant, les conflits internes de l'OPEP reprennent depuis peu le dessus, menaçant de gâcher les résultats acquis, et de déstabiliser à nouveau le marché qui oscille autour de 18 dollars par baril depuis presque un an.

Si la plupart s'attendent à une augmentation sensible de la demande globale de brut d'ici à décembre, les trois membres du cartel semblent incapables de s'entendre sur la répartition de cette masse, l'indiscipline de certains parmi les plus riches, comme le Koweït et les Émirats arabes unis suscitant des rancœurs de plus en plus vives. « Le problème de fond, c'est qu'il va y avoir deux milliards de barils par jour de plus à prendre. Qui les récupérera le premier ? C'est là toute la question », expliquait un délégué du Golfe. Quand vous vous êtes habitués au miel...

Après avoir frôlé un accord prévoyant d'augmenter le plafond global du groupe d'un moins un million de barils par jour pendant le

quatrième trimestre, les treize pays ont ajourné leurs débats, lundi soir, dans la plus grande confusion, les pannes même de poursuivre la moindre discussion. Les travaux devaient néanmoins reprendre, mardi, en fin de matinée, sous l'œil des marchés internationaux, de plus en plus inquiets.

Le Koweït, qui, comme les Émirats arabes unis, a de fait repris sa liberté depuis des mois et dépasse très largement le quota qui lui a été assigné, campe sur sa position, refusant toute hausse globale du plafond tant qu'une nouvelle clé de répartition des quotas n'a pas été débattue. Il est d'autant plus déterminé que, en juin dernier, lors de la conférence ordinaire, il avait été entendu que la réunion de septembre serait précédemment consacrée à la redéfinition des quotas. Or il n'en a jusqu'ici pas été question.

### Un blocage de dernière minute

L'Arabie saoudite et l'Irak, impatientes de prendre leur part du gâteau, ont « oublié » les demandes des deux indisciplinés, et tenté d'imposer une hausse globale du plafond, égale pour tous, menaçant implicitement d'abandonner à leur tour la discipline si rien n'était décidé ce week-end. C'est là peut-être le point de vue des deux principaux producteurs déclenchant une nouvelle guerre des prix qui a convaincu, lundi, la majorité des autres délégués de se ranger derrière cette suggestion, et d'approuver une hausse globale du plafond de l'OPEP.

A la dernière minute, toutefois, le projet d'accord a été gelé, faute

de consensus. L'Irak et la Libye ont exigé que le Koweït réintègre les accords et se conforme à la discipline du groupe. Le Koweït, comme les Émirats arabes unis, qui demandent un quota minimal de 1,35 million de barils par jour — au lieu de 1,08 million actuellement, — n'ont signé le dernier accord du cartel, en juin, qu'avec des réserves, et refusent depuis lors de respecter toute limite, produisant près du double de leur quota officiel.

Dans ces conditions, un nouveau plafond serait immédiatement dépassé et ne garantirait pas la stabilité des prix, arguent l'Irak et la Libye, soutenus notamment par l'Algérie et les autres pays à court de revenus. Si, avec un plafond officiel de 19,5 millions de barils par jour, l'OPEP produit 22 millions de barils, combien en produira-t-elle avec un plafond de 21 millions de barils par jour ?

Compte tenu de cet imbroglio, de nombreux observateurs et de délégués attendent au maintien du statu quo jusqu'à la prochaine conférence, en novembre. Un ministre du Golfe estime qu'on pourrait réattribuer le Koweït et les Émirats d'ici là, en leur accordant une partie de leurs demandes.

« Quelle que soit la décision prise, elle sera mauvaise pour l'OPEP. Qu'il s'agisse d'augmenter le plafond, ou de recadrer le système actuel, de toute façon cela se traduira par une production de 23 millions de barils par jour. Les vrais problèmes n'auront pas été résolus », expliquait M. Noureddine Ali Laoussine, président de la société Nalcoca et ancien directeur de la Sonatrach algérienne.

VERONIQUE MAURIS

## Austérité et réformes économiques

## La nouvelle politique de l'Argentine est favorablement accueillie par ses créanciers

Après plusieurs semaines d'efforts, les autorités argentines et des fonctionnaires du FMI ont mis le point final à la lettre d'intention que le gouvernement de Buenos Aires a présentée au FMI pour l'obtention d'un nouveau crédit stand-by, avant l'ouverture de l'assemblée de cette institution à Washington.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Cette collaboration marque la reprise des relations entre les organisations internationales et l'Argentine. La visite, au début de septembre, d'une délégation de la Banque mondiale, dirigée par son vice-président, M. Shafiq Hossain, en fut un autre signe. Le contentieux, dont la dette s'élève d'ici à la fin de l'année à environ 63 milliards de dollars, avait, de fait, déstabilisé le mouvement national en causant de payer ses intérêts en avril 1988. Les arriérés atteignent environ 5 milliards de dollars.

La répétition de promesses non tenues fait par ailleurs figurer l'Argentine en bonne place sur la liste noire des pays mauvais payeurs. Le nouveau gouvernement ne ménage pas ses efforts pour modifier la fléchissante réputation du pays. Lors de son discours d'investiture, le 8 juillet dernier, le président Carlos Menem évoquait le nouveau credo argentin : « La dette extérieure (...) constitue une obligation d'honneur pour la République », disait-il. Et son ministre de l'économie, M. Néstor Rapane, vient d'annoncer que le budget 1990 prévoit 3,5 milliards de dollars pour le paiement des intérêts de la dette extérieure du pays, une somme qui représente presque 5 % du produit national du pays.

Aux déclarations d'intention ont rapidement succédé des mesures concrètes, dans le cadre d'un plan d'austérité que le gouvernement a lancé de son propre chef, mais qui s'inspire largement des recettes habituellement préconisées par le FMI : blocage des salaires pendant trois mois, augmentation spectaculaire des tarifs, programme de privatisation de près de quarante entreprises publiques, contrôle de l'inflation, passe de 200 % en juillet à 37,9 % au mois d'août, reconstitution des réserves de la Banque

centrale, qui, selon ses responsables, ne dépassaient pas 50 millions de dollars le 8 juillet, et qui atteignent désormais 1,5 milliard de dollars.

Autant d'initiatives qui ont été bien accueillies par M. Hossain, de la Banque mondiale. Celui-ci se déclarait « très impressionné par ce que le gouvernement a déjà réalisé en deux mois pour stabiliser l'économie ». Une impression partagée par le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus. Une banque étrangère s'est fait l'écho de cette satisfaction générale, partagée par les organisations internationales et les banques commerciales. « La rapidité du changement est énorme, presque incroyable », constate-t-on. Forts de ces opinions favorables, les Argentins ont des ambitions concrètes. Ils espèrent obtenir un nouvel accord avec le FMI pour un crédit stand-by de 1,5 milliard de dollars. Le dernier en date, d'un montant de 1,3 milliard de dollars, fut signé à la fin de 1987. Mais l'Argentine ne respectant pas ses engagements, celui-ci échoua quelques mois plus tard.

### Nouveautés fiscales

M. Carlos Carballo, responsable des négociations sur la dette argentine, est optimiste. Il espère que le nouvel accord sera signé dans un mois.

En attendant, une équipe du FMI conseille le gouvernement, depuis plusieurs semaines, sur le thème complexe d'une réforme fiscale. Les résultats de la visite des fonctionnaires de la Banque mondiale restent vagues. Il semble cependant que des crédits pourraient, à terme, être débloqués. Sur 1,1 milliard de dollars approuvés par la Banque mondiale à la fin de 1987, 150 millions seulement ont été versés à l'Argentine, avant que ce crédit ne soit gelé pour manque de confiance aux engagements.

M. Hossain précisait que son institution « travaillait avec le gouvernement argentin sur la réforme des entreprises publiques, le secteur financier et le commerce extérieur ». Il ne s'engageait toutefois ni sur des chiffres ni sur des échéances.

Le gouvernement argentin profitera de la présence de M. Jean-Claude Trichet, président du Club de Paris, à la réunion du FMI pour transmettre ses bonnes intentions aux États membres du Club, nous assure M. Carballo, qui a déjà

fait lui-même une démarche similaire auprès des banques commerciales. Il y a une quinzaine de jours à New-York. Celles-ci espèrent une reprise des négociations en novembre pour la signature d'un accord en mars prochain. Le gouvernement argentin est cependant moins pressé. M. Carballo souligne : « L'intention réelle de régulariser la situation des arriérés », mais admet qu'il n'est pas encore question d'établir des échéances mensuelles.

Le représentant d'une banque créditrice estime que, à la fin de 1989, le montant des arriérés argentins aux banques privées atteindrait 5 milliards de dollars.

A l'instar de ses confrères et des fonctionnaires des organismes internationaux, il a pris note des bonnes intentions argentines et des premiers résultats acquis, mais rappelle que « l'Argentine souffre d'un manque énorme de crédibilité ». Non sans ironie, il ajoute : « On peut même le chiffrer à 84 % : les 16 % restants correspondent à la valeur de la dette argentine sur le marché secondaire ».

M. Carballo sait tout autant que la partie n'est pas encore gagnée et que le pays a une longue pente à remonter. « Le monde attend de voir l'Argentine remplir ses engagements avec le FMI pendant deux trimestres consécutifs ». « Pour commencer à croire en nous », ajoute-t-il.

EDITH CORON

Le président de la Fed attendu à Moscou. — Le président de la Réserve Fédérale, la banque centrale américaine, M. Alan Greenspan, va se rendre à Moscou du 7 au 11 octobre prochain pour y discuter des réformes économiques mises en route par M. Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé un porte-parole de la Fed, lundi 25 septembre. Cette visite — une première — a été décidée à la suite des entretiens qu'ont eus le secrétaire d'État, M. James Baker, et le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze dans le Wyoming ce week-end.

Par ailleurs, le chef de la section économique de l'Académie des sciences d'URSS, M. Abel Agabegian, a estimé lundi à La Haye que le numéro un soviétique avait commis de « graves erreurs » de politique économique et regretté le retard pris dans ces réformes. Selon lui, à l'incompétence de certains responsables,

صكنا من الامل



## ÉCONOMIE

### INDUSTRIE

L'avenir des chantiers navals de La Ciotat

#### Le conseil général des Bouches-du-Rhône est favorable aux propositions de la société américaine Lexmar

MARSEILLE  
de notre correspondant

La séance plénière du conseil général des Bouches-du-Rhône, lundi 25 septembre, a été l'occasion d'un vote de principe concernant l'attribution des terrains du site des chantiers navals de La Ciotat. Deux groupes financiers sont actuellement sur les rangs des repreneurs : la société américano-suédoise Lexmar et Bernard Tapie. Le premier se dit capable de relancer l'activité des chantiers par la construction de tankers pétroliers qui entraînerait la création de 3 000 emplois. Bernard Tapie envisage la construction de navires de plaisance.

En dépit des réserves formulées très nettement par le gouvernement à l'encontre du groupe Lexmar, la majorité du conseil général s'est déclarée favorable à l'attribution de 24 à 26 hectares à cette société contre 5 hectares au groupe Tapie.

En début de séance, le préfet des Bouches-du-Rhône a transmis à l'assemblée une lettre de MM. Roger Fauveau et Jacques Chérèque sans équivoque rappelant les raisons du refus du gouvernement de donner son aval au projet de Lexmar.

M. Lucien Weygand, rapporteur de la commission d'étude du dossier, estime cependant que « Lex-

mar a une surface financière lui permettant la relance des chantiers et le garantissant pour cinq ou six ans contre tout risque de fermeture ».

Le conseil général des Bouches-du-Rhône ne s'est pas pour autant prononcé définitivement. Une nouvelle séance devrait avoir lieu d'ici trois semaines qui autoriserait alors le président, M. Louis Philibert (PS), à signer la note à disposition des 29 hectares des chantiers navals de La Ciotat où cohabiteraient les deux chantiers en compétition.

L'opposition UDF-RPR, tout en dénonçant le manque de fiabilité de Lexmar, craint que la réouverture des chantiers navals ne porte préjudice au développement du pôle de reconversion déjà créateur de 1 000 emplois.

M. Bernard Tapie, pour sa part, estime que le conseil général a « trois semaines pour s'apercevoir que Lexmar, c'est totalement bidon. Compte tenu de l'enjeu, mieux vaudra tard que jamais. Mais j'ai l'impression qu'ils n'ont pas envie de savoir. Je cherche dans le mobile de cette attitude. J'attends une réunion contradictoire avec les représentants de Lexmar. S'ils sont, comme nous, en mesure d'apporter une caution bancaire de deux cent mille francs par emploi créé, je serai le premier à les aider ».

JEAN CONTRUCCI

#### Chrysler a vendu la moitié de ses parts dans Mitsubishi

Chrysler, troisième constructeur automobile américain, a annoncé, vendredi 22 septembre, la vente pour 392 millions de dollars (317 millions de francs) de 45 % de participation dans Mitsubishi Motors, pour la ramener de 21,8 % à 12,1 %. Cette vente serait un signe supplémentaire de la prudence de Chrysler quant à l'évolution future du marché automobile nord-américain. Chrysler met actuellement en œuvre un plan de restructuration visant à dégager une économie de 1 milliard de dollars sur son budget annuel de 26 milliards d'ici à la fin de 1990.

M. Robert Miller, directeur financier, a indiqué que cette participation ne représentait pas beaucoup d'argent. Il a souligné que

cette cession n'affecterait pas les relations entre Chrysler et Mitsubishi. Les deux groupes produisent ensemble plusieurs modèles dans la société commune Diamond-Star Motors, basée à Normal (Illinois). Mitsubishi fournit également à Chrysler plus de 500 000 moteurs V-6 par an.

An début de la semaine, M. Bob Luz, président de la branche automobile de Chrysler, avait indiqué que le groupe estimait que le marché automobile américain totaliserait 14,5 millions de véhicules en 1990, soit 4 % à 5 % de moins que cette année et 10 % de moins qu'en 1988, qui avait été la meilleure année dans l'histoire de cette industrie. — (AFP.)

### EN BREF

□ Uniroyal Europe reste la propriété de Continental (RFA). Les dirigeants d'Uniroyal (France) ont fait savoir, lundi 25 septembre, que la prise de contrôle par Michelin des pneus Uniroyal-Goodrich (cinquième producteur mondial) ne concernait que les fabrications américaines. L'entité européenne Uniroyal-Englebert appartient depuis 1979 au groupe allemand Continental, quatrième producteur mondial de pneumatiques. Le rachat de la marque américaine par Michelin ne devrait pas remettre en cause les accords de commercialisation géographique signés il y a une dizaine d'années.

□ Le constructeur d'armements Diehl (RFA) rachète BCT. — Nouveau regroupement dans l'industrie allemande de l'armement. Après la fusion Daimler-Benz-MBB, le groupe familial Diehl (8 milliards de francs de chiffre d'affaires), qui fabrique les célèbres pistolets Manner, a annoncé, le lundi 25 septembre, le rachat de BCT (Bodensee-Werk Geratetechnik GmbH), entreprise spécialisée dans l'équipement militaire (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires) à l'américain Perkin Elmer Corp. Le coût de la transaction, qui a reçu le feu vert de l'Office fédéral des cartels de Berlin-Ouest, n'a pas été communiqué.

□ Citroën rappelle certains BX. — Citroën a lancé vendredi 22 septembre un appel aux possesseurs de BX 16 ou 19 mises en cir-

ulation entre janvier 1984 et les premiers mois de 1986, leur demandant de faire contrôler gratuitement leur véhicule, si cela n'a pas déjà été fait, dans un atelier de son réseau. Selon le constructeur, ces véhicules, « dans certains cas extrêmes », peuvent en effet avoir une fuite d'essence, au moment du démarrage du moteur, qui présente des risques d'incendie. L'Union fédérale des consommateurs Que Choisir s'est déclarée « satisfaite de constater que la mesure de rappel qu'elle demandait depuis un an (...) est enfin effective ».

□ Habituellement : un léger malheur. — Pour la première fois depuis bien longtemps, le taux de croissance des exportations a été supérieur à celui des importations au cours des sept derniers mois, les exportations de vêtements français vers le reste du monde se sont élevées à 8,518 milliards de francs. Soit une hausse de 23 % par rapport à la même période de 1988. Pendant la même période, les importations ont seulement progressé de 21 %, atteignant 11,964 milliards de francs. La Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne restent les principaux clients de la France. Mais c'est vers le Japon et Singapour que les exportations ont le plus progressé. Côté importations, ce sont celles en provenance d'Indonésie, de Grèce et de Malaisie qui progressent le plus. Mais ses principaux fournisseurs sont l'Italie, le Maroc et le Portugal.

### SOCIAL

Le conflit chez Peugeot

#### M. Calvet : « Tant que je vivrai, la liberté du travail sera respectée »

ALORS COMBIEN AVONS-NOUS PRODUIT DE SANCTIONS AUJOURD'HUI ?



M. Jacques Calvet avait sur lui des documents prouvant le peu de fiabilité des chiffres avancés par les grévistes de Mulhouse pour expliquer leur mouvement. Il confia que le salaire brut moyen d'un ouvrier de production, compte tenu des heures supplémentaires, de l'intéressement et des primes,

atteignait 91 360 francs annuellement. Ce qui représentait 75 100 francs net. Au cours de ses conversations avec les journalistes, M. Calvet mania d'abord la décision : « Sur les parvis des cathédrales où sont figés les mystères de la foi, je suis tenté le sauveur, tantôt le méchant » ; puis il mania la fermeté : « Tant que je vivrai, la liberté du travail sera respectée dans mes entreprises. La violence est intolérable et explique les mesures prises vis-à-vis de ceux qui l'organisent ». Le patron de PSA devait ensuite révéler qu'il avait reçu des lettres de menaces et ne semble pas, pour autant, en avoir été touché. En revanche, il est certain que le conflit, qui entame sa quatrième semaine, l'affecte. Non pas dans ses convictions, mais dans la vision qu'il avait des bons rapports entretenus avec les hommes et les femmes qui travaillent dans le groupe.

Il a fait, à propos de la façon dont les journaux, les radios et les

chaînes de télévision rapportaient les événements, une allusion à la jeunesse influençable des reporters. « Le conflit n'est pas toujours présenté de façon équilibrée », déplora-t-il. Les autorités religieuses — Mgr Gaillot, évêque de Strasbourg — ont été, à cette occasion, renvoyés à leurs prières. Faisant une nouvelle fois une allusion historique, mais cette fois-ci d'une autre époque, il ajouta : « A Gravelotte, il y a eu quand même des survivants. J'espère que j'en serai un », sous-entendant par là qu'il aimerait être un héros, mais un héros bien vivant.

L'essentiel de l'entretien qu'a eu M. Calvet avec la presse à Fontevault, a donc porté sur le conflit, plus explicable à ses yeux par la proximité, près de Mulhouse, des frontières allemande et suisse que par toute autre raison.

C.L.

#### Des procédures de licenciement sont envisagées contre cinq grévistes à Mulhouse

Calme à Sochaux, agitation à Mulhouse : le conflit chez Peugeot, qui entre dans sa quatrième semaine, évolue selon un scénario bien établi. Mercredi 28 septembre, l'occupation de la forge de l'usine de Mulhouse, entamée la veille, se poursuivait. Une centaine de grévistes ont passé la nuit sur place avant d'être relevés vers 5 h 30.

Par ailleurs, la direction de l'établissement a entamé une série de procédures disciplinaires. Cinq grévistes — dont deux représentants du personnel — sont frappés de licenciement pour faute lourde et une cinquantaine de personnes doivent faire l'objet de mesures disciplinaires.

Ces dispositions — qui devraient être suivies d'autres sanctions selon la direction — ont entraîné lundi l'expulsion sans ménagement

par les grévistes des cadres présents dans la forge.

A Sochaux, en revanche, aucun incident ne s'est produit. Les responsables de l'usine n'ont préparé, pour le moment, à toutes fins utiles, des « dossiers ». Sur les deux sites, la production est toujours très perturbée (un peu moins de la moitié de la production est assurée) et, selon Peugeot, quelque 25 000 véhicules ont été « perdus » depuis le début du conflit.

Alors que la CGT a décidé de lancer jeudi une souscription nationale au profit des grévistes et envisagé la venue de M. Krawczyk le même jour à Mulhouse, le conseil municipal de cette ville, dirigé par M. Jean-Marie Bockel (PS), a adopté lundi une motion demandant « instamment » à M. Jacques Calvet, président de PSA, d'ouvrir des négociations.

#### Deux pétitions pour les « Peugeot »

Le Parti communiste et ses contestataires ont engagé une chasse à la signature pour apporter une aide morale aux salariés de Peugeot. L'Humanité du 25 septembre a publié la liste d'une « cinquantaine de personnalités » qui ont signé un court texte souhaitant que les salariés en grève « soient entendus et leurs revendications satisfaites au plus tôt ».

Cette pétition, lancée par le PCF, porte la signature de nombreux dirigeants de la CGT, de quelques communistes « orthodoxes » du Doubs, où se situe Peugeot-Sochaux, de quelques journalistes et artistes considérés comme des « compagnons de route » du PCF.

Un autre texte, aussi court, affirme que l'issue du conflit représente « un enjeu pour tous les travailleurs de ce pays ». Il est diffusé par les promoteurs du rassemblement « Ça suffit comme ça », organisé le 8 juillet, avec le chanteur Renaud, à la Bastille, en réponse au sommet des sept pays les plus riches du monde. Un nombre non négligeable de dirigeants trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) figurent parmi la centaine de signataires, aux côtés des chefs de file communistes « réconstructeurs », de certains « rénovateurs », de quelques socialistes, dont MM. Julien Dray (député) et Jean-Luc Mélenchon (sénateur), ainsi que l'évêque d'Evreux, Mgr Gaillot.

### Fonction publique

#### Un accord salarial « pas modifiable » pour M. Rocard

Dans un texte rendu public, lundi 25 septembre, par l'Hotel Matignon, M. Michel Rocard affirme que « les contrats salariaux syndicaux signés dans la fonction publique n'est pas modifiable au motif d'une évolution des prix différente de celle initialement attendue ». Le premier ministre avait réaffirmé cette position en recevant le semaine dernière les organisations syndicales. Pour M. Rocard, « il n'est à cet égard pas d'avantage possible au contrat salarial » (2,2 % en 1989 avec clause de rendez-vous début 1990), car « ce serait revenir à une indexation » des salaires sur les prix.

#### L'ordinateur des douanes en grève

Les mouvements de grève qui perturbent différentes directions du ministère de l'économie et des finances n'épargnent pas les services statistiques des douanes, notamment son gros ordinateur central IBM, situé à Toulouse. Aussi, les résultats du commerce extérieur de la France pour le mois d'août, qui devaient être publiés le mardi 26 septembre, ne seront-ils connus que plus tard.

L'attente semblait longue au ministère de l'économie et des finances, qui s'était inquiété du déficit très élevé de la balance commerciale en juillet : 7,5 milliards de francs, après 3 milliards en juin et 6,7 milliards en mai. Presque 25 milliards de francs depuis le début de l'année. Août apportera-t-il de bonnes nouvelles ? Pas de réponses avant quelques temps...

#### Perturbations dans les gares Saint-Lazare et Montparnasse

A la suite d'un mot d'ordre de grève des agents de conduite CGT, quelques trains ont été supprimés, le lundi 25 septembre, au départ de la gare Saint-Lazare en direction de Versailles Rive-Droite et de Saint-Nom-la-Bretèche.

Pour les mêmes raisons, deux trains sur trois seulement fonctionnaient sur le réseau banlieue de la gare Montparnasse, avec la grève du dépôt de Montrouge.

L'appel s'appliquait jusqu'à mardi à 8 heures et le trafic était donc normal mardi, sauf sur le réseau Montparnasse où trois trains sur quatre circulaient en raison de la mise en service d'un nouveau poste d'aiguillage informatisé.

Le syndicat, qui demande une amélioration des roulements et des rémunérations du personnel, a étendu son préavis de grève à l'ensemble des dépôts de la région parisienne jusqu'à jeudi à minuit.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



#### CONVOCAZIONE AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE

Mesdames et messieurs les actionnaires d'AVENIR PUBLICITÉ sont appelés à se réunir en assemblées générales extraordinaires et ordinaires le mardi 24 octobre 1989 à 16 heures au siège de la société HAVAS, 136, avenue Charles-de-Gaulle 92000 NEUILLY-SUR-SEINE

L'assemblée extraordinaire sera appelée à statuer, notamment : 1) sur les apports partiels d'actifs faits à AVENIR par les sociétés HAVAS MEDIA REGIONS, MAI plc et CADIA ANDORRANA DE SEGURITAT SOCIAL ; 2) sur le changement de la dénomination sociale ; 3) sur les différentes modifications statutaires résultant des apports ci-dessus et des accords entre HAVAS MEDIA REGIONS et MAI plc.

L'assemblée ordinaire, quant à elle, devra, notamment, nommer de nouveaux administrateurs pour répondre à la nouvelle structure de la société.

Conformément aux statuts, tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent, peuvent participer à ces assemblées. Les actionnaires pourront se procurer les documents prévus aux articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 par demande adressée à la BANQUE NATIONALE DE PARIS, 16, bd des Capucines, 75009 Paris, qui tiendra à la disposition des intéressés des cartes d'admission et des formulaires de pouvoir.

Pour pouvoir participer à ces assemblées, voter par correspondance ou se faire représenter :

— les propriétaires d'actions nominatives devront avoir fait inscrire leurs titres en compte cinq jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée ; — les propriétaires d'actions au porteur devront faire parvenir, dans le même délai, un certificat d'immobilisation, délivré par l'intermédiaire teneur de leurs comptes, à la BANQUE NATIONALE DE PARIS ou à ses agences et succursales en France.

Il est rappelé, conformément à la loi, que tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la BANQUE NATIONALE DE PARIS, un formulaire de vote par correspondance, à la condition que cette dernière demande soit reçue au plus tard six jours avant la date des assemblées.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

### REPÈRES

#### Etats-Unis

##### Contraction du déficit budgétaire

Le montant du déficit budgétaire américain sur les onze premiers mois de l'année fiscale 1989 s'élève à 145,9 milliards de dollars (environ 964 milliards de francs). Il est inférieur de 11,7 % à celui atteint sur la période correspondante de l'an dernier, a annoncé vendredi 22 septembre le département du Trésor. Cette contraction s'est produite en dépit des sorties de fonds de 14,2 milliards de dollars, en août, destinées à la création d'une nouvelle agence fédérale, chargée de répondre à la crise des classes d'épargne américaines.

Selon les analystes privés, comme pour la Maison Blanche, le déficit de l'ensemble de l'année fiscale 1989 devrait toutefois dépasser de 5 à 15 milliards de dollars celui de 1988, 165,2 milliards de dollars enregistré en 1988.

#### Grande-Bretagne

##### Recul du PIB au 2<sup>e</sup> trimestre

Le produit intérieur brut britannique a diminué de 0,2 % au deuxième trimestre par rapport aux trois mois précédents. Il progresse toutefois de 2,2 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, selon les chiffres provisoires publiés vendredi 22 septembre par l'Office central de statistiques.

Cette décoloration succède à une croissance de 0,5 % de l'activité lors du premier trimestre 1989. Les analystes d'outre-Manche y voient un signe encourageant, la forte progression de la production industrielle en juillet et de la masse monétaire en août ayant ravivé les craintes de pressions inflationnistes.



## AFFAIRES

Financiers, promoteurs, milliardaires, canadiens et juifs orthodoxes

# Les frères Reichmann, ou l'art discret de l'investissement à long terme

Olympia & York Development, société privée de Toronto, est intervenue récemment pour sortir Robert Campeau des graves difficultés financières où l'avait plongé sa trop grande confiance dans les « junk bonds » (obligations à haut risque) émises pour financer ses OPA sur des chaînes de grands magasins américains (1).

Olympia & York, c'est le holding privé des frères Reichmann, trois hommes d'affaires installés au Canada depuis 1956, et dont on sait très peu de chose. Leur discrétion est légendaire dans le milieu financier nord-américain. Albert, Paul et Ralph Reichmann sont pourtant parmi les hommes les plus riches du monde. Leur appui a de quoi rassurer les actionnaires de Campeau.

A la mi-janvier 1988, sortant d'une entrevue avec Robert Campeau, huit jours avant qu'il ne lance son OPA sur la chaîne américaine Federated Stores, nous avons aperçu, au milieu des fauteuils dorés de son antichambre, trois hommes graves, tout de noir vêtus, bruns, à la barbe fournie et bien taillée, le chef surmonté sans ostentation de la kippa noire, cette calotte que portent les juifs pratiquants.

### Le Canada un pays jeune

Les frères Reichmann venaient parler affaires avec Robert Campeau. Ils l'aidèrent dans son entreprise audacieuse, en portant à 24 % leur participation dans Campeau Corp., comme ils l'avaient aidé, en novembre 1986, à prendre d'assaut Allied Stores, contre une participation d'un peu moins de 10 % dans son capital. Ils lui avaient aussi apporté d'indispensables liquidités en lui achetant la moitié du Scotia Plaza, un immeuble de soixante-douze étages construit par Campeau à Toronto.

Il y a trente-trois ans que la famille Reichmann vit au Canada, à Montréal d'abord, puis très vite à Toronto. Originaires de petites villes de Hongrie, les parents des

trois hommes d'affaires, Samuel et Renée Reichmann, s'installent en Autriche, à Vienne, en 1928, où ils sont commerçants, gagnant convenablement leur vie et faisant quelques économies. Les jours sombres approchent. A la veille de la seconde guerre mondiale, ils quittent l'Autriche pour la France avec leurs six enfants — une fille aînée, Eva, et cinq garçons : Edward, Louis, Albert, né en 1929, Paul, en 1930, et Ralph, en 1933 (2). Mais la France n'est pas longtemps un asile sûr, et la famille se rend dans le sud de l'Espagne, qui n'est guère accueillante aux Israélites. Ils se retrouvent à Tanger, ville internationale, qui le demeure même pendant l'occupation espagnole (de 1940 à 1945). Le commerce, l'import-export, puis la banque et, chemin faisant, la promotion immobilière.

Pendant toute la guerre, les parents et alliés restés en Europe sont déçimés par l'Holocauste, et Renée Reichmann se vouera sans compter pour aider et tenter d'arracher enfants et adultes aux camps d'extermination. L'immédiat après-guerre, avec son fol appétit, favorise tout à fait ceux qui ont la bosse du commerce et de la finance, et c'est le début de la fortune. Un début encore modeste. Mais le Maroc connaît très vite la période troublée de la lutte pour l'indépendance (qui sera acquise en 1956). La famille Reichmann part pour le Nouveau Monde. Une étape à New-York, et puis c'est le Canada. Pourquoi le Canada ?

Paul Reichmann, qui nous a reçus en janvier 1988 dans ses bureaux ultramodernes au décor élégant mais sobre jusqu'à l'austérité, s'en explique ainsi : « La grande différence avec les autres pays, c'est que c'est un pays jeune, de la taille des États-Unis, mais avec seulement 26 millions d'habitants. Tout pour connaître une expansion et une croissance exceptionnelles. »

Au début, c'est le commerce, l'import-export de matériaux de construction, et spécialement de tuiles et céramiques, comme à Tanger. Puis une fabrique de ces matériaux, et cette affaire fait toujours partie du groupe, gérée par Ralph, le plus jeune. Et très vite, c'est la promotion immobilière. C'est la réussite, c'est le succès qui exposera publiquement lorsque Olympia & York achètera en 1977, à Manhattan,

un ensemble de huit gratte-ciel de bureaux pour 320 millions de dollars ; ils valent aujourd'hui plus de 3 milliards.

Aujourd'hui, Olympia & York est la première affaire mondiale de promotion immobilière. Elle poursuit un énorme projet d'aménagement de plus de 1 million de mètres carrés (cinq fois l'Empire State Building de New-York, dit le Wall Street Journal) dans l'East End de Londres — le Canary Wharf, qui devrait coûter

des entreprises cotées en Bourse. Majoritaire dans quatre entreprises canadiennes — Gulf Canada Resources (73 %), GW Utilities (89 %), The Consumers' Gas Co. (83 %), dans le secteur de l'énergie, et Abitibi-Price (79 %) dans les industries forestières et le papier, — le groupe possède également 41 % d'Interhome Energy, 19 % de Santa Fe Southern Pacific, 36 % de Trizec Corp., 14 % de Trilon Financial Corp., et est le plus gros actionnaire du conglomérat

Retz disait : « La grandeur, c'est distinguer entre l'extraordinaire et l'impossible, et l'entreprendre. » Ainsi, je le reconnais et je l'entreprends. »

La règle d'or des Reichmann, c'est l'investissement à long terme et sa plus-value, et non la rentabilité immédiate. « Nous ne sommes pas des raiders », dit avec conviction Paul, même si les Reichmann aident de plus en plus à se lancer, comme Robert Campeau, dans des entreprises risquées, attendant

Mais ils restent les fils de Samuel Reichmann, juif orthodoxe de stricte obédience, qui, selon un homme qui l'a connu, « a toujours tenu la main aux Targouïs qui avaient besoin d'un travail à Toronto ». Comme leur père, ils vivent simplement, dans des maisons relativement modestes si l'on considère leur fortune, dans un quartier résidentiel de Toronto, à proximité de la synagogue, pour pouvoir s'y rendre à pied, le jour du sabbat. Et les négociations financières, aussi importantes soient-elles, s'arrêtent impérativement le vendredi soir au coucher du soleil. Leur père a disparu en 1975, mais ils rendent souvent visite à leur mère, qui vit le plus souvent en Floride.

### Une image presque angélique

Peu médiatiques, refusant jusqu'ici les contacts avec la presse, les trois frères donnent d'eux-mêmes une image presque angélique de rigueur, d'austérité, mais aussi de gentillesse. Même si le portrait est quelque peu flatteur, il n'est pas moins crédible que s'il avait été construit par le meilleur des publicitaires, à grand renfort de passages à la télévision. La discrétion est aussi une des grandes traditions de la famille.

A l'approche de la soixantaine, les trois frères envisageraient, après un audit serré, de transformer le holding familial en une société cotée en Bourse, ne gardant entre leurs mains que les activités immobilières. N'y aurait-il pas, dans la génération suivante, d'héritiers capables de prendre la relève ? On n'en sait rien car, s'ils sont discrets sur leurs affaires, les frères Reichmann, quand il s'agit de leur famille, deviennent secrets.

JOSÉE DOYÈRE



De gauche à droite, Paul, Albert et Ralph, les frères Reichmann.

de 5 à 6 milliards de dollars, — le projet d'acheter et de réaménager le Sears Tower, à Chicago, le plus haut gratte-ciel du monde, et aussi des intentions précises, mais non encore révélées, à Tokyo, pour un projet d'embarcadere comparable. A New-York, Olympia & York, au fil des années, a construit les tours du World Trade Center, l'immeuble du World Financial Center, un complexe comparable au célèbre Rockefeller Center. La firme louerait 10 % des bureaux de Manhattan et détiendrait 17 % des immeubles de Toronto.

L'autre activité principale de la famille Reichmann est financière, le holding du groupe détenant d'importantes participations

britannique Allied-Lions PLC, avec 10 % de son capital. Enfin, bientôt 40 % de Campeau.

Le tout, selon les observations financières, dégageait des revenus annuels d'environ 6 milliards de dollars. Tout cela est au conditionnel, car Olympia & York, propriétés exclusives des trois frères et sans doute de quelques-uns de leurs proches, ne publie aucun chiffre.

Selon Paul Reichmann lui-même, l'activité du groupe se partage à égalité entre la promotion immobilière et l'investissement financier. « Nous voulons nous diversifier et saisir les opportunités », nous a-t-il dit, tranquillement d'une voix douce, avant d'ajouter : « Votre cardinal de

que le temps joue en leur faveur. Le choix de Londres comme pôle de développement immobilier est à cet égard significatif : il manifeste la conviction de Paul Reichmann que, dans le grand marché mondial, à partir de 1993, Londres sera la capitale européenne des affaires. Un temps, ils furent tentés par une opération à Paris, près de la porte Maillot, mais le projet a, semble-t-il, été abandonné.

Qu'ils aient le génie des affaires paraît indubitable, au vu des résultats connus ou supposés. Milliardaires en dollars, ils sont, incontestablement, les évaluateurs de leur fortune personnelle à environ 8 milliards de dollars (plus de 50 milliards de francs.)

Un nouveau jeu du PMU entre rêve et réalité

## Les vrais enjeux du Quinté plus

En 1988, il a été joué en France 18 milliards de francs au Loto et plus de 30 milliards sur les courses de chevaux. Dans des structures différentes — Loto France, société d'économie mixte avec l'État pour partenaire, le PMU fonctionnant en GIE mais sous tutelle des ministères des finances et de l'agriculture, — l'un et l'autre visent de plus en plus la même clientèle et se comportent en véritables concurrents commerciaux.

Pour 1989, le président du PMU, M. Roger Blot (en instance de départ, d'ailleurs, et dont le siège est très convoité), et son directeur, M. André Cornier, sont confrontés à une double difficulté : un coût de gestion bloqué autour de 5,7 % comme ils l'ont promis à leurs adhérents, les patrons de courses. Parallèlement, il leur faut atteindre l'objectif de leur budget prévisionnel, soit un chiffre d'affaires d'un point supérieur au moins à l'inférieur.

Or, actuellement, ce cap est difficile à tenir : avec la création de tirés supplémentaires tous les mardis, l'augmentation de la recette avoisine tout juste + 3,60 %, alors qu'en 1988 on avait fait 9 % de mieux par rapport à 1987.

C'est dans ce contexte qu'ont été décidées la création et l'instauration, ce mois-ci, d'un nouveau jeu grand public, le Quinté plus, assorti d'un lancement d'ouverture puis d'un budget de publicité et de promotion de 17 millions à été finalement déposé à condition qu'il soit prélevé sur l'enveloppe globale de 70 millions pour l'exercice (as Loto on dispose de cinq fois plus). La campagne a été confiée à

l'agence RSCG, et c'est Jacques Séguéla qui a présenté le bébé à la presse, le 6 septembre. Le « plan média » comprend de l'affichage (27 %), de la radio (40 %), de la presse (17 %) et de la promotion (15 %), dont 5 % sur les points de vente (affichage, gadgets, présentoirs, dépliants), un mailing à quatre cent mille personnes d'une clientèle répertoriée et des stages d'initiation.

### Rajeunir l'image

Cette campagne a débuté en fanfare avec une première vague de trois cent cinquante spots radio en une semaine. Deux autres suivront en octobre, puis en fin d'année, au moment du trot de Vincennes, ainsi que de façon ponctuelle selon les résultats. Le slogan se veut volontairement populaire : « Faut pas avoir peur de gagner trop... » Alors que les messages, à l'inverse, sont très sophistiqués, mettant en scène par exemple un « golden boy » ou une chanteuse de salon. « Ils veulent », explique M. Sylvain Lejars, directeur du marketing, faire rêver une clientèle nouvelle, féminine d'une part, jeune d'autre part. Même si celle-ci, dans l'immédiat, investit peu faute de pouvoir d'achat et de comportement adéquats. Mais il faut la mobiliser rapidement pour l'avenir. L'idée de rajeunissement de l'image de marque des courses et du PMU est prioritaire dans toutes nos études depuis deux ans. Mais nous sommes bien conscients qu'il ne faut pas pour autant rebouter notre vieux de base. »

C'était l'erreur commise avec l'échec retentissant du Derby en 1985, supprimé deux mois après avoir été testé. Il était non rentable. Ses promoteurs avaient négligé

de prendre en considération ce que l'on appelle avec un peu d'emphase, au siège de la rue de la Boétie, la « culture hippique française », très spécifique par opposition à l'anglaise. Les Britanniques, en effet, véritables amoureux des courses, s'intéressent à sept ou huit épreuves d'une réunion quotidienne. Ils aiment chercher le gagnant de chacune. D'où un système de paris « verticaux », les sommes gagnées se reportant de l'une sur l'autre pour alimenter même un jackpot en cas de non-distribution immédiate.

Chez nous, la tradition est « horizontale ». Après la naissance du tiercé, en 1955, les turfistes, huit millions occasionnels ou habituels (soit un quart de la population adulte), veulent décortiquer une seule course réunissant de préférence beaucoup de chevaux qui courent souvent et qu'ils ont l'impression de bien connaître. Ainsi, ils n'ont pas été étonnés par l'instauration du Quinté qui ressort du même processus, puis du Quarté plus en 1987.

### Simulation optimiste

Ce jeu a très vite connu un joli succès : il est le seul à croître en audience actuellement. Cela parce qu'il compte un lot de consolation : ceux qui n'indiquent pas les quatre chevaux participant à l'arrivée reçoivent quand même en bonus un petit pari de consolation s'ils ont trouvé les trois premiers... dans l'ordre ou dans le désordre.

De là au Quinté plus pour lequel il faut évidemment découvrir jusqu'au cinquième bon cheval, il n'y a qu'un pas. Il vient donc d'être franchi le 12 septembre après deux ans d'essais, d'interventions et d'initiatives diverses, notamment la rédaction

du règlement par les haras nationaux ; conception de quatre cents nouveaux programmes informatiques représentant treize « années-homme » de travail ; impression de nouveaux bordereaux ; diffusion aux six mille cinq cents points de vente d'une procédure inédite d'enregistrement et de paiement et des pibos comptables adaptés ; fixation des pourcentages de gains répartis aux gagnants et qui sont les suivants : 20 % de la masse pour la quantité dans l'ordre, 25 % dans le désordre, 20 % pour le bonus à quatre chevaux et 35 % à trois.

Ce pronostic-patchwork a été bien accueilli et le message reçu au-delà des espérances des promoteurs : pour le premier « tirage », le 12 septembre à Longchamp, on a enregistré 32 millions de francs d'enjeux, neuf millions de bordereaux et beaucoup de petits paris.

En deuxième semaine, le 19 septembre à Vincennes : 45 millions de francs, ce qui dénote un certain tassement mais un score encore très largement supérieur à la « taille minimale de rentabilité » évaluée à 12 millions de francs par semaine. Cette baisse serait due à une relative déception par rapport à des promesses publicitaires jusqu'à maintenant ténébreuses : elles annonçaient des gains à hauteur de 600 000 francs pour 10 francs de mise. Or, ils se sont élevés seulement — si l'on peut dire — respectivement à 163 000 francs pour trente-neuf gagnants d'abord et à 393 000 francs pour quatorze gros lots ensuite.

Les simulations informatiques assimilent parfois exagérément les chevaux à des numéros. Or les arrivées en réel sur la piste répondent heureusement le plus souvent à des critères logiques : lorsque la course est techniquement régulière sans

incident ou contre-performance, les meilleurs compétiteurs se classent dans les trois, quatre ou cinq premiers. D'où des rapports moins spectaculaires. Malgré tout, tôt ou tard, les outsiders renversent la vapeur et l'on dépasse le million. Le produit, apparemment, est fiable, et il semble plaire à une frange importante d'investisseurs. Logiquement, la direction du PMU devrait donc gagner son pari.

### Une transparence souhaitable

M. Cornier peaufine maintenant sa prochaine initiative pour 1990. Ayant promis à son conseil d'administration un nouveau jeu ou un nouveau service chaque année, il veut développer la prise de paris par radiotél et ensuite par bureau libre-service avec carte à puce. Là encore, il s'agit de sensibiliser un « réservoir » de joueurs, potentiels que relient les cafés PMU. Si elle prend de l'ampleur, cette opération aura un autre intérêt : la diminution du volume considérable d'argent liquide manipulé aux guichets au cours de l'année, via mille deux cents millions de bordereaux. Alors que le Français moyen paie maintenant avec une carte de crédit ou par chèque même son essence ou ses Galeries, il est en effet paradoxal qu'il acquitte tous ses jeux en espèces.

Par la même occasion, l'argument d'« argent sale » ou d'« argent lavé » souvent objecté aux courses pourrait être mieux révisé, et une plus grande transparence est souhaitable pour une institution souvent contestée et actuellement en crise. Certains vont même jusqu'à parler d'une indispensable « moralisation ».

GUY DE LA BROSSE



# TECHNOLOGIE

L'informatique sur le chantier du CNTT

## Les électrons du tyran

Quand l'informatique se met au service d'un directeur de chantier, elle exigeant que versatilité, les entreprises souffrent, mais battent des records. C'était le cas au CNTT jusqu'à hier soir.

« Tous les jours à 12 h 12, je tiens une réunion de chantier. Si cela n'est pas suffisant, je convoque à nouveau tous les responsables des entreprises concernées à 19 h 19, puis à 6 h 06 du matin, si c'est encore nécessaire. » Patrice Elluin, directeur général de l'agence d'architecture et responsable du chantier du CNTT, est un maniaque de la précision, un amoureux des chiffres, et aussi un meneur d'hommes tyrannique. Dans le grand auditorium du CNTT, une des premières salles à être achevée, cent cinquante chefs d'entreprise se sont réunis, une, deux ou même trois fois par jour, pendant plus d'un an, pour subir les critiques de cet homme tout-puissant qui leur faisait face sur la scène. 12 h 12. Une minute de silence, et c'est l'appel. Chacun énumère son nom et son prénom. Après, l'exposition sur l'état du chantier, tout à tour cinglant et légalisant, les débats d'engagement entre corps de métier. Patrice Elluin est le grand ordonnateur.

### Un spécialiste des opérations commando

Revenons plus d'un an en arrière, non loin de là, toujours à la Défense, mais dans un autre cadre. Les responsables des entreprises choisies pour construire la tour Descartes, un autre chantier mené par la Sati pour le compte d'IBM, se souviennent encore avec rage de ce vendredi soir qu'ils passèrent en costume cravate dans les gravats. « Nous avons dû évacuer 50 mètres cubes pendant la nuit », se souvient l'un d'eux. Les yeux de Patrice Elluin brillent de plaisir quand il se remémore cet épisode : le message était le suivant : « Pour aller vite tout en respectant la qualité, un chantier doit être propre. »

Le 8 août 1988, date de démarrage des travaux du CNTT, il affirmait que ceux-ci se termineraient douze mois et douze jours plus tard. Pari pas tout à fait tenu. Puisque si le CNTT a bien pu être inauguré le 26 septembre, comme prévu, les entreprises étaient encore nombreuses sur place la veille. Mais enfin, deux mois de retard pour un projet si complexe qu'il aurait normalement fallu trois fois plus de temps pour le mener à bien n'attendent pas vraiment la performance.

Il faut dire que Patrice Elluin est un spécialiste des opérations commando. « Il termine toujours sur le fil du rasoir », dit de lui un

de ses anciens collaborateurs. Car s'il se montre d'une extrême exigence au jour le jour, il se plait aussi à faire vivre ses collaborateurs et les entreprises du chantier dans la désorganisation permanente. Pas de planning, pas de compte rendu de réunion. Les projets peuvent être modifiés jusqu'à la dernière minute. Une clause précisée sur les contrats de toutes les entreprises travaillant pour la Sati. Mais aucune trace écrite n'atteste l'importance des surcoûts que les entreprises devront supporter. Les comptes sont réglés une fois par toutes en fin de chantier, de mémoire. « Tout tient à la bonne volonté d'Elluin. Quand il tombe malade, on va mettre des chaises à l'église et on prie pour qu'il se remette ; il y a plusieurs dizaines

flexibilité sur un chantier aussi complexe que celui du CNTT. Patrice Elluin a trouvé un appui : l'informatique. Car à la différence des tours où chaque étage ressemble grosso modo au suivant, au CNTT rien n'était répétitif. Pour passer entre la voûte en voûte de béton, classée monument historique (Le Monde du 22 septembre), et ses fondations, des espaces aussi différents qu'un hôtel de luxe, un centre de congrès avec deux auditoriums, un centre de formation, un club privé, des boutiques et des bureaux, il a fallu jongler avec les niveaux, traiter chaque mètre carré différemment des autres. Sans pour autant revenir sur le sacro-sain principe de la remise en cause permanente. « Le 13 août 1988 est

semaines avant l'ouverture qu'elle a appris que chaque salle de démonstration du centre d'exposition informatique permanent Informatique devrait avoir son propre compteur électrique, précision indispensable pour commencer son travail, qui nécessite normalement un mois et demi.

Pour corser encore un peu plus le problème, Patrice Elluin s'est aussi refusé à faire des groupages, c'est-à-dire à traiter avec un petit nombre d'entreprises qui auraient ensuite fait travailler des sous-traitants sous leur propre responsabilité. Pis : il a confié chaque lot (la peinture, le béton, etc.) à plusieurs sociétés. Pour les contenir toutes, dit-il. Mais aussi sans doute pour répartir les risques et mieux

ordinateur (CAO). Le même pour tous. Un investissement de 400 000 francs environ par poste, pour chaque partenaire et de 7,5 millions de francs pour la Sati.

An lieu de travailler sur une planche à dessin, les concepteurs utilisent une souris qu'ils déplacent sur une tablette graphique, elle-même connectée à l'ordinateur. Les dessins apparaissent aussitôt à l'écran et sont modifiables instantanément. Un certain nombre de calculs comme le mètre de câble nécessaire, ou le volume de béton... s'effectuent automatiquement.

Sur les écrans de ces machines, les concepteurs dessinent ainsi les plans et les modifient à volonté. Un gain de temps évident par rapport à la gomme et au crayon traditionnels. Une table traçante, c'est-à-dire une table à dessin commandée par l'ordinateur, est connectée au poste de travail. Des petits styles s'abaissent et se lèvent automatiquement en fonction des commandes transmises par la machine. En quelques minutes, apparaissent ainsi des plans qu'un dessinateur aurait mis plusieurs heures, si ce n'est plusieurs jours, à réaliser. Un dispositif, qui, s'il n'économise que peu de temps pendant la période de conception, en fait, en revanche, gagner énormément lorsqu'il s'agit de redessiner les plans modifiés.

### Études et travaux en parallèle

Cette méthode est déjà utilisée par de nombreux bureaux d'études. Mais, en général, avant que les travaux ne commencent. Chaque entreprise concernée travaille alors sur le matériel de son choix et ne transmet aux entreprises de construction, chargées de l'exécution, que les plans définitifs. Les méthodes particulières de la Sati, qui imposent qu'études et travaux s'effectuent en parallèle, ont nécessité que chacun s'équipe d'un même matériel afin de pouvoir communiquer, s'échanger des plans en cours de travaux.

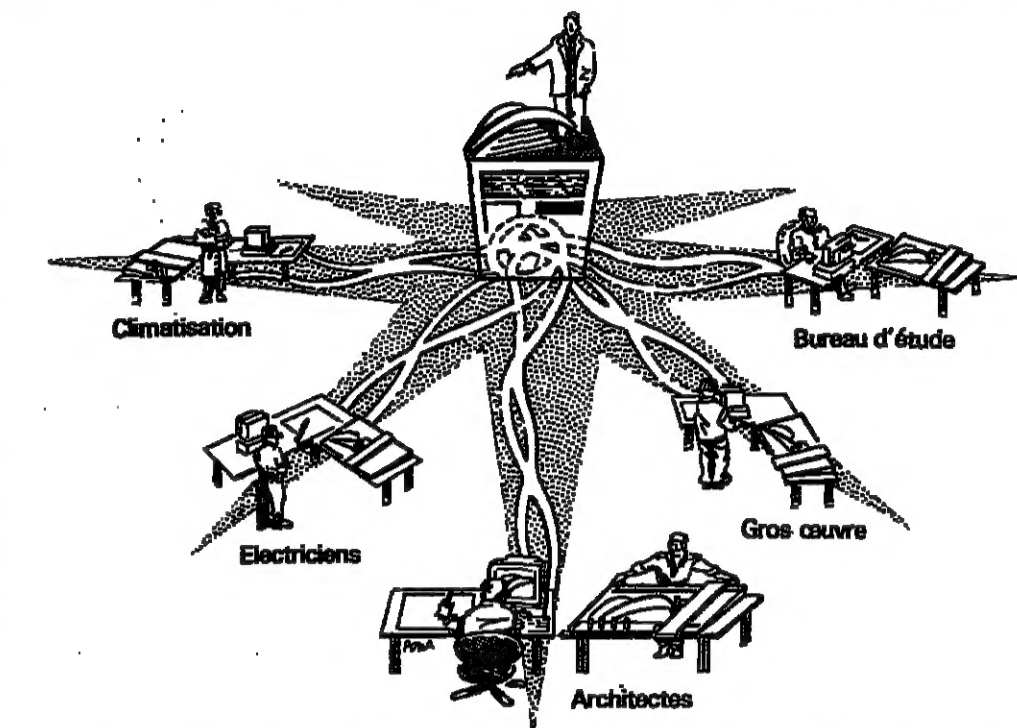
Autre innovation : au lieu de s'envoyer des cahiers — ou mieux des disquettes sur lesquelles sont enregistrés les dessins —, les données transitent sur le réseau Numeris, dernier-né des réseaux téléphoniques mis au point par France Telecom. Tout comme le réseau téléphonique classique véhicule la parole, le réseau Numeris, grâce à un débit nettement supérieur, transmet en quelques secondes, photos, textes et dessins, et pour un prix inférieur à d'autres réseaux plus anciens. Ainsi un plan d'une complexité moyenne est transmis en moins de dix minutes. Coût de la communication : 10 francs environ.

En fait, Numeris n'étant actuellement disponible que sur une par-

tie du territoire, certaines entreprises utilisent un autre réseau de France Telecom ou des lignes spécialisées. Chacun des quarante postes de CAO sont ainsi connectés par l'un ou l'autre réseau, à l'ordinateur central IBM 9370 de la Sati. Sur cet ordinateur, chaque partenaire dispose d'une boîte à lettres électronique. Les plans destinés à une entreprise sont envoyés sur l'ordinateur central : les collaborateurs de Patrice Elluin les répartissent dans les boîtes des entreprises concernées, qui les consultent régulièrement et à distance bien sûr. Si elle contient un message, c'est-à-dire un plan, il le transfère, toujours par le réseau, sur son propre poste de travail, et en commande le dessin sur sa table traçante. Il suffit de quinze minutes pour envoyer un plan à quinze entreprises différentes.

Maniaque des chiffres, devant l'électronique Patrice Elluin sait pourtant garder la tête froide. Inutile de lui parler de calculatrice. De la poche intérieure de sa veste, il tire sa règle à calcul. « Cela m'entretient la mémoire. »

ANNIE KAHN



Quarante entreprises utilisent un même système de conception assistée par ordinateur pour créer et dessiner leurs plans. Elles se les communiquent ensuite en quelques minutes, sous forme électronique, grâce au réseau Numeris.

de millions à la clef. Les directeurs financiers des entreprises impliquées ont depuis longtemps baissé les bras devant les méthodes de l'un des plus gros donneurs d'ordres d'Ile-de-France dans le domaine du bâtiment. On lui connaît effectivement peu de contenance. « Si les entreprises ne jouent pas le jeu, ça peut leur coûter cher ; mais si elles savent s'organiser, elles gagnent de l'argent », estime le responsable d'un bureau d'études.

Mais l'autoritarisme de l'un, et la bonne volonté des autres ont leurs limites. Pour parvenir à ses fins, et continuer d'allier rigueur et

la date la plus importante du chantier, affirme Patrice Elluin. « Dans mon jardin, j'ai décidé de réviser toutes les galeries techniques. Le 15 août, j'avais terminé. On gagnait ainsi 3 000 mètres carrés de bureaux. » Certes, mais les bureaux d'études pouvaient aussi mettre leurs anciens plans à la poubelle et se remettre à la tâche. Autre exemple : la façade de l'hôtel a été modifiée le 13 décembre, quelques heures avant que les ouvriers ne commencent à couler le béton. Quant à Spio-Trinzel, entreprise chargée, entre autres, de poser les câbles de l'alimentation électrique, ce n'est que deux

asseoir son pouvoir. Conséquence : sur ce chantier de 200 000 mètres carrés, cent cinquante entreprises ont passé contrat. Aux heures de pointe jusqu'à sept mille personnes ont travaillé simultanément. Pour assurer la coordination, étudier rapidement l'impact de toute modification sur l'ensemble des corps de métier concernés, et leur communiquer les informations nécessaires, il a donc décidé, dès le début du chantier, que les architectes, les bureaux d'études, les entreprises de gros œuvre et celles chargées de l'électricité et de la climatisation — soit en tout une quarantaine de sociétés — seraient équipés d'un poste de conception assistée par

Aussi performants, mais plus chers que leurs homologues de bureau

## Les ordinateurs allégés

A performances équivalentes, les « portables » sont environ 30 % plus chers que les ordinateurs de bureau. Pour des raisons technologiques et industrielles.

En informatique comme dans l'alimentation, la tendance est aux produits allégés. Mais si dans les bureaux et autres produits minceurs, on remplace bien souvent les ingrédients riches en calories par de l'eau ou du vent, les ordinateurs portables, de deux à cinq fois plus légers que les ordinateurs de bureau, n'en sont pas pour autant moins puissants. Leurs performances (hormis les possibilités de connexion et la qualité des écrans couleurs) sont désormais similaires à celles de leurs homologues plus pesants.

L'annonce, la semaine dernière, du Macintosh portable, présenté pour la première fois au public à partir d'aujourd'hui dans l'enceinte du CNTT, à la Défense, est là pour le prouver. Son écran, jusqu'à présent maillon faible des ordinateurs portables, parce que petit et mal contrasté, est légèrement plus grand que celui des Macintosh de bureau et d'une très bonne lisibilité. Son autonomie d'utilisation, couramment de deux à trois heures de travail sur les modèles commercialisés jusqu'à présent, est portée à huit heures environ.

En revanche, tout comme les produits minceurs affinent non seulement la ligne, mais aussi le porte-

monnaie, les portables sont nettement plus chers que les ordinateurs de bureau aux performances équivalentes. Le Macintosh portable avec disque dur de quarante millions d'octets (support magnétique capable de stocker quarante millions de caractères, c'est-à-dire l'équivalent d'une bibliothèque d'une centaine de volumes) est vendu 45 000 F HT, soit 30 % de plus qu'un Mac SE 30, modèle dont la vitesse de fonctionnement est pourtant supérieure. Même constatation pour cette autre catégorie de micro-ordinateurs que sont les compatibles IBM-PC.

### Les chaînes de fabrication ne sont pas amolies

D'une façon générale, selon Marc Ducaup, chef de produits Macintosh chez Apple, les ordinateurs portables sont environ 25 % à 40 % plus chers que leurs homologues en version machine de bureau. Pourquoi cette différence ? Les raisons sont à la fois d'ordre technologique et industriel.

Pour être plus petits, plus légers, et peu consommateurs d'énergie électrique, sans être moins performants pour autant, les ordinateurs portables utilisent des technologies plus sophistiquées, d'autant plus chères à fabriquer qu'elles sont plus complexes et plus récentes. Les chaînes de fabrication sont encore loin d'être amorties, comme c'est le cas pour les ordinateurs de bureau.

Ainsi, les composants logiques des ordinateurs portables, unité de calcul, mémoire, etc., sont en technologie C Mos ; une technologie qui consomme cinq à dix fois moins d'énergie que les composants N Mos ou P Mos utilisés dans les ordinateurs conventionnels ; mais qui est aussi beaucoup plus chère, car elle consomme deux fois plus de transistors pour remplir une même fonction et qu'elle est utilisée pour fabriquer des composants en plus petite quantité.

Autre élément coûteux : l'écran. Pour être peu encombrant, un écran d'ordinateur portable doit être plat. Pas question donc d'utiliser les écrans cathodiques (du type de ceux qui équipent les télévisions). Les écrans plats sont, en ordre de prix croissant, soit des écrans à plasma, soit des écrans à cristaux liquides « courants » (technologie STN), soit des écrans à cristaux liquides « matrice active », c'est-à-dire utilisant des diodes ou, ne plus ultra, des transistors. Quatre technologies chères car moins utilisées que celle du tube cathodique fabriqué en grande série.

### Un surcoût temporaire

Autre exemple : les disques durs sont non seulement plus compacts, mais aussi plus résistants car ils doivent pouvoir résister aux chocs pendant le transport : il serait en effet dramatique qu'une tête de lecture vienne percuter la surface

du disque rendant ainsi illisible toutes les informations qui y sont enregistrées.

Autant de considérations qui expliquent le surcoût des portables mais permettent aussi d'espérer qu'il n'est que temporaire. Car si, comme l'affirme Marc Ducaup, « on ne peut plus attendre d'importantes baisses de prix du côté des ordinateurs conventionnels, qui utilisent des technologies mûres et des chaînes de fabrication déjà complètement amorties, en revanche le marché des portables se développe, et d'ici trois à quatre ans, les deux lignes de produits auront des prix équivalents ».

D'autant plus que d'ici là les progrès réalisés dans le domaine des écrans plats en couleurs seront aussi importants que ceux réalisés ces dernières années dans celui des écrans noir et blanc. Ce qui fait dire à Atsutoshi Nishida, directeur chez Toshiba, leader européen du portable avec 47 % du marché, selon la société d'études Dataquest, que, « en 1999, les micro-ordinateurs portables occuperont 55 % du marché, contre 8 % aujourd'hui ».

En attendant, ceux qui souhaitent garder la ligne sans étrangler leur porte-monnaie peuvent porter à bout de bras les plus de 10 kilos de leur ordinateur de bureau. Et avoir ainsi, une fois n'est pas coutume, le beurre et l'argent du beurre.

A. K.

## Des batteries sous-marines

Les phares marins pourraient bientôt être éclairés grâce à des batteries fonctionnant à l'eau de mer. Un prototype vient en effet d'être testé à de grandes profondeurs au large des côtes norvégiennes. Il aurait donné des résultats satisfaisants. Ces batteries pourraient donc remplacer les câbles d'alimentation électriques sous-marins. Elles utilisent une anode en magnésium et une cathode en cuivre, l'eau de mer servant d'électrolyte. Elles peuvent rester sous l'eau pendant deux ans sans entretien particulier.

## Des tableaux sur informatique

Pour les parois qui rehausseraient à parcourir les couloirs du Musée d'Orsay pour en admirer les peintures, la musée a mis en place un système informatique permettant de sélectionner les œuvres d'art et de les voir sur écran. Quatre mille deux cents images ont en effet été stockées sur des disques optiques numériques, c'est-à-dire des disques permettant de stocker des images sous forme numérisée. Ces disques sont pilotés par des ordinateurs Vax de Digital Equipment, auxquels sont connectés seize terminaux en couleur. La société CISI télématique a en charge l'exploitation du système.

VIENT de PARAÎTRE

## SIX PHOTO-REPORTAGES :

- La mer Rouge de Monfreid
- Les coupeurs de têtes malais
- La Côte d'Azur vue du ciel
- Les chercheurs d'or du Pérou
- Les "Jumbo" de Thaïlande

Des bancs d'essais et des informations vacances chez votre marchand de journaux dans le magazine

## BANCS D'ESSAIS DU TOURISME

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR TEL : 01 45 38 70 72



**PARIS, 25 settembre** ↓

## Désenchantement

**TOKYO, 26 sept. ↑**

## SULTATS

**Groupe  
Docks de France**

## Second marché (sélection)

**Marché des options négociables le 25 septembre 1989**

VALEURS	PRIX exercice	COTATIONS D'ACHAT		COTATIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
4 ans	2.48	78	60	—	77.58

Entrepreneur	1990	1991	1992	1993	1994
Alcar	450	10	28	0.94	11.50
CE	450	10	28	0.94	11.50
SK-Agroparc	560	6.60	19.14	20	7.70
Evromont SA-PLC	76	3	9.10	2.38	7.70
Lafarge-Cemex	1 800	13	75	9	45
Michelin	189	9	16.50	0.58	5
Mellat	1 400	-	181	1.58	-
Paribas	520	1.50	19.50	9	19
Powertel	850	62	96	0.98	18
Société Générale	680	23	52	-	10.50
Société générale	560	1.50	17	-	-
Thomson-CSF	360	3.00	11	7.50	14
Suez	1 900	-	90	2	-
Sant. Francisco	300	3.50	26	2	-

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 25 septembre 1988  
Nombre de contrats : 89 141.

COURS	ECHANGEANCES		
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier .....	107,56	107,46	107,28
Précédent .....	106	107,90	107,72
Options sur notional			
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE
	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89
108 .....	0,49	0,88	0,99
			-

---

## INDICES

CHANGES	SOURCES
<p>1. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE MANUFACTURING INDUSTRY</b></p> <p>2. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE SERVICE INDUSTRY</b></p> <p>3. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE AGRICULTURE INDUSTRY</b></p> <p>4. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE MINING INDUSTRY</b></p> <p>5. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE CONSTRUCTION INDUSTRY</b></p> <p>6. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE TRANSPORTATION INDUSTRY</b></p> <p>7. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE COMMUNICATIONS INDUSTRY</b></p> <p>8. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE PUBLIC UTILITIES INDUSTRY</b></p> <p>9. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE GOVERNMENT INDUSTRY</b></p> <p>10. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE EDUCATION INDUSTRY</b></p> <p>11. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE HEALTH INDUSTRY</b></p> <p>12. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE SOCIAL SERVICES INDUSTRY</b></p> <p>13. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE ARTS AND RECREATION INDUSTRY</b></p> <p>14. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE LEISURE INDUSTRY</b></p> <p>15. <b>CHANGES IN THE NUMBER OF PERSONS EMPLOYED IN THE OTHER INDUSTRY</b></p>	<p>1. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>2. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>3. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>4. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>5. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>6. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>7. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>8. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>9. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>10. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>11. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>12. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>13. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>14. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p> <p>15. <b>U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS</b></p>

## CHANGES BOURSES

Le dollar avait retrouvé une certaine stabilité le 26 septembre au matin, après sa forte

(SEF, base 100: 31-12-81)  
Indice général CAC 550,4 550,3

(SBE, base 1000: 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 1914,85 1986,46  
(OMF, base 100: 31-12-81)  
Indice OMF 50 : 533,62 678,25

**NEW-YORK** (Indice Dow Jones)

FRANCFORT	25 sept.	26 sept.	Industrielles .....	2 611,61	2 639,19
Dollar (en DM)	1,960	1,965	LONDRES (Indices « Financial Times »)		
TOKYO	25 sept.	26 sept.	Industrielles .....	1 949,5	1 937,3
Dollar (en yen)	149,90	149,90	Mines d'or .....	216,7	289,2

Fonds d'Etat ...		85,80	85,82
TOKYO			

	(cariets privies)	25 sept.	26 sept.
Paris (26 sept.) . . .	91/16-93/16 1/2	Nikoloff Dow Jones . . .	34 908,71
New-York (25 sept.) . . .	941/16 1/2	Indice général . . .	2 643,20
			2 675,22

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rap. + en dép.	-	Rap. + en dép.	-	Rap. + en dép.	-
\$E-U...	6.4475	6.4575	-	+ 1/2	+ 1/4	+ 1/2	+ 1/4	+ 1/2

Scm. ....	5.4849	5.4938	- 149	- 118	- 293	- 254	- 766	- 673
Ym (100) .	4.5166	4.5233	+ 127	+ 154	+ 258	+ 293	+ 804	+ 879

19A	3,359	3,359	+	45	+	61	+	87	+	119	+	244	+	390
19B	3,002	3,000	+	36	+	45	+	79	+	88	+	196	+	246
19C	16,170	16,176	+	40	+	139	+	106	+	250	+	372	+	752
19D	3,002	3,006	+	43	+	59	+	85	+	114	+	270	+	332
19E	4,062	4,036	-	156	-	179	-	281	-	348	-	540	-	684

2	10,000	10,413	- 413	- 406	- 816	- 731	- 227	- 268
---	--------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

TAUX DES EUROMONNAIES									
SE-U...	813/16	9 1/16	87/8	9	8 7/8	9	8 7/8	9	
DM	613/16	7 1/16	7 3/16	7 5/16	7 5/16	7 7/16	7 5/16	7 11/16	
Franc	615/16	7 3/16	7 7/16	7 9/16	7 9/16	7 11/16	7 11/16	7 13/16	

FR. (100)	8 1/4	9	8 7/16	8 3/46	8 9/16	8 7/8	8 5/8	8 15/16
FS. ....	7 1/8	7 3/8	7 1/26	7 7/8	7 9/16	7 11/16	7 5/8	7 3/4

C. (1990) ..	16 1/2	38 1/2	12 1/8	12 1/2	12 1/2	12 1/8	12 1/2	12 1/8	12 1/2
E. (1990) ..	13 13/16	34 1/16	13 7/8	14	13 7/8	14	13 7/8	14	13 7/8
F. (1990) ..	8 7/8	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/16	9 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués

en lui de l'assurance par une grande banque de la place.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

100

\_\_\_\_\_

1







## GRÈCE : porte-parole de la Nouvelle Démocratie

## Pavlos Bakoyannis a été assassiné

Le porte-parole du Parti conservateur grec (Nouvelle Démocratie, membre de la coalition gouvernementale), M. Pavlos Bakoyannis, a été tué dans un attentat, mardi matin 26 septembre, à Athènes. Selon la police, deux ou trois inconnus ont tiré sur le député qui se rendait à son bureau, au plein centre de la capitale. Atteint de plusieurs balles à la poitrine et à la tête, M. Bakoyannis a été immédiatement conduit à l'hôpital central d'Athènes où il a succombé à ses blessures peu avant 7 heures.

L'assassinat a été revendiqué, dans des tracts abandonnés sur les lieux du meurtre, par l'organisation terroriste du 17 Novembre responsable, ces dernières années, de nombreux attentats sanglants contre des officiers américains et des personnalités grecques du monde des affaires. Les meurtres ont réussi à prendre la fuite à bord d'une voiture.

Agé de cinquante-quatre ans, M. Bakoyannis était le gendre du président de la Nouvelle Démocratie, M. Constantinos Mitsotakis, et l'un des personnalités les plus influentes de ce parti. L'attentat est intervenu quelques heures avant l'ouverture au Parlement du débat sur l'éventuelle implication de M. Papandréou dans le « scandale Kerkiras », à savoir le détournement de plus de 200 millions de dollars de la Banque de Crète par l'escroc Georges Kerkiras, aujourd'hui emprisonné aux États-Unis où il était recherché pour d'autres délits.

□ Mise en place du tribunal spécial qui jugera M. Papandréou. Le président du parlement grec, M. Athanassios Tsakalof, a choisi lundi soir 25 septembre, par tirage au sort, les douze magistrats qui jugeront devant une cour spéciale l'ancien premier ministre socialiste grec, M. Andreas Papandréou, pour une affaire d'écoutes téléphoniques illégales. Une majorité de députés (conservateurs et communistes) s'étaient prononcés mercredi dernier en faveur de la comparution de M. Papandréou devant ce tribunal d'exception prévu dans le cadre de la loi sur la responsabilité des ministres. L'ancien chef de gouvernement est notamment accusé d'avoir été l'« instigateur moral » d'écoutes téléphoniques de ses adversaires politiques, de propriétaires de journaux, de journalistes et de membres de son cabinet. Les magistrats choisis sont des membres de la Cour suprême et des présidents de cour d'appel. (AFP.)

## Devant les commissions de concertation

## M. Chevènement annonce des mesures au profit des gendarmes

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé, mardi matin 26 septembre, à Paris, devant les membres des commissions de concertation de la gendarmerie, une série de mesures concrètes visant à rénover le cadre de vie et de travail des gendarmes départementaux et mobiles.

M. Chevènement s'est engagé à instituer, dès le début de l'année prochaine, une concertation permanente et régulière au sein de la gendarmerie. Au niveau des unités élémentaires (brigades, compagnies et escadrons), les sous-officiers seront représentés par un président désigné sur proposition de ses pairs. Dans les groupements départementaux et les formations assimilées, les officiers et les sous-officiers seront représentés au sein d'une commission de participation comprenant huit membres. Ultérieurement devra être créé, à l'échelon national, un conseil de la gendarmerie nationale de soixante et un membres (officiers, gradés et gendarmes), tirés au sort parmi des volontaires, qui sera consulté pour tout ce qui concerne les conditions de vie et de travail.

Le ministre de la défense a ensuite précisé une série de mesures concrètes, qui portent sur le renforcement des brigades territoriales, la diminution des astreintes, l'allègement des tâches d'entretien des garnisons et un meilleur fonctionnement des unités.

Ainsi, dès le 3 novembre, les brigades départementales les plus chargées commenceront de recevoir du personnel supplémentaire issu des cinq cents gendarmes nouvellement recrutés. Il sera, d'autre part, institué huit heures de repos après un service nocturne. L'entretien des bureaux ne sera plus assuré par les gendarmes, mais par du personnel rétribué à raison de deux à quatre heures par semaine. Des crédits libres (entre 9 300 et 15 500 francs par an) seront alloués aux brigades pour leurs dépenses courantes de fonctionnement. Dix mille logements de sous-officiers et trois mille logements appartenant à l'État seront rénovés. Enfin, une prime d'habitation sera instituée de façon que chaque sous-officier reçoive en moyenne environ 2 400 francs par an.

## Pas de mutations avant l'été 1990

M. Chevènement a laissé entendre que des arbitrages interministériels à venir permettront d'augmenter le montant de la prime de police judiciaire et de réserver des avantages fiscaux aux militaires qui voudraient acquiescer à une résidence principale, comme en bénéficient d'autres catégories de fonctionnaires.

Enfin, le ministre de la défense a chargé le directeur général de la gendarmerie, M. Charles Barbeau, de lui faire de nouvelles propositions sur l'organisation de la gendarmerie mobile, celle de la garde républicaine à Paris, la formation

(Publié)  
Rentrée  
Ils «sèchent» pour Duriez

Rentrée studieuse, hier, pour les élèves de math. ciém.; cependant, trois des meilleurs éléments manquaient à l'appel! Le Proviseur les a retrouvés chez DURIEZ, occupés à tester les 38 calculatrices scientifiques présentées en permanence à la clientèle. Si tous ces jeunes mathématiciens additionnent la qualité, les prix et le choix DURIEZ, et soustraient les soucis de maintenance, grâce au service après-vente DURIEZ, ils multiplieront leurs chances de réussite. Mathématique, non? EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE.

3, RUE LA BOÉTIE (8<sup>e</sup>)  
TEL.: 47.42.91.49  
112, BD St-GERMAIN (6<sup>e</sup>)  
TEL.: 46.33.20.43  
132, BD St-GERMAIN (6<sup>e</sup>)  
TEL.: 43.29.05.60  
Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Canulars

ELLE était chienne, hier, ma chronique, elle se tortillait, elle se débattait dans tous les sens, j'arrivais pas à la coincer entre les touches de mon clavier. Là-dessus, on me sonne. Je décroche : ici le cabinet de Jean-Michel Gailhard, le directeur d'AZ, il désirerait vous rencontrer. — Oui, ben, je suis un peu boucassé, là, en ce moment, ça peut attendre le mois prochain, non? — Non, c'est très pressé. Il veut vous voir mercredi matin, avenue Montaigne, pour vous proposer le journal de 23 heures. — Bon, OK, j'y serai.

Je raccroche, je m'accroche à la queue de mon billet, je finis par le faire tomber sur ses pieds, et, à peine je l'ai trouvée, ma chute, que je me lance à la recherche du petit plaisantin qui a essayé de me piéger. Je dois pas être le seul, croyez-moi. Il a bien dû rigoler en enregistrant les réactions incrédules ou ébahies de mes collègues, le mec. Je les imagine, bloquant l'appareil de la main : Dis donc, Ginette, tu devineras jamais, c'est le cabinet de...

Qu'est-ce que vous en pensez, vous, de ce procédé? Légitime ou pas? Marrant, en tout cas.

cas. A condition de pas en être la victime étalée, la gueule enferrée, au sommaire d'Actual ou de Globe. Je les appelle : C'est toi, mon tescar, qui m'a fait le coup? Non, ils y étaient pour rien, juré, craché, croix de bois, croix de fer. Ce serait le Quotidien ou l'Événement du jour? Ça les étonnerait pas, je me renseigne. Sapeur de leur part. Jamais de la vie! Ils sont trop gentils, trop fêtés, eux aussi, pour se livrer au jeu de la vérité pris au piège d'une bande magnétique.

Excusez-moi, une seconde, le téléphone... Je reviens de suite... C'était rien, c'était le secrétaire perpétuel de l'Académie française. Ils veulent que je fasse immortelle. Remarque, ça, je m'y attendais un peu. Déjà qu'ils avaient été complètement ébahis par Allo, Lolotte, alors, là, maintenant, avec Maman Coc, je serai élue des doigts dans le nez.

Pourquoi vous rigolez? Non, c'est pas une blague. J'ai eu le secrétaire lui-même au bout du fil. Comment je le sais? Ben, parce qu'il m'a dit!

## RDA

Des milliers de manifestants à Leipzig  
M. Erich Honecker fait sa réapparition

Près de 8 000 personnes ont manifesté, lundi 25 septembre, en fin de journée, dans le centre de Leipzig, en faveur du groupe Nouveau Forum, devenu, depuis dimanche, le point de ralliement du mouvement qui est en train d'émerger en Allemagne de l'Est pour exiger des réformes politiques. Cette manifestation, la plus importante que la RDA ait connue ces dernières années, a coïncidé avec la réapparition en public du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, que l'on n'avait plus vu depuis une opération à la vésicule biliaire, à la mi-oct.

Au lendemain de la réunion surprise à Leipzig des responsables des principaux groupes d'opposition qui tentent actuellement de s'affirmer un grand jour, le ministre de l'Intérieur avait convoqué, lundi, les deux dirigeants de Nouveau Forum, M<sup>me</sup> Beate Böhley et Jutta Seidel, pour les mettre en garde contre la poursuite de leurs activités. Le ministre a réitéré son refus d'enregistrer Nouveau Forum comme association, arguant de l'absence de « nécessité sociale ». La fin de non-recevoir qu'il avait opposé la semaine dernière aux dirigeants du mouvement, en des termes extrêmement durs, avait provoqué une levée de bouilliers, non seulement dans les milieux oppositionnels mais dans une bonne partie de l'intelligentsia, de plus en plus lassée de la langue de bois. La brusque popularité dont bénéficie « Nouveau Forum » lui a valu d'être reconnu dimanche comme

porte-drapeau par une demi-douzaine d'organismes qui veulent obliger le régime à sortir de son immobilisme.

Dans un contexte politique échauffé sur l'exode de milliers d'Allemands de l'Est à travers la Hongrie, la manifestation de lundi confirme la volatilité de la situation. Ces derniers mois, Leipzig avait été à la pointe de la contestation; plusieurs manifestations y ont été durement réprimées depuis l'année dernière. Chaque lundi soir, l'église Saint-Nicolas de Leipzig se transforme, après le service religieux, en un lieu de rencontre pour les membres des petits groupes pour la défense de la paix, des droits de l'homme, apparus au fil des ans. Les 11 et 18 septembre des incidents s'étaient déjà produits. Treize personnes sont toujours détenues depuis.

Landi, l'église était bondée. Deux mille personnes à l'intérieur, autant dehors. Au cours de son sermon, le pasteur Christoph Wonneberger avait souligné que l'État n'avait pas le droit de régner par la violence. A leur sortie de l'église, les participants se sont rassemblés et ont commencé à manifester aux cris de « liberté, égalité, fraternité » et en chantant l'Internationale et We Shall Overcome. Malgré l'important dispositif policier en place, de nombreux passants sont venus rejoindre le cortège, tandis que la circulation dans le centre-ville était totalement paralysée. Des automobilistes se sont solidarisés avec les manifestants en actionnant les avertisseurs de leurs voitures. La police a procédé à un grand nombre d'arrestations. Selon une radio privée de Berlin-Ouest — Radio 100 — au moins cinquante personnes ont été emmenées par la police. Une équipe de la dernière chaîne de télévision publique ouest-allemande ZDF a été empêchée de pénétrer dans le centre-ville pour filmer.

Sur ces entrefaites, le chef du Parti communiste est-allemand pour la région de Dresde, M. Hans Modrow, est arrivé lundi à Stuttgart pour une visite de quatre jours en RFA.

M. Modrow, soixante et un ans, qui passe pour le chef de file des réformistes au sein du SED, a souligné qu'il abordait la question des réfugiés est-allemands avec les responsables ouest-allemands. (AFP, AP, Reuters.)

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés en tentant de traverser le Danube à la nage. Selon l'agence hongroise MTI, pour le seul week-end dernier, 86 Allemands de l'Est sont arrivés en Hongrie en traversant le fleuve.

La mesure au prix du prêt-à-porter DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 800 F VESTES 1 400 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue de la République, Paris - Opéra Téléphone: 47-42-70-61 Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

En tentant de traverser le Danube à la nage.

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés

Une dizaine d'Allemands de l'Est sont morts noyés

## L'ESSENTIEL

## Débats

La Revanche du social, par Raymond Soubie; Bibliographie: Un homme du Monde, de Jean Planchais ..... 2

## Réunion du Soviet suprême à Moscou

Le Parlement soviétique a entendu des discours peu encourageants sur la situation économique ..... 4

## L'explosion du DC-10 d'UTA

Des traces de Sarmax auraient été découvertes dans les débris ..... 6

## Tension entre Paris et Pékin

La Chine reproche à la France d'abriter des opposants ..... 8

## Europe 1993

La marche vers l'union économique et monétaire; les Français voudraient conclure les travaux préparatoires en décembre ..... 12

## Les appétits contrariés des armées

Les armées françaises devront accepter de ralentir quelque peu leur effort d'équipement entre 1990 et 1993 malgré les 438 milliards de francs qui leur seront alloués. C'est la constatation du rapport parlementaire sur la programmation militaire ..... 13

## Une contre-attaque de M. Nucci

M. Christian Nucci dépose une plainte contre l'irrégularité du vote qui a abouti à sa traduction en Haute Cour dans l'affaire « Carrefour du développement » ..... 15

## Benetton primé

La campagne 1989 de Benetton (le bébé blanc allié par une femme noire...) a remporté le seizième Grand Prix de l'affichage, décerné par les professionnels de la publicité française ..... 16

## Kiki de Montparnasse

Il n'y a pas si longtemps, Montparnasse était un monde grouillant, cosmopolite, sur lequel régnait une femme nommée Kiki. Ce que rappelle une exposition et un livre ..... 20

## Bibliothèque Alexandrina

Quelques siècles après la destruction de la bibliothèque d'Alexandrie, ce désastre va être réparé. Un nouveau bâtiment va être construit. Reste à trouver tout le financement nécessaire ..... 20

## Football : des Danois cotés en Bourse

Le club danois de Brøndby, adversaire de Marseille en huitième de finale retour de la Coupe d'Europe des clubs champions, est le pionnier du professionnalisme en Scandinavie. Il est même coté à la Bourse de Copenhague ..... 26

## Trente ans de découvertes archéologiques en France

M. Jack Lang inaugure une grande exposition et lance l'Année de l'archéologie ..... 17

## L'histoire à l'écran

Les historiens découvrent l'ordinateur pour faciliter et approfondir leurs recherches ..... 18

## Cancer du col de l'utérus

En dépit de quelques défaillances, le frottis vaginal reste indispensable au dépistage du cancer du col de l'utérus ..... 19

## Les réunions monétaires de Washington

La FMI ajourne ses décisions sur l'augmentation des quotas ..... 27

## Le prix du pétrole

Les pays exportateurs, réunis à Genève, essaient de tirer profit de l'amélioration de la situation ..... 28

## Des milliardaires très secrets

Financiers, promoteurs, canadiens et juifs orthodoxes, les trois frères Reichmann cultivent la discrétion et l'art de l'investissement à long terme ..... 30

## Technologie

Grâce à l'informatique et à un directeur de chantier exigeant, les entreprises du nouveau CNIT ont battu des records d'exactitude ..... 31

## Services

Abonnements ..... 8  
Campus ..... 24  
Carnet ..... 22  
Marchés financiers ..... 32 et 33  
Météorologie ..... 23  
Mots croisés ..... 23  
Radio-Télévision ..... 25  
Cinéma ..... 24

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM